

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Adviseur-generaal : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

184e JAARGANG



N. 142

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53, 1000 Bruxelles - Conseiller général : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

184e ANNEE

WOENSDAG 14 MEI 2014
EERSTE EDITIE

MERCREDI 14 MAI 2014
PREMIERE EDITION

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais", bl. 38921.

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle", bl. 38958.

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul", bl. 38994.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Öffentlicher Dienst der Wallonie

23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais", S. 38910.

23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle", S. 38946.

23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul", S. 38982.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Service public de Wallonie

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais", p. 38896.

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE35048 - « Vallée du Ruisseau de la Goutelle », p. 38932.

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul", p. 38969.

**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2014/27138]

**23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation
du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu les enquêtes publiques organisées sur la commune de Vresse-sur-Semois, du 11 décembre 2012 au 4 février 2013 conformément aux dispositions du Code de l'Environnement relatives à l'organisation des enquêtes publiques, articles D.29-1 et suivants;

Vu l'avis de la Commission de Conservation de Dinant, donné les 23 et 30 août et 19 septembre 2013;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l'Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d'importance communautaire;

Considérant les Décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les Décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d'action préventive, d'intégration et de précaution, tels que visés aux articles D.1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l'arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;

Considérant que seules les réclamations formulées dans les délais de l'enquête publique et selon les formalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement doivent être prises en compte;

Considérant les réclamations relatives au prétendu non-respect par le Gouvernement wallon des règles en matière d'accès à l'information, de participation du public et d'accès à la justice ainsi que celles portant sur la régression qui aurait été opérée en matière de participation par rapport aux enquêtes publiques de 2008 relatives aux arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant tout d'abord, que, suivant les modalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, des enquêtes publiques ont été organisées dans toutes les communes couvertes par un arrêté de désignation; que toute personne avait la possibilité de réclamer dans le cadre de ces enquêtes;

Considérant qu'outre les formalités requises par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement pour annoncer la tenue de l'enquête publique, d'autres actions ont été menées volontairement par l'administration afin d'en assurer la meilleure publicité auprès des personnes intéressées;

Considérant ainsi que la diffusion d'information au grand public relative au réseau Natura 2000 a été réalisée avant et pendant l'enquête par plusieurs biais : diffusion de guides de gestion, articles dans la presse spécialisée, colloque, envoi de newsletters, tenues de permanences, expositions, diffusion de spots (capsules) à la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) sur les différents types de milieux ainsi que sur les contraintes que leur gestion et leur protection requièrent, information via Internet (projets d'arrêtés de désignation, textes légaux, cartographie, modèles de formulaires de réclamation, contacts); que les principaux documents, textes légaux et réglementaires ont été mis à disposition en allemand; que des séances d'information bilingues (français-allemand) ont été organisées; que ces informations très pertinentes ont permis au public d'être sensibilisé à l'importance de participer à l'enquête publique;

Considérant que sur la base des informations cadastrales et du Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), les propriétaires et gestionnaires de parcelles en Natura 2000 ont reçu un courrier personnalisé de l'Administration les informant de la tenue de l'enquête et comprenant, à titre informatif, la liste de leurs parcelles situées en Natura 2000, des surfaces concernées et des unités de gestion correspondantes; que, préalablement à cet envoi, une campagne d'information spécifique à ce public a été menée;

Considérant ensuite que le fait que les mesures préventives et les objectifs de conservation ne figurent plus dans l'arrêté de désignation mais dans des arrêtés à portée générale permet d'harmoniser les mesures et les objectifs à l'échelle de la Région wallonne, en vue d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales, que les possibilités de réagir dans le cadre des enquêtes publiques par rapport à celles organisées en 2008 pour les huit sites désignés ne sont pas amoindries; qu'en effet, les réclamants ont la possibilité de donner leur avis sur les contraintes qu'implique le régime préventif pour leurs parcelles, en fonction de l'unité de gestion telle que délimitée dans le projet d'arrêté et des objectifs de conservation proposés;

Considérant que la présente enquête publique ne portait pas, à l'évidence, sur les décisions du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002 et du 4 février 2004 complétées par la décision du 24 mars 2005 relative à la sélection des sites, mais sur les arrêtés de désignation des sites proposés par la Région wallonne et retenus par la Commission comme sites d'importance communautaire (SIC); que les critiques sur le non respect prétendu des garanties procédurales prévues dans la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et sur l'accès à la justice en matière d'environnement, entrée en vigueur en Belgique le 21 avril 2003, dans le cadre de la procédure de sélection des sites, n'entrent donc pas dans le champ de la présente enquête; que quand bien même serait-ce le cas, force est de constater que ces critiques sont sans fondement;

Considérant, en effet, que concernant l'accès à l'information, la Région wallonne a transposé les exigences de la Convention d'Aarhus et du droit européen en la matière dans le Livre I^{er} du Code wallon et a respecté ces dispositions dans le cadre de la phase de sélection des sites, notamment en publiant sur internet la liste des sites proposés comme site d'importance communautaire suite aux décisions du 26 septembre 2002, du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, ainsi que les fichiers standard de données propres à chaque site;

Considérant que, pour ce qui est de la participation du public à ces décisions, le législateur n'a pas estimé devoir prévoir une telle modalité de participation à ce stade, la Directive Habitats ne l'exigeant pas elle-même; que la Cour constitutionnelle a estimé qu'« il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décretaal de prévoir une enquête publique préalablement à la désignation définitive des zones qui sont susceptibles d'être déclarées zones spéciales de conservation » (C.A., n° 31/2004, 3 mars 2004, point B.3.4);

Considérant que, en tout état de cause, l'organisation d'une enquête publique dans le cadre de la désignation permet aux propriétaires et occupants de faire valoir leurs observations tant sur le périmètre du site que sur celui des unités de gestion – et sur les motifs qui justifient ces périmètres – ainsi que sur les objectifs de conservation du site – lesquels reflètent notamment la liste des espèces et habitats pour lesquels le site a été désigné; qu'il est donc inexact d'affirmer que cette enquête intervient trop tard dans le processus décisionnel;

Considérant, en ce qui concerne l'accès à la justice, qu'aucun réclamant n'a introduit de recours contre les décisions du Gouvernement relatives à la sélection des sites précitées, publiées au *Moniteur belge* des 30 juillet 2004 (éd. 2), du 24 mars 2005 et du 23 février 2011, ce qui laisse à penser qu'ils ont considéré que la sélection en elle-même ne leur portait pas préjudice; qu'en revanche, il est certain que les arrêtés de désignation constitueront des actes susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat dès lors qu'ils pourraient causer grief par les contraintes qu'ils imposent aux particuliers; que l'accès à la justice des éventuels réclamants estimant n'avoir pas été suffisamment entendus est donc garanti, conformément à ce qu'exigent les articles 9.2 et 9.3 de la Convention d'Aarhus;

Considérant que les articles D.29-7, D.29-8 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, qui règlent l'annonce des enquêtes publiques pour les plans de catégorie A.2 dont font partie les arrêtés de désignation n'exigent nullement que figure dans l'avis ou les notifications une référence aux voies de recours éventuelles contre les arrêtés de désignation; que ce type d'information ne doit figurer que dans les décisions administratives des catégories B et C conformément à l'article D.29-22 du même Livre; qu'en outre, le courrier adressé aux propriétaires et gestionnaires annonçant la tenue des enquêtes publiques n'est nullement une exigence légale ou réglementaire;

Considérant, enfin, qu'aucune législation n'impose la consultation d'un conseil quelconque dans le cadre de l'adoption des arrêtés de désignation des sites Natura 2000;

Considérant néanmoins que, sur base de l'article 30, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Gouvernement a décidé de consulter les Commissions de conservation sur les réclamations et observations formulées en enquête publique relatives aux projets d'arrêtés de désignation des sites Natura 2000; que les Commissions de conservation ont pour mission de surveiller l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'assurer leur maintien ou leur rétablissement, dans un état de conservation favorable, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires et en prenant en considération les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales;

Considérant que les Commissions de conservation sont composées de membres représentant les différents intérêts de la société civile, à savoir d'un président nommé par le Gouvernement, de quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la Conservation de la Nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; d'un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature; d'un membre proposé par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne; de deux représentants proposés par des associations ayant pour objet social la Conservation de la Nature; de deux représentants proposés par les associations représentatives des propriétaires et occupants du ou des sites

concernés; de deux représentants proposés par les associations professionnelles ayant pour objet social la défense d'activités agricoles, cynégétiques, piscicoles ou de sylviculture exercées dans le ou les sites concernés; que les groupes d'intérêts représentés dans ces commissions ont l'occasion de participer directement, par leurs représentants, à l'élaboration des avis des Commissions de conservation et donc à la surveillance de l'état de conservation des sites;

Considérant dès lors que les réglementations en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice ont bien été respectées et sont conformes au principe de standstill;

Considérant que la diversité des habitats et des habitats d'espèces rencontrée sur le site Natura 2000 BE35047 - « Vallée du Ruisseau de Rebais » justifie pleinement sa désignation;

Considérant que ce site possède les caractéristiques propres à un site d'importance communautaire au sens de l'article 1^{er} bis, 13°, de la loi du 12 juillet 1973, et qu'il a été retenu comme tel par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2004, réactualisée par sa décision du 10 janvier 2011;

Considérant que le site abrite un ensemble majeur de plusieurs types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, identifiés sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site abrite des populations de plusieurs espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, identifiées sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site répond aux critères de sélection visés à l'article 25, § 1^{er}, et à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973, ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté, et doit en conséquence être désigné comme site Natura 2000 au titre de zone spéciale de conservation

Considérant que le site est caractérisé par une grande richesse ornithologique et qu'il abrite plusieurs espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté; qu'il comprend des territoires appropriés en nombre et en superficie au regard des besoins de conservation de ces espèces, lesquels doivent être désignés comme site Natura 2000 au titre de zone de protection spéciale;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que chaque arrêté de désignation inclut « la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site »; considérant, en particulier, que le site BE35047 a été sélectionné pour les raisons suivantes : le site est une vallée d'un ruisseau ardennais typique, le Ruisseau de Rebais, aux versants escarpés, peuplés par des forêts de bonne qualité. Il serpente depuis la frontière française jusqu'à la confluence avec la Semois dans la région de Mouzaive. Les milieux forestiers sont bien représentés avec des forêts alluviales (91E0 *), des érablières (9180 *), de belles hêtraies à luzule (9110) ainsi que des chênaies subatlantiques et médio-européennes (9160). On trouve aussi comme autres habitats d'intérêt communautaire le cours d'eau lui-même (3260) ainsi que des mégaphorbiaies (6430) et des étangs avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition (3150) le long de celui-ci. C'est aussi un site d'intérêt pour l'avifaune forestière en particulier la gélinotte des bois mais aussi la cigogne noire, le pic noir et la bondrée apivore. On y observe également des chiroptères tels que le grand rhinolophe, le grand murin, le vespertilion à oreilles échancrées et le vespertilion de Bechstein;

Considérant les tableaux repris en annexe 3 comprenant la liste des espèces et habitats pour lesquels le site est désigné, la surface de ces habitats ou la population de ces espèces estimée sur le site ainsi que l'évaluation selon une échelle de A à C, de leur état de conservation; que le présent arrêté renvoie au site internet où les données complètes du formulaire standard de données communiqué à la Commission et justifiant la désignation du site peuvent être consultées;

Considérant que la sélection du site a été réalisée sur base des meilleures connaissances scientifiques et des meilleures données disponibles, découlant notamment de différents travaux d'inventaire, de divers documents photographiques et cartographiques, de la littérature scientifique et de bases de données biologiques;

Considérant que les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations; qu'elles ont été pour partie actualisées sur base des meilleures connaissances disponibles et qu'il conviendra de poursuivre l'actualisation de ces données sur base d'une cartographie détaillée des habitats;

Considérant qu'en 2010, il a été décidé d'accélérer et de simplifier la désignation des sites Natura 2000; qu'en ce qui concerne les habitats d'intérêt communautaire, une cartographie détaillée existe pour 132 sites du réseau; qu'une méthodologie de cartographie des habitats simplifiée a dû être appliquée aux 108 sites restants; qu'en ce qui concerne les espèces d'intérêt communautaire, un relevé détaillé existe pour 90 sites et une méthodologie de relevé simplifiée a dû être appliquée sur les 150 autres sites;

Considérant que le site concerné par le présent arrêté a fait l'objet d'une cartographie simplifiée des habitats; qu'en ce qui concerne les surfaces d'habitats d'intérêt communautaire reprises en annexe du présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005;

Considérant qu'en ce qui concerne les données des populations d'espèces reprises dans le présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005;

Considérant que les données relatives aux états de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations qu'il conviendra de préciser ultérieurement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables contient les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unité de gestion, ainsi que les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui y sont associées;

Considérant qu'en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation du site ainsi qu'au regard des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, des populations d'espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, et des espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 présents sur le site, il convient de délimiter sur le site les unités de gestion "UG 1 - Milieux aquatiques, UG 7 - Forêts prioritaires alluviales, UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique, UG 10 - Forêts non indigènes de liaison, UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques, UG temp 2 - Zones à gestion publique, UG temp 3 - Forêts indigènes à statut temporaire";

Considérant qu'en ce qui concerne l'obligation de cartographier la localisation des « principaux habitats naturels » exigée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, celle-ci n'implique pas de devoir localiser avec précision chaque type d'habitat naturel et chaque population d'espèce au sein du site; que les termes « habitats naturels » visés à cette disposition renvoient à la définition de l'article 1^{er}bis, 2^o, qui vise « les zones terrestres ou aquatiques dont les caractéristiques géographiques et abiotiques et dont les possibilités de colonisation naturelle permettent la présence ou la reproduction de populations d'espèces de faune ou de flore sauvages. Les habitats sont dits naturels, que leur existence soit ou non due à une intervention humaine »; que le terme « principaux » indique qu'il s'agit seulement de localiser les grandes catégories d'habitats naturels du site et non chaque type précis d'habitat naturel d'intérêt communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que, dès lors, ladite cartographie reprise dans l'arrêté de désignation correspond à celle des unités de gestion dans la mesure où celles-ci sont définies, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, par grand type(s) de milieu(x) justifiant des mesures globalement homogènes de gestion; que les contraintes applicables à chaque parcelle peuvent être facilement connues; qu'il s'agit en effet, d'une part, de contraintes applicables à tout le site, à savoir celles qui sont contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 relatif aux mesures préventives générales et, d'autre part, des mesures d'application dans l'unité de gestion concernée au sens de l'arrêté du 19 mai 2011;

Considérant que le régime de protection des sites Natura 2000 prévoit la soumission d'une série d'actes et travaux, non soumis à permis en vertu d'autres législations, à dérogation, autorisation ou notification de la compétence du DNF; qu'il s'agit d'interdictions relatives dans la mesure où elles peuvent être levées pour autant que les actes qu'elles visent ne portent pas atteinte à l'intégrité du site conformément à ce que prévoit l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'il en va de même en ce qui concerne les actes soumis à permis en vertu d'une autre législation; qu'en tout état de cause, des travaux pourraient être autorisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, moyennant le respect des conditions de dérogation visées à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir l'absence de solutions alternatives et l'adoption de mesures compensatoires nécessaires pour assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000;

Considérant l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature qui prévoit l'interdiction de détériorer les habitats naturels et de perturber les espèces pour lesquels les sites ont été désignés, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de Natura 2000; que cet article est potentiellement applicable aux actes commis en dehors des sites Natura 2000; que l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, relatif à l'évaluation appropriée des incidences sur l'environnement, s'applique également à des projets et plans situés en dehors des sites Natura 2000 et susceptibles d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000 eu égard aux objectifs de conservation de ce site;

Considérant, en ce qui concerne la proportionnalité des mesures, que le Gouvernement a mis en place un régime préventif reposant sur des contraintes graduées en fonction de la sensibilité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire aux perturbations, sous la forme respectivement d'interdictions, d'autorisations et de notifications; que les premières visent les activités qui sont susceptibles dans la plupart des cas, d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes protégés, alors que les dernières visent les activités qui ne peuvent avoir un tel impact que dans certaines circonstances;

Considérant que le choix des mesures applicables par le Gouvernement dans ses arrêtés des 24 mars 2011 et 19 mai 2011 s'est fait sur la base de considérations scientifiques, tout en tenant compte des exigences socio-économiques, conformément au droit européen, de manière à impacter le moins possible les activités économiques ou d'utilité publique;

Considérant que la possibilité pour l'autorité compétente de refuser ou simplement d'assortir son autorisation de conditions, ainsi que la possibilité pour celle-ci d'accorder des dérogations aux interdictions au cas par cas, démontrent la volonté du Gouvernement de n'imposer que les contraintes strictement nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation au sein du réseau Natura 2000;

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'exclut pas l'extension d'infrastructures telles que des exploitations agricoles, des stations d'épuration, des lignes électriques, des voies de chemin de fer, des voiries, des canalisations de gaz, etc., pour autant que celle-ci soit couverte par la ou les autorisations requises et qu'elle ait fait l'objet, si nécessaire, d'une évaluation appropriée des incidences préalable conforme aux modalités et aux conditions visées à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant les réclamations émises par certaines personnes quant à l'impossibilité de gérer certaines situations d'urgence dans le cadre du régime préventif mis en place dans les sites une fois que les sites seront désignés; que ni les Directives Oiseaux et Habitats, ni la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'envisagent explicitement les situations d'urgence; que l'interdiction générale visée à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'exclut de son champ d'application que les interventions du bourgmestre dans le cadre de ses compétences de police générale; que les interventions des administrations régionales et locales qui n'entrent pas dans ce cadre, quand bien même seraient-elles justifiées par l'urgence, restent soumises à cette interdiction, sauf à respecter les conditions de la dérogation visée à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que ceci ressort de la jurisprudence récente de la Cour de justice sur l'article 6, § 2, de la Directive Habitats (arrêt *Alto Sil*);

Considérant que les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 prévoient différentes hypothèses dans lesquelles certaines mesures préventives ne trouvent pas à s'appliquer pour des motifs de sécurité publique (coupe d'arbres menaçant la sécurité publique le long des routes, chemins, sentiers, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz dans l'UG 6 « forêt prioritaire » par ex.); que s'agissant des interventions dans les cours d'eau, notamment en cas de risques d'inondation, aucune mesure préventive n'interdit ni ne soumet à autorisation ou notification les interventions pour retirer des embâcles ou pour abattre des arbres devenus un danger pour la sécurité publique; que dans les forêts hors régime forestier, les arbres morts menaçant la sécurité et non situés le long des routes, chemins, sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz, peuvent être abattus pour autant qu'ils soient laissés « couchés » sur place (article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011); que dans les UG 1, aucune mesure n'apporte de contraintes à cet égard, sauf si la mesure d'urgence implique une modification du relief du sol;

Considérant, en tout état de cause, qu'une procédure accélérée de dérogation et d'autorisation « Natura 2000 » est prévue par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000; qu'une autre possibilité consiste à prévoir les interventions d'urgence à des fins de sécurité publique dans un « plan de gestion » au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

Que par ailleurs, il faut noter que ni le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), ni le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement n'exonèrent les actes, travaux ou installations des formalités applicables pour des motifs liés à l'urgence ou à la sécurité publique; qu'il n'est donc pas disproportionné ni discriminatoire de ne pas prévoir de telles exceptions dans le régime Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne les restrictions d'accès sur les routes, chemins et sentiers dans les sites Natura 2000 ou encore aux cours d'eau non navigables ou à certains barrages, aucune forme particulière d'accès n'est soumise à contrôle par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2011 et 19 mai 2011;

Considérant, en revanche, qu'en vertu du principe du cumul des polices administratives, les règles sur la circulation en forêt ou dans les cours d'eau restent entièrement d'application dans les sites Natura 2000;

Considérant également, en ce qui concerne le caractère proportionné des mesures, que, de manière générale, le fait que certaines mesures préventives impliquent parfois des actions « positives » de la part des propriétaires et occupants, plutôt qu'uniquement des abstentions, n'implique pas pour autant que ces mesures doivent obligatoirement figurer au titre des mesures de gestion active;

Considérant en effet que de nombreuses dispositions de police administrative, le cas échéant sanctionnées pénalement, impliquent des « obligations de faire » dans l'intérêt général, et ce sans indemnisation, comme par exemple en matière d'échardonnage des prairies, de gestion des cours d'eau non classés, d'élagage des arbres surplombant la voie publique, de maintien en bon état de propreté des accotements et des trottoirs ou encore de réparation des chemins vicinaux;

Considérant que, dans le cadre du régime Natura 2000, les contraintes découlant des mesures préventives, y compris celles qui sont susceptibles d'entraîner certaines obligations positives dans le chef de leurs destinataires, sont compensées financièrement par les indemnités ainsi que par les exonérations fiscales;

Considérant que les mesures d'interdiction de l'accès au bétail aux cours d'eau ne sont pas spécifiques à Natura 2000; que celles-ci étaient déjà d'application, sans compensation financière, sur environ la moitié du territoire wallon en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ainsi que de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables; que les impositions de cette législation ont été récemment modifiées et renforcées par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau et modifiant diverses dispositions; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau et l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoient des possibilités de financement d'installation de clôtures;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que les arrêtés de désignation doivent contenir, « *compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation* », y compris ceux qui sont mentionnés à cette disposition, dont le contrat de gestion active; que le présent arrêté reprend la liste proposée par la loi sans spécifier les moyens qui seront utilisés par parcelle ou par unité de gestion; qu'une telle précision n'est pas requise par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'afin de permettre une négociation la plus large possible avec les propriétaires et occupants à l'occasion de la concertation visée à l'article 26, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou la conclusion de toute autre convention conformément à l'article 26, § 3, alinéa 4, de la même loi, il est préférable de laisser ouvertes toutes les options dans l'arrêté de désignation; que cela permettra à l'autorité compétente d'évaluer, au cas par cas, en fonction des besoins locaux en termes de conservation, des exigences socio-économiques et des souhaits des propriétaires et occupants concernés les moyens les plus appropriés pour assurer la gestion active des parcelles au sein des différentes unités de gestion;

Considérant que vouloir obtenir ce degré de précision dans l'arrêté de désignation aurait retardé considérablement son adoption, alors que celle-ci permet de rendre applicable le régime préventif dans sa totalité;

Considérant que les propriétaires et occupants ont eu l'occasion, dans le cadre de l'enquête publique, de déposer des réclamations sur la délimitation des unités de gestion et sur les objectifs de conservation applicables, qui permettent déjà de déterminer les objectifs à poursuivre dans le cadre de la gestion active; que leur confiance n'est donc nullement trompée dans la mesure où la liste des moyens proposés reste totalement ouverte et qu'elle n'est pas précisée parcelle par parcelle; que l'effet utile de l'enquête n'est pas affecté puisque les propriétaires et occupants peuvent déjà faire valoir leurs observations sur la configuration des unités de gestion, qui détermine largement le type de contraintes dont feront l'objet les parcelles qui y sont situées;

Considérant que le terme « plan de gestion » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables vise soit le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, soit le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, soit le plan de gestion d'une réserve forestière, soit l'aménagement forestier adopté après le 13 septembre 2009, soit l'aménagement forestier existant avant cette date mais révisé conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier, soit l'avis conforme remis par la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales; que les plans de gestion ne font pas partie du contenu obligatoire des arrêtés de désignation tel que fixé par le législateur;

Considérant que le régime de protection primaire et le régime préventif applicables respectivement aux sites candidats et aux sites désignés comme sites Natura 2000 en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne constituent ni une expropriation, ni une mesure pouvant être assimilée à une expropriation au sens de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, mais bien des mesures visant à réglementer l'usage des biens qui n'entraînent en rien la *privation* du droit de propriété, même de façon indirecte; que ces régimes s'inscrivent directement dans le cadre de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Premier Protocole qui autorise les Etats à réglementer l'usage des biens aux fins de l'intérêt général;

Considérant, en particulier, que les contraintes imposées à l'exploitation des terres agricoles concernées dans les UG 2 et 3 n'entraînent nullement l'interdiction définitive d'exploiter ces terres – notamment d'y faire paître du bétail ou de récolter l'herbe, qu'elles impliquent uniquement l'obligation de modifier certaines pratiques agricoles pour se concilier avec les exigences écologiques des espèces et habitats concernés, lesquels, par définition, sont liés à des milieux agricoles et non des milieux vierges de toute activité humaine; que le mécanisme d'indemnisation prévu par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les exemptions fiscales accordées aux propriétaires contribuent en tout état de cause à compenser les coûts supplémentaires et les pertes de revenus que pourraient subir certains exploitants, garantissant ainsi le « juste équilibre » à respecter entre les nécessités de l'intérêt général et le droit au respect des biens consacré par la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant que des avantages financiers sont accordés aux propriétaires et gestionnaires de terrains situés en Natura 2000 afin de compenser les contraintes légales et réglementaires supplémentaires qui y sont d'application du fait de leur inclusion dans le réseau Natura 2000;

Considérant que l'indemnisation des exploitants agricoles prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 en exécution de l'article 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature a été calculée à partir d'une évaluation économique objective; que cette indemnisation permet de compenser, les coûts supplémentaires et les pertes de revenus éventuels résultant de cette réglementation de l'usage des biens, garantissant ainsi le caractère proportionné de la mesure; que conformément à l'exigence de proportionnalité, l'indemnisation est supérieure dans le cadre du régime préventif, celui-ci étant plus contraignant que le régime de protection primaire dans les UG 2 et 3;

Considérant que pour une indemnité considérablement moindre, 5 % des superficies de prairies wallonnes sont actuellement engagées dans la méthode agri-environnementale de la MAE2 « prairie naturelle »; que dans un souci de proposer des compensations suffisantes, les niveaux d'indemnisation sont nettement supérieurs et dérogent aux plafonds des règlements européens fixés à 200 euros par hectare et par an;

Considérant que, à ces indemnités s'ajoutent une exemption du précompte immobilier, des droits de succession et, depuis 2011, des droits de donation, dans le chef des propriétaires;

Considérant dès lors que, en aucun cas, il ne saurait être question d'une expropriation *de facto*, disproportionnée par rapport aux objectifs de conservation poursuivis en application du droit européen;

Considérant les réclamations émises en enquête publique relatives à la prétendue violation du principe de « standstill »;

Considérant qu'il est, en particulier, reproché au Gouvernement d'avoir réduit sensiblement le niveau de protection des huit sites déjà désignés par le Gouvernement le 30 avril 2009, sans pour autant donner des motifs d'intérêt général susceptibles de justifier une telle régression sensible;

Considérant qu'« *il faut une approche globale de la réforme pour apprécier dans quelle mesure, au terme du bilan « coûts-avantages », la réforme apporte un recul ou non* » (CE, n° 187.998, 17 novembre 2008, *Coomans et crts.*; voy. également, CE, n° 191.272, 11 mars 2009, *ASBL Inter-Environnement Wallonie*);

Considérant que, à la suite de l'adoption des huit premiers arrêtés de désignation le 30 avril 2009, il a été décidé de réformer le système afin d'en améliorer la lisibilité et, dès lors, la mise en œuvre sur le terrain; qu'une nouvelle stratégie de désignation de l'ensemble des sites Natura 2000 et de protection de ceux-ci a ainsi été élaborée et que, dans ce cadre, il a ainsi été décidé de scinder la désignation des sites (périmètres, dénomination, découpage en unités de gestion, parcelles cadastrales) des mesures de protection et de gestion applicables dans ceux-ci; que ceci permet d'alléger le contenu des arrêtés de désignation par la création d'un socle commun dont la lisibilité a été améliorée;

Considérant que les mesures ont été revues de manière à les rendre davantage contrôlables sur le terrain avec pour objectif d'en assurer une mise en œuvre effective et efficace; que le champ d'application territorial de certaines mesures a été élargi;

Considérant que, de façon globale, les huit sites désignés le 30 avril 2009 ne seront pas moins bien protégés aujourd'hui puisque leurs arrêtés de désignation seront abrogés et remplacés, par souci d'égalité des propriétaires et occupants concernés, d'harmonisation, de cohérence et d'efficacité, sans opérer de régression sensible dans la protection;

Considérant que l'analyse du régime applicable aux sites désignés le 30 avril 2009 et du régime actuel ne conduit pas à la conclusion d'un moindre niveau de protection globale étant entendu que certaines dispositions ont été identifiées dans les arrêtés de désignation du 30 avril 2009 comme redondantes par rapport aux dispositions prises par d'autres législations en vigueur telles que la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et le Code forestier;

Considérant que le caractère moins « spécifique » des mesures préventives et des objectifs de conservation (à l'époque encore « objectifs de gestion active ») n'implique aucune régression dans la protection; qu'en effet, désormais, les objectifs de conservation ont été harmonisés à l'échelle de la Région (espèce par espèce/habitat par habitat) sans pour autant être réduits dans leur contenu ni dans leur valeur juridique; que cette harmonisation permet de respecter mieux l'égalité entre propriétaires et occupants et réduit considérablement la lourdeur des arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant que le caractère moins précis de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire n'entraîne pas pour autant une régression quelconque dans le contenu de la protection s'appliquant aux espèces et habitats concernés, qui restent protégés par le régime préventif prévu à l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et dans ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le contenu des objectifs de conservation et des mesures préventives a certes changé dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 par rapport au contenu des arrêtés de désignation du 30 avril 2009, mais pas dans le sens d'une régression, ni a fortiori d'une régression sensible;

Considérant qu'en ce qui concerne les critères sur base desquels les arrêtés de désignation ont été établis, ils sont limités aux exigences prescrites par les Directives Oiseaux et Habitats ainsi que par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, que l'objectif poursuivi par ces textes est d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable; que la sélection et la délimitation des sites ne peut être établie que sur base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique;

Considérant que les unités de gestion consistent en des périmètres d'un seul tenant ou non, situés à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requièrent des mesures de conservation globalement homogènes et qui sont délimitées en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques;

Considérant que la Région wallonne a des responsabilités en termes de maintien dans un état de conservation favorable d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire; que certains de ces habitats et espèces peuvent s'avérer bien représentés en Région wallonne mais justifient un régime de protection strict compte tenu de leur rareté relative à l'échelle européenne;

Considérant que certaines parcelles, bien que reprises dans les cartes annexées à l'arrêté de désignation, sont exclues du site par le biais d'une liste annexée à l'arrêté de désignation (voir annexe 2.2); que cette façon de procéder est autorisée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature selon lequel les prescriptions littérales relatives à la délimitation du site et des unités de gestion l'emportent sur les prescriptions graphiques en cas de discordance; que, sur le plan pratique, la taille des parcelles bâties peut parfois être très réduite; que, pour éviter de « miter » les cartes par la délimitation desdites parcelles, l'option de la liste des parcelles exclues du site sans indication sur la carte proprement dite a été préférée;

Considérant que pour des raisons de stabilité temporelle, la cartographie Natura 2000 est basée sur le référentiel de l'IGN vectoriel au 1/10 000^e; que, comme tout référentiel cartographique, il ne s'agit que d'une représentation de la réalité de terrain; qu'il peut en résulter des imprécisions par rapport à cette réalité ou des modifications sur le terrain non prises en compte par la cartographie;

Considérant que la référence officielle en matière de parcellisation cadastrale est la matrice cadastrale et que les couches cartographiques qui en découlent (CADMap) ne se basent pas sur un référentiel particulier mais sont une numérisation des plans parcellaires;

Considérant que le SIGEC est le résultat de la digitalisation de l'ensemble des parcelles agricoles déclarées en Région wallonne sur base de photographies aériennes orthorectifiées;

Considérant que les parcelles cadastrales et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas rigoureusement superposables; que, de même, les parcelles du SIGEC et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas non plus rigoureusement superposables; qu'il en résulte des décalages; qu'il convient dès lors d'interpréter cartographiquement et sur le terrain afin d'identifier les limites réelles de parcelles et des unités de gestion dont les couches cartographiques ne sont que des représentations;

Considérant qu'en ce qui concerne le plan de secteur, les couches cartographiques présentent des limitations d'utilisation décrites et disponibles sur le lien http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; que des décalages existent entre le plan de secteur et l'IGN qui a servi de référentiel à la cartographie Natura 2000;

Considérant qu'au sein de notre Etat fédéral, les compétences d'attribution sont exclusives, sous réserve du respect du principe de proportionnalité et du respect de la loyauté fédérale; qu'une entité fédérée ne peut pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par l'Etat fédéral de ses compétences; qu'en l'espèce, la Région wallonne n'empiète pas directement sur les compétences fédérales;

Considérant qu'en ce qui concerne plus particulièrement les chemins de fer, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne poursuit qu'un objectif de conservation de la nature et ne règle pas la gestion et l'entretien des infrastructures ferroviaires en soi; qu'un cumul est possible entre les deux polices administratives; que si certaines contraintes peuvent découler du régime préventif, *a priori*, il ne rend pas pour autant « impossible » ou « exagérément difficile » le maintien et l'entretien des infrastructures; qu'en cas de risque d'atteinte à l'intégrité du site, par exemple par les engins de chantier, il existe toujours une dérogation possible pour raison d'intérêt public majeur en vertu de l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que certains réclamants soulèvent d'éventuelles incompatibilités entre certaines dispositions des arrêtés de désignation et celles de la police administrative spéciale dont ils ont la charge (par ex. la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer ou la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation); que ces incompatibilités seraient contraires à la hiérarchie des normes, dans la mesure où ces règles ont valeur législative alors que les arrêtés de désignation n'auraient qu'une valeur réglementaire;

Considérant que ces affirmations sont sans fondement, aucune incompatibilité concrète n'étant démontrée; que les servitudes légales prévues par les législations de police relatives aux infrastructures d'utilité publique imposent des restrictions au droit de propriété des riverains de ces infrastructures qui, conformément au principe de cumul des polices administratives, se cumulent aux prescriptions du régime de protection primaire applicable aux sites candidats et au régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Considérant que les propriétaires et occupants, gestionnaires des terres, sont tenus de respecter toutes les servitudes légales applicables à leur propriété sans que cela ne pose pour autant un problème d'incompatibilité entre l'arrêté de désignation et les prescriptions de ces législations de police;

Considérant que le cumul implique effectivement l'obligation pour le gestionnaire de l'infrastructure de respecter les règles découlant du régime préventif applicable aux sites Natura 2000, y compris l'obligation, le cas échéant, de solliciter la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature lorsque le projet implique une atteinte à l'intégrité du site; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'arrêté de désignation violerait les législations de police administrative concernées; que la possibilité de solliciter une dérogation pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature socio-économique ou en lien avec la sécurité et la santé publiques, permettent au demeurant aux gestionnaires des infrastructures d'utilité publique de mener à bien des projets justifiés par de telles raisons en l'absence de solutions alternatives et moyennant compensation;

Considérant, en outre, que les mesures préventives découlant du régime préventif applicables aux sites suite à leur désignation comme sites Natura 2000 ne remettent par ailleurs pas en cause les missions de service public confiées aux organismes d'intérêt public et en particulier les entreprises publiques autonomes dont Infrabel visées par les législations organiques telle que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 156);

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'interdit qu'un nombre très limité d'activités, généralement agricoles ou sylvicoles et uniquement dans certaines unités de gestion très fragiles;

Considérant, pour le surplus, que la principale contrainte découle de l'obligation, pour l'autorité gestionnaire, de ne pas perturber de façon significative ni de détériorer respectivement les espèces et les habitats d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, prescrite par l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et de ne pas porter atteinte à l'intégrité du site via des plans ou des permis susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le site conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que ces contraintes peuvent être levées, par la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur y compris la sécurité et la santé publique ou de nature socio-économique et après avis de la Commission si le site abrite des habitats ou espèces prioritaires; que ce cadre est fixé par la Directive 92/43 du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et ne peut être modifié, sous peine de violer le droit européen;

Considérant que si une contradiction manifeste devait être constatée entre les dispositions réglementaires d'un arrêté de désignation et une disposition d'une législation de police ou d'une législation organique organisant des services publics utilisant des infrastructures dans ou à proximité d'un site Natura 2000, cette contradiction ne découlerait pas de l'arrêté de désignation mais directement des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (articles 28 et 28bis) établissant le régime préventif applicable dans les sites Natura 2000; que l'arrêté de désignation n'est qu'un acte-condition à valeur principalement réglementaire dont l'adoption a pour principal effet de déclencher l'entrée en vigueur, dans le périmètre qu'il délimite, d'une série de mesures préventives à caractère législatif, au même titre, par exemple, qu'un arrêté de classement, qui, en dépit de sa valeur individuelle, rend applicable au site classé le régime de protection prévu par la législation sur la protection du patrimoine;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité de prendre en compte, au stade de la délimitation du site, l'existence ou les projets d'infrastructures d'utilité publique ou d'équipements de service public tels que des stations d'épuration existantes ou à créer, des lignes de chemin de fer, le réseau routier, des canalisations, etc., il importe de rappeler que le Gouvernement wallon ne peut fonder ses désignations de sites que sur des critères purement scientifiques définis par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qu'il n'est donc pas possible d'exclure certaines parties du périmètre d'un site répondant aux critères de classement comme site Natura 2000 uniquement pour éviter d'inclure dans le périmètre du site des parcelles destinées à l'implantation ou l'exploitation d'infrastructures, fussent-elles d'utilité publique;

Considérant qu'en revanche, les possibilités de déroger au régime préventif pour des raisons impératives d'intérêt public majeur prévues à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973, permettent aux gestionnaires de mener des activités en dépit de leur impact sur les sites, moyennant le respect de certaines conditions;

Considérant qu'en ce qui concerne la demande de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie (SPW), de l'ASBL GRACQ et de l'ASBL Chemins du Rail relative au souhait de préserver les assiettes des voies de chemin de fer désaffectées en vue de développer le RAVeL ou de nouvelles voies de chemin de fer et de leur suggestion d'inclure systématiquement les voies de chemin de fer dans l'unité de gestion anthropique (UG 11) sur minimum 12 mètres ainsi que la demande d'Infrabel d'exclure le domaine de l'infrastructure ferroviaire et tout ou partie des parcelles qui se trouvent dans une zone de 20 mètres mesurée à partir du franc-bord du chemin de fer, le Gouvernement ne peut sélectionner et délimiter les sites que sur la base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique; qu'il ne saurait donc être question d'exclure un réseau de voirie ou des voies de chemin de fer d'un site sans justification scientifique;

Considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre le régime préventif découlant de l'adoption de l'arrêté de désignation et la police des chemins de fer, ce qui exclut toute irrégularité liée au prétendu non-respect de ladite police des chemins de fer; qu'il s'agit de deux polices administratives distinctes dont les effets se cumulent; que, quand bien même une contradiction pourrait être relevée, ce qui n'a pas été le cas dans le cadre des enquêtes publiques, l'arrêté de désignation, du moins lorsqu'il ne comporte pas d'objectifs de conservation spécifiques ni de mesures préventives ou d'interdictions spécifiques, c'est-à-dire des mesures et interdictions propres au site, présente la nature d'un acte-condition, dont l'entrée en vigueur conditionne l'application d'un régime préventif d'origine décrétaire issu de l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que deux règles de police de même niveau hiérarchique se cumulent au profit de la plus restrictive;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Est désigné comme site Natura 2000 BE35047 - « Vallée du Ruisseau de Rebais », l'ensemble des parcelles et parties de parcelles cadastrales visées à l'annexe 1^{re} du présent arrêté et situées sur le territoire de la commune de Vresse-sur-Semois.

Le périmètre du site, délimité sur une carte à l'échelle 1/10 000^e, ainsi que les prescriptions littérales qui visent à le préciser sont fixés par l'annexe 2 du présent arrêté.

Le site Natura 2000 BE35047 - « Vallée du Ruisseau de Rebais » couvre une superficie de 518,79 ha.

Art. 2. Sont précisés à l'annexe 3.A., compte tenu des données actuellement disponibles :

1° les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site;

2° leur surface et leur état de conservation tel qu'estimés à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales abritant les habitats naturels prioritaires présents dans le site.

Art. 3. Sont précisés à l'annexe 3.B., compte tenu des données actuellement disponibles :

1° les espèces d'intérêt communautaire et les espèces d'oiseaux pour lesquelles le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site;

2° leur niveau de population et leur état de conservation tels qu'estimés à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales qui abritent les espèces prioritaires présentes dans le site.

Art. 4. Concernant les parties du site proposées comme zone spéciale de conservation, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Concernant les parties du site proposées comme zones de protection spéciale, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'article 25, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Les résultats relatifs à l'application de ces critères au site sont synthétisés à l'annexe 3.A et 3.B du présent arrêté.

Art. 5. Les unités de gestion présentes sur le site et la carte délimitant leur périmètre sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté.

Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Art. 6. Compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens de gestion active proposés pour atteindre les objectifs de conservation du site peuvent être :

- la conclusion d'un contrat de gestion active ou toute autre forme de contrat conclu par la Région wallonne avec des propriétaires ou occupants concernés;

- la création d'une réserve naturelle domaniale ou agréée ou d'une réserve forestière;

- la modification de l'aménagement forestier éventuellement en vigueur;

- l'adoption d'un plan de tir pour les espèces de grand gibier à contrôler (dans le ressort du ou des conseils cynégétiques concernés);

- la modification du plan de gestion du régime hydrique des terres agricoles établi par le wateringue conformément à la législation en vigueur;

- la mise de terrains à la disposition de la Région wallonne ou d'une association de protection de la nature reconnue conformément à l'article 17, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986;

- la modification, le cas échéant, du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique en vigueur sur le site et/ou l'adaptation du programme de mesures de protection des eaux adopté le cas échéant en vertu du Code de l'Eau;

- la modification des programmes de travaux de curage et d'entretien du cours d'eau;

- l'adoption de mesures agri-environnementales;

- tout autre moyen de gestion active pertinent suggéré lors de la concertation.

Art. 7. Le site Natura 2000 BE35047 « Vallée du Ruisseau de Rebais » dépend de la Commission de Conservation de Dinant.

Art. 8. La présente désignation prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Art. 9. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

**ANNEXE 1^{re} : Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales
comprises dans le site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit sont comprises dans le site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" :

COMMUNE : VRESSE-SUR-SEMOIS Div. 2, Section A : parcelles 1124A (partim 38 %), 1125E, 1125F (partim 19 %), 1125G, 1126, 1127B, 1128C, 1128E, 1128F, 1128G, 1128H, 1128K, 1129A, 1129B, 1131A, 1132, 1133, 1134, Section B : parcelles 120 (partim 93 %), 121 (partim 1 %), 49/02A, 49G (partim 1 %), 50 (partim 41 %), 51 (partim 77 %), 52, 53, 54A, 54B, 55, 56A, 56B, 57A, 58B, 59C, 59D, 62A, 63A, 63B, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71 (partim 90 %), 72 (partim 26 %), Div. 4, Section A : parcelles 1, 13B, 14A, 15A, 16A, 17C, 18A, 2, 20 (partim 91 %), 21, 22, 23, 25A, 27, 28A, 30A, 32A (partim 62 %), 34A, 37, 38, 39, 3C6 (partim 19 %), 3H (partim 91 %), 3Z5 (partim 23 %), 4 (partim 7 %), 40, 41, 42, 43A, 45, 46, 46/02, 48A, 48C, 49A, 49B, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 5C (partim 10 %), 60/02, 60A, 61, 62 (partim 93 %), 63 (partim 35 %), 64, 64/02, 65 (partim 25 %), 66A, 67B, 68C, 68D, 69E3 (partim 54 %), 69Y3, Div. 5, Section A : parcelles 412A, 412B, 413, 414, 416, 417A, 419A (partim 51 %), 419B (partim 58 %), 421B (partim 9 %), 428C, 428D (partim 95 %), 428E (partim 91 %), 429C, 429D, 429E, 431, 432, 433, 434A, 434B, 435 (partim 66 %), 436, 437, 439, 441, 442, 443, 445A, 446, 446/02, 447/02, 448, 449, 450, 452, 453/02C, 453/02D, 453E, 453F, 454, 455B, 455C, 455D, 455E, 455F, 456/02A, 456A, 456B, 457, 458, 459C, 460, 461, 463A, 465A, 466A, 468, 469, 469/02, 470A (partim 32 %), 471A, 471B, 472A, 472C, 473C, 473D, 474, 475, 476 (partim 71 %), 477A (partim 35 %), 479A (partim 3 %), 481B, 482, 483 (partim 34 %), 484 (partim 75 %), 485 (partim 72 %), 489 (partim 75 %), Div. 7, Section C : parcelles 3102 (partim 2 %), 3124 (partim 31 %), 3125, 3126, 3127, 3128, 3130B (partim 71 %), 3131E (partim 52 %), 3139 (partim 0 %), 3149F (partim 2 %), 3149G (partim 1 %), 3150, 3151B (partim 68 %), 3151C (partim 74 %), 3155, 3156, 3157 (partim 95 %), 3158A (partim 88 %), 3160 (partim 77 %), 3162A (partim 76 %), 3165 (partim 81 %), 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3176 (partim 53 %), 3178 (partim 9 %), 3179, 3180A, 3181, 3182, 3183E, 3184A, 3185C, 3185D, 3185E (partim 66 %), 3201A, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206A, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213 (partim 57 %), 3214 (partim 88 %), 3215 (partim 83 %), 3216 (partim 93 %), 3217C (partim 77 %), 3217D (partim 50 %), 3218 (partim 10 %), 3226 (partim 41 %), 3227 (partim 91 %), 3270B, 3271A.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 2 : Délimitation du périmètre du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**2.1. Carte délimitant le périmètre du site**

La présente carte fixe, au jour de la désignation du site, à l'échelle cartographique 1/10 000^e (publiée au 1/25 000^e) le périmètre du site.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

2.2. Prescriptions littérales visant à préciser le périmètre du site

Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales non comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit ne sont pas comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE35047 - « Vallée du Ruisseau de Rebais » :

COMMUNE : VRESSE-SUR-SEMOIS Div. 7, Section C : parcelles 3271B

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 3 : Liste des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels le site est désigné et données y afférentes; synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"

La présente annexe indique, compte tenu des données actuellement disponibles :

- la liste des types d'habitats naturels et la liste des espèces pour lesquels le site est désigné ainsi que les données concernant respectivement leurs surfaces, leur niveau de population et l'estimation de leur état de conservation; les types d'habitats naturels et les espèces prioritaires sont indiqués par un astérisque (*);

- une synthèse des résultats de l'évaluation de l'importance du site pour assurer la conservation des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII et des espèces d'intérêt communautaire de l'annexe IX et des espèces d'oiseaux de l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 que le site abrite.

Ces résultats justifient la sélection du site comme site Natura 2000. Les données complètes, détaillant les résultats de l'application des critères de sélection, sont disponibles auprès des services centraux du Département de la Nature et des Forêts, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Jambes et sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>

Les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005. Ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations. Elles ont été pour partie actualisées, en particulier pour les surfaces, sur base des meilleures connaissances disponibles et il conviendra de poursuivre l'actualisation de ces données sur base d'une cartographie détaillée des habitats.

Le site BE35047 a été sélectionné pour les raisons suivantes : le site est une vallée d'un ruisseau ardennais typique, le Ruisseau de Rebais, aux versants escarpés, peuplés par des forêts de bonne qualité. Il serpente depuis la frontière française jusqu'à la confluence avec la Semois dans la région de Mouzaive. Les milieux forestiers sont bien représentés avec des forêts alluviales (91E0 *), des érablières (9180 *), de belles hêtraies à luzule (9110) ainsi que des chênaies subatlantiques et médio-européennes (9160). On trouve aussi comme autres habitats d'intérêt communautaire le cours d'eau lui-même (3260) ainsi que des mégaphorbiaies (6430) et des étangs avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition (3150) le long de celui-ci. C'est aussi un site d'intérêt pour l'avifaune forestière en particulier la gélinotte des bois mais aussi la cigogne noire, le pic noir et la bondrée apivore. On y observe également des chiroptères tels que le grand rhinolophe, le grand murin, le vespertilion à oreilles échanquées et le vespertilion de Bechstein.

A. Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII de la loi pour lesquels le site est désigné

Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface	EC	UG HIC *
9110	151,58 ha	B	
91E0 *	54,84 ha	B	UG 7, UG temp 2
9160	24,83 ha	B	
9180 *	9,83 ha	B	UG 6, UG temp 2
3150	6,21 ha	B	
3260	5,17 ha	B	
6430	5,17 ha	B	

Légende : EC : estimation de l'état de conservation au moment de la sélection du site; A : conservation excellente; B : conservation bonne; C : conservation moyenne; UG HIC * : unité(s) de gestion abritant ou susceptible(s) d'abriter (lorsque les données précises ne sont pas disponibles) l'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire; "-" : donnée non disponible.

3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition

3260 : Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion

6430 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin

9110 : Hêtraies du Luzulo-Fagetum

9160 : Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli

9180 * : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion

91E0 * : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incarnae, Salicion albae)

B. Espèces des annexes IX et XI de la loi pour lesquelles le site est désigné

Code	Nom latin	Nom français	Population			EC	
			résidente	migratoire			
				repr.	hiver		étape
1304	Rhinolophus ferrumequinum	Grand rhinolophe	2-3 id				A
1321	Myotis emarginatus	Vespertilion à oreilles échancrées	6-13 id				A
1323	Myotis bechsteini	Vespertilion de Bechstein	0-1 id				B
1324	Myotis myotis	Grand murin	5-11 id				A
A030	Ciconia nigra	Cigogne noire		vis.			-
A072	Pernis apivorus	Bondrée apivore	P				B
A104	Bonasa bonasia	Gélinotte des bois	P				B
A236	Dryocopus martius	Pic noir	P				B

Légende : P = présence; p = couple; id = individu; EC : estimation de l'état de conservation au moment de la sélection du site; A : conservation excellente; B : conservation bonne; C : conservation moyenne; vis. : visiteur; occ. : occasionnel; "-" : donnée non disponible.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

**ANNEXE 4 : Désignation et délimitation du périmètre des unités de gestion
du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**

4.1. Liste des unités de gestion délimitées au sein du site

Le site abrite les unités de gestion suivantes :

- UG 1 - Milieux aquatiques
- UG 7 - Forêts prioritaires alluviales
- UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique
- UG 10 - Forêts non indigènes de liaison
- UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques
- UG temp 2 - Zones à gestion publique
- UG temp 3 - Forêts indigènes à statut temporaire

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

4.2. Carte délimitant le périmètre des unités de gestion

Les cartes ci-annexées fixent, à l'échelle cartographique 1/10 000^e (publiée au 1/25 000^e) le périmètre des unités de gestion présentes sur le site. Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 2.1.
Natura 2000 - BE35047 - Vallée du Ruisseau de Rebaïs 1 / 1
Arrêté de désignation - Vue générale du périmètre du site

Service public de Wallonie



Légende

Périmètres des sites

Perimetre du site

BE35047

Périmètres des autres sites

BE35048



0 250 500 mètres



Coordonnées Lambert belge 1972

© SPW-DGARNE, Fond de plan © IGN - Bruxelles

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

Carlo DI ANTONIO

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

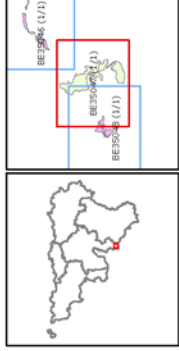
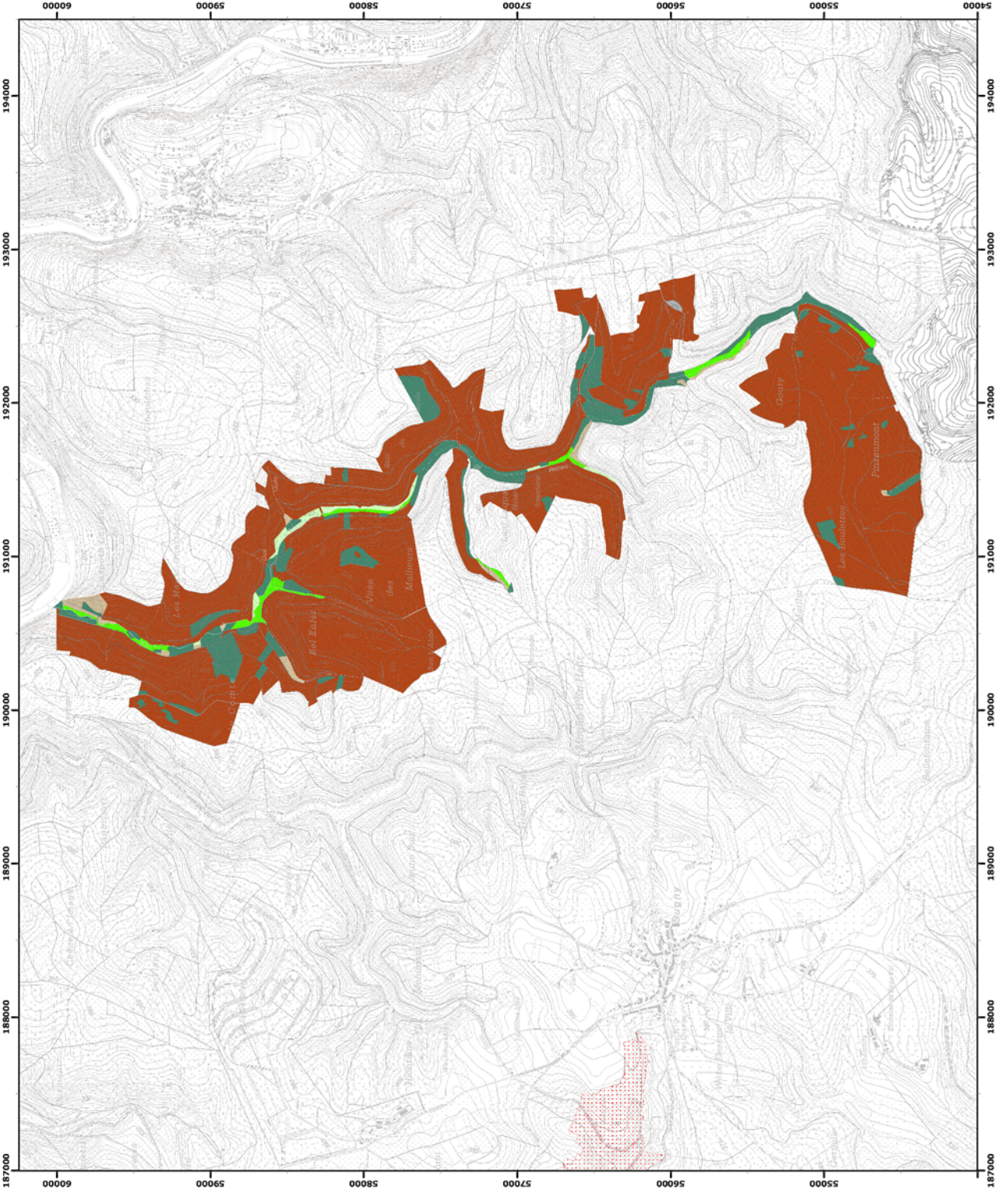
Date d'impression : décembre 2013.

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tél. : +32 (0)81 33 58 16 • Fax : +32 (0)81 33 58 22
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 11 901 (Informations générales)



Annexe 4.2.
Natura 2000 - BE35047 - Vallée du Ruisseau de Rebaïs 1 / 1
Arrêté de désignation - Unités de gestion

Service public de Wallonie



Légende

Unités de gestion de base

- UG 1 (milieux aquatiques)
- UG 2 (milieux ouverts prioritaires)
- UG 3 (prairies habitats d'espèces)
- UG 4 (bandes extensives)
- UG 5 (prairies de liaison)
- UG 6 (forêts prioritaires)
- UG 7 (forêts prioritaires alluviales)
- UG 8 (forêts indigènes de grand intérêt biologique)
- UG 9 (forêts habitat d'espèces)
- UG 10 (forêts non indigènes de liaison)
- UG 11 (terres de cultures et éléments anthropiques)

Unités de gestion temporaires

- UC temp 1 (zones sous statut de protection)
- UC temp 2 (zones à gestion publique)
- UC temp 3 (forêts indigènes à statut temporaire)

Unités de gestion en surimpression

- UG S1 (moelle perlière et muletier épaisse en UG1)
- UG S2 (lamier de la sucée)

Autres

- Emplois des contes
- Autre site Natura 2000

0 250 500 mètres
Coordonnées Lambert belge 1972

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

Carlo DI ANTONIO

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : Décembre 2013.

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tél. : +32 (0)81 33 58 16 • Fax : +32 (0)81 33 58 22
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 8000 11 901 (informations générales)

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27138]

**23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in der zuletzt durch Dekret vom 22. Dezember 2010 geänderten Fassung;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 ff.;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura-2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura-2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura-2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund der Ergebnisse der öffentlichen Untersuchungen, die vom 11. Dezember 2012 bis zum 4. Februar 2013 gemäß den Bestimmungen des Umweltgesetzbuches betreffend die Durchführung öffentlicher Untersuchungen (Art. D.29-1 und folgende) auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois durchgeführt wurden;

Aufgrund des Gutachtens der Erhaltungskommission Dinant, abgegeben am 23. und 30. August, und am 19. September 2013;

Aufgrund des am 19. September 1979 in Bern getroffenen Übereinkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, welches durch Gesetz vom 20. April 1989 gebilligt wurde;

In Erwägung der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002, ergänzt durch die Beschlüsse vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005, durch die die Liste der Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung zwecks Vorschlag an die Europäische Kommission angenommen wurde;

In Erwägung der Entscheidungen 2004/798/EG und 2004/813/EG der Kommission vom 7. Dezember 2004 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung der Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der kontinentalen bzw. atlantischen biogeografischen Region;

Aufgrund der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

Aufgrund der Beschlüsse 2011/63/EU und 2011/64/EU der Kommission vom 10. Januar 2011 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung einer vierten aktualisierten Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der atlantischen bzw. kontinentalen biogeografischen Region;

In Erwägung der Grundsätze der vorbeugenden Aktion, der Integration und der Vorsicht nach Art. D.1, D.2 Absatz 3, und D.3, 1° des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Vermittlung, die gemäß den am 30. September 2010 und am 7. April 2011 von der wallonischen Regierung gefassten Beschlüssen vorgenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Bezeichnungserlass den Einwänden und Bemerkungen Rechnung trägt, die anlässlich der oben erwähnten öffentlichen Untersuchungen von verschiedenen Beschwerdeführern vorgebracht wurden;

In der Erwägung, dass nur die innerhalb der Fristen der öffentlichen Untersuchung und nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten geäußerten Beschwerden berücksichtigt werden müssen;

In Erwägung der Beschwerden über die angebliche Nichteinhaltung durch die Wallonische Regierung der Regeln in Sachen Informationszugang, Öffentlichkeitsbeteiligung und Zugang zu den Gerichten sowie über den Rückgang, der im Bereich der Beteiligung im Verhältnis zu den öffentlichen Untersuchungen vom Jahr 2008 bezüglich der am 30. April 2009 verabschiedeten Bezeichnungserlasse stattgefunden habe;

In der Erwägung zunächst, dass öffentliche Untersuchungen in jeder von einem Bezeichnungserlass gedeckten Gemeinde nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert wurden; dass jede Person die Möglichkeit hatte, im Rahmen dieser Untersuchungen Beschwerden einzureichen;

In der Erwägung, dass die Verwaltung, neben dem gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Modalitäten zur Ankündigung der Organisation der öffentlichen Untersuchung, absichtlich auch andere Maßnahmen ergriffen hat, um bei den betroffenen Personen eine optimale Information zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Verbreitung von Informationen bezüglich des Natura-2000-Netzes in der allgemeinen Öffentlichkeit also vor und während der Untersuchung erfolgt ist, zwar über mehrere Wege: Verteilung von Verwaltungsanleitungen, Artikel in der Fachpresse, Kolloquien, Verschickung von Newslettern, Bereitschaftsdienste, Ausstellungen, Ausstrahlung von Radio- bzw. Fernsehspots im "Radio-Télévision belge francophone" (RTBF) über die verschiedenen Typen der Lebensräume sowie über die für ihre Verwaltung und ihren Schutz erforderlichen Einschränkungen, Informierung über das Internet (Entwürfe der Bezeichnungserlasse, gesetzliche Texte, Kartenmaterial, Muster der Beschwerdeformulare, Kontaktpersonen); dass die hauptsächlichen Dokumente, gesetzlichen und verordnungsmäßigen Texte in deutscher Sprache zur Verfügung gestellt worden sind; dass zweisprachige Informationsversammlungen (französisch-deutsch) veranstaltet wurden; dass diese äußerst relevanten Informationen eine Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Wichtigkeit ihrer Teilnahme an der öffentlichen Untersuchung ermöglicht haben;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage der Katasterinformationen und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) die Eigentümer und Verwalter von Natura-2000-Parzellen ein personalisiertes Schreiben der Verwaltung erhalten haben, in dem ihnen die Durchführung der öffentlichen Untersuchung mitgeteilt worden ist, und das das Verzeichnis ihrer auf Natura-2000-Gebiet liegenden Parzellen, der betroffenen Flächen und der entsprechenden Bewirtschaftungseinheiten zur Information enthält; dass vor dem Versand eine für dieses Publikum zielgerichtete Informationskampagne geführt wurde;

In der Erwägung anschließend, dass die Tatsache, dass die Vorbeugungsmaßnahmen und die Erhaltungsziele nicht mehr im Bezeichnungserlass sondern in Erlassen mit allgemeiner Tragweite angegeben sind, eine Harmonisierung der Maßnahmen und Zielsetzungen auf Ebene der Wallonischen Region erlaubt, damit die Einhaltung des Gleichheitsgrundsatzes für die betroffenen Bürger gesichert wird, jede nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigte ungleiche

Behandlung verschiedener Gebiete vermieden wird, und es nicht weniger Möglichkeiten gibt, im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen zu reagieren im Verhältnis zu denjenigen, die 2008 für die acht bezeichneten Gebiete stattfanden; dass den Beschwerdeführern nämlich die Möglichkeit angeboten wird, unter Berücksichtigung der Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheit gemäß dem Erlassentwurf und der vorgeschlagenen Erhaltungsziele ihre Meinung über die Einschränkungen zu geben, die durch die Präventivregelung für ihre Parzellen vorausgesetzt werden;

In der Erwägung, dass sich die betreffende öffentliche Untersuchung offensichtlich nicht auf die durch den Beschluss vom 24. März 2005 über die Auswahl der Gebiete ergänzten Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 und vom 4. Februar 2004, sondern auf die Bezeichnungserlasse für die Gebiete bezog, die von der Wallonischen Region vorgeschlagen und von der Kommission als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung (GGB) auserwählt wurden; dass die Bemängelungen bezüglich der angeblichen Nichteinhaltung der in der am 21. April 2003 in Belgien in Kraft getretenen Aarhus-Konvention vom 25. Juni 1998 über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten vorgesehenen Verfahrensgarantien im Rahmen des Verfahrens zur Auswahl der Gebiete daher in den Bereich der betreffenden öffentlichen Untersuchung nicht fallen; dass auch wenn es der Fall wäre, diese Bemängelungen deutlich unbegründet bleiben;

In der Erwägung nämlich, dass hinsichtlich des Zugangs zu Information, die Wallonische Region die Anforderungen der Aarhus-Konvention und des europäischen Rechts in diesem Bereich in Buch I des wallonischen Gesetzbuches umgesetzt hat, und diese Bestimmungen im Rahmen der Phase der Auswahl der Gebiete eingehalten hat, insbesondere durch die Veröffentlichung im Internet der Liste der als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung infolge der Beschlüsse vom 26. September 2002, vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005 vorgeschlagenen Gebiete sowie der jedem Gebiet eigenen Standarddatei;

In der Erwägung, dass was die Öffentlichkeitsbeteiligung an diesen Entscheidungsverfahren betrifft, der Gesetzgeber es nicht für unerlässlich erachtet hat, eine solche Beteiligungsmöglichkeit in diesem Stadium vorzusehen, da es durch die "Lebensräume"-Richtlinie selbst nicht vorgeschrieben ist; dass der Verfassungsgerichtshof der Auffassung ist, dass "es zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers gehört, vor der endgültigen Bezeichnung von Gebieten, die für die Ausweisung als besondere Schutzgebiete in Frage kommen, eine öffentliche Untersuchung vorzusehen" (Schiedshof, Urteil Nr. 31/2004 vom 3. März 2004, Punkt B.3.4);

In der Erwägung, dass unter allen Umständen die Organisation einer öffentlichen Untersuchung im Rahmen der Bezeichnung es den Eigentümern und Benutzern erlaubt, sowohl über den Umkreis des Gebiets als auch der Bewirtschaftungseinheiten – und ebenfalls über die Gründe, die diese Umkreise rechtfertigen – sowie über die Erhaltungsziele des Gebiets, die nämlich die Liste der Arten und Lebensräume widerspiegeln, für die das Gebiet bezeichnet wurde, ihre Bemerkungen gelten zu lassen; dass daher die Behauptung, diese Untersuchung sei zu spät im Beschlussverfahren eingeleitet worden, unrichtig ist;

In der Erwägung, dass was den Zugang zu den Gerichten betrifft, kein Beschwerdeführer Einspruch gegen die vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 2004 (2. Auflage), vom 24. März 2005 und vom 23. Februar 2011 veröffentlichten Beschlüsse der Regierung über die Bezeichnung der Gebiete eingelegt hat, was darauf schließen lässt, dass sie davon ausgegangen sind, dass die Auswahl selbst ihnen nicht schade; dass dagegen feststeht, dass es sich bei den Bezeichnungserlassen um Akte handelt, gegen die Einsprüche vor dem Staatsrat erhoben werden können, insofern als sie durch die Belastungen, die sie Privatpersonen auferlegen, Beschwerdegründe darstellen; dass folglich der Zugang zur Rechtspflege der etwaigen Beschwerdeführer, deren Bemerkungen ihrer Ansicht nach nicht genügend berücksichtigt wurden, gemäß Artikel 9.2 und 9.3 der Aarhus-Konvention garantiert ist;

In der Erwägung, dass die Artikel D.29-7, D.29-8 von Buch I des Umweltgesetzbuches zur Regelung der Ankündigung der öffentlichen Untersuchungen für die Pläne der Kategorie A.2., zu denen die Bezeichnungserlasse gehören, keineswegs erfordern, dass in der Bekanntmachung oder in den Notifizierungen auf die eventuellen Beschwerdewege gegen die Bezeichnungserlasse hingewiesen wird; dass diese Art Information lediglich in den administrativen Beschlüssen der Kategorien B und C gemäß Artikel D.29-22 desselben Buchs anzugeben ist; dass außerdem das den Eigentümern und Verwaltern gesandte Schreiben zur Ankündigung der Haltung der öffentlichen Untersuchungen keineswegs gesetzlich oder verordnungsmäßig vorgeschrieben ist;

In der Erwägung schließlich, dass die Konsultierung irgendeines Rates im Rahmen der Verabschiedung der Bezeichnungserlasse der Natura-2000-Gebiete durch keine Gesetzgebung auferlegt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 30 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur jedoch beschlossen hat, die Erhaltungskommissionen über die Beschwerden und Bemerkungen zu Rate zu ziehen, die anlässlich der öffentlichen Untersuchung bezüglich der Entwürfe der Bezeichnungserlasse der Natura-2000-Gebiete eingereicht wurden; dass diese Erhaltungskommissionen zur Aufgabe haben, den Erhaltungszustand der Natura-2000-Gebiete zu überwachen, um deren Wahrung oder Wiederherstellung in einem günstigen Erhaltungszustand zu gewährleisten, wobei insbesondere die prioritären natürlichen Lebensraumtypen und die prioritären Arten berücksichtigt werden und die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie die lokalen Besonderheiten in Betracht gezogen werden;

In der Erwägung, dass sich die Erhaltungskommissionen aus Mitgliedern zusammensetzen, die die verschiedenen Interessen der Zivilgesellschaft vertreten, d.h. aus einem von der Regierung ernannten Vorsitzenden; aus vier Bediensteten der regionalen Verwaltung, nämlich einem Bediensteten aus der für Naturschutz zuständigen Dienststelle, einem Bediensteten aus der für Raumordnung zuständigen Dienststelle, einem Bediensteten aus der für Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und einem Bediensteten aus der für Wasserwesen zuständigen Dienststelle; aus einem von dem "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagenen Mitglied; aus einem von dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vorgeschlagenen Mitglied; aus zwei Vertretern, die von Vereinigungen mit Naturschutz als Vereinigungszweck vorgeschlagen werden; aus zwei Mitgliedern, die von die Eigentümer und Benutzer des betroffenen Gebiets bzw. der betroffenen Gebiete vertretenden Vereinigungen vorgeschlagen werden; aus zwei Vertretern, die von den Berufsvereinigungen vorgeschlagen werden, die die Verteidigung der in dem bzw. den betroffenen Gebiet(en) ausgeübten Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft, der Jagd, der Fischzucht oder der Forstwirtschaft als Vereinigungszweck haben; dass die in diesen Kommissionen vertretenen Interessenverbände die Möglichkeit haben, durch ihre Vertreter an der Ausarbeitung der Gutachten der Erhaltungskommissionen und somit an der Überwachung des Erhaltungszustandes der Gebiete unmittelbar teilzunehmen;

In der Erwägung, dass somit die Vorschriften im Bereich des Informationszugangs, der Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und des Zugangs zu den Gerichten tatsächlich beachtet wurden und dem Grundsatz des sog. "Standstill" entsprechen;

In der Erwägung, dass die Vielfalt der im Natura 2000-Gebiet "BE35047- Vallée du Ruisseau de Rebais" angetroffenen Lebensräume und der Arten-Habitate dessen Bezeichnung vollkommen rechtfertigt;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über die für ein Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung typischen Merkmale im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 13° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 verfügt und dass es als solches durch die Europäische Kommission in deren Entscheidung vom 7. Dezember 2004, aktualisiert in ihrer Entscheidung vom 10. Januar 2011, bezeichnet wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet ein bedeutendes Gefüge aus mehreren natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses enthält, die in Anlage VIII zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und anhand der Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden, die in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass zusammengefasst sind;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet Populationen mehrerer Arten gemeinschaftlichen Interesses enthält, die in Anlage IX zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und anhand der Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden, die in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass zusammengefasst sind;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet die Auswahlkriterien erfüllt, die in Artikel 25 § 1 und in Anlage X zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, wie aus Anlage 3 zum vorliegenden Erlass hervorgeht, und dass es somit als Natura-2000-Gebiet in der Eigenschaft als Sonderschutzgebiete bezeichnet werden muss;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über einen großen ornithologischen Reichtum verfügt und dass dort mehrere Vogelarten anzutreffen sind, die in Anlage XI zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, wie aus Anlage 3 zum vorliegenden Erlass hervorgeht; dass es über ausreichend Territorien verfügt, sowohl in Bezug auf ihre Anzahl als auch auf ihre Größe, die den Erhaltungszwecken für diese Arten genügen und als Natura-2000-Gebiete in der Eigenschaft als Sonderschutzgebiete zu bezeichnen sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 4° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass jeder Bezeichnungserlass "die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben" enthält; dass das Gebiet BE35047 besonders aus folgenden Gründen auserwählt wurde: das Gebiet ist das Tal eines typischen Ardenner Bachs genannt "Ruisseau de Rebais", mit Steilhängen, wo sie Wälder guter Qualität befinden. Dieser Bach schlängelt sich von der französischen Grenze bis zum Zusammenfluss mit der Semois in der Gegend von Mouzaive. Die Waldgebiete sind hier gut vertreten: Auenwälder (91E0*), Ahornwälder (9180*), schöne Haisimsen-Buchenwälder (9110), sowie subatlantische und mitteleuropäische Eichenwälder (9160). Andere Lebensräume mit gemeinschaftlichem Interesse sind der Wasserlauf selbst (3260), sowie Hochstaudenflure (6430) und Teiche mit einer Vegetation des Typs Magnopotamion oder Hydrocharition (3150) entlang des Bachs. Das Gebiet ist auch wegen des Vorhandenseins von im Wald lebenden Wildvögelpopulationen von Bedeutung; hier leben insbesondere das Haselhuhn, aber auch der Schwarzstorch, der Schwarzspecht, und der Wespenbussard. Es werden auch Fledermäuse beobachtet: große Hufeisennase, großes Mausohr, Wimperfledermaus und Bechsteinfledermaus.

In Erwägung der Tabellen in Anlage 3 mit der Liste der Arten und Lebensräume, für die das Gebiet bezeichnet wurde, mit Angabe der Fläche dieser Lebensräume oder des geschätzten Bestands dieser Arten auf dem Gebiet, sowie der Bewertung ihres Erhaltungszustands nach einem Maßstab von A bis C; dass der vorliegende Erlass auf die Webseite verweist, wo die vollständigen Daten des der Kommission zur Begründung der Bezeichnung des Gebiets übermittelten Standarddatenformulars abgerufen werden können;

In der Erwägung, dass die Auswahl des Gebietes auf den besten verfügbaren wissenschaftlichen Kenntnissen und Daten beruhte, denen u.a. verschiedene Bestandsaufnahmen, fotografische und kartografische Dokumente, die wissenschaftliche Literatur und biologische Datenbanken zugrundeliegen;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich der verschiedenen Typen natürlicher Lebensräume (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der verschiedenen Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), aufgrund derer das Gebiet bezeichnet wurde, aus den zwischen 2002 und 2005 erstellten Standarddatenformularen stammen; dass diese Daten, die für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl veranschlagt wurden, Annäherungswerte enthalten; dass sie auf Basis der besten verfügbaren Kenntnisse teilweise aktualisiert wurden und dass es sich empfehlen wird, die Aktualisierung dieser Daten anhand einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume fortzuführen;

In der Erwägung, dass 2010 beschlossen wurde, die Bezeichnung von Natura-2000-Gebieten zu beschleunigen und zu vereinfachen; dass eine ausführliche Kartographie für 132 Gebiete des Netzes vorliegt, was die Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses betrifft; dass eine vereinfachte Methodik für die Kartographie der Lebensräume auf die restlichen 108 Gebiete angewandt werden musste; dass eine ausführliche Bestandsaufnahme für 90 Gebiete zur Verfügung steht, was die Arten gemeinschaftlichen Interesses betrifft, und eine vereinfachte Methodik für die Bestandsaufnahme auf die restlichen 150 Gebiete angewandt werden musste;

In der Erwägung, dass das durch den vorliegenden Erlass betroffene Gebiet Gegenstand einer vereinfachten Kartographie der Lebensräume gewesen ist; dass was die in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführten Flächen der Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses betrifft, die Daten aus zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass aufgeführten Daten der Artenbestände aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich des Erhaltungszustands der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen; dass diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzten Daten Annäherungswerte enthalten, die später genauer bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura-2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura-2000-Gebiets befinden können, ggf. als Überdruck über anderen Kategorien von Bewirtschaftungseinheiten, sowie die dort anwendbaren Verbote und die damit verbundenen besonderen Vorbeugungsmaßnahmen enthält;

In der Erwägung, dass im Hinblick auf die Erfüllung der Erhaltungsziele des Gebiets sowie angesichts der natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse, die in der Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, der Bestände von gemeinschaftlichem Interesse, die in der Anlage IX des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und der Vogelarten, die in der Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, die auf dem Gebiet vorhanden sind, der Anlass besteht, auf dem Gebiet die Bewirtschaftungseinheiten "BE 1 - aquatische Lebensräume", "BE 7 - prioritäre Auenwälder", "BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse", "BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder", "BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente", "BE temp 2 - öffentlich verwaltete Gebiete", "BE temp 3 - einheimische Wälder mit vorläufigem Status" abzugrenzen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der durch Artikel 26, § 1, Absatz 2, 6° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auferlegten Pflicht, den Standort der wesentlichen natürlichen Lebensraumtypen kartographisch darzustellen, dadurch nicht erforderlich wird, dass jeder natürliche Lebensraumtyp und jeder Artenbestand innerhalb des Gebiets genau lokalisiert werden soll; dass die in dieser Bestimmung genannten Wörter "natürliche Lebensräume" auf die Definition von Artikel 1bis, 2° verweist, nämlich "terrestrische oder aquatische Gebiete, von denen die

geographischen und abiotischen Merkmale und die Möglichkeiten einer natürlichen Besiedlung das Vorkommen oder die Reproduktion von Arten wildlebender Tier und Pflanzen ermöglichen". Die Lebensräume werden als natürlich bezeichnet, ob ihr Bestehen von einem menschlichen Eingriff abhängt oder nicht"; dass das Wort "wesentlich" bedeutet, dass es lediglich darum geht, die großen Kategorien natürlicher Lebensräume des Gebiets und nicht jeden genauen natürlichen Lebensraumtyp von gemeinschaftlichen Interesse im Sinne von Artikel 1bis, 3° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu lokalisieren; dass die genannte, in dem Bezeichnungserlass stehende Kartographie daher derjenigen der Bewirtschaftungseinheiten entspricht, insofern diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 je nach großem Lebensraumtyp, in welchem jeweils global einheitliche Bewirtschaftungsmaßnahmen begründet sind, definiert sind; dass die auf jede Parzelle anwendbaren Einschränkungen leicht zu kennen sind; es sind nämlich die auf das ganze Gebiet anwendbaren Einschränkungen, nämlich diejenigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmassnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, festgelegt sind, einerseits, und die in der betroffenen Bewirtschaftungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 anwendbar sind, andererseits;

In der Erwägung, dass das System zum Schutz der Natura-2000-Gebiete vorsieht, dass eine Reihe von Handlungen und Arbeiten, die aufgrund anderer Gesetzgebungen keiner Genehmigung bedürfen, einer Abweichung, Genehmigung oder Notifizierung der Zuständigkeit der DNF unterzogen werden; dass es um relative Verbote geht, insofern als sie aufgehoben werden können, vorausgesetzt, dass die betroffenen Handlungen die Unversehrtheit des Gebiets gemäß Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht antasten; dass das Gleiche für die Handlungen gilt, die aufgrund einer anderen Gesetzgebung einer Genehmigung bedürfen; dass auf jeden Fall Arbeiten aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer und wirtschaftlicher Art, unter Beachtung der Abweichungsbedingungen gemäß Artikel 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genehmigt werden könnten, nämlich wenn keine Alternativlösungen vorliegen und sofern Ausgleichsmaßnahmen ergriffen werden, um die globale Kohärenz des Natura-2000-Netzes sicherzustellen;

In Erwägung von Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, durch den verboten wird, in den Natura-2000-Gebieten den natürlichen Lebensräumen Schäden zuzufügen und die Arten zu stören, aufgrund deren die Gebiete bezeichnet wurden, insofern als diese Störungen sich im Hinblick auf die Natura-2000-Zielsetzungen beachtlich auswirken könnten; dass dieser Artikel auf die außerhalb der Natura-2000-Gebiete begangenen Handlungen potentiell anwendbar ist; dass Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betreffend die geeignete Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt ebenfalls auf Projekte und Pläne Anwendung findet, die außerhalb der Natura-2000-Gebiete liegen, sich aber auf ein Natura-2000-Gebiet im Hinblick auf die Ziele der Erhaltung dieses Gebiets beträchtlich auswirken könnten;

In der Erwägung, dass was die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen betrifft, die Regierung eine Präventivregelung eingeführt hat, die auf graduellen Einschränkungen je nach Empfindlichkeit der Lebensräume und der Arten gemeinschaftlichen Interesses gegen Störungen beruht, jeweils in Form von Verboten, Genehmigungen bzw. Notifizierungen; dass Erstere die Tätigkeiten betreffen, die in den meisten Fällen bedeutende Auswirkungen auf die geschützten Ökosysteme haben können, während Letztere Tätigkeiten betreffen, die nur unter bestimmten Umständen solche Auswirkungen haben könnten;

In der Erwägung, dass die Wahl der anwendbaren Maßnahmen durch die Regierung in ihren Erlassen vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 auf der Grundlage wissenschaftlicher Erwägungen erfolgte, unter Berücksichtigung der sozialwirtschaftlichen Erfordernissen gemäß dem Europäischen Recht, um die wirtschaftlichen oder gemeinnützigen Aktivitäten so wenig wie möglich zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit für die zuständige Behörde, ihre Genehmigung zu verweigern oder mit Bedingungen zu verbinden, sowie die Möglichkeit, Abweichungen von den Verboten fallweise zu gewähren, den Willen der Regierung beweisen, nur diejenigen Anforderungen aufzuerlegen, die zur Erfüllung der Erhaltungsziele innerhalb des Natura-2000-Netzes unbedingt notwendig sind;

In der Erwägung, dass die auf Natura-2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung die Erweiterung solcher Infrastrukturen wie landwirtschaftlicher Betriebe, Klärstationen, elektrischer Leitungen, Eisenbahnlinien, Straßen, Gasleitungen usw. nicht ausschließt, sofern diese Erweiterung über die erforderliche(n) Genehmigung(en) verfügt und wenn nötig Gegenstand einer vorherigen geeigneten Bewertung der Ein- und Auswirkungen gemäß den Modalitäten und Bedingungen von Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gewesen ist;

In Erwägung der von bestimmten Personen vorgebrachten Beschwerden über die Unmöglichkeit, im Rahmen der für die Gebiete eingeführten Präventivregelung ab dem Zeitpunkt der Bezeichnung dieser Gebiete in bestimmten Notlagen angemessen zu handeln; dass weder die "Vogelschutz"- und "Lebensräume"-Richtlinien noch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Notlagen ausdrücklich in Betracht ziehen; dass das allgemeine Verbot gemäß Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nur die Eingriffe des Bürgermeisters im Rahmen seiner Befugnisse der Allgmeinpolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt; dass die Eingriffe der regionalen und lokalen Verwaltungen, die nicht in diesem Rahmen stattfinden, auch wenn sie durch Notfall begründet sind, diesem Verbot jedoch unterliegen, außer wenn die Bedingungen für die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannte Abweichung beachtet werden, wie aus der neuen Rechtsprechung des Gerichtshofes über Artikel 6 § 2 der "Lebensräume"-Richtlinie (Entscheid Alto Sil) hervorgeht;

In der Erwägung, dass die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 verschiedene Hypothesen vorsehen, in denen bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen aus Gründen der öffentlichen Sicherheit keine Anwendung finden (zum Beispiel Bäume, die eine Bedrohung für die öffentliche Sicherheit darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen, in der BE 6 "vorrangiger Wald" befinden); dass was die Eingriffe in den Wasserläufen – nämlich im Falle von Hochwasser – betrifft, keine Vorbeugungsmaßnahme Eingriffe zum Entfernen von Verklausungen oder zum Fällen von Bäumen, die für die öffentliche Sicherheit gefährlich geworden sind, untersagt oder einer Genehmigung bzw. Notifizierung unterwirft, dass in den Wäldern, die der Forstregelung nicht unterliegen, die abgestorbenen Bäume, die die Sicherheit bedrohen und sich nicht entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen befinden, gefällt werden können, vorausgesetzt, dass sie an Ort und Stelle liegen bleiben (Artikel 3 Ziffer 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011); dass in den BE 1 keine Maßnahme diesbezügliche Auflagen vorsieht, außer wenn die Notmaßnahme eine Änderung des Bodenreliefs verursacht;

In der Erwägung, dass in Artikel 4, § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura-2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung ein Schnellverfahren für Abweichungen und Genehmigungen für Natura-2000-Akten vorgesehen ist; dass eine andere Möglichkeit darin besteht, dringende Eingriffe zu Zwecken der öffentlichen Sicherheit in einem Verwaltungsplan im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung von 24. März 2011 vorzusehen;

In der Erwägung, dass andererseits festzustellen ist, dass weder das CWATUPE noch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Handlungen, Arbeiten oder Einrichtungen, die aus dringenden Gründen oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit notwendig sind, von den anwendbaren Förmlichkeiten befreit; dass es deshalb weder übertrieben noch diskriminierend ist, im Natura-2000-System keine solchen Ausnahmen vorzusehen;

In der Erwägung, dass was die Zugangseinschränkungen zu den Straßen, Wegen und Pfaden in den Natura-2000-Gebieten oder zu den nichtschiffbaren Wasserstraßen oder zu bestimmten Staudämmen betrifft, keine besondere Zugangsform durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 einer Kontrolle bedarf;

In der Erwägung, dass aufgrund des Kumulierungsprinzips der Verwaltungspolizeivorschriften die Regeln über den Verkehr in den Wäldern oder Wasserläufen in den Natura-2000-Gebieten dagegen weiterhin völlig anwendbar sind;

In der Erwägung, dass im Allgemeinen, was den proportionalen Charakter der Maßnahmen betrifft, die Tatsache, dass bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen manchmal "positive" Handlungen seitens der Eigentümer und Benutzer anstatt nur Enthaltungen erfordern, dennoch nicht voraussetzt, dass diese Maßnahmen unbedingt als Maßnahmen der aktiven Verwaltung angegeben werden müssen;

In der Erwägung nämlich, dass zahlreiche Bestimmungen der Verwaltungspolizei ggf. unter Gefahr einer Strafverfolgung, "Handlungspflichten" im allgemeinen Interesse auferlegen, und dies ohne Entschädigung, wie zum Beispiel in Sachen Distelstechen der Wiesen, Bewirtschaftung der nicht unter Schutz gesetzten Wasserläufe, Ausästen der Bäume über öffentlichen Straßen, Erhaltung der Randstreifen und Bürgersteige in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand oder auch Wiederinstandsetzung der Vizinalwege;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Natura-2000-Regelung die sich aus den Vorbeugungsmaßnahmen ergebenden Belastungen einschließlich derjenigen, die bestimmte positive Verpflichtungen für die dadurch betroffenen Personen mit sich bringen können, finanziell durch die Entschädigungen sowie die Steuerbefreiungen ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die dem Vieh den Zugang zu den Wasser untersagen, nicht spezifisch für Natura 2000 sind; dass diese bereits ohne finanziellen Ausgleich aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe sowie des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur allgemeinen Polizeiverordnung für nicht schiffbare Wasserläufe auf ungefähr die Hälfte des wallonischen Gebiets anwendbar waren; dass die Auflagen dieser Gesetzgebung vor kurzem abgeändert worden sind und durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden, und zur Änderung verschiedener Bestimmungen verstärkt worden sind; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe und der Erlass vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura-2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Finanzierungsmöglichkeiten für das Anbringen von Zäunen vorsehen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2, Ziffer 11° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass die Bezeichnungserlasse "unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der lokalen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel angeben müssen, um die Erhaltungsziele zu erreichen", einschließlich derjenigen, die in dieser Bestimmung erwähnt sind, u.a. des Vertrags zur aktiven Verwaltung; dass der vorliegende Erlass die durch das Gesetz vorgeschlagene Liste aufnimmt, ohne genau anzugeben, welche Mittel je Parzelle oder Bewirtschaftungseinheiten benutzt werden; dass eine solche Genauigkeit von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass um möglichst umfassende Verhandlungen mit den Eigentümern und Benutzern anlässlich der Konzertierung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder den Abschluss jeglicher anderen Vereinbarung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes zu erlauben, es vorzuziehen ist, alle Möglichkeiten in dem Bezeichnungserlass offen zu lassen; dass die zuständige Behörde dadurch imstande sein wird, unter Berücksichtigung der lokalen Bedürfnisse hinsichtlich der Erhaltung, der sozialwirtschaftlichen Anforderungen und der Wünsche der betroffenen Eigentümer und Benutzer die geeignetesten Mittel von Fall zu Fall zu bewerten, um die aktive Verwaltung der Parzellen innerhalb der verschiedenen Bewirtschaftungseinheiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass diesen Genauigkeitsgrad in dem Bezeichnungserlass anzustreben dessen Verabschiedung erheblich verzögert hätte, wo doch die Verabschiedung es ermöglichen soll, die Präventivregelung in ihrer Gesamtheit anwendbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung die Möglichkeit hatten, Beschwerden über die Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten und die anwendbaren Erhaltungsziele einzureichen, die es bereits erlauben, die im Rahmen der aktiven Verwaltung zu verfolgenden Ziele zu bestimmen; dass ihr Vertrauen keineswegs missbraucht wurde, insofern als die Liste der vorgeschlagenen Mittel ganz offen bleibt, und sie nicht für jede Parzelle einzeln bestimmt worden ist; dass die nützliche Wirkung der Untersuchung nicht beeinträchtigt wird, da die Eigentümer und Benutzer ihre Bemerkungen über die Konfiguration der Bewirtschaftungseinheiten, die weitgehend bestimmt, welche Art Belastungen für die dort gelegenen Parzellen auferlegt werden, bereits lassen können;

In der Erwägung, dass der Begriff "Verwaltungsplan" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura-2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura-2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, entweder den Sonderbewirtschaftungsplan eines domanialen Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines Forstschutzgebiets oder die nach dem 13. September 2009 angenommene Forsteinrichtung, die vor diesem Zeitpunkt bestehende aber gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches überarbeitete Forsteinrichtung, oder das von der DGO3 in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen abgegebene gleichlautende Gutachten für eine biologisch wertvolle Weide betrifft; dass die Verwaltungspläne nicht Teil des vorgeschriebenen Inhalts der Bezeichnungserlasse sind, so wie dieser vom Gesetzgeber festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass die Regelung für den primären Schutz und die Präventivregelung, die jeweils auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete und auf die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura-2000-Gebiete bezeichneten Gebiete anwendbar sind, weder eine Enteignung noch eine

Maßnahme, die im Sinne der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs einer Enteignung gleichgestellt werden kann, sondern Maßnahmen zur Regelung der Nutzung der Güter bilden, die keineswegs den Entzug des Eigentumsrechts, auch auf indirekte Weise, zur Folge haben; dass sich diese Regelungen unmittelbar in den Rahmen von Absatz 3 des Artikels 1 des Protokolls einfügen, der den Staaten erlaubt, die Nutzung der Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu regeln;

In der Erwägung, dass insbesondere die für die Bewirtschaftung der betreffenden Agrarflächen in den BE 2 und 3 auferlegten Einschränkungen keinesfalls zu einem endgültigen Bewirtschaftungsverbot führen, insbesondere indem sie das Verbot einführen würden, diese Flächen zu beweiden oder den Graswuchs zu ernten, und dass sie lediglich die Pflicht voraussetzen, bestimmte landwirtschaftliche Praktiken zu ändern, um sie mit den ökologischen Anforderungen der betreffenden Arten und Lebensräume zu vereinbaren, insofern diese Arten und Lebensräume per Definition an die Agrargebiete gebunden sind und es sich also nicht um Gebiete handelt, in denen keinerlei menschliche Aktivität vorherrscht; dass das in dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Verfahren zur Entschädigung und die den Eigentümern gewährten Steuerbefreiungen zweifellos dazu beitragen, die Mehrkosten und die Einkommensverluste, die zu Lasten mancher Betreiber entstehen könnten, auszugleichen, so dass auf diese Weise ein "ausgewogenes Verhältnis" zwischen den Anforderungen des allgemeinen Interesses und dem in der europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Recht auf Wahrung des Eigentums gewährleistet wird, das es zu beachten gilt;

In der Erwägung, dass den Eigentümern und Bewirtschaftern von Geländen, die in Natura-2000-Gebieten gelegen sind, finanzielle Vorteile gewährt werden, um die zusätzlichen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Auflagen auszugleichen, die aufgrund ihrer Eingliederung in das Natura-2000-Netz auf diese Gelände anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Entschädigung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in Ausführung von Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 vorgesehen wird, auf der Grundlage einer objektiven wirtschaftlichen Bewertung berechnet wurde; dass diese Entschädigung ermöglicht, die durch diese Regelung der Nutzung der Güter gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten und Einkommensverluste auszugleichen, wodurch der proportionale Charakter der Maßnahme gewährleistet wird; dass diese Entschädigung aufgrund der Anforderung, eine Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten, im Rahmen der Präventivregelung höher ist, da diese Regelung zu größeren Einschränkungen führt als die Regelung für den primären Schutz in den BE 2 und 3;

In der Erwägung, dass 5 % der Gesamtfläche der wallonischen Wiesen aktuell im Rahmen der Agrarumweltmaßnahme AUM2 "Naturwiese" bewirtschaftet werden; dass in dem Bestreben, ausreichende Entschädigungen anzubieten, das Niveau dieser Entschädigungen weit höher liegt und die in den europäischen Regelungen festgelegten Höchstbeträge von 200 Euro pro ha und Jahr übersteigt;

In der Erwägung, dass zu diesen Entschädigungen noch eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug, von den Erbschaftssteuern und – seit 2011 – von den Schenkungssteuern zugunsten der Eigentümer hinzukommt;

In der Erwägung, dass daher in keinem Fall von einer *de facto*-Enteignung die Rede sein kann, die in keinem Verhältnis zu den in Anwendung der europäischen Gesetzgebung verfolgten Erhaltungszielen stehen würde;

In Erwägung der während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beschwerden betreffend die angebliche Verletzung des "Standstill"-Grundsatzes;

In der Erwägung, dass der Regierung insbesondere vorgeworfen wird, das Schutzniveau der acht bereits am 30. April 2009 von der Regierung bezeichneten Gebiete merklich herabgesetzt zu haben, ohne jedoch allgemeinnützige Gründe anzugeben, die einen solchen wesentlichen Rückgang hätten rechtfertigen können;

In der Erwägung, dass "eine globale Inangriffnahme der Reform notwendig ist, um zu beurteilen, inwiefern die Reform nach Abschluss der Bilanz "Kosten-Vorteile" einen Rückgang bringt oder nicht" (CE, Nr. 187.998, 17. November 2008, Coomans und weitere; siehe auch CE, Nr. 191.272, 11. März 2009, ASBL Inter-Environnement Wallonie);

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung der ersten acht Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009 beschlossen wurde, das System zu reformieren, um dessen Übersichtlichkeit und somit die Durchführung vor Ort zu verbessern; dass demnach eine neue Strategie zur Bezeichnung der gesamten Natura-2000-Gebiete und zu deren Schutz ausgearbeitet wurde und dass deshalb in diesem Rahmen beschlossen wurde, die Bezeichnung der Gebiete (Umkreise, Benennung, Einteilung in Bewirtschaftungseinheiten, Katasterparzellen) von den dort anwendbaren Schutz- und Verwaltungsmaßnahmen zu trennen; dass dadurch ermöglicht wird, den Inhalt der Bezeichnungserlasse durch die Schaffung einer gemeinsamen Grundlage zu erleichtern, deren Übersichtlichkeit verbessert wurde;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen derart überarbeitet wurden, dass sie vor Ort besser kontrolliert werden können mit dem Ziel, deren effektive und wirksame Durchführung zu gewährleisten; dass der betreffende Anwendungsbereich mancher Maßnahmen erweitert wurde;

In der Erwägung, dass die acht Gebiete, die am 30. April 2009 bezeichnet wurden, im Allgemeinen nicht weniger geschützt sein werden als heute, weil ihre Bezeichnungserlasse im Sinne der Gleichstellung der betroffenen Eigentümer und Benutzer, der Harmonisierung, der Kohärenz und der Wirksamkeit außer Kraft gesetzt und ersetzt werden, ohne dass ein merklicher Rückgang des Schutzes vorgenommen wird;

In der Erwägung, dass die Analyse der auf die am 30. April 2009 bezeichneten Gebiete anwendbaren Regelung und der heutigen Regelung nicht auf ein geringeres allgemeines Schutzniveau schließen lässt, wenn man davon ausgeht, dass manche Bestimmungen in den Bezeichnungserlassen vom 30. April 2009 als überflüssig im Vergleich zu den Bestimmungen identifiziert werden, die durch andere geltende Gesetzgebungen wie z.B. das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und das Forstgesetzbuch verabschiedet wurden;

In der Erwägung, dass der weniger "spezifische" Charakter der Vorbeugungsmaßnahmen und der Erhaltungsziele (damals noch "Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung" genannt) keinen Rückgang im Bereich des Schutzes voraussetzt; dass in der Tat die Erhaltungsziele auf Ebene der Region harmonisiert worden sind (Art für Art/Lebensraum für Lebensraum) ohne jedoch weder in ihrem Inhalt noch in ihrem juristischen Wert eingeschränkt zu werden; dass durch diese Harmonisierung die Gleichstellung der Eigentümer mit den Benutzern ermöglicht wird und die Schwerfälligkeit der am 30. April 2009 verabschiedeten Bezeichnungserlasse erheblich reduziert wird;

In der Erwägung, dass die geringere Genauigkeit der Kartographie der Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses nicht unbedingt zu irgendeinem Rückgang im Inhalt des auf die betroffenen Arten und Lebensräume anwendbaren Schutzes führen wird; Letztere bleiben weiterhin durch die in Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und in dessen Durchführungserlassen vorgesehene Präventivregelung geschützt;

In der Erwägung, dass sich der Inhalt der Erhaltungsziele und Vorbeugungsmaßnahmen gewiss in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 geändert hat im Verhältnis zu dem Inhalt der Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009, jedoch nicht im Sinne eines Rückgangs, geschweige denn eines wesentlichen Rückgangs;

In der Erwägung, dass was die Kriterien betrifft, auf deren Grundlage die Bezeichnungserlasse erstellt wurden, diese auf die durch die "Vogelschutz"- und "Lebensräume"-Richtlinien sowie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Anforderungen beschränkt sind; dass das durch diese Texte verfolgte Ziel darin besteht, die Erhaltung oder Wiederherstellung der natürlichen Lebensräume und der Arten gemeinschaftlichen Interesses in einem günstigen Erhaltungszustand zu sichern; dass die Auswahl und die Abgrenzung der Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen erfolgen darf;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftungseinheiten aus unterbrochenen oder ununterbrochenen Umkreisen innerhalb eines Natura-2000-Gebiets bestehen, die globalen einheitlichen Erhaltungsmaßnahmen bedürfen und die unter Berücksichtigung ökologischer, technischer und/oder sozialwirtschaftlicher Kriterien abgegrenzt sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region Verantwortung trägt, was die Bewahrung der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses in einem günstigen Erhaltungszustand betrifft; dass manche dieser Lebensräume und Arten in der Wallonischen Region gut vertreten sein können, für die jedoch in Anbetracht ihrer verhältnismäßigen Seltenheit auf europäischer Ebene eine strenge Schutzregelung gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass trotz ihrer Eintragung in die dem Bezeichnungserlass beigefügten Karten manche Parzellen aufgrund einer dem Bezeichnungserlass beigefügten Liste aus dem Gebiet ausgeschlossen werden (siehe Anlage 2.2); dass diese Vorgehensweise durch Artikel 26, § 1 Absatz 2 Ziffer 7° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zugelassen wird, laut dem im Falle von Unstimmigkeiten die schriftlichen Vorschriften bezüglich der Abgrenzung des Gebiets und der Bewirtschaftungseinheiten vor den graphischen Vorschriften Vorrang haben; dass in praktischer Hinsicht die Größe der bebauten Parzellen gegebenenfalls sehr gering sein kann; dass zur Vermeidung einer "Durchlöcherung" der Karten durch die besagten Parzellen die Option der Liste der aus dem Gebiet ausgeschlossenen Parzellen ohne Angabe in der Karte selbst vorgezogen wurde;

In der Erwägung, dass aus Gründen einer zeitlichen Stabilität die Referenzunterlage der vektorisierten IGN-Daten im Maßstab 1/10 000 die Grundlage der Natura-2000-Kartographie bildet; dass es sich wie bei jeder kartographischen Referenzunterlage um eine bloße Darstellung der Situation vor Ort handelt; dass sich daraus Ungenauigkeiten im Verhältnis zu der wirklichen Lage oder zu den Änderungen vor Ort ergeben können, die nicht in der Kartographie berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass die offizielle Referenz in Sachen katastrale Parzellierung die Katastermutterrolle ist und dass die sich daraus ergebenden kartographischen Schichten (CADMap) nicht auf einer besonderen Referenzunterlage gründen, sondern eine Digitalisierung der Parzellenpläne darstellen;

In der Erwägung, dass das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) das Ergebnis der Digitalisierung der gesamten landwirtschaftlichen Parzellen ist, die in der Wallonischen Region auf der Grundlage von orthorektifizierten Luftbildfotografien gemeldet sind;

In der Erwägung, dass die Katasterparzellen und die Elemente der Natura-2000-Schicht nicht genau deckungsgleich sind; dass die Parzellen des InVeKoS und die Elemente der Natura-2000-Schicht ebenso nicht genau deckungsgleich sind; dass sich dadurch Verschiebungen ergeben; dass es demnach angebracht ist, die Karten und die Ortslage richtig zu deuten, um die wirklich vorhandenen Abgrenzungen der Parzellen und der Bewirtschaftungseinheiten zu identifizieren, von denen die kartographischen Schichten nur Abbildungen sind;

In der Erwägung, dass was den Sektorenplan betrifft, die kartographischen Schichten Benutzungsbegrenzungen vorweisen, die auf folgendem Link beschrieben werden und verfügbar sind: http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dass zwischen dem Sektorenplan und dem IGN, das für die Natura-2000-Kartographie als Referenzunterlage gedient hat, Verschiebungen vorkommen;

In der Erwägung, dass die sachlichen Zuständigkeiten innerhalb unseres Föderalstaates unter Vorbehalt der Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Beachtung der föderalen Loyalität in Exklusivität ausgeübt werden; dass eine föderierte Gebietskörperschaft die Ausübung ihrer Zuständigkeiten durch den föderalen Staat nicht unmöglich machen oder übertriebenermaßen erschweren darf; dass diesbezüglich die Wallonische Region nicht direkt auf die föderalen Zuständigkeiten übergreift;

In der Erwägung, dass, was insbesondere die Eisenbahn betrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur lediglich das Ziel des Naturschutzes verfolgt und nicht die Verwaltung und die Instandhaltung der Eisenbahninfrastrukturen selbst regelt; dass zwischen den beiden Verwaltungspolizeivorschriften eine Kumulierung möglich ist; dass, auch wenn sich aus der Präventivregelung grundsätzlich bestimmte Einschränkungen ergeben können, sie die Wahrung und Instandhaltung der Infrastrukturen nicht unbedingt "unmöglich macht" oder "übertriebenermaßen erschwert"; dass falls die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet ist – etwa durch Baustellenfahrzeuge –, eine Abweichung aus Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses aufgrund des Artikels 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur immer noch möglich ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eventuelle Unvereinbarkeiten zwischen gewissen Vorschriften der Bezeichnungserlasse und denjenigen der Sonderverwaltungspolizei, mit der sie beauftragt sind, hervorheben (z.B. das Gesetz vom 25. Juli 1891 zur Revision des Gesetzes vom 15. April 1843 über die Eisenbahnpolizei oder das Gesetz vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten); dass diese Unvereinbarkeiten mit der Normenhierarchie im Widerspruch stehen würden, insofern diese Regeln Gesetzeskraft haben und die Bezeichnungserlasse hingegen nur Verordnungskraft;

In der Erwägung, dass diese Aussagen unbegründet sind, da keine konkrete Unvereinbarkeit nachgewiesen werden konnte; dass die in den Polizeigesetzgebungen bezüglich der Infrastrukturen öffentlichen Interesses vorgesehenen gesetzlichen Dienstbarkeiten Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts der Anwohner dieser Infrastrukturen auferlegen, die gemäß dem Kumulierungsprinzip der Verwaltungspolizeivorschriften zu den Vorschriften der Regelung für den primären Schutz, die auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zu der auf die Natura-2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung hinzukommen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer als Landbewirtschafter verpflichtet sind, alle auf ihr Eigentum anwendbaren gesetzlichen Dienstbarkeiten zu beachten, ohne dass dies jedoch zu einem Problem der Unvereinbarkeit zwischen dem Bezeichnungserlass und den Vorschriften dieser Polizeigesetzgebungen führt;

In der Erwägung, dass die Kumulierung tatsächlich die Verpflichtung für den Verwalter der Infrastruktur voraussetzt, die Regeln einzuhalten, die sich aus der auf die Natura-2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung ergeben, gegebenenfalls einschließlich der Verpflichtung, die in Artikel 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung zu ersuchen, wenn das Projekt die Unversehrtheit

des Gebiets gefährdet; dass dies nicht unbedingt zur Folge hat, dass der Bezeichnungserlass die betroffenen Gesetzgebungen der Verwaltungspolizei verletzt; dass übrigens die Möglichkeit der Beantragung einer Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialwirtschaftlicher Art oder in Verbindung mit der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, den Verwaltern der Infrastrukturen öffentlichen Interesses ermöglicht, Projekte zu Ende zu führen, die durch derartige Gründe gerechtfertigt sind, wenn keine alternativen Lösungen vorliegen und Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die sich aus der Präventivregelung ergebenden Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Gebiete infolge ihrer Bezeichnung als Natura-2000-Gebiete anwendbar sind, außerdem die Aufgaben öffentlichen Dienstes nicht in Frage stellen, die den Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere den autonomen öffentlichen Unternehmen gemäß den Grundgesetzgebungen wie dem Gesetz vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (Artikel 156), worunter Infrabel, anvertraut werden;

In der Erwägung, dass die auf die Natura-2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung nur eine sehr beschränkte Anzahl von meist landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten verbietet, und zwar nur in bestimmten, sehr empfindlichen Bewirtschaftungseinheiten;

In der Erwägung, dass sich im Übrigen die hauptsächliche Einschränkung aus der durch Artikel 28, § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Verpflichtung für die bewirtschaftende Behörde ergibt, die Arten bzw. Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses, für die das Gebiet als Natura-2000-Gebiet bezeichnet wird, nicht erheblich zu stören bzw. nicht zu verschlechtern, und die Unversehrtheit des Gebiets durch Pläne oder Genehmigungen, die beträchtliche Auswirkungen auf das Gebiet haben könnten, gemäß Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, oder sozialwirtschaftlicher Art, und nach Begutachtung der Kommission aufgehoben werden können, wenn in dem Gebiet prioritäre Lebensräume oder Arten vorhanden sind; dass dieser Rahmen durch die Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen festgelegt wird und nicht geändert werden darf, um zu vermeiden, dass gegen das europäische Recht verstoßen wird;

In der Erwägung, dass, falls ein offensichtlicher Widerspruch zwischen den verordnungsrechtlichen Bestimmungen eines Bezeichnungserlasses und der Bestimmung einer Polizeigesetzgebung oder einer Grundgesetzgebung zur Organisation der öffentlichen Dienste, die Infrastrukturen in einem oder in der Nähe eines Natura-2000-Gebiets benutzen, festgestellt werden sollte, sich dieser Widerspruch nicht aus dem Bezeichnungserlass ergeben würde, sondern unmittelbar aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (Artikel 28 und 28bis), in dem die auf die Natura-2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung erstellt wird; dass der Bezeichnungserlass nur ein Bedingungsakt ("act condition") ist, der hauptsächlich Verordnungs kraft hat und dessen Verabschiedung insbesondere die Auslösung des Inkrafttretens innerhalb eines von ihm abgegrenzten Umkreises einer Reihe von Vorbeugungsmaßnahmen mit gesetzlichem Charakter als Auswirkung hat, ebenso wie beispielsweise ein Unterschutzstellungserlass, durch den trotz seines individuellen Wertes die in der Gesetzgebung über den Schutz des kulturellen Erbes vorgesehene Schutzregelung auf das unter Schutz stehende Gebiet anwendbar ist;

In der Erwägung, dass was die Möglichkeit betrifft, im Stadium der Abgrenzung des Gebiets das Vorhandensein oder die Projekte von gemeinnützigen Infrastrukturen oder Ausrüstungen öffentlichen Dienstes zu berücksichtigen, wie beispielsweise bestehende oder einzurichtende Klärstationen, Eisenbahnlinien, das Straßennetz, Kanalisationen usw., muss daran erinnert werden, dass die Wallonische Regierung ihre Bezeichnungen der Natura-2000-Gebiete nur auf rein wissenschaftliche Kriterien stützen kann, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt sind; dass es demnach unmöglich ist, manche Teile aus dem Umkreis eines Gebiets auszuschließen, das den Kriterien zur Einstufung als Natura-2000-Gebiet genügt, nur damit die Miteinschließung von Parzellen in den Umkreis des Gebiets vermieden wird, die zur Ansiedlung oder zum Betrieb von Infrastrukturen, wenn auch für gemeinnützige Zwecke, bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 vorgesehenen Möglichkeiten einer Abweichung von der Präventivregelung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses dafür den Verwaltern erlauben, Tätigkeiten ungeachtet ihrer Auswirkungen auf die Gebiete auszuüben, sofern bestimmte Bedingungen erfüllt sind;

In der Erwägung, dass in Bezug auf den Antrag der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (DGO1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW), der VoE "GRACQ" und der VoE "Chemins du Rail" bezüglich des Wunsches, die Grundflächen der stillgelegten Eisenbahngleise zwecks der Entwicklung des "RAVeL" oder neuer Eisenbahngleise zu erhalten, und ihres Vorschlags, systematisch Eisenbahngleise in die anthropogene Bewirtschaftungseinheit (BE 11) auf mindestens 12 Meter mit einzuschließen, sowie in Bezug auf den Antrag Infrabels, den Bereich aus der Eisenbahninfrastruktur und der Gesamtheit oder eines Teils der Parzellen, die sich in einer ab dem Freibord der Eisenbahn gemessenen Zone von 20 Metern befinden, auszuschließen, die Wallonische Regierung die Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen auswählen und abgrenzen kann; dass es demnach nicht in Frage kommen kann, ein Straßennetz oder Eisenbahngleise ohne wissenschaftliche Begründung aus einem Gebiet auszuschließen;

In der Erwägung, dass grundsätzlich keine Unvereinbarkeit zwischen der sich aus der Verabschiedung des Bezeichnungserlasses ergebenden Präventivregelung und der Eisenbahnpolizeivorschrift besteht, was jegliche Regelwidrigkeit in Verbindung mit der angeblichen Nichteinhaltung der besagten Eisenbahnpolizeivorschrift ausschließt; dass es sich um zwei getrennte Verwaltungspolizeivorschriften handelt, deren Auswirkungen sich kumulieren; dass, auch wenn ein Widerspruch hervorgehoben werden kann, was im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen nicht der Fall war, sich der Bezeichnungserlass, zumindest wenn er weder spezifische Erhaltungsziele noch spezifische Vorbeugungsmaßnahmen oder Verbote - d.h. eigens für das Gebiet bestimmte Maßnahmen und Verbote - beinhaltet, als ein Bedingungsakt ("act condition") erweist, dessen Inkrafttreten die Bedingungen für die Anwendung einer Präventivregelung dekretalen Ursprungs gemäß Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur stellt; dass sich zwei Polizeiregeln gleicher Rangordnung zugunsten der restriktiveren Regel kumulieren;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Gesamtheit der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses aufgeführt sind und auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois liegen, wird als Natura 2000-Gebiet BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" bezeichnet.

Der auf einer Karte im Maßstab 1:10000 abgegrenzte Umkreis des Gebiets sowie die schriftlichen Vorschriften zur genauen Bestimmung dieses Umkreises werden in Anlage 2 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Das Natura 2000-Gebiet BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" erstreckt sich über eine Fläche von 518,79 ha.

Art. 2 - Unter Bezugnahme auf die derzeit verfügbaren Daten gibt Anlage 3.A Folgendes an:

1° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlicher Bedeutung, die sich im Gebiet befinden, und aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume;

2° ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der wichtigsten Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräumen.

Art. 3 - Unter Bezugnahme auf die zur Zeit verfügbaren Daten gibt die Anlage 3.B Folgendes an:

1° die Arten gemeinschaftlichen Interesses und die Vogelarten, aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten;

2° ihre Populationsgröße und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der wichtigsten Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären Arten.

Art. 4 - In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Erhaltungsgebiete" vorgeschlagen wurden, basieren die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, auf den Kriterien, die in Anlage X zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie auf stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Schutzgebiete" vorgeschlagen wurden, basieren die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, auf den Kriterien, die in Artikel 25 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie auf stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

Die Ergebnisse betreffend die Anwendung dieser Kriterien auf das Gebiet sind in den Anlagen 3.A und 3.B zum vorliegenden Erlass zusammengefasst.

Art. 5 - Die im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten und die Karte zur Abgrenzung ihres Umkreises werden in Anlage 4 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten dort vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie der lokalen Besonderheiten, können die vorgeschlagenen Mittel der aktiven Bewirtschaftung, um die Erhaltungsziele im Gebiet zu erreichen, folgende sein:

- der Abschluss eines Vertrags zur aktiven Bewirtschaftung oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Wallonische Region mit den betroffenen Eigentümern oder Benutzern abgeschlossen wird;
- die Schaffung eines domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets;
- die Änderung der etwaigen geltenden Forsteinrichtungspläne;
- die Verabschiedung eines Abschussplans betreffend die Großwildarten, die es zu kontrollieren gilt (im Verantwortungsbereich des/der betroffenen Hegerings/Hegeringe);
- die Änderung des Plans zur Verwaltung des Wasserhaushaltes auf landwirtschaftlichen Flächen, so wie er durch die Wateringue-Behörden festgelegt ist, entsprechend der gesetzlichen Anforderungen;
- die Bereitstellung von Geländen an die wallonische Region oder an eine gemäß Art. 17 Ziffer 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 anerkannte Naturschutzvereinigung;
- gegebenenfalls die Änderung des Abwassersanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der in dem Gebiet in Kraft ist, und/oder die Anpassung des Programms der Maßnahmen zum Gewässerschutz, das gegebenenfalls aufgrund des Wassergesetzbuches verabschiedet wurde;
- die Änderung der Programme für Säuberungs- und Unterhaltsarbeiten der Wasserläufe;
- die Umsetzung von Agrarumweltmaßnahmen;
- jedes andere stichhaltige, im Rahmen der Konzertierung vorgeschlagene Mittel zur aktiven Bewirtschaftung.

Art. 7 - Das Natura 2000-Gebiet BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" unterliegt der Erhaltungskommission von Dinant.

Art. 8 - Die vorliegende Bezeichnung tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 1: Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" liegen.

Das Natura 2000-Gebiet BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" umfasst die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: VRESSE-SUR-SEMOIS Gem. 2 Flur A: Parzellen 1124A (teilw. 38%), 1125E, 1125F (teilw. 19%), 1125G, 1126, 1127B, 1128C, 1128E, 1128F, 1128G, 1128H, 1128K, 1129A, 1129B, 1131A, 1132, 1133, 1134, Flur B: Parzellen 120 (teilw. 93%), 121 (teilw. 1%), 49/02A, 49G (teilw. 1%), 50 (teilw. 41%), 51 (teilw. 77%), 52, 53, 54A, 54B, 55, 56A, 56B, 57A, 58B, 59C, 59D, 62A, 63A, 63B, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71 (teilw. 90%), 72 (teilw. 26%), Gem. 4 Flur A: Parzellen 1, 13B, 14A, 15A, 16A, 17C, 18A, 2, 20 (teilw. 91%), 21, 22, 23, 25A, 27, 28A, 30A, 32A (teilw. 62%), 34A, 37, 38, 39, 3C6 (teilw. 19%), 3H (teilw. 91%), 3Z5 (teilw. 23%), 4 (teilw. 7%), 40, 41, 42, 43A, 45, 46, 46/02, 48A, 48C, 49A, 49B, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 5C (teilw. 10%), 60/02, 60A, 61, 62 (teilw. 93%), 63 (teilw. 35%), 64, 64/02, 65 (teilw. 25%), 66A, 67B, 68C, 68D, 69E3 (teilw. 54%), 69Y3, Gem. 5 Flur A: Parzellen 412A, 412B, 413, 414, 416, 417A, 419A (teilw. 51%), 419B (teilw. 58%), 421B (teilw. 9%), 428C, 428D (teilw. 95%), 428E (teilw. 91%), 429C, 429D, 429E, 431, 432, 433, 434A, 434B, 435 (teilw. 66%), 436, 437, 439, 441, 442, 443, 445A, 446, 446/02, 447/02, 448, 449, 450, 452, 453/02C, 453/02D, 453E, 453F, 454, 455B, 455C, 455D, 455E, 455F, 456/02A, 456A, 456B, 457, 458, 459C, 460, 461, 463A, 465A, 466A, 468, 469, 469/02, 470A (teilw. 32%), 471A, 471B, 472A, 472C, 473C, 473D, 474, 475, 476 (teilw. 71%), 477A (teilw. 35%), 479A (teilw. 3%), 481B, 482, 483 (teilw. 34%), 484 (teilw. 75%), 485 (teilw. 72%), 489 (teilw. 75%), Gem. 7 Flur C: Parzellen 3102 (teilw. 2%), 3124 (teilw. 31%), 3125, 3126, 3127, 3128, 3130B (teilw. 71%), 3131E (teilw. 52%), 3139 (teilw. 0%), 3149F (teilw. 2%), 3149G (teilw. 1%), 3150, 3151B (teilw. 68%), 3151C (teilw. 74%), 3155, 3156, 3157 (teilw. 95%), 3158A (teilw. 88%), 3160 (teilw. 77%), 3162A (teilw. 76%), 3165 (teilw. 81%), 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3176 (teilw. 53%), 3178 (teilw. 9%), 3179, 3180A, 3181, 3182, 3183E, 3184A, 3185C, 3185D, 3185E (teilw. 66%), 3201A, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206A, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213 (teilw. 57%), 3214 (teilw. 88%), 3215 (teilw. 83%), 3216 (teilw. 93%), 3217C (teilw. 77%), 3217D (teilw. 50%), 3218 (teilw. 10%), 3226 (teilw. 41%), 3227 (teilw. 91%), 3270B, 3271A

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 2: Abgrenzung des Umkreises des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"

2.1. Karte zur Abgrenzung des Gebietsumkreises

Die beigefügte Karte hält, ab dem Tage der Bezeichnung des Gebietes, dessen Umkreis im Maßstab 1/10 000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1/25 000).

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierform bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

2.2. Schriftliche Vorschriften zur genauen Bestimmung des Gebietsumkreises

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die außerhalb des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" umfasst nicht die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: VRESSE-SUR-SEMOIS Gem. 7 Flur C: Parzellen 3271B

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 3: Liste der natürlichen Lebensräume und Arten, für deren Schutz das Gebiet bestimmt wurde, und einschlägige Angaben; Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Natura 2000-Gebietes BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" geführt haben

Unter Bezugnahme auf die derzeit verfügbaren Daten gibt die vorliegende Anlage Folgendes an:

- die Liste der natürlichen Lebensraumtypen und die Liste der Arten, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde, sowie die Daten betreffend ihre Flächen, Bestände und eine Bewertung ihres Erhaltungszustands – die prioritären Lebensraumtypen und Arten werden mit einem Sternchen (*) gekennzeichnet –;

- eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Bewertung der Bedeutung des Gebietes, um die Erhaltung der natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage VIII und der Arten gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage IX und/oder der Vogelarten aus Anlage XI zum Gesetz vom 12. Juli 1973, die in dem Gebiet anzutreffen sind, zu gewährleisten.

Diese Ergebnisse rechtfertigen die Auswahl des Gebietes als Natura-2000-Gebiet. Die kompletten Daten, welche die Ergebnisse der Anwendung der Auswahlkriterien ausführlich beschreiben, sind bei der Zentralverwaltung der Abteilung Natur und Forstwesen, Avenue Prince de Liège 15 in 5100 Jambes, erhältlich, sowie auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>.

Die Daten bezüglich der Typen natürlicher Lebensräume (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), aufgrund deren das Gebiet bezeichnet wurde, stammen aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen. Diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl veranschlagten Daten enthalten Annäherungswerte. Sie wurden aufgrund der besten verfügbaren Kenntnisse teilweise aktualisiert, und die Aktualisierung dieser Daten wird aufgrund einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume fortgeführt werden müssen.

Das Gebiet BE35047 wurde aus folgenden Gründen bezeichnet: das Gebiet ist das Tal eines typischen Ardenner Bachs genannt "Ruisseau de Rebais", mit Steilhängen, wo sie Wälder guter Qualität befinden. Dieser Bach schlängelt sich von der französischen Grenze bis zum Zusammenfluss mit der Semois in der Gegend von Mouzaive. Die Waldgebiete sind hier gut vertreten: Auenwälder (91E0*), Ahornwälder (9180*), schöne Haisimsen-Buchenwälder (9110), sowie subatlantische und mitteleuropäische Eichenwälder (9160). Andere Lebensräume mit gemeinschaftlichem Interesse sind der Wasserlauf selbst (3260), sowie Hochstaudenflure (6430) und Teiche mit einer Vegetation des Typs Magnopotamion oder Hydrocharition (3150) entlang des Bachs. Das Gebiet ist auch wegen des Vorhandenseins von im Wald lebenden Wildvögelpopulationen von Bedeutung: hier leben insbesondere das Haselhuhn, aber auch der Schwarzstorch, der Schwarzspecht, und der Wespenbussard. Es werden auch Fledermäuse beobachtet: große Hufeisennase, großes Mausohr, Wimperfledermaus und Bechsteinfledermaus.

A. Natürliche Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses nach Anlage VIII des Gesetzes, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde

Natürliche Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses	Fläche	EZ	BE LGI*
9110	151,58 ha	B	
91E0*	54,84 ha	B	BE 7, BE temp 2
9160	24,83 ha	B	
9180*	9,83 ha	B	BE 6, BE temp 2
3150	6,21 ha	B	
3260	5,17 ha	B	
6430	5,17 ha	B	

Erklärungen: EZ: Bewertung des Erhaltungszustands zum Zeitpunkt der Auswahl des Gebiets: A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; BE LGI*: Bewirtschaftungseinheit(en), die den prioritären natürlichen Lebensraum gemeinschaftlichen Interesses umfasst oder umfassen kann (wenn genaue Angaben nicht verfügbar sind); "-" nicht verfügbare Angaben

3150: natürliche eutrophe Seen mit Vegetation des Typs Magnopotamion oder Hydrocharition

3260: Flüsse der planaren bis montanen Stufe mit Vegetation des Ranunculion fluitantis und des Callitricho-Batrachion

6430: Feuchte Hochstaudenfluren der planaren und montanen bis alpinen Stufe

9110: Haisimsen-Buchenwald (Luzulo-Fagetum)

9160: Subatlantischer oder mitteleuropäischer Stieleichenwald oder Eichen-Hainbuchenwald (Carpinion betuli)

9180*: Schlucht- und Hangmischwälder Tilio-Acerion

91E0*: Auenwälder mit *Alnus glutinosa* und *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)

B. Arten aus den Anlagen IX und XI des Gesetzes, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population			EZ	
			Residente Art (ganzjährig präsent)	Wandernde Art			
				Nistend	Überwinternd		Auf Zwischenstation
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	große Hufeisennase	2-3 id				A
1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Wimperfledermaus	6-13 id				A
1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Bechsteinfledermaus	0-1 id				B
1324	<i>Myotis myotis</i>	großes Mausohr	5-11 id				A
A030	<i>Ciconia nigra</i>	Schwarzstorch		Bes.			-
A072	<i>Pernis apivorus</i>	Wespenbussard	P				B
A104	<i>Bonasa bonasia</i>	Haselhuhn	P				B
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Schwarzspecht	P				B

Erklärungen: P = präsent; p = Anzahl Pärchen; i = Anzahl Individuen; EZ: Bewertung des Erhaltungszustands zum Zeitpunkt der Auswahl des Gebiets: A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; Bes.: Besucher; gel.: gelegentlich; "-": nicht verfügbare Angaben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35047 "Vallée du Ruisseau de Rebais" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

**ANLAGE 4: Bezeichnung und Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten des Umkreises
des Natura 2000-Gebiets BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**

4.1. Liste der innerhalb des Gebiets abgegrenzten Bewirtschaftungseinheiten

Das Gebiet umfasst folgende Bewirtschaftungseinheiten:

- BE 1 - aquatische Lebensräume
- BE 7 - prioritäre Auenwälder
- BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse
- BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder
- BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente
- BE temp 2 - öffentlich verwaltete Gebiete
- BE temp 3 - einheimische Wälder mit vorläufigem Status

Die natürlichen Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses und die Arten gemeinschaftlichen Interesses, die in diesen Bewirtschaftungseinheiten angetroffen werden könnten, werden in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura-2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bestimmt.

4.2. Karte zur Abgrenzung des Umkreises der Bewirtschaftungseinheiten

Die beigefügten Karten legen den Umkreis der im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten im Maßstab 1/10 000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1/25 000). Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten dort vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierform bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35047 "Vallée du Ruisseau de Rebais" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2014/27138]

**23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing
van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op de openbare onderzoeken georganiseerd in de gemeente Vresse-sur-Semois van 11 december 2012 tot 4 februari 2013, overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende de organisatie van openbare onderzoeken, artikelen D. 29-1 en volgende; 29-1 en volgende;

Gelet op het advies van de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Dinant, gegeven op 23 en 30 augustus en 19 september 2013;

Gelet op het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu van de Raad van Europa, gedaan te Bern op 19 september 1979 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld met de beslissingen van 4 februari 2004 en 24 maart 2005, tot goedkeuring van de lijst van de locaties, aan de Europese Commissie voorgesteld als locaties met een communautair belang;

Gelet op de Beslissingen 2004/798/EG en 2004/813/EG van de Commissie van 7 december 2004 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van de lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de Beslissingen 2011/63/EU en 2011/64/EU van de Commissie van 10 januari 2011 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van een vierde geactualiseerde lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op de beginselen inzake preventieve, integratie- en voorzorgsactie, zoals bedoeld in de artikelen D.1e, D.2, lid 3, en D.3, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op de sociaal-economische bemiddeling verricht overeenkomstig de beslissingen genomen door de Waalse Regering op 30 september 2010 en 7 april 2011;

Overwegende dat het aanwijzingsbesluit rekening houdt met de bezwaren en bemerkingen door de bezwaarindieners ingediend bij voornoemde openbare onderzoeken;

Overwegende dat enkel de bezwaren geopperd binnen de termijnen van het openbaar onderzoek en volgens de vormen bepaald bij Boek I van het Milieuwetboek in overweging genomen moeten worden;

Gelet op de bezwaren met betrekking tot de zagezegde niet-naleving, door de Waalse Regering, van de regels inzake toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter, evenals de bezwaren in verband met de zagezegde verminderde inspraak ten opzichte van de openbare onderzoeken van 2008 met betrekking tot de aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat er in de eerste plaats volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek openbare onderzoeken werden ingericht in alle gemeenten die onder een aanwijzingsbesluit vallen; dat elke persoon de mogelijkheid had in het kader van die onderzoeken een bezwaarschrift in te dienen;

Overwegende dat de administratie naast de formaliteiten vereist bij Boek I van het Milieuwetboek om de inrichting van het openbaar onderzoek aan te kondigen vrijwillig andere acties heeft ondernomen om belanghebbenden zo goed mogelijk in te lichten;

Overwegende dat de verspreiding van de informatie over Natura 2000 naar het brede publiek op meerdere wijzen voor en tijdens het onderzoek werd verricht : verspreiding van handleidingen over beheerswijzen, artikelen in de gespecialiseerde pers, colloquia, nieuwsbrieven, spreekuren, tentoonstellingen, radio- en televisiespots op de openbare zenders (RTBF) over de verschillende soorten natuurlijke milieus, over de dwingende elementen vereist in de beheers- en beschermingswijze, informatie via internet (ontwerpen van aanwijzingsbesluiten, wetteksten, kaartdocumenten, typeformulieren voor bezwaarschriften, contacten); dat de voornaamste documenten, wetteksten en reglementaire teksten in het Duits beschikbaar werden gesteld; dat er tweetalige (Frans-Duitse) infovergaderingen werden gehouden; dat die zeer pertinente informatie het publiek heeft kunnen sensibiliseren voor het belang om aan het onderzoek deel te nemen;

Overwegende dat de eigenaars en de beheerders van Natura 2000-percelen op grond van kadastragegevens en het geïntegreerde beheers- en controlesysteem een persoonlijk schrijven van de administratie gekregen hebben, waarmee zij werden ingelicht over het te houden onderzoek en waarin ter informatie een lijst werd opgenomen met hun in Natura 2000-gebied gelegen percelen, de betrokken oppervlakten en de dienovereenkomstige beheerseenheden; dat er vóór de verspreiding van dat schrijven een specifieke informatiecampagne werd gevoerd voor dat doelpubliek;

Overwegende dat het feit dat de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen niet meer opgenomen worden in het aanwijzingsbesluit, maar in besluiten met een algemene strekking, voor samenhang in de maatregelen en doelstellingen over het gehele Waalse Gewest zorgt met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken, dat de mogelijkheden om te reageren in het kader van de openbare onderzoeken ten opzichte van de onderzoeken uit 2008 voor de acht aangewezen locaties er niet minder op werden; dat de bezwaarindieners immers de mogelijkheid hebben om hun mening te uiten over de dwingende elementen die de preventieve regeling voor hun perceel inhoudt in functie van de beheerseenheid zoals afgebakend in het ontwerp-besluit en de voorgestelde instandhoudingsdoelstellingen;

Overwegende dat dit openbaar onderzoek duidelijk niet betrekking had op de beslissingen van de Waalse Regering van 26 september 2002 en 4 februari 2004, aangevuld met de beslissing van 24 maart 2005 met betrekking tot de selectie van de locaties, maar op de aanwijzingsbesluiten van de locaties voorgesteld door het Waalse Gewest en in aanmerking genomen door de Commissie als locaties met een communautair belang (LCB); dat de kritieken op de zagezegde niet-naleving van de procedurewaarborgen bepaald in het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, in België in werking getreden op 21 april 2003, in het kader van de selectieprocedure van de locaties, dus niet onder dit onderzoek vallen; dat, mocht dit toch het geval zijn, deze kritieken, zoals vastgesteld moet worden, inhoudloos zijn;

Overwegende dat het Waalse Gewest immers, wat de toegang tot informatie betreft, de vereisten van het Verdrag van Aarhus en van het Europees recht terzake omgezet heeft in Boek I van het Waals Milieuwetboek en die bepalingen in acht heeft genomen in het kader van de selectiefase van de locaties, meer bepaald door op het internet de lijst bekend te maken van de locaties met een communautair belang, ten gevolge van de beslissingen van 26 september 2002, 4 februari 2004 en 24 maart 2005, evenals de standaardbestanden met de gegevens eigen aan elke locatie;

Overwegende dat de decreetgever, voor wat de inspraak bij besluitvorming, een dergelijke inspraakregeling niet nodig achtte in dit stadium van het onderzoek, daar de habitat-richtlijn daar niet in voorziet; dat het Grondwettelijk Hof geacht heeft dat "de decreetgever moet oordelen of een openbaar onderzoek gevoerd moeten worden voor de definitieve aanwijzing van de gebieden die tot bijzondere instandhoudingsgebieden verklaard zouden kunnen worden" (Arbitragehof, nr. 31/2004, 3 maart 2004, punt B.3.4);

Overwegende dat de organisatie van een openbaar onderzoek in het kader van de aanwijzing hoe dan ook de eigenaars en gebruikers de gelegenheid biedt om hun opmerkingen te laten gelden zowel over de omtrek van de locatie als over die van de beheerseenheden - en over de redenen die deze omtrekken rechtvaardigen - alsook over de instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie - die namelijk de lijst met de soorten en habitats weergeven waarvoor de locatie werd aangewezen; dat het dus onjuist is te beweren dat dit onderzoek te laat komt in het besluitvormingsproces;

Overwegende dat geen enkele bezwaarindieners, wat de toegang tot de rechter betreft, een beroep heeft ingediend tegen de beslissingen van de Regering betreffende de selectie van de voornoemde locaties die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt op 30 juli 2004 (ed. 2), op 24 maart 2005 en op 23 februari 2011, wat suggereert dat ze van mening

waren dat de selectie op zich hen niet benadeelde; dat er daarentegen geen twijfel is dat de aanwijzingsbesluiten voor beroep vatbare handelingen voor de Raad van State zullen vormen als ze nadeel kunnen opleveren door de beperkingen die ze aan de particulieren opleggen; dat de toegang tot de rechter van de eventuele bezwaarindieners die achten dat ze niet voldoende gehoord worden, dus gewaarborgd wordt, zoals de artikelen 9.2 en 9.3 van het Verdrag van Aarhus vereisen;

Overwegende dat de artikelen D.29-7, D.29-8 van Boek I van het Milieuwetboek die de aankondiging van openbare onderzoeken bepalen voor plannen van categorie A2 waarvan de aanwijzingsbesluiten deel uitmaken, niet eisen dat een verwijzing naar eventuele beroepsmiddelen tegen de aanwijzingsbesluiten vermeld wordt in het bericht of in de kennisgevingen; dat dergelijke informatie slechts in de administratieve beslissingen van categorieën B en C moet vermeld worden, overeenkomstig artikel D.29-22 van hetzelfde Boek; bovendien dat het schrijven gericht aan eigenaars en beheerders dat de verrichting van openbare onderzoeken aankondigt bovendien geen wettelijke of regelgevende eis is;

Overwegende tenslotte dat geen wetgeving het overleg van één of andere raad verplicht in het kader van het aannemen van de aanwijzingsbesluiten van de Natura 2000-locaties;

Overwegende evenwel dat de Regering, op grond van artikel 30, § 2, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, heeft beslist de Commissies voor de instandhouding te raadplegen over de bezwaren en opmerkingen die tijdens een openbaar onderzoek geuit worden, betreffende de ontwerp-besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties; dat de instandhoudingscommissies als opdracht hebben toezicht op de instandhouding van de Natura 2000-locaties te houden om de instandhouding ervan of het herstel ervan in een staat van gunstige instandhouding te waarborgen, met inachtneming van prioritaire types natuurlijke habitats en van prioritaire soorten en rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden;

Overwegende dat de instandhoudingscommissies uit leden bestaan die de verschillende belangen van de burgerlijke maatschappij vertegenwoordigen, namelijk een voorzitter die door de Regering wordt benoemd, vier personeelsleden van de Gewestelijke Administratie, w.o. één behoort tot de dienst bevoegd voor natuurbehoud, één tot de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening, één tot de dienst bevoegd landbouw en één tot de dienst bevoegd voor water; één lid voorgesteld door de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor de instandhouding van de natuur); één lid voorgesteld door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waals Gewest); twee vertegenwoordigers voorgesteld door verenigingen die natuurbehoud tot doel hebben, twee vertegenwoordigers voorgesteld door de verenigingen die eigenaars en gebruikers van de bedoelde locatie(s) vertegenwoordigen; twee vertegenwoordigers voorgesteld door beroepsverenigingen die de verdediging van landbouw-, jacht-, visteelt- of bosbouwactiviteiten uitgeoefend in de betrokken locatie(s) tot doel hebben; dat de belangengroepen die in deze commissies vertegenwoordigd worden de gelegenheid hebben om rechtstreeks, danzij hun vertegenwoordigers, aan de uitwerking van de adviezen van de instandhoudingscommissies en dus aan het toezicht op de instandhouding van de locaties deel te nemen;

Overwegende bijgevolg dat de reglementeringen inzake toegang tot informatie, inspraak en toegang tot de rechter vervuld zijn en in overeenstemming met het standstillbeginsel zijn;

Overwegende dat de diversiteit van de habitats en van de habitats van soorten binnen de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" haar aanwijzing volledig rechtvaardigt;

Overwegende dat deze locatie de kenmerken eigen aan een gebied met een communautair belang vertoont in de zin van artikel 1 bis, 13°, van de wet van 12 juli 1973, en dat de site als dusdanig door de Europese Commissie is gekozen in haar beslissing van 7 december 2004, bijgewerkt middels haar beslissing van 10 januari 2011;

Overwegende dat de locatie een groot geheel van verschillende types natuurlijke habitats met een communautair belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie populaties van verschillende soorten met een communautair belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie aan de in artikel 25, § 1, en in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 bedoelde selectiecriteria voldoet, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit, dat ze dienovereenkomstig moet worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzondere instandhoudingszone";

Overwegende dat de locatie gekenmerkt is door een grote ornithologische rijkdom en dat verschillende soorten vogels bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973 op de locatie zijn ondergebracht, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit; dat ze gebieden bevat die naar aantal en oppervlakte tegemoetkomen aan de behoeften inzake de instandhouding van deze soorten, die moeten worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzonder beschermingsgebied";

Overwegende dat artikel 26, § 1, tweede lid, 4°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat elk aanwijzingsbesluit de "samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie werd uitgekozen" bevat; overwegende dat, in het bijzonder, de locatie BE35047 om de volgende redenen uitgekozen werd: de locatie is een vallei van een typische Ardense beek, le Ruisseau de Rebais, met steile hellingen ingenomen door waardevolle bomenopstanden. De beek slingert vanaf de Franse grens tot aan de samenvloeiing met de Semois in de regio Mouvaive. De bosmilieus zijn goed vertegenwoordigd met alluviale bossen, esdoornbossen, mooie beukenbossen met veldbies, evenals Subatlantische en Medio-Europese eikenbossen. Andere habitats met communautair belang die er worden aangetroffen zijn de waterloop zelf, evenals megaphorbiae en vijvers met beplanting van het type Magnopotamion of Hydrocharition langs deze waterloop. Deze locatie is eveneens waardevol voor bosvifauna; in het bijzonder de hazelhoen, maar ook de zwarte ooievaar, de zwarte specht en de wespandief. Er worden ook vleermuisachtigen waargenomen zoals de grote hoefijzerneus, de vale vleermuis, de ingekorven vleermuis en de Bechsteiner vleermuis.

Gelet op de tabellen die als bijlage 3 gaan bij dit besluit en die de lijst van de soorten en habitats waarvoor de locatie wordt aangewezen, de oppervlakte van deze habitats of de populatie van deze soorten geschatte op de locatie alsook de evaluatie volgens een schaal van A tot C, de instandhouding ervan; overwegende dat dit besluit naar de website verwijst waarop inzage verleend wordt in de volledige gegevens van het standaard gegevensformulier dat aan de Commissie meegedeeld werd en die de aanwijzing van de locatie rechtvaardigt;

Overwegende dat de selectie van de locatie op basis van de beste wetenschappelijke kennis en de beste beschikbare gegevens is verricht, die voortvloeien uit verschillende inventariswerkzaamheden, verschillende fotografische en cartografische documenten, wetenschappelijke literatuur en biologische databanken;

Overwegende dat de gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen van de standaard gegevensformulieren komen die tussen 2002 en 2005 werden bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd benaderingen bevatten; dat ze voor een deel geactualiseerd werden op grond van de beste beschikbare kennis en dat de actualisering van deze gegevens verder ingevoerd moet worden op grond van een gedetailleerde kaart van de habitats;

Overwegende dat in 2010 is beslist de aanwijzing van de Natura 2000-locaties te bespoedigen en te vereenvoudigen; dat een gedetailleerde kaart betreffende de habitats van gemeenschappelijk belang bestaat voor 132 locaties van het netwerk; dat een methodologie van vereenvoudigde cartografie van de habitats toegepast is moeten worden op de 108 overblijvende locaties; dat een gedetailleerde lijst betreffende de soorten met een gemeenschappelijk belang bestaat voor 90 locaties en dat een vereenvoudigde methodologie van de lijsten op de 150 andere locaties toegepast is moeten worden;

Overwegende dat de locatie waarop dit besluit van toepassing is, het voorwerp heeft uitgemaakt van een vereenvoudigde cartografie van de habitats; dat de gegevens betreffende de oppervlakten van de habitats met een gemeenschappelijk belang in bijlage bij dit besluit uit de standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 werden bepaald;

Overwegende dat de gegevens van de populaties van soorten opgenomen in dit besluit voortvloeien uit standaard gegevensformulieren vastgesteld in de locatie tussen 2002 en 2005;

Overwegende dat de gegevens betreffende de instandhouding van de habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang uit standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 bepaald werden; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werden benaderingen bevatten die later gepreciseerd moeten worden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, de beheerseenheidstypes bevat die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, in voorkomend geval, als overdruk op andere types beheerseenheden, alsook de bijzondere verbodsbepalingen en andere, daaraan gekoppelde bijzondere preventieve maatregelen;

Overwegende dat de beheerseenheden "UG 1 – Aquatische milieus, UG 7 – Alluviale prioritaire bossen, UG 8 - Inheemse bossen met een grote biologische waarde, UG 10 - Niet inheemse verbindingssystemen, UG 11 - Teeltgronden en antropogene elementen, UG temp 2 – Gebieden met een openbaar beheer, UG temp 3 – Inheemse bossen met een tijdelijk statuut" afgebakend moeten worden, met het oog op de instandhoudingsdoelstellingen alsook ten opzichte van de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, de populaties van de soorten met een gemeenschappelijk belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, en de soorten van vogels aanwezig op de locatie, bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973;

Overwegende dat de verplichting de localisatie van de "voornaamste natuurlijke habitats" in kaart te brengen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud niet inhoudt dat elk type natuurlijk habitat en elke populatie van soorten binnen de locatie nauwkeurig gelokaliseerd moeten worden; dat de termen "natuurlijke habitats" bedoeld in deze bepaling naar de definitie van artikel 1bis, 2°, verwijzen die "de land- en wateroppervlakten" beoogt "waarvan de geografische en abiotische kenmerken en de mogelijkheden van natuurlijke kolonisatie de aanwezigheid of de voortplanting van de populaties van soorten van de wilde fauna en flora mogelijk maken. De habitats worden natuurlijk geacht als hun bestaan te wijten of niet te wijten is aan een menselijk ingreep"; dat de term "voornaamste" aangeeft dat het slechts erom gaat, de grote categorieën van natuurlijke habitats van de locatie en niet om elk exact type van natuurlijk habitat met een gemeenschappelijk belang te lokaliseren in de zin van artikel 1bis, 3°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; bijgevolg dat deze cartografie overgenomen uit het aanwijzingsbesluit met de cartografie van de beheerseenheden overeenstemt voor zover die worden bepaald, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, per groot/grote type(s) van milieu(s) die globaal homogene beheersmaatregelen rechtvaardigen; dat de verplichtingen die op elk perceel toepasselijk zijn gemakkelijk gekend kunnen worden; dat het inderdaad enerzijds om verplichtingen gaat die op de hele locatie toepasselijk zijn, namelijk de verplichtingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 betreffende de algemene verbodsbepalingen, en anderzijds om uitvoeringsmaatregelen in de betrokken beheerseenheid in de zin van het besluit van 19 mei 2011;

Overwegende dat de beschermingsregeling van de Natura 2000-locaties de vergunningsverplichting oplegt aan een reeks handelingen en werken die niet, krachtens andere wetgevingen, aan een vergunning, afwijking, toestemming of kennisgeving van de bevoegdheid van het Departement Natuur en Bossen (DNF) onderworpen zijn; dat het om beperkte verbodsbepalingen gaat aangezien ze opgeheven kunnen worden voor zover de handelingen die ze beogen geen afbreuk doen aan de integriteit van de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; dat hetzelfde geldt voor de handelingen onderworpen aan vergunning krachtens een andere wetgeving; dat werken hoe dan ook toegelaten zouden kunnen worden om dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van sociale en economische aard, als de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud in acht worden genomen, namelijk het gebrek aan alternatieve oplossingen en de aanneming van compenserende maatregelen die noodzakelijk zijn om de globale samenhang van het Natura 2000-netwerk te waarborgen;

Gelet op artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud die het verbod voorziet om de natuurlijke habitats te vernietigen en de soorten te verstoren waarvoor de locaties worden aangewezen, voor zover deze verstoringen een significant effect zouden kunnen hebben op de Natura 2000-doelstellingen; overwegende dat dit artikel potentieel toepasselijk is op de handelingen die buiten de Natura 2000-locaties worden verricht; dat artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, betreffende de geschikte beoordeling van de effecten op het milieu, ook van toepassing is op de projecten en plannen die buiten de Natura 2000-locaties gelegen zijn en die geschikt zijn om een relevant effect op een Natura 2000-locatie te hebben t.a.v de doelstellingen inzake de instandhouding van de locatie;

Overwegende dat de Regering, wat de evenredigheid van de maatregelen betreft, een preventieve regeling heeft ingevoerd die berust op geleidelijke beperkingen naar gelang van de gevoeligheid voor storingen van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang, in de vorm respectievelijk van verbodsbepalingen, toestemmingen en kennisgevingen; dat eerstgenoemde de activiteiten beogen die in de meeste gevallen geschikt zijn om een significant effect te hebben op de beschermde ecosystemen terwijl laatstgenoemde de activiteiten beogen die slechts in bepaalde omstandigheden een dergelijk effect kunnen hebben;

Overwegende dat de keuze van de maatregelen die van toepassing zijn door de Regering in haar besluiten van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 wordt gemaakt op grond van wetenschappelijke overwegingen, rekening houdend met de sociaal-economische eisen, in overeenstemming met het Europees recht, om zo weinig mogelijk effecten op de economische activiteiten of de activiteiten van openbaar nut te hebben.

Overwegende dat de mogelijkheid, voor de bevoegde overheid, om de machtiging te weigeren of laatstgenoemde eenvoudig aan voorwaarden te verbinden, evenals de mogelijkheid voor haar om afwijkingen op verbodsbepalingen enkel geval per geval toe te kennen de wil van de Regering aantonen om slechts de strikt noodzakelijke verplichtingen op te leggen voor de verwezenlijking van de instandhoudingsdoelstellingen in het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-gebieden de uitbreiding niet verbiedt van infrastructuren zoals landbouwbedrijven, waterzuiveringsstations, hoogspanningslijnen, spoorlijnen, wegen, gasleidingen enz. voor zover die infrastructuur aan de vereiste vergunning(en) voldoet en indien nodig op de geschikte wijze een voorafgaande milieubeoordeling heeft gekregen in overeenstemming met de modaliteiten en de voorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de bezwaarschriften van sommige personen in verband met de onmogelijkheid om bepaalde noodtoestanden te beheersen in het kader van de preventieve regeling ingevoerd op de locaties als die locaties eenmaal zijn aangewezen; dat noch de Vogelrichtlijn noch de Habitatrichtlijn, noch de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud uitdrukkelijk op die noodtoestanden ingaan; dat de algemene verbodsbepaling bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel de interventies van de burgemeester in het kader van zijn algemene ordehandhavingsbevoegdheden uit zijn toepassingsgebied uitsluit; dat de interventies van de gewestelijke en plaatselijke besturen die niet onder dat kader vallen, al zouden ze verantwoord zijn door noodtoestanden, onder dat verbod blijven vallen, behoudens indien de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud nageleefd worden zoals blijkt uit recente rechtspraak van het Hof van Justitie over artikel 6, § 2, van de Habitatrichtlijn (arrest *Alto Sil*);

Overwegende dat de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 verschillende hypothesen voorzien waarin sommige preventieve maatregelen geen toepassing behoeven wegens redenen van openbare veiligheid (kappen van bomen die de openbare veiligheid langs de wegen, paden, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen bedreigen in UG 6 "prioritair bos" bijv.); dat, wat de interventies in de waterlopen betreft, meer bepaald bij overstromingsrisico's, geen enkele preventieve maatregel een verbodsbepaling oplegt of een machtiging of kennisgeving verplicht maakt om ijsbanken weg te halen of bomen te kappen die een gevaar geworden zijn voor de openbare veiligheid; dat de dode bomen die de veiligheid bedreigen en niet langs banen, wegen, paden in de zin van het Boswetboek, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen gelegen zijn in de bossen buiten de bosregeling omgehakt mogen worden voor zover ze op de grond blijven liggen (artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011); dat er in de UG1 geen enkele maatregel dwingende voorwaarden in dat opzicht oplegt, behalve als de noodmaatregel een wijziging van het bodemreliëf oplegt;

Overwegende dat er hoe dan ook een versnelde afwijkings- en machtigingsprocedure "Natura 2000" is voorzien in artikel 4, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura-2000-locaties; dat een andere mogelijkheid erin bestaat de noodinterventies wegens redenen van openbare veiligheid door te laten voeren in een "beheersplan" in de zin van artikel 19°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

Overwegende dat overigens opgemerkt dient te worden dat noch het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Erfgoed en Energie noch het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de handelingen, werken of installaties vrijstelt van de toepasbare formaliteiten wegens redenen in verband met dringende noodzakelijkheid of openbare veiligheid; dat het voorzien van dergelijke uitzonderingen in de Natura 2000-regeling noch buiten proportie noch discriminerend is;

Overwegende dat wat betreft de beperkte toegang tot de banen, wegen of paden in de Natura 2000-locaties of nog tot de onbevaarbare waterlopen of sommige dammen geen enkele bijzondere vorm van toegang aan een controle onderworpen wordt door de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011;

Overwegende dat de regels betreffende het verkeer in bossen en waterlopen daarentegen krachtens het beginsel van samenvoeging van de administratieve ordehandhavingsregels geheel van toepassing blijven in de Natura 2000-locaties;

Overwegende vervolgens dat, wat het evenredig karakter van de maatregelen betreft, het feit dat sommige preventieve maatregelen soms "positieve" acties inhouden vanwege de eigenaars en de bezetters, eerder dan enkel zich afzijdig houden, nog niet betekent dat die maatregelen verplicht als actieve beheersmaatregelen uitgelegd moeten worden;

Overwegende dat talrijke administratieve ordehandhavingsmaatregelen die in voorkomend geval strafrechtelijk bestraft worden, immers in het algemeen belang tot tussenkomsten nopen, zonder enigerlei vergoeding, zoals bijvoorbeeld het losrukken van distels uit weilanden, het beheer van ongeklasseerde waterlopen, het snoeien van boomtakken die boven de openbare weg hangen, het rein houden van bermen en voetpaden of nog het herstel van buurtwegen;

Overwegende dat de dwingende verplichtingen die voortvloeien uit de preventieve maatregelen, met inbegrip van de maatregelen die sommige positieve verplichtingen zouden kunnen opleggen aan betrokkenen, in het kader van de Natura 2000-regeling via vergoedingen en fiscale vrijstellingen financieel gecompenseerd worden;

Overwegende dat de verbodsmaatregelen van de toegang van vee tot de waterlopen niet specifiek zijn voor Natura 2000; dat die maatregelen reeds zonder financiële compensatie van toepassing waren op bijna de helft van het Waals grondgebied krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, evenals krachtens het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen; dat de verplichtingen uit die wetgeving onlangs gewijzigd en verstrengd werden bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 houdende verplichting om de weidegronden gelegen langs de waterlopen te omheinen en houdende wijziging van verscheidene bepalingen; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen en het besluit van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en subsidies toegekend in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de ecologische hoofdstructuur financieringsmogelijkheden voorzien voor de omheiningen;

Overwegende dat artikel 26, § 1, lid 2, 11°, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud bepaalt dat de aanwijzingsbesluiten de middelen moeten bevatten om de instandhoudingsdoelstellingen te bereiken, rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, de middelen voorgesteld om de instandhoudingsdoelstellingen te bereiken, met inbegrip van de bijzonderheden vermeld in die bepaling, waaronder het actieve beheerscontract; dat dit besluit de lijst opneemt voorgesteld bij de wet, zonder in te gaan op de middelen die gebruikt zullen worden per perceel en per beheerseheid; dat een dergelijke precisering niet vereist wordt bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat het, om de ruimst mogelijke onderhandeling met de eigenaars en de bezetters mogelijk te maken in het kader van het overleg bedoeld in artikel 26, § 3, lid 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, of nog het sluiten van elke andere overeenkomst overeenkomstig artikel 26, § 3, lid 4, van dezelfde wet, beter is elke optie in het aanwijzingsbesluit open te laten; dat dit de bevoegde overheid de mogelijkheid zal geven om geval per geval, in functie van de plaatselijke behoeften inzake instandhouding, van de sociaal-economische vereisten en de wensen van de betrokken eigenaars en bezetters, de meest geschikte middelen te beoordelen ten dienste van het actieve perceelbeheer in de verschillende beheerseheden;

Overwegende dat men door die graad van nauwkeurigheid te willen bekomen in het aanwijzingsbesluit, de aanneming ervan vertraagd zou hebben, terwijl het juist die aanneming ervoor zorgt dat de preventieve regeling in haar geheel van toepassing wordt;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters de kans hebben gekregen om in het kader van het openbaar onderzoek bezwaren in te dienen over de afbakening van de beheerseenheden en de toepasselijke instandhoudingsdoelstellingen, waardoor de doelstellingen die nagestreefd dienen te worden in het kader van het actieve beheer reeds bepaald kunnen worden; dat hun vertrouwen dus geenszins is geschaad voor zover de lijst der voorgestelde middelen geheel open blijft en niet perceel per perceel nader is opgegeven; dat het nuttig effect van het onderzoek er niet door is aangetast daar de eigenaars en bezetters reeds hun bemerkingen kunnen laten geworden in verband met de vorm van de beheerseenheden, die ruim bepalend is voor het soort dwingende voorwaarden die de daar gelegen percelen erdoor zullen krijgen;

Overwegende dat de term “beheersplan” in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn ofwel het bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat beoogt, ofwel het beheersplan van een erkend natuurreservaat ofwel het beheersplan van een bosreservaat, ofwel de bosinrichting aangenomen na 13 september 2009, ofwel de bosinrichting die vóór die datum bestond maar die herzien is overeenkomstig artikel 64, eerste lid, van het Boswetboek, ofwel het eensluidend advies van DG03 voor een biologisch hoogwaardig weiland overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw; dat de beheersplannen geen onderdeel vormen van de verplichte inhoud van de aanwijzingsbesluiten zoals vastgelegd door de wetgever;

Overwegende dat de primaire beschermingsregeling en de preventieve regeling, van toepassing op, respectievelijk, de kandidaat-locaties en de locaties aangewezen als Natura 2000-locaties krachtens de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud noch een onteigening, noch een maatregel zijn die daarmee gelijk te stellen is in de zin van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, maar wel degelijk maatregelen zijn die strekken tot de reglementering van het gebruik van goederen die geenszins, al was het in onrechtstreekse zin, eigendomsrechtsberoving zijn; dat die regelingen rechtstreeks passen in het kader van lid 3 van artikel 1 van het Eerste Protocol dat de Staten ertoe machtigt het gebruik van de goederen te regelen met het oog op het algemeen belang;

Overwegende dat, in het bijzonder, de dwingende maatregelen, opgelegd voor de bewerking van de landbouwgronden vallend onder UG2 en UG3 geenszins het definitieve verbod opleggen om die gronden uit te baten - meer bepaald, het weiden van dieren of het oogsten van gras, dat ze enkel de verplichting inhouden om bepaalde landbouwpraktijken te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ecologische vereisten van de betrokken soorten en habitats, die per definitie verband houden met de landbouwmilieus en niet met ongerepte milieus; dat het vergoedingsmechanisme bepaald in de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud en de fiscale vrijstellingen voor de eigenaars hoe dan ook bijdragen tot de compensatie van de meerkost en de inkomensderving die sommige landbouwbedrijven zouden kunnen ondervinden, waarbij het “juiste evenwicht” wordt gewaarborgd tussen de inachtneming van de noden van het algemeen belang en het recht op respect voor de goederen, vastgelegd in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens;

Overwegende dat er financiële voordelen toegekend worden aan de eigenaars en beheerders van gronden gelegen in Natura 2000-gebieden om de bijkomende dwingende wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wegens de ligging van die gronden, te compenseren;

Overwegende dat de vergoeding van de landbouwers, bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 ter uitvoering van artikel 31 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, berekend werd op grond van een objectieve economische beoordeling; dat die vergoeding de compensatie mogelijk maakt van de meerkost en de eventuele inkomensderving uit de reglementering van het gebruik van de goederen met waarborg van het evenredig karakter van de maatregel; dat de vergoeding, overeenkomstig de evenredigheidsvereiste, hoger is in het kader van de preventieve regeling, daar laatstgenoemde strenger is dan de primaire regeling in UG2 en UG3;

Overwegende dat 5 % van de oppervlakte van Waalse weidegronden voor een aanzienlijk mindere vergoeding heden deel uitmaken van de milieuvriendelijke landbouwmethode MAE2 “natuurlijke weidegrond”; dat de vergoedingsniveaus, met de bekommernis om voldoende compensaties aan te bieden, duidelijk hoger zijn en afwijken van de maximumbedragen waarvan sprake in de Europese verordeningen, vastgelegd op 200 euro per hectare en per jaar;

Overwegende dat er bij die vergoedingen voor de eigenaars een vrijstelling van onroerende voorheffing, van de successierechten en, sinds 2011, van de schenkingsrechten gevoegd wordt;

Overwegende dat er bijgevolg geenszins sprake zou kunnen zijn van een *de facto* onteigening, die buiten proportie zou zijn met de instandhoudingsdoelstellingen die overeenkomstig het Europees recht nagestreefd worden;

Gelet op de bezwaren die in het openbaar onderzoek werden geuit in verband met de zagezegde schending van het standstillbeginsel;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder verweten wordt het beschermingsniveau van de acht reeds door de Regering op 30 april 2009 aangewezen locaties gevoelig verminderd te hebben zonder evenwel redenen van algemeen belang te hebben opgegeven die een dergelijke gevoelige terugzetting zouden kunnen verantwoorden;

Overwegende dat de globale aanpak van de hervorming nodig is om te oordelen in welke mate de hervorming op het vlak van kosten-baten-analyse al dan niet “een stap achteruit” is (EG, nr. 187.998, 17 november 2008, Coomans en csrt; zie eveneens EG, nr. 191.272, 11 maart 2009, VZW Inter-Environnement Wallonie);

Overwegende dat er ten gevolge van de aanneming van eerste acht aanwijzingsbesluiten op 30 april 2009 beslist werd het systeem te hervormen om er de leesbaarheid van en bijgevolg de uitvoering ervan op het terrein te verhogen; dat er aldus een nieuw aanwijzings- en beschermingsbeleid werd ingevoerd voor de gezamenlijke Natura 2000-locaties, en dat er in dat verband beslist werd de aanwijzing van de locaties (ontrekken, benaming, opsplitsing in beheerseenheden, kadastraal bekende percelen) van de dienovereenkomstige beheers- en beschermingsmaatregelen los te koppelen; dat dit tot een kortere inhoud van de aanwijzingsbesluiten leidt door de invoering van een gemeenschappelijke sokkel met verhoogde leesbaarheid;

Overwegende dat de maatregelen herzien werden om ze op het terrein controleerbaarder te maken met als doel een doeltreffende en doelgerichte uitvoering ervan; dat het territoriale toepassingsgebied van sommige maatregelen uitgebreid werd;

Overwegende dat de acht op 30 april 2009 aangewezen locaties er heden niet minder om beschermd zullen worden aangezien de dienovereenkomstige aanwijzingsbesluiten opgeheven en vervangen werden met zorg voor een gelijke behandeling van de betrokken eigenaars en bezetters, met oog voor eenmaking, samenhang en doeltreffendheid maar zonder gevoelige vermindering van het beschermingsniveau;

Overwegende dat de analyse van het stelsel dat op de locaties, aangewezen op 30 april 2009, van toepassing is en op de huidige regeling niet tot de conclusie leidt dat er een minder globaal beschermingsniveau voorhanden zou zijn met dien verstande dat sommige bepalingen in de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 als een herhaling worden beschouwd van de bepalingen getroffen krachtens andere vigerende wetgevingen zoals de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, de wet van 1 juli 1954 op de riviervisvangst en het Boswetboek;

Overwegende dat het minder « specifiek » karakter van de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen (indertijd “actieve beheersdoelstellingen” genoemd) geen enkele daling in het beschermingsniveau betekent; dat de instandhoudingsdoelstellingen voortaan immers op eengemaakte gewestelijke schaal staan (soort per soort/habitat per habitat) zonder evenwel een gekorte inhoud of juridische waarde gekregen te hebben; dat die eenmaking een betere inachtneming mogelijk maakt van de gelijke behandeling van eigenaars en bezetters en een aanzienlijke verbetering vormt ten opzichte van de zware aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat de mindere nauwkeurigheid van de kaartdocumenten voor de habitats van gemeenschappelijk belang evenwel geen vermindering van het beschermingsniveau voor de betrokken soorten en habitats betekent, die beschermd blijven in de preventieve regeling bedoeld in artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat de inhoud van de instandhoudingsdoelstellingen en van de preventieve maatregelen weliswaar veranderd is in de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 ten opzichte van de inhoud van de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, maar niet in de zin van een minder noch van een, a fortiori, gevoelig verminderd beschermingsniveau;

Overwegende dat wat betreft de criteria op grond waarvan de aanwijzingsbesluiten vastgesteld zijn, laatstgenoemde beperkt werden tot de vereisten oplegd bij de vogel- en de habitatrichtlijn, evenals bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, dat het doel nagestreefd in de teksten ertoe strekt de instandhouding of het herstel van de natuurlijke habitats en de soorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te garanderen; dat de selectie en de afbakening van de locaties enkel op grond van wetenschappelijke criteria, en niet van overwegingen van sociaal-economische aard getroffen kunnen worden;

Overwegende dat de beheerseenheden bestaan uit omtrekken al dan niet uit één enkel stuk, gelegen binnen een Natura 2000-locatie die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereisen die afgebakend worden in functie van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria;

Overwegende dat het Waals Gewest verantwoordelijkheden heeft in termen van behoud in een gunstige staat van instandhouding van habitats en soorten van gemeenschappelijk belang; dat van sommige van die habitats en soorten kan blijken dat ze goed vertegenwoordigd zijn in het Waals Gewest, maar een strikte beschermingsregeling verantwoordelijk daer te zeldzaam zijn op Europees niveau;

Overwegende dat sommige percelen, hoewel ze opgenomen zijn in de kaarten gevoegd bij het aanwijzingsbesluit, van de locatie zijn uitgesloten middels een lijst gevoegd bij het aanwijzingsbesluit (zie bijlage 2.2); dat die werkwijze toegelaten is bij artikel 26, § 1, lid 2, 7°, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud waarin bepaald is dat, in geval van tegenstrijdigheid, de letterlijke voorschriften met betrekking tot de afbakening van de locatie en de beheerseenheden de grafische voorschriften overrulen; dat de omvang van de bebouwde percelen op praktisch vlak soms wel heel klein zijn; dat er, om te voorkomen dat de kaarten versnipperd zouden geraken door de afbakening van vernoemde percelen, voor de optie gekozen werd van de lijst van de uitgesloten percelen in de locatie, zonder dat ze eigenlijk op de kaart vermeld staan;

Overwegende dat het kaartdocument Natura 2000 om redenen van stabiliteit in de tijd gegrond is op de vectoriële standaardkaart van het NGI op 1/10 000e; dat dit, zoals het bij elke standaardkaart het geval is, enkel een afbeelding betreft van wat werkelijk op het terrein te vinden is; dat er onduidelijkheden eruit kunnen voortvloeien in vergelijking met de afgebeelde werkelijkheid of wijzigingen op het terrein die niet in overweging zijn genomen op het kaartdocument;

Overwegende dat de officiële referentie voor de kadastrale perceelsindeling de kadastrale legger is en dat de verschillende lagen op de kaart (CADMap) niet op één of ander referentiedocument gegrond zijn, maar een digitalisering zijn van de perceelplannen;

Overwegende dat SIGEC het resultaat is van de digitalisering van de gezamenlijke landbouwpercelen, aangegeven in het Waalse Gewest, op grond van georthorectificeerde luchtfoto's;

Overwegende dat de kadastrale percelen en de elementen van de Natura 2000-laag niet nauwkeurig samenvallen; dat de SIGEC-percelen en de elementen van de Natura 2000-laag ook niet nauwkeurig samenvallen; dat daar dus lichte verschillen uit voortvloeien; dat er bijgevolg een cartografische en op het terrein uit te voeren interpretatie nodig is om de werkelijke perceels- en beheerseenheden te kennen, waarvan de verschillende lagen op de kaart enkel afbeeldingen zijn;

Overwegende dat wat het gewestplan betreft, de lagen op de kaart gebruiksbepalingen vertonen, omschreven en in te kijken op de website http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf. dat het gewestplan en het NGI, dat het standaarddocument vormde voor het in kaart brengen van Natura 2000, lichte verschillen vertonen;

Overwegende dat de materiële bevoegdheden in onze federale staatsstructuur exclusief zijn, onder voorbehoud van de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en van de federale loyaleit; dat een deelgebied het de federale overheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mag maken in het uitoefenen van diens bevoegdheden; dat het Waalse Gewest in deze niet rechtstreeks in de federale bevoegdheden treedt;

Overwegende dat, wat meer bepaald de spoorwegen betreft, de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel een instandhoudingsdoelstelling van de natuur nastreeft en niet het beheer en het onderhoud van de spoorinfrastructuur op zich regelt; dat een samenvoeging mogelijk is tussen beide administratieve ordehandhavingen; dat, hoewel de preventieve regeling *a priori* bepaalde dwingende maatregelen oplegt, de instandhouding en het onderhoud van de infrastructuur er daarom niet “onmogelijk” of “overdreven moeilijk” op gemaakt worden; dat er bij bedreiging van aantasting van de integriteit van de locatie, bijvoorbeeld door werfmachines, steeds een afwijking mogelijk is om redenen van hoog openbaar belang krachtens artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners op eventuele onverenigbaarheden wijzen tussen sommige bepalingen van de aanwijzingsbesluiten en die van de speciale administratieve ordehandhaving waarmee ze belast zijn (bijv. de wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen of de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen); dat die onverenigbaarheden tegen de hiërarchie van de normen zouden indruisen daar die bepalingen wetgevende waarde hebben terwijl de aanwijzingsbesluiten enkel een reglementaire waarde zouden hebben;

Overwegende dat die beweringen ongefundeerd zijn daar er geen enkele concrete onverenigbaarheid wordt aangetoond; dat de wettelijke erfdiensbaarheden, voorzien in de ordehandhavingswetgevingen voor infrastructuur van openbaar nut beperkingen opleggen in het eigendomsrecht van de omwonenden van die infrastructuur die, overeenkomstig het samenvoegingsbeginsel van de administratieve ordehandhavingen, samengevoegd worden met de bepalingen van de primaire beschermingsregeling die van toepassing is op de kandidaat-locaties en op de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters, de beheerders van de gronden alle wettelijke erfdiensbaarheden moeten naleven die op hun eigendom van toepassing zijn zonder dat dit ook maar een probleem van onverenigbaarheid vormt tussen het aanwijzingsbesluit en de bepalingen van die ordehandhavingswetgevingen;

Overwegende dat de samenvoeging daadwerkelijk de verplichting voor de beheerder van de infrastructuur inhoudt om de regels na te leven die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties, met inbegrip van de verplichting om, in voorkomend geval, de afwijking aan te vragen bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud wanneer het project een aantasting van de integriteit van de locatie inhoudt; dat dit daarom nog niet betekent dat het aanwijzingsbesluit de betrokken wetgevingen inzake administratieve ordehandhaving zou schenden; dat de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van sociaal-economische aard of in verband met de openbare veiligheid en de volksgezondheid, overigens de beheerders van de infrastructuur van openbaar nut de mogelijkheid verlenen om projecten in goede banen te leiden die verantwoord zijn door dergelijke redenen wegens het uitblijven van alternatieve oplossingen en mits compensatie;

Overwegende dat de preventieve maatregelen die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de locaties ten gevolge van hun aanwijzing als Natura 2000-locatie overigens niet betekent dat de openbare dienst opdrachten, toevertrouwd aan die openbare instellingen en in het bijzonder aan de autonome overheidsbedrijven zoals Infrabel, bedoeld in de organieke wetgevingen zoals de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 156), ter discussie worden gesteld;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties slechts een zeer beperkt aantal activiteiten verbiedt, over het algemeen van landbouw- of bosbouw aard en enkel in sommige uitermate broze beheerseenheden;

Overwegende dat de voornaamste dwingende maatregel voor het overige uit de bij artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud bepaalde verplichting voor de beherende overheid voortvloeit om, respectievelijk, de soorten en de habitats van communautair belang waarvoor de locatie is aangewezen niet significant te verstoren of aan te tasten en om de integriteit van de site niet te schaden via plannen of vergunningen die significante effecten zouden kunnen hebben op de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat die dwingende maatregelen opgeheven kunnen worden via de afwijking bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van de openbare veiligheid en de volksgezondheid of van sociaal-economische aard en na advies van de Commissie als de locaties prioritair habitats of soorten bevat; dat dit kader vastgesteld is bij richtlijn 92/43 van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, en niet gewijzigd mag worden op straffe van schending van het Europees recht;

Overwegende dat, mocht er tegenspraak worden vastgesteld tussen reglementaire bepalingen van een aanwijzingsbesluit en een bepaling van een ordehandhavingswetgeving of een organieke wetgeving van openbare diensten die infrastructuur gebruiken in of in de nabijheid van een Natura 2000-locatie, die tegenstelling niet zou voortvloeien uit het aanwijzingsbesluit maar rechtstreeks uit de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (art. 28 en 28bis) waarbij de preventieve regeling in de Natura 2000-locaties werd vastgelegd; dat het aanwijzingsbesluit enkel een akte van erkenning is met een voornamelijk reglementaire waarde, waarvan de aanneming hoofdzakelijk de inwerkingtreding tot gevolg heeft, in de bij die akte afgebakende omtrek, van een reeks preventieve maatregelen met een wetgevend karakter, zoals bijvoorbeeld een klasseringsakte die ondanks zijn individuele waarde de beschermde locatie onder de toepassing van een beschermingsregeling laat vallen, bepaald bij de wetgeving op de bescherming van het erfgoed;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid om in het stadium van de afbakening van de locatie het bestaan of de projecten van infrastructuur van openbaar nut of van uitrustingen van openbaar nut in overweging te nemen, zoals bestaande of te bouwen zuiveringsstations, spoorlijnen, wegnetten, leidingen enz. er vooral op gewezen dient te worden dat de Waalse Regering zijn aanwijzingen van locaties enkel kan baseren op zuiver wetenschappelijke criteria bepaald bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, dat het dus niet mogelijk is bepaalde delen van de omtrek van een locatie uit te sluiten die voldoen aan de bescherming als Natura 2000-locatie, enkel en alleen om te voorkomen dat percelen voor de aanleg of de uibating van infrastructuur, al zijn ze van openbaar belang, in de omtrek van een locatie zouden worden opgenomen;

Overwegende dat de mogelijkheden om af te wijken van de preventieve regeling om dwingende redenen van hoger openbaar belang bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 de beheerders daarentegen de mogelijkheid biedt om activiteiten te voeren ondanks hun impact op de locaties, mits inachtneming van bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat de Regering, wat betreft het verzoek van Operationeel Directoraat-Generaal 1 Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst, van VZW GRACQ en VZW Chemins du Rail in verband met de wens om de bedding van afgedankte spoorlijnen te behouden voor de aanleg van het RAVel-trage-wegennet of van nieuwe spoorlijnen, en hun suggestie om systematisch de spoorlijnen in de anthropische beheerseenheden UG11 over minstens 12 meter te behouden, evenals het verzoek van Infrabel om geen rekening te houden met het domein van de spoorinfrastructuur en geheel of gedeeltelijk met de percelen die zich in een zone van twintig meter bevinden gemeten vanaf vrije spoorrang de locaties niet anders mag selecteren of afbakenen dan op grond van wetenschappelijke criteria, en niet wegens sociaal-economische overwegingen; dat er geen sprake van zou kunnen zijn om een wegnennet of een spoornet van een locatie uit te sluiten zonder wetenschappelijke verantwoording;

Overwegende dat er geen principiële onverenigbaarheid bestaat tussen de preventieve regeling voortvloeiend uit de aanneming van het aanwijzingsbesluit en de politie der spoorwegen, wat elke onregelmatigheid in verband met de zagezegde niet-naleving van de politie der spoorwegen uitsluit; dat het twee afzonderlijke administratieve ordehandhavingen betreft met samengevoegde effecten; dat, al mocht er een tegenstelling opduiken, wat niet het geval is geweest in de openbare onderzoeken, het aanwijzingsbesluit, ten minste wanneer daar geen specifieke instandhoudingsdoelstellingen of preventieve maatregelen of specifieke verbodsbepalingen in vervat zijn, namelijk locatie-eigen maatregelen en verbodsbepalingen, de aard van een akte van erkenning vertoont waarvan de inwerkingtreding verbonden is aan de toepassing van een preventieve regeling van decreetgevende oorsprong afkomstig van artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud; dat beide ordehandhavingen met éénzelfde hiërarchisch niveau samengevoegd worden ten bate van de strengste van beide;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en gelegen op het gebied van de gemeente Vresse-sur-Semois wordt aangewezen als Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

De omtrek van de locatie, zoals begrensd op een kaart op schaal 1/10 000^e, alsook de schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling ervan deze omtrek, worden vastgesteld bij bijlage 2 van dit besluit.

De Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" beslaat een oppervlakte van 518,79 ha.

Art. 2. De volgende elementen worden in bijlage 3.A. nader bepaald rekening houdende met de thans beschikbare gegevens :

1° de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang die op de locatie voorkomen en waarvoor de locatie wordt aangewezen, met vermelding, in voorkomend geval, van prioritaire natuurlijke habitats op de locatie;

2° de oppervlakte en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire natuurlijke habitats in de locatie herbergen.

Art. 3. De volgende elementen worden in bijlage 3.B. nader bepaald rekening houdende met de thans beschikbare gegevens :

1° de soorten met een gemeenschappelijk belang en de soorten volgens waarvoor de locatie aangewezen wordt met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire soorten die aanwezig zijn in de locatie

2° hun populatie en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire soorten in de locatie herbergen.

Art. 4. Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in artikel 25, § 2, bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

De resultaten betreffende de toepassing van deze criteria binnen de locatie worden samengevat in bijlage 3.A en 3.B bij dit besluit.

Art. 5. De beheerseenheden van de locatie en de kaart waarop de omtrek ervan wordt afgebakend, worden vastgesteld in bijlage 4 van dit besluit.

De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Art. 6. Rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, kunnen de voorgestelde middelen om de doelstellingen van het stelsel van actief beheer te bereiken, de volgende zijn :

- het afsluiten van een actieve beheersovereenkomst of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Waalse Gewest met betrokken eigenaars of gebruikers;

- de oprichting van een domaniaal natuurreservaat of een erkend reservaat of van een bosreservaat;

- de wijziging van de bosinrichting die eventueel geldt;

- de aanneming van een afschotplan voor de soorten grof wild die dienen te worden gecontroleerd (in het ambtsgebied van de betrokken jachtraad of -raden);

- de wijziging van het beheersplan van de waterbeheersing van de landbouwgronden opgesteld door de Watering overeenkomstig de vigerende wetgeving;

- de terbeschikkingstelling van gronden aan het Waalse Gewest of aan een erkende natuurvereniging overeenkomstig artikel 17, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986;

- de wijziging, in voorkomend geval, van het op de locatie geldend saneringsplan per onderstroomgebied en/of de aanpassing van het programma van waterbeschermingsmaatregelen aangenomen in voorkomend geval krachtens het Waterwetboek;

- de wijziging van de programma's van ruimings- en onderhoudswerken van de waterloop;

- de aanneming van maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw;

- elk ander relevant actief beheersmiddel voorgesteld tijdens het overleg.

Art. 7. De Natura 2000-locatie BE35047- "Vallée du Ruisseau de Rebais" ressorteert onder de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Dinant.

Art. 8. Deze aanwijzing heeft uitwerking vanaf 1 januari 2015.

Art. 9. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 1 : Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

De percelen die als volgt kadastraal bekend zijn of waren, zijn opgenomen in de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" :

GEMEENTE : VRESSE-SUR-SEMOIS Afd. 2 Sectie A : percelen 1124A (partim 38 %), 1125E, 1125F (partim 19 %), 1125G, 1126, 1127B, 1128C, 1128E, 1128F, 1128G, 1128H, 1128K, 1129A, 1129B, 1131A, 1132, 1133, 1134, Sectie B : percelen 120 (partim 93 %), 121 (partim 1 %), 49/02A, 49G (partim 1 %), 50 (partim 41 %), 51 (partim 77 %), 52, 53, 54A, 54B, 55, 56A, 56B, 57A, 58B, 59C, 59D, 62A, 63A, 63B, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71 (partim 90 %), 72 (partim 26 %), Afd. 4 Sectie A : percelen 1, 13B, 14A, 15A, 16A, 17C, 18A, 2, 20 (partim 91 %), 21, 22, 23, 25A, 27, 28A, 30A, 32A (partim 62 %), 34A, 37, 38, 39, 3C6 (partim 19 %), 3H (partim 91 %), 3Z5 (partim 23 %), 4 (partim 7 %), 40, 41, 42, 43A, 45, 46, 46/02, 48A, 48C, 49A, 49B, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 5C (partim 10 %), 60/02, 60A, 61, 62 (partim 93 %), 63 (partim 35 %), 64, 64/02, 65 (partim 25 %), 66A, 67B, 68C, 68D, 69E3 (partim 54 %), 69Y3, Afd. 5 Sectie A : percelen 412A, 412B, 413, 414, 416, 417A, 419A (partim 51 %), 419B (partim 58 %), 421B (partim 9 %), 428C, 428D (partim 95 %), 428E (partim 91 %), 429C, 429D, 429E, 431, 432, 433, 434A, 434B, 435 (partim 66 %), 436, 437, 439, 441, 442, 443, 445A, 446, 446/02, 447/02, 448, 449, 450, 452, 453/02C, 453/02D, 453E, 453F, 454, 455B, 455C, 455D, 455E, 455F, 456/02A, 456A, 456B, 457, 458, 459C, 460, 461, 463A, 465A, 466A, 468, 469, 469/02, 470A (partim 32 %), 471A, 471B, 472A, 472C, 473C, 473D, 474, 475, 476 (partim 71 %), 477A (partim 35 %), 479A (partim 3 %), 481B, 482, 483 (partim 34 %), 484 (partim 75 %), 485 (partim 72 %), 489 (partim 75 %), Afd. 7 Sectie C : percelen 3102 (partim 2 %), 3124 (partim 31 %), 3125, 3126, 3127, 3128, 3130B (partim 71 %), 3131E (partim 52 %), 3139 (partim 0 %), 3149F (partim 2 %), 3149G (partim 1 %), 3150, 3151B (partim 68 %), 3151C (partim 74 %), 3155, 3156, 3157 (partim 95 %), 3158A (partim 88 %), 3160 (partim 77 %), 3162A (partim 76 %), 3165 (partim 81 %), 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3176 (partim 53 %), 3178 (partim 9 %), 3179, 3180A, 3181, 3182, 3183E, 3184A, 3185C, 3185D, 3185E (partim 66 %), 3201A, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206A, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213 (partim 57 %), 3214 (partim 88 %), 3215 (partim 83 %), 3216 (partim 93 %), 3217C (partim 77 %), 3217D (partim 50 %), 3218 (partim 10 %), 3226 (partim 41 %), 3227 (partim 91 %), 3270B, 3271A

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 2 : Afbakening van de omtrek van de Natura 2000-locatie - BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais"

2.1. Kaart waarop de omtrek van de locatie wordt afgebakend

Deze kaart bepaalt, op de dag van aanwijzing van de locatie, op een schaal van 1/10 000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000) de omtrek van de locatie.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura.2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

2.2. Schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van de omtrek van de locatie

Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen die niet opgenomen zijn in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

De percelen die als volgt kadastraal bekend zijn of waren, zijn niet opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" :

GEMEENTE : VRESSE-SUR-SEMOIS Afd. 7 Sectie C : percelen 3271B

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 3 : Lijst van de soorten natuurlijke habitats en van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen en daarbij behorende gegevens; samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais" is gekozen.

Deze bijlage vermeldt, rekening houdend met de thans beschikbare gegevens :

- de lijst van de types natuurlijke habitats en de lijst van de soorten waarvoor de locatie aangewezen wordt alsook de gegevens respectievelijk met betrekking tot hun oppervlakten, hun populatiebestand en de raming van hun instandhouding; de types natuurlijke habitats en de prioritaires soorten worden met een asterisk (*) aangewezen;

- een samenvatting van de resultaten van de beoordeling van het belang van de locatie om de instandhouding te waarborgen van de types natuurlijke habitats met een communautair belang van bijlage VIII en van de soorten met een communautair belang van bijlage IX en/of van de soorten vogels van bijlage XI van de wet van 12 juli 1973 die op de locatie voorkomen.

Deze resultaten verantwoorden de selectie van de locatie als Natura 2000-locatie. De volledige gegevens, die de resultaten van de toepassing van de selectiecriteria omschrijven, zijn beschikbaar bij de centrale diensten van het Departement Natuur en Bossen, 7 avenue Prince de Liège te 5150 Jambes et op de website <http://Natura2000.wallonie.be>.

De gegevens betreffende de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en betreffende de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen, voortvloeien uit standaardformulieren met gegevens opgesteld tussen 2002 en 2005. Deze gegevens, beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer ze geselecteerd is, bevatten vergissingen. Ze zijn gedeeltelijk bijgewerkt, in het bijzonder de oppervlakten, op basis van de beste beschikbare kennis en de bijwerking van deze gegevens dient te worden nagestreefd op basis van een gedetailleerde cartographie van deze habitats.

De bosmilieus zijn goed vertegenwoordigd met alluviale bossen, esdoornbossen, mooie beukenbossen met veldbies, evenals Subatlantische en Medio-Europese eikenbossen. Andere habitats met communautair belang die er worden aangetroffen zijn de waterloop zelf, evenals megaphorbiae en vijvers met beplanting van het type Magnopotamion of Hydrocharition langs deze waterloop. Deze locatie is eveneens waardevol voor bosavifauna; in het bijzonder de hazelhoen, maar ook de zwarte ooievaar, de zwarte specht en de wespandief. Er worden ook vleermuisachtigen waargenomen zoals de grote hoefijzerneus, de vale vleermuis, de ingekorven vleermuis en de Bechsteiner vleermuis.

A. Types natuurlijke habitats van communautair belang van bijlage VIII bij de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Types natuurlijke habitats van communautair belang	Oppervlakte	EC	UG HIC *
9110	151,58 ha	B	
91E0 *	54,84 ha	B	UG 7, UG temp 2
9160	24,83 ha	B	
9180 *	9,83 ha	B	UG 6, UG temp 2
3150	6,21 ha	B	
3260	5,17 ha	B	
6430	5,17 ha	B	

Verklaring : EC : raming van de instandhouding op het moment van de selectie van de locatie; A : uitnemende instandhouding; B : goede instandhouding; C : gemiddelde instandhouding; UG HIC * : beheerseenheid/-eenheden die de natuurlijke habitat met een prioritair gemeenschappelijk belang bevat(ten) of zouden kunnen bevatten (als de precieze gegevens niet beschikbaar zijn); "-" : niet beschikbaar gegeven

3150 : Van nature eutrofe meren met vegetatie van het type Magnopotamion of Hydrocharition

3260 : Submontane en laagland rivieren met vegetaties behorend tot het Ranunculion fluitantis en het Callitricho-Batrachion

6430 : Voedselrijke zoomvormende ruigten van het laagland en van de montane en alpiene zones

9110 : Beukenbossen van het type Luzulo-Fagetum

9160 : Sub-Atlantische en midden-Europese wintereikenbossen of eiken- haagbeukenbossen behorend tot het Carpinion-betuli

9180 * : Hellingbossen of ravijnbossen behorend tot het Tilio-Acerion

91E0 * : Alluviale bossen met *Alnus glutinosa* en *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padio*, *Alnion incarnae*, *Salicion albae*)

B. Soorten van de bijlagen IX en XI van de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Code	Latijnse naam	Nederlandse naam	Bevolkingsgroep			EC
			residente	treksoorten		
				voortpl.	winter	
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grote hoefijzerneus	2-3 id			A
1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Ingekorven vleermuis	6-13 id			A
1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Bechsteins vleermuis	0-1 id			B
1324	<i>Myotis myotis</i>	Vale vleermuis	5-11 id			A
A030	<i>Ciconia nigra</i>	Zwarte ooievaar		vis.		-
A072	<i>Pernis apivorus</i>	Wespandief	P			B
A104	<i>Bonasa bonasia</i>	Hazelhoen	P			B
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Zwarte specht	P			B

Verklaring : P= aanwezigheid; p = paar; id = eenling; EC : raming van de instandhouding op het moment van de selectie van de locatie; A : uitnemende instandhouding; B : goede instandhouding; C : gemiddelde instandhouding; bez. : bezoeker; occ : occasioneel; "-" : niet-beschikbaar gegeven

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35047 - "Vallée du Ruisseau de Rebais".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 4 : Aanwijzing en afbakening van de omtrek van de beheerseenheden van de Natura 2000-locatie BE35047 – “Vallée du Ruisseau de Rebais”

4.1. Lijst van de beheerseenheden die binnen de locatie worden afgebakend

De volgende beheerseenheden worden herbergd binnen de locatie :

- UG 1 – Aquatische milieus
- UG 7 - Alluviale prioritaire bossen
- UG 8 – Inheemse bossen met een grote biologische waarde
- UG 10 – Niet-inheemse verbindingssystemen
- UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen
- UG temp 2 – Gebieden met een openbaar beheer
- UG temp 3 – Inheemse bossen met een tijdelijk statuut

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10 000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000^e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura.2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35047 – “ Vallée du Ruisseau de Rebais”.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27139]

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE35048 - « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu les enquêtes publiques organisées sur la commune de Vresse-sur-Semois, du 11 décembre 2012 au 4 février 2013 conformément aux dispositions du Code de l'Environnement relatives à l'organisation des enquêtes publiques, articles D.29-1 et suivants;

Vu l'avis de la Commission de Conservation de Dinant, donné les 23 et 30 août et 19 septembre 2013;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l'Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d'importance communautaire;

Considérant les Décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les Décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d'action préventive, d'intégration et de précaution, tels que visés aux articles D.1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l'arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;

Considérant que seules les réclamations formulées dans les délais de l'enquête publique et selon les formalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement doivent être prises en compte;

Considérant les réclamations relatives au prétendu non-respect par le Gouvernement wallon des règles en matière d'accès à l'information, de participation du public et d'accès à la justice ainsi que celles portant sur la régression qui aurait été opérée en matière de participation par rapport aux enquêtes publiques de 2008 relatives aux arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant tout d'abord, que, suivant les modalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, des enquêtes publiques ont été organisées dans toutes les communes couvertes par un arrêté de désignation; que toute personne avait la possibilité de réclamer dans le cadre de ces enquêtes;

Considérant qu'outre les formalités requises par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement pour annoncer la tenue de l'enquête publique, d'autres actions ont été menées volontairement par l'administration afin d'en assurer la meilleure publicité auprès des personnes intéressées;

Considérant ainsi que la diffusion d'information au grand public relative au réseau Natura 2000 a été réalisée avant et pendant l'enquête par plusieurs biais : diffusion de guides de gestion, articles dans la presse spécialisée, colloque, envoi de newsletters, tenues de permanences, expositions, diffusion de spots (capsules) à la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) sur les différents types de milieux ainsi que sur les contraintes que leur gestion et leur protection requièrent, information via Internet (projets d'arrêtés de désignation, textes légaux, cartographie, modèles de formulaires de réclamation, contacts); que les principaux documents, textes légaux et réglementaires ont été mis à disposition en allemand; que des séances d'information bilingues (français-allemand) ont été organisées; que ces informations très pertinentes ont permis au public d'être sensibilisé à l'importance de participer à l'enquête publique;

Considérant que sur la base des informations cadastrales et du Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), les propriétaires et gestionnaires de parcelles en Natura 2000 ont reçu un courrier personnalisé de l'Administration les informant de la tenue de l'enquête et comprenant, à titre informatif, la liste de leurs parcelles situées en Natura 2000, des surfaces concernées et des unités de gestion correspondantes; que, préalablement à cet envoi, une campagne d'information spécifique à ce public a été menée;

Considérant ensuite que le fait que les mesures préventives et les objectifs de conservation ne figurent plus dans l'arrêté de désignation mais dans des arrêtés à portée générale permet d'harmoniser les mesures et les objectifs à l'échelle de la Région wallonne, en vue d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales, que les possibilités de réagir dans le cadre des enquêtes publiques par rapport à celles organisées en 2008 pour les huit sites désignés ne sont pas amoindries; qu'en effet, les réclamants ont la possibilité de donner leur avis sur les contraintes qu'implique le régime préventif pour leurs parcelles, en fonction de l'unité de gestion telle que délimitée dans le projet d'arrêté et des objectifs de conservation proposés;

Considérant que la présente enquête publique ne portait pas, à l'évidence, sur les décisions du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002 et du 4 février 2004 complétées par la décision du 24 mars 2005 relative à la sélection des sites, mais sur les arrêtés de désignation des sites proposés par la Région wallonne et retenus par la Commission comme sites d'importance communautaire (SIC); que les critiques sur le non respect prétendu des garanties procédurales prévues dans la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et sur l'accès à la justice en matière d'environnement, entrée en vigueur en Belgique le 21 avril 2003, dans le cadre de la procédure de sélection des sites, n'entrent donc pas dans le champ de la présente enquête; que quand bien même serait-ce le cas, force est de constater que ces critiques sont sans fondement;

Considérant, en effet, que concernant *l'accès à l'information*, la Région wallonne a transposé les exigences de la Convention d'Aarhus et du droit européen en la matière dans le Livre I^{er} du Code wallon et a respecté ces dispositions dans le cadre de la phase de sélection des sites, notamment en publiant sur internet la liste des sites proposés comme site d'importance communautaire suite aux décisions du 26 septembre 2002, du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, ainsi que les fichiers standard de données propres à chaque site;

Considérant que, pour ce qui est de *la participation du public* à ces décisions, le législateur n'a pas estimé devoir prévoir une telle modalité de participation à ce stade, la Directive Habitats ne l'exigeant pas elle-même; que la Cour constitutionnelle a estimé qu'*« il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décreter de prévoir une enquête publique préalablement à la désignation définitive des zones qui sont susceptibles d'être déclarées zones spéciales de conservation »* (C.A., n^o 31/2004, 3 mars 2004, point B.3.4);

Considérant que, en tout état de cause, l'organisation d'une enquête publique dans le cadre de la désignation permet aux propriétaires et occupants de faire valoir leurs observations tant sur le périmètre du site que sur celui des unités de gestion – et sur les motifs qui justifient ces périmètres – ainsi que sur les objectifs de conservation du site – lesquels reflètent notamment la liste des espèces et habitats pour lesquels le site a été désigné; qu'il est donc inexact d'affirmer que cette enquête intervient trop tard dans le processus décisionnel;

Considérant, en ce qui concerne *l'accès à la justice*, qu'aucun réclamant n'a introduit de recours contre les décisions du Gouvernement relatives à la sélection des sites précitées, publiées au *Moniteur belge* des 30 juillet 2004 (éd. 2), du 24 mars 2005 et du 23 février 2011, ce qui laisse à penser qu'ils ont considéré que la sélection en elle-même ne leur portait pas préjudice; qu'en revanche, il est certain que les arrêtés de désignation constitueront des actes susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat dès lors qu'ils pourraient causer grief par les contraintes qu'ils imposent aux particuliers; que l'accès à la justice des éventuels réclamants estimant n'avoir pas été suffisamment entendus est donc garanti, conformément à ce qu'exigent les articles 9.2 et 9.3 de la Convention d'Aarhus;

Considérant que les articles D.29-7, D.29-8 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, qui règlent l'annonce des enquêtes publiques pour les plans de catégorie A.2 dont font partie les arrêtés de désignation n'exigent nullement que figure dans l'avis ou les notifications une référence aux voies de recours éventuelles contre les arrêtés de désignation; que ce type d'information ne doit figurer que dans les décisions administratives des catégories B et C conformément à l'article D.29-22 du même Livre; qu'en outre, le courrier adressé aux propriétaires et gestionnaires annonçant la tenue des enquêtes publiques n'est nullement une exigence légale ou réglementaire;

Considérant, enfin, qu'aucune législation n'impose la consultation d'un conseil quelconque dans le cadre de l'adoption des arrêtés de désignation des sites Natura 2000;

Considérant néanmoins que, sur base de l'article 30, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Gouvernement a décidé de consulter les Commissions de conservation sur les réclamations et observations formulées en enquête publique relatives aux projets d'arrêtés de désignation des sites Natura 2000; que les Commissions de conservation ont pour mission de surveiller l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'assurer leur maintien ou leur rétablissement, dans un état de conservation favorable, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires et en prenant en considération les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales;

Considérant que les Commissions de conservation sont composées de membres représentant les différents intérêts de la société civile, à savoir d'un président nommé par le Gouvernement, de quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la conservation de la nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; d'un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature; d'un membre proposé par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne; de deux représentants proposés par des associations ayant pour objet social la Conservation de la Nature; de deux représentants proposés par les associations représentatives des propriétaires et occupants du ou des sites concernés; de deux représentants proposés par les associations professionnelles ayant pour objet social la défense d'activités agricoles, cynégétiques, piscicoles ou de sylviculture exercées dans le ou les sites concernés; que les groupes d'intérêts représentés dans ces commissions ont l'occasion de participer directement, par leurs représentants, à l'élaboration des avis des Commissions de Conservation et donc à la surveillance de l'état de conservation des sites;

Considérant dès lors que les réglementations en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice ont bien été respectées et sont conformes au principe de standstill;

Considérant que la diversité des habitats et des habitats d'espèces rencontrée sur le site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle » justifie pleinement sa désignation;

Considérant que ce site possède les caractéristiques propres à un site d'importance communautaire au sens de l'article 1^{er} bis, 13°, de la loi du 12 juillet 1973, et qu'il a été retenu comme tel par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2004, réactualisée par sa décision du 10 janvier 2011;

Considérant que le site abrite un ensemble majeur de plusieurs types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, identifiés sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site abrite des populations de plusieurs espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, identifiées sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site répond aux critères de sélection visés à l'article 25, § 1^{er}, et à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973, ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté, et doit en conséquence être désigné comme site Natura 2000 au titre de zone spéciale de conservation;

Considérant que le site est caractérisé par une grande richesse ornithologique et qu'il abrite plusieurs espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté; qu'il comprend des territoires appropriés en nombre et en superficie au regard des besoins de conservation de ces espèces, lesquels doivent être désignés comme site Natura 2000 au titre de zone de protection spéciale;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que chaque arrêté de désignation inclut « la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site »; considérant, en particulier, que le site BE35048 a été sélectionné pour les raisons suivantes : le site est un massif forestier situé entre Pussemange et Sugny qui comprend de beaux peuplements forestiers. Le site est intéressant vu la qualité de ses forêts alluviales (91E0 *), ses hêtraies à luzule (9110) ainsi que neutrophiles (9130) mais aussi ses chênaies subatlantiques et médio-européennes (9160) et ses forêts de pentes (9180 *). On notera aussi dans ces forêts la présence de quelques couples niches de pic mar ainsi que de la gélinotte des bois. En fond de vallée, serpente le ruisseau de la Goutelle (3260) qui alimente des étangs avec végétation du Littorelletea uniflorae et/ou du Isoëto-Nanojuncetea (3130) ou avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition (3150). On y trouve aussi des mégaphorbiaies (6430).

Considérant les tableaux repris en annexe 3 comprenant la liste des espèces et habitats pour lesquels le site est désigné, la surface de ces habitats ou la population de ces espèces estimée sur le site ainsi que l'évaluation selon une échelle de A à C, de leur état de conservation; que le présent arrêté renvoie au site internet où les données complètes du formulaire standard de données communiqué à la Commission et justifiant la désignation du site peuvent être consultées;

Considérant que la sélection du site a été réalisée sur base des meilleures connaissances scientifiques et des meilleures données disponibles, découlant notamment de différents travaux d'inventaire, de divers documents photographiques et cartographiques, de la littérature scientifique et de bases de données biologiques;

Considérant que les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations; qu'elles ont été pour partie actualisées sur base des meilleures connaissances disponibles et qu'il conviendra de poursuivre l'actualisation de ces données sur base d'une cartographie détaillée des habitats;

Considérant qu'en 2010, il a été décidé d'accélérer et de simplifier la désignation des sites Natura 2000; qu'en ce qui concerne les habitats d'intérêt communautaire, une cartographie détaillée existe pour 132 sites du réseau; qu'une méthodologie de cartographie des habitats simplifiée a dû être appliquée aux 108 sites restants; qu'en ce qui concerne les espèces d'intérêt communautaire, un relevé détaillé existe pour 90 sites et une méthodologie de relevé simplifiée a dû être appliquée sur les 150 autres sites;

Considérant que le site concerné par le présent arrêté a fait l'objet d'une cartographie détaillée des habitats; qu'en ce qui concerne les surfaces d'habitats d'intérêt communautaire reprises en annexe du présent arrêté, les données sont issues des inventaires scientifiques réalisés depuis 2005;

Considérant qu'en ce qui concerne les données des populations d'espèces reprises dans le présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005;

Considérant que les données relatives aux états de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations qu'il conviendra de préciser ultérieurement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables contient les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unités de gestion, ainsi que les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui y sont associées;

Considérant qu'en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation du site ainsi qu'au regard des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, des populations d'espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, et des espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 présents sur le site, il convient de délimiter sur le site les unités de gestion "UG 1 - Milieux aquatiques, UG 2 - Milieux ouverts prioritaires, UG 6 - Forêts prioritaires, UG 7 - Forêts prioritaires alluviales, UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique, UG 9 - Forêts habitat d'espèces, UG 10 - Forêts non indigènes de liaison, UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques";

Considérant qu'en ce qui concerne l'obligation de cartographier la localisation des « principaux habitats naturels » exigée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, celle-ci n'implique pas de devoir localiser avec précision chaque type d'habitat naturel et chaque population d'espèce au sein du site; que les termes « habitats naturels » visés à cette disposition renvoient à la définition de l'article 1^{er}bis, 2^o, qui vise « les zones terrestres ou aquatiques dont les caractéristiques géographiques et abiotiques et dont les possibilités de colonisation naturelle permettent la présence ou la reproduction de populations d'espèces de faune ou de flore sauvages. Les habitats sont dits naturels, que leur existence soit ou non due à une intervention humaine »; que le terme « principaux » indique qu'il s'agit seulement de localiser les grandes catégories d'habitats naturels du site et non chaque type précis d'habitat naturel d'intérêt communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que, dès lors, ladite cartographie reprise dans l'arrêté de désignation correspond à celle des unités de gestion dans la mesure où celles-ci sont définies, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, par grand type(s) de milieu(x) justifiant des mesures globalement homogènes de gestion; que les contraintes applicables à chaque parcelle peuvent être facilement connues; qu'il s'agit en effet, d'une part, de contraintes applicables à tout le site, à savoir celles qui sont contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 relatif aux mesures préventives générales et, d'autre part, des mesures d'application dans l'unité de gestion concernée au sens de l'arrêté du 19 mai 2011;

Considérant que le régime de protection des sites Natura 2000 prévoit la soumission d'une série d'actes et travaux, non soumis à permis en vertu d'autres législations, à dérogation, autorisation ou notification de la compétence du DNF; qu'il s'agit d'interdictions relatives dans la mesure où elles peuvent être levées pour autant que les actes qu'elles visent ne portent pas atteinte à l'intégrité du site conformément à ce que prévoit l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'il en va de même en ce qui concerne les actes soumis à permis en vertu d'une autre législation; qu'en tout état de cause, des travaux pourraient être autorisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, moyennant le respect des conditions de dérogation visées à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir l'absence de solutions alternatives et l'adoption de mesures compensatoires nécessaires pour assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000;

Considérant l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature qui prévoit l'interdiction de détériorer les habitats naturels et de perturber les espèces pour lesquels les sites ont été désignés, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de Natura 2000; que cet article est potentiellement applicable aux actes commis en dehors des sites Natura 2000; que l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, relatif à l'évaluation appropriée des incidences sur l'environnement, s'applique également à des projets et plans situés en dehors des sites Natura 2000 et susceptibles d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000 eu égard aux objectifs de conservation de ce site;

Considérant, en ce qui concerne la proportionnalité des mesures, que le Gouvernement a mis en place un régime préventif reposant sur des contraintes graduées en fonction de la sensibilité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire aux perturbations, sous la forme respectivement d'interdictions, d'autorisations et de notifications; que les premières visent les activités qui sont susceptibles dans la plupart des cas, d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes protégés, alors que les dernières visent les activités qui ne peuvent avoir un tel impact que dans certaines circonstances;

Considérant que le choix des mesures applicables par le Gouvernement dans ses arrêtés des 24 mars 2011 et 19 mai 2011 s'est fait sur la base de considérations scientifiques, tout en tenant compte des exigences socio-économiques, conformément au droit européen, de manière à impacter le moins possible les activités économiques ou d'utilité publique;

Considérant que la possibilité pour l'autorité compétente de refuser ou simplement d'assortir son autorisation de conditions, ainsi que la possibilité pour celle-ci d'accorder des dérogations aux interdictions au cas par cas, démontrent la volonté du Gouvernement de n'imposer que les contraintes strictement nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation au sein du réseau Natura 2000;

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'exclut pas l'extension d'infrastructures telles que des exploitations agricoles, des stations d'épuration, des lignes électriques, des voies de chemin de fer, des voiries, des canalisations de gaz, etc., pour autant que celle-ci soit couverte par la ou les autorisations requises et qu'elle ait fait l'objet, si nécessaire, d'une évaluation appropriée des incidences préalable conforme aux modalités et aux conditions visées à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant les réclamations émises par certaines personnes quant à l'impossibilité de gérer certaines situations d'urgence dans le cadre du régime préventif mis en place dans les sites une fois que les sites seront désignés; que ni les Directives Oiseaux et Habitats, ni la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'envisagent explicitement les situations d'urgence; que l'interdiction générale visée à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'exclut de son champ d'application que les interventions du bourgmestre dans le cadre de ses compétences de police générale; que les interventions des administrations régionales et locales qui n'entrent pas dans ce cadre, quand bien même seraient-elles justifiées par l'urgence, restent soumises à cette interdiction, sauf à respecter les conditions de la dérogation visée à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que ceci ressort de la jurisprudence récente de la Cour de justice sur l'article 6, § 2, de la Directive Habitats (arrêt *Alto Sil*);

Considérant que les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 prévoient différentes hypothèses dans lesquelles certaines mesures préventives ne trouvent pas à s'appliquer pour des motifs de sécurité publique (coupe d'arbres menaçant la sécurité publique le long des routes, chemins, sentiers, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz dans l'UG 6 « forêt prioritaire » par ex.); que s'agissant des interventions dans les cours d'eau, notamment en cas de risques d'inondation, aucune mesure préventive n'interdit ni ne soumet à autorisation ou notification les interventions pour retirer des embâcles ou pour abattre des arbres devenus un danger pour la sécurité publique; que dans les forêts hors régime forestier, les arbres morts menaçant la sécurité et non situés le long des routes, chemins, sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz, peuvent être abattus pour autant qu'ils soient laissés « couchés » sur place (article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011); que dans les UG 1, aucune mesure n'apporte de contraintes à cet égard, sauf si la mesure d'urgence implique une modification du relief du sol;

Considérant, en tout état de cause, qu'une procédure accélérée de dérogation et d'autorisation « Natura 2000 » est prévue par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000; qu'une autre possibilité consiste à prévoir les interventions d'urgence à des fins de sécurité publique dans un « plan de gestion » au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

Que par ailleurs, il faut noter que ni le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), ni le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement n'exonèrent les actes, travaux ou installations des formalités applicables pour des motifs liés à l'urgence ou à la sécurité publique; qu'il n'est donc pas disproportionné ni discriminatoire de ne pas prévoir de telles exceptions dans le régime Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne les restrictions d'accès sur les routes, chemins et sentiers dans les sites Natura 2000 ou encore aux cours d'eau non navigables ou à certains barrages, aucune forme particulière d'accès n'est soumise à contrôle par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2011 et 19 mai 2011;

Considérant, en revanche, qu'en vertu du principe du cumul des polices administratives, les règles sur la circulation en forêt ou dans les cours d'eau restent entièrement d'application dans les sites Natura 2000;

Considérant également, en ce qui concerne le caractère proportionné des mesures, que, de manière générale, le fait que certaines mesures préventives impliquent parfois des actions « positives » de la part des propriétaires et occupants, plutôt qu'uniquement des abstentions, n'implique pas pour autant que ces mesures doivent obligatoirement figurer au titre des mesures de gestion active;

Considérant en effet que de nombreuses dispositions de police administrative, le cas échéant sanctionnées pénalement, impliquent des « obligations de faire » dans l'intérêt général, et ce sans indemnisation, comme par exemple en matière d'échardonnage des prairies, de gestion des cours d'eau non classés, d'élagage des arbres surplombant la voie publique, de maintien en bon état de propreté des accotements et des trottoirs ou encore de réparation des chemins vicinaux;

Considérant que, dans le cadre du régime Natura 2000, les contraintes découlant des mesures préventives, y compris celles qui sont susceptibles d'entraîner certaines obligations positives dans le chef de leurs destinataires, sont compensées financièrement par les indemnités ainsi que par les exonérations fiscales;

Considérant que les mesures d'interdiction de l'accès au bétail aux cours d'eau ne sont pas spécifiques à Natura 2000; que celles-ci étaient déjà d'application, sans compensation financière, sur environ la moitié du territoire wallon en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ainsi que de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables; que les impositions de cette législation ont été récemment modifiées et renforcées par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau et modifiant diverses dispositions; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau et l'arrêté du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoient des possibilités de financement d'installation de clôtures;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que les arrêtés de désignation doivent contenir, « *compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation* », y compris ceux qui sont mentionnés à cette disposition, dont le contrat de gestion active; que le présent arrêté reprend la liste proposée par la loi sans spécifier les moyens qui seront utilisés par parcelle ou par unité de gestion; qu'une telle précision n'est pas requise par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'afin de permettre une négociation la plus large possible avec les propriétaires et occupants à l'occasion de la concertation visée à l'article 26, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou la conclusion de toute autre convention conformément à l'article 26, § 3, alinéa 4, de la même loi, il est préférable de laisser ouvertes toutes les options dans l'arrêté de désignation; que cela permettra à l'autorité compétente d'évaluer, au cas par cas, en fonction des besoins locaux en termes de conservation, des exigences socio-économiques et des souhaits des propriétaires et occupants concernés les moyens les plus appropriés pour assurer la gestion active des parcelles au sein des différentes unités de gestion;

Considérant que vouloir obtenir ce degré de précision dans l'arrêté de désignation aurait retardé considérablement son adoption, alors que celle-ci permet de rendre applicable le régime préventif dans sa totalité;

Considérant que les propriétaires et occupants ont eu l'occasion, dans le cadre de l'enquête publique, de déposer des réclamations sur la délimitation des unités de gestion et sur les objectifs de conservation applicables, qui permettent déjà de déterminer les objectifs à poursuivre dans le cadre de la gestion active; que leur confiance n'est donc nullement trompée dans la mesure où la liste des moyens proposés reste totalement ouverte et qu'elle n'est pas précisée parcelle par parcelle; que l'effet utile de l'enquête n'est pas affecté puisque les propriétaires et occupants peuvent déjà faire valoir leurs observations sur la configuration des unités de gestion, qui détermine largement le type de contraintes dont feront l'objet les parcelles qui y sont situées;

Considérant que le terme « plan de gestion » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables vise soit le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, soit le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, soit le plan de gestion d'une réserve forestière, soit l'aménagement forestier adopté après le 13 septembre 2009, soit l'aménagement forestier existant avant cette date mais révisé conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier, soit l'avis conforme remis par la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales; que les plans de gestion ne font pas partie du contenu obligatoire des arrêtés de désignation tel que fixé par le législateur;

Considérant que le régime de protection primaire et le régime préventif applicables respectivement aux sites candidats et aux sites désignés comme sites Natura 2000 en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne constituent ni une expropriation, ni une mesure pouvant être assimilée à une expropriation au sens de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, mais bien des mesures visant à réglementer l'usage des biens qui n'entraînent en rien la *privation* du droit de propriété, même de façon indirecte; que ces régimes s'inscrivent directement dans le cadre de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Premier Protocole qui autorise les États à réglementer l'usage des biens aux fins de l'intérêt général;

Considérant, en particulier, que les contraintes imposées à l'exploitation des terres agricoles concernées dans les UG 2 et 3 n'entraînent nullement l'interdiction définitive d'exploiter ces terres – notamment d'y faire paître du bétail ou de récolter l'herbe, qu'elles impliquent uniquement l'obligation de modifier certaines pratiques agricoles pour se concilier avec les exigences écologiques des espèces et habitats concernés, lesquels, par définition, sont liés à des milieux agricoles et non des milieux vierges de toute activité humaine; que le mécanisme d'indemnisation prévu par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les exemptions fiscales accordées aux propriétaires contribuent en tout état de cause à compenser les coûts supplémentaires et les pertes de revenus que pourraient subir certains exploitants, garantissant ainsi le « juste équilibre » à respecter entre les nécessités de l'intérêt général et le droit au respect des biens consacré par la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant que des avantages financiers sont accordés aux propriétaires et gestionnaires de terrains situés en Natura 2000 afin de compenser les contraintes légales et réglementaires supplémentaires qui y sont d'application du fait de leur inclusion dans le réseau Natura 2000;

Considérant que l'indemnisation des exploitants agricoles prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 en exécution de l'article 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature a été calculée à partir d'une évaluation économique objective; que cette indemnisation permet de compenser, les coûts supplémentaires et les pertes de revenus éventuels résultant de cette réglementation de l'usage des biens, garantissant ainsi le caractère proportionné de la mesure; que conformément à l'exigence de proportionnalité, l'indemnisation est supérieure dans le cadre du régime préventif, celui-ci étant plus contraignant que le régime de protection primaire dans les UG 2 et 3;

Considérant que pour une indemnité considérablement moindre, 5 % des superficies de prairies wallonnes sont actuellement engagées dans la méthode agri-environnementale de la MAE2 « prairie naturelle »; que dans un souci de proposer des compensations suffisantes, les niveaux d'indemnisation sont nettement supérieurs et dérogent aux plafonds des règlements européens fixés à 200 euros par hectare et par an;

Considérant que, à ces indemnisations s'ajoutent une exemption du précompte immobilier, des droits de succession et, depuis 2011, des droits de donation, dans le chef des propriétaires;

Considérant dès lors que, en aucun cas, il ne saurait être question d'une expropriation *de facto*, disproportionnée par rapport aux objectifs de conservation poursuivis en application du droit européen;

Considérant les réclamations émises en enquête publique relatives à la prétendue violation du principe de « standstill »;

Considérant qu'il est, en particulier, reproché au Gouvernement d'avoir réduit sensiblement le niveau de protection des huit sites déjà désignés par le Gouvernement le 30 avril 2009, sans pour autant donner des motifs d'intérêt général susceptibles de justifier une telle régression sensible;

Considérant qu'« *il faut une approche globale de la réforme pour apprécier dans quelle mesure, au terme du bilan « coûts-avantages », la réforme apporte un recul ou non* » (CE, n° 187.998, 17 novembre 2008, *Coomans et crts.*; voy. également, CE, n° 191.272, 11 mars 2009, *ASBL Inter-Environnement Wallonie*);

Considérant que, à la suite de l'adoption des huit premiers arrêtés de désignation le 30 avril 2009, il a été décidé de réformer le système afin d'en améliorer la lisibilité et, dès lors, la mise en œuvre sur le terrain; qu'une nouvelle stratégie de désignation de l'ensemble des sites Natura 2000 et de protection de ceux-ci a ainsi été élaborée et que, dans ce cadre, il a ainsi été décidé de scinder la désignation des sites (périmètres, dénomination, découpage en unités de gestion, parcelles cadastrales) des mesures de protection et de gestion applicables dans ceux-ci; que ceci permet d'alléger le contenu des arrêtés de désignation par la création d'un socle commun dont la lisibilité a été améliorée;

Considérant que les mesures ont été revues de manière à les rendre davantage contrôlables sur le terrain avec pour objectif d'en assurer une mise en œuvre effective et efficace; que le champ d'application territorial de certaines mesures a été élargi;

Considérant que, de façon globale, les huit sites désignés le 30 avril 2009 ne seront pas moins bien protégés aujourd'hui puisque leurs arrêtés de désignation seront abrogés et remplacés, par souci d'égalité des propriétaires et occupants concernés, d'harmonisation, de cohérence et d'efficacité, sans opérer de régression sensible dans la protection;

Considérant que l'analyse du régime applicable aux sites désignés le 30 avril 2009 et du régime actuel ne conduit pas à la conclusion d'un moindre niveau de protection globale étant entendu que certaines dispositions ont été identifiées dans les arrêtés de désignation du 30 avril 2009 comme redondantes par rapport aux dispositions prises par d'autres législations en vigueur telles que la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et le Code forestier;

Considérant que le caractère moins « spécifique » des mesures préventives et des objectifs de conservation (à l'époque encore « objectifs de gestion active ») n'implique aucune régression dans la protection; qu'en effet, désormais, les objectifs de conservation ont été harmonisés à l'échelle de la Région (espèce par espèce/habitat par habitat) sans pour autant être réduits dans leur contenu ni dans leur valeur juridique; que cette harmonisation permet de respecter mieux l'égalité entre propriétaires et occupants et réduit considérablement la lourdeur des arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant que le caractère moins précis de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire n'entraîne pas pour autant une régression quelconque dans le contenu de la protection s'appliquant aux espèces et habitats concernés, qui restent protégés par le régime préventif prévu à l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et dans ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le contenu des objectifs de conservation et des mesures préventives a certes changé dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 par rapport au contenu des arrêtés de désignation du 30 avril 2009, mais pas dans le sens d'une régression, ni a fortiori d'une régression sensible;

Considérant qu'en ce qui concerne les critères sur base desquels les arrêtés de désignation ont été établis, ils sont limités aux exigences prescrites par les Directives Oiseaux et Habitats ainsi que par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, que l'objectif poursuivi par ces textes est d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable; que la sélection et la délimitation des sites ne peut être établie que sur base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique;

Considérant que les unités de gestion consistent en des périmètres d'un seul tenant ou non, situés à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requièrent des mesures de conservation globalement homogènes et qui sont délimitées en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques;

Considérant que la Région wallonne a des responsabilités en termes de maintien dans un état de conservation favorable d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire; que certains de ces habitats et espèces peuvent s'avérer bien représentés en Région wallonne mais justifient un régime de protection strict compte tenu de leur rareté relative à l'échelle européenne;

Considérant que certaines parcelles, bien que reprises dans les cartes annexées à l'arrêté de désignation, sont exclues du site par le biais d'une liste annexée à l'arrêté de désignation (voir annexe 2.2); que cette façon de procéder est autorisée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature selon lequel les prescriptions littérales relatives à la délimitation du site et des unités de gestion l'emportent sur les prescriptions graphiques en cas de discordance; que, sur le plan pratique, la taille des parcelles bâties peut parfois être très réduite; que, pour éviter de « miter » les cartes par la délimitation desdites parcelles, l'option de la liste des parcelles exclues du site sans indication sur la carte proprement dite a été préférée;

Considérant que pour des raisons de stabilité temporelle, la cartographie Natura 2000 est basée sur le référentiel de l'IGN vectoriel au 1/10 000^e; que, comme tout référentiel cartographique, il ne s'agit que d'une représentation de la réalité de terrain; qu'il peut en résulter des imprécisions par rapport à cette réalité ou des modifications sur le terrain non prises en compte par la cartographie;

Considérant que la référence officielle en matière de parcellisation cadastrale est la matrice cadastrale et que les couches cartographiques qui en découlent (CADMap) ne se basent pas sur un référentiel particulier mais sont une numérisation des plans parcellaires;

Considérant que le SIGEC est le résultat de la digitalisation de l'ensemble des parcelles agricoles déclarées en Région wallonne sur base de photographies aériennes orthorectifiées;

Considérant que les parcelles cadastrales et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas rigoureusement superposables; que, de même, les parcelles du SIGEC et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas non plus rigoureusement superposables; qu'il en résulte des décalages; qu'il convient dès lors d'interpréter cartographiquement et sur le terrain afin d'identifier les limites réelles de parcelles et des unités de gestion dont les couches cartographiques ne sont que des représentations;

Considérant qu'en ce qui concerne le plan de secteur, les couches cartographiques présentent des limitations d'utilisation décrites et disponibles sur le lien http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwld/PDS/Note_Diffusion.pdf; que des décalages existent entre le plan de secteur et l'IGN qui a servi de référentiel à la cartographie Natura 2000;

Considérant qu'au sein de notre Etat fédéral, les compétences d'attribution sont exclusives, sous réserve du respect du principe de proportionnalité et du respect de la loyauté fédérale; qu'une entité fédérée ne peut pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par l'Etat fédéral de ses compétences; qu'en l'espèce, la Région wallonne n'empiète pas directement sur les compétences fédérales;

Considérant qu'en ce qui concerne plus particulièrement les chemins de fer, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne poursuit qu'un objectif de conservation de la nature et ne règle pas la gestion et l'entretien des infrastructures ferroviaires en soi; qu'un cumul est possible entre les deux polices administratives; que si certaines contraintes peuvent découler du régime préventif, *a priori*, il ne rend pas pour autant « impossible » ou « exagérément difficile » le maintien et l'entretien des infrastructures; qu'en cas de risque d'atteinte à l'intégrité du site, par exemple par les engins de chantier, il existe toujours une dérogation possible pour raison d'intérêt public majeur en vertu de l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que certains réclamants soulèvent d'éventuelles incompatibilités entre certaines dispositions des arrêtés de désignation et celles de la police administrative spéciale dont ils ont la charge (par ex. la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer ou la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation); que ces incompatibilités seraient contraires à la hiérarchie des normes, dans la mesure où ces règles ont valeur législative alors que les arrêtés de désignation n'auraient qu'une valeur réglementaire;

Considérant que ces affirmations sont sans fondement, aucune incompatibilité concrète n'étant démontrée; que les servitudes légales prévues par les législations de police relatives aux infrastructures d'utilité publique imposent des restrictions au droit de propriété des riverains de ces infrastructures qui, conformément au principe de cumul des polices administratives, se cumulent aux prescriptions du régime de protection primaire applicable aux sites candidats et au régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Considérant que les propriétaires et occupants, gestionnaires des terres, sont tenus de respecter toutes les servitudes légales applicables à leur propriété sans que cela ne pose pour autant un problème d'incompatibilité entre l'arrêté de désignation et les prescriptions de ces législations de police;

Considérant que le cumul implique effectivement l'obligation pour le gestionnaire de l'infrastructure de respecter les règles découlant du régime préventif applicable aux sites Natura 2000, y compris l'obligation, le cas échéant, de solliciter la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature lorsque le projet implique une atteinte à l'intégrité du site; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'arrêté de désignation violerait les législations de police administrative concernées; que la possibilité de solliciter une dérogation pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature socio-économique ou en lien avec la sécurité et la santé publiques, permettent au demeurant aux gestionnaires des infrastructures d'utilité publique de mener à bien des projets justifiés par de telles raisons en l'absence de solutions alternatives et moyennant compensation;

Considérant, en outre, que les mesures préventives découlant du régime préventif applicables aux sites suite à leur désignation comme sites Natura 2000 ne remettent par ailleurs pas en cause les missions de service public confiées aux organismes d'intérêt public et en particulier les entreprises publiques autonomes dont Infrabel visées par les législations organiques telle que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 156);

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'interdit qu'un nombre très limité d'activités, généralement agricoles ou sylvicoles et uniquement dans certaines unités de gestion très fragiles;

Considérant, pour le surplus, que la principale contrainte découle de l'obligation, pour l'autorité gestionnaire, de ne pas perturber de façon significative ni de détériorer respectivement les espèces et les habitats d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, prescrite par l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et de ne pas porter atteinte à l'intégrité du site via des plans ou des permis susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le site conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que ces contraintes peuvent être levées, par la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur y compris la sécurité et la santé publique ou de nature socio-économique et après avis de la Commission si le site abrite des habitats ou espèces prioritaires; que ce cadre est fixé par la Directive 92/43, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et ne peut être modifié, sous peine de violer le droit européen;

Considérant que si une contradiction manifeste devait être constatée entre les dispositions réglementaires d'un arrêté de désignation et une disposition d'une législation de police ou d'une législation organique organisant des services publics utilisant des infrastructures dans ou à proximité d'un site Natura 2000, cette contradiction ne découlerait pas de l'arrêté de désignation mais directement des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (articles 28 et 28bis) établissant le régime préventif applicable dans les sites Natura 2000; que l'arrêté de désignation n'est qu'un acte-condition à valeur principalement réglementaire dont l'adoption a pour principal effet de déclencher l'entrée en vigueur, dans le périmètre qu'il délimite, d'une série de mesures préventives à caractère législatif, au même titre, par exemple, qu'un arrêté de classement, qui, en dépit de sa valeur individuelle, rend applicable au site classé le régime de protection prévu par la législation sur la protection du patrimoine;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité de prendre en compte, au stade de la délimitation du site, l'existence ou les projets d'infrastructures d'utilité publique ou d'équipements de service public tels que des stations d'épuration existantes ou à créer, des lignes de chemin de fer, le réseau routier, des canalisations, etc., il importe de rappeler que le Gouvernement wallon ne peut fonder ses désignations de sites que sur des critères purement scientifiques définis par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qu'il n'est donc pas possible d'exclure certaines parties du périmètre d'un site répondant aux critères de classement comme site Natura 2000 uniquement pour éviter d'inclure dans le périmètre du site des parcelles destinées à l'implantation ou l'exploitation d'infrastructures, fussent-elles d'utilité publique;

Considérant qu'en revanche, les possibilités de déroger au régime préventif pour des raisons impératives d'intérêt public majeur prévues à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973, permettent aux gestionnaires de mener des activités en dépit de leur impact sur les sites, moyennant le respect de certaines conditions;

Considérant qu'en ce qui concerne la demande de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie (SPW), de l'ASBL GRACQ et de l'ASBL Chemins du Rail relative au souhait de préserver les assiettes des voies de chemin de fer désaffectées en vue de développer le RAVEl ou de nouvelles voies de chemin de fer et de leur suggestion d'inclure systématiquement les voies de chemin de fer dans l'unité de gestion anthropique (UG 11) sur minimum 12 mètres ainsi que la demande d'Infrabel d'exclure le domaine de l'infrastructure ferroviaire et tout ou partie des parcelles qui se trouvent dans une zone de 20 mètres mesurée à partir du franc-bord du chemin de fer, le Gouvernement ne peut sélectionner et délimiter les sites que sur la base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique; qu'il ne saurait donc être question d'exclure un réseau de voirie ou des voies de chemin de fer d'un site sans justification scientifique;

Considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre le régime préventif découlant de l'adoption de l'arrêté de désignation et la police des chemins de fer, ce qui exclut toute irrégularité liée au prétendu non-respect de ladite police des chemins de fer; qu'il s'agit de deux polices administratives distinctes dont les effets se cumulent; que, quand bien même une contradiction pourrait être relevée, ce qui n'a pas été le cas dans le cadre des enquêtes publiques, l'arrêté de désignation, du moins lorsqu'il ne comporte pas d'objectifs de conservation spécifiques ni de mesures préventives ou d'interdictions spécifiques, c'est-à-dire des mesures et interdictions propres au site, présente la nature d'un acte-condition, dont l'entrée en vigueur conditionne l'application d'un régime préventif d'origine décrétole issu de l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que deux règles de police de même niveau hiérarchique se cumulent au profit de la plus restrictive;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Est désigné comme site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle », l'ensemble des parcelles et parties de parcelles cadastrales visées à l'annexe 1^{re} du présent arrêté et situées sur le territoire de la commune de Vresse-sur-Semois.

Le périmètre du site, délimité sur une carte à l'échelle 1/10 000^e, ainsi que les prescriptions littérales qui visent à le préciser sont fixés par l'annexe 2 du présent arrêté.

Le site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle » couvre une superficie de 99,25 ha.

Art. 2. Sont précisés à l'annexe 3.A., compte tenu des données actuellement disponibles :

1° les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site;

2° leur surface et leur état de conservation tel qu'estimé à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales abritant les habitats naturels prioritaires présents dans le site.

Art. 3. Sont précisés à l'annexe 3.B., compte tenu des données actuellement disponibles :

1° les espèces d'intérêt communautaire et les espèces d'oiseaux pour lesquelles le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site;

2° leur niveau de population et leur état de conservation tel qu'estimé à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales qui abritent les espèces prioritaires présentes dans le site.

Art. 4. Concernant les parties du site proposées comme zone spéciale de conservation, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Concernant les parties du site proposées comme zones de protection spéciale, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'article 25, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Les résultats relatifs à l'application de ces critères au site sont synthétisés à l'annexe 3.A et 3.B du présent arrêté.

Art. 5. Les unités de gestion présentes sur le site et la carte délimitant leur périmètre sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté.

Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Art. 6. Compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens de gestion active proposés pour atteindre les objectifs de conservation du site peuvent être :

- la conclusion d'un contrat de gestion active ou toute autre forme de contrat conclu par la Région wallonne avec des propriétaires ou occupants concernés;

- la création d'une réserve naturelle domaniale ou agréée ou d'une réserve forestière;

- la modification de l'aménagement forestier éventuellement en vigueur;

- l'adoption d'un plan de tir pour les espèces de grand gibier à contrôler (dans le ressort du ou des conseils cynégétiques concernés);

- la modification du plan de gestion du régime hydrique des terres agricoles établi par le wateringue conformément à la législation en vigueur;

- la mise de terrains à la disposition de la Région wallonne ou d'une association de protection de la nature reconnue conformément à l'article 17, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986;

- la modification, le cas échéant, du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique en vigueur sur le site et/ou l'adaptation du programme de mesures de protection des eaux adopté le cas échéant en vertu du Code de l'eau;

- la modification des programmes de travaux de curage et d'entretien du cours d'eau;

- l'adoption de mesures agri-environnementales;

- tout autre moyen de gestion active pertinent suggéré lors de la concertation.

Art. 7. Le site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle » dépend de la Commission de Conservation de Dinant.

Art. 8. La présente désignation prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Art. 9. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 1^{re}**Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales comprises
dans le site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »**

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit sont comprises dans le site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »

COMMUNE : VRESSE-SUR-SEMOIS Div. 7, Section C : parcelles 319B (partim 89 %), 321A (partim 9 %), 322A (partim 6 %), 337P (partim 8 %), 711A (partim 24 %), 739A, Div. 8, Section A : parcelles 430A (partim 8 %), 437B (partim 8 %), 440H (partim 14 %), 440K (partim 5 %), 453B (partim 65 %), 454 (partim 10 %), 534, 536A (partim 12 %), 540C (partim 7 %), 540E (partim 16 %), 544F (partim 95 %), 544H (partim 51 %), 548 (partim 9 %), 549B (partim 19 %), 551B (partim 26 %), 553D (partim 65 %), 554A, 558B, 559/02B, 559/03, 559/04, 559C, 560C, 562, 563A, 564B, 564C, 567A, 568, 569, 570D, 570E, 571, 572A, 577A, 577B, 578A, 578B, 579, 580, 581, 582, 583C, 583D, 584, 586A, 589A, 592B, 593G, 595A, 596, 597, 598, 599A, 602, 603A, 604, 606A, 607, 608, 609, 610C, 610E, 611F, 613A, 614, 616A (partim 84 %), 617, 618, 619C, 620A, 622D, 622E, 624, 625, 626, 627B, 627C, 629C, 629D, 630, 631A (partim 84 %), 633, 634 (partim 74 %), 635 (partim 59 %), 636, 638B, 638C (partim 69 %), 641A (partim 72 %), 642, 644A (partim 47 %), Div. 9, Section A : parcelles 116A (partim 46 %), 116C (partim 87 %), 117, 118A, 118B, 119, 120C, 121A, 122, 123, 124A, 125, 126 (partim 81 %), 127A (partim 87 %), 127E, 129A (partim 73 %), 151, 155, 156 (partim 21 %), 157 (partim 17 %), 160B (partim 10 %), 161, 162, 163, 164 (partim 94 %), 166B, 166C (partim 93 %), 167A, 169, 170, 171, 172, 174B, 201, 202, 243 (partim 52 %), 244A (partim 53 %), 244B (partim 18 %), 245 (partim 10 %), 246 (partim 37 %), 248A (partim 83 %), 251, 252, 253, 254.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle ».

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 2

Délimitation du périmètre du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »**2.1. Carte délimitant le périmètre du site**

La présente carte fixe, au jour de la désignation du site, à l'échelle cartographique 1/10 000^e (publiée au 1/25 000^e) le périmètre du site.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

2.2. Prescriptions littérales visant à préciser le périmètre du site

Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales non comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit ne sont pas comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle » :

COMMUNE : VRESSE-SUR-SEMOIS Div. 7, Section C : parcelles 328B, 339C, 738M2, 738S2, 738V2, 738X2, 740C, 748C, Div. 8, Section A : parcelles 424F, 452B, Div. 9, Section A : parcelles 148C, 149C, 152, 200, 205, 230A.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle ».

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 3

Liste des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels le site est désigné et données y afférentes; synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »

La présente annexe indique, compte tenu des données actuellement disponibles :

- la liste des types d'habitats naturels et la liste des espèces pour lesquels le site est désigné ainsi que les données concernant respectivement leurs surfaces, leur niveau de population et l'estimation de leur état de conservation; les types d'habitats naturels et les espèces prioritaires sont indiqués par un astérisque (*);

- une synthèse des résultats de l'évaluation de l'importance du site pour assurer la conservation des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII et des espèces d'intérêt communautaire de l'annexe IX et des espèces d'oiseaux de l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 que le site abrite.

Ces résultats justifient la sélection du site comme site Natura 2000. Les données complètes, détaillant les résultats de l'application des critères de sélection, sont disponibles auprès des services centraux du Département de la Nature et des Forêts, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Jambes et sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>

Les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005. Ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations. Elles ont été pour partie actualisées, en particulier pour les surfaces, sur base des meilleures connaissances disponibles et il conviendra de poursuivre l'actualisation de ces données sur base d'une cartographie détaillée des habitats.

Le site BE35048 a été sélectionné pour les raisons suivantes : le site est un massif forestier situé entre Pussemange et Sugny qui comprend de beaux peuplements forestiers. Le site est intéressant vu la qualité de ses forêts alluviales (91E0 *), ses hêtraies à luzule (9110) ainsi que neutrophiles (9130) mais aussi ses chênaies subatlantiques et médio-européennes (9160) et ses forêts de pentes (9180 *). On notera aussi dans ces forêts la présence de quelques couples nicheurs de pic mar ainsi que de la gélinotte des bois. En fond de vallée, serpente le ruisseau de la Goutelle (3260) qui alimente des étangs avec végétation du Littorelletea uniflorae et/ou du Isoëto-Nanojuncetea (3130) ou avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition (3150). On y trouve aussi des mégaphorbiaies (6430).

A. Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII de la loi pour lesquels le site est désigné

Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface	EC	UG HIC *
9110	39,96 ha	B	
9160	1,47 ha	-	
91E0 *	1,24 ha	A	UG 7
3260	0,46 ha	-	
9130	0,33 ha	-	
6430	0,18 ha	-	
9180 *	0,07 ha	-	UG 6
3130 3150	0,00 ha	-	

Légende : EC : estimation de l'état de conservation au moment de la sélection du site; A : conservation excellente; B : conservation bonne; C : conservation moyenne; UG HIC * : unité(s) de gestion abritant ou susceptible(s) d'abriter (lorsque les données précises ne sont pas disponibles) l'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire; "-": donnée non disponible.

3130 : Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation du Littorelletea uniflorae et/ou du Isoëto-Nanojuncetea

3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition

3260 : Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion

6430 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin

9110 : Hêtraies du Luzulo-Fagetum

9130 : Hêtraies du Asperulo-Fagetum

9160 : Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli

9180 * : Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion

91E0 * : Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incarnae, Salicion albae).

B. Espèces des annexes IX et XI de la loi pour lesquelles le site est désigné

Code	Nom latin	Nom français	Population			EC
			résidente	migratoire		
				repr.	hiver	
A104	Bonasa bonasia	Gélinotte des bois	P			B

Légende : P = présence; p = couple; id = individu; EC : estimation de l'état de conservation au moment de la sélection du site; A : conservation excellente; B : conservation bonne; C : conservation moyenne; vis. : visiteur; occ. : occasionnel; "-" : donnée non disponible.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35048 - « Vallée du Ruisseau de la Goutelle ».

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 4

**Désignation et délimitation du périmètre des unités de gestion
du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle »**

4.1. Liste des unités de gestion délimitées au sein du site

Le site abrite les unités de gestion suivantes :

- UG 1 - Milieux aquatiques
- UG 2 - Milieux ouverts prioritaires
- UG 6 - Forêts prioritaires
- UG 7 - Forêts prioritaires alluviales
- UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique
- UG 9 - Forêts habitat d'espèces
- UG 10 - Forêts non indigènes de liaison
- UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

4.2. Carte délimitant le périmètre des unités de gestion

Les cartes ci-annexées fixent, à l'échelle cartographique 1/10 000^e (publiée au 1/25 000^e) le périmètre des unités de gestion présentes sur le site. Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle ».

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

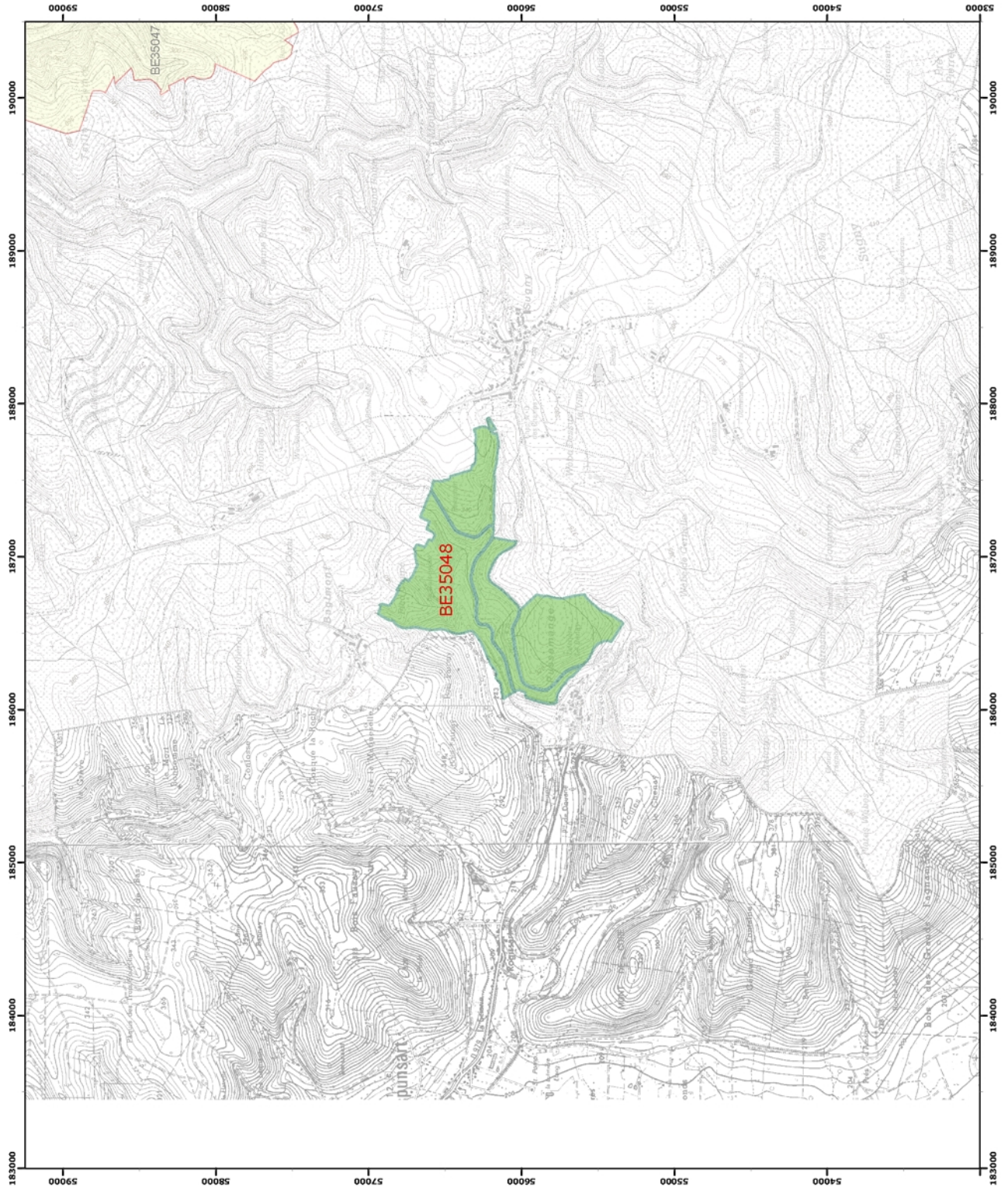


Légende

Périmètres des sites

Périmètre du site
BE35048

Périmètres des autres sites
BE35047



0 250 500 mètres

Coordonnées Lambert belge 1972
© SPW-DGARNE, Fond de plan © IGN - Bruxelles

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

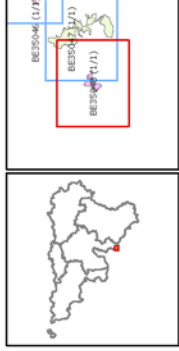
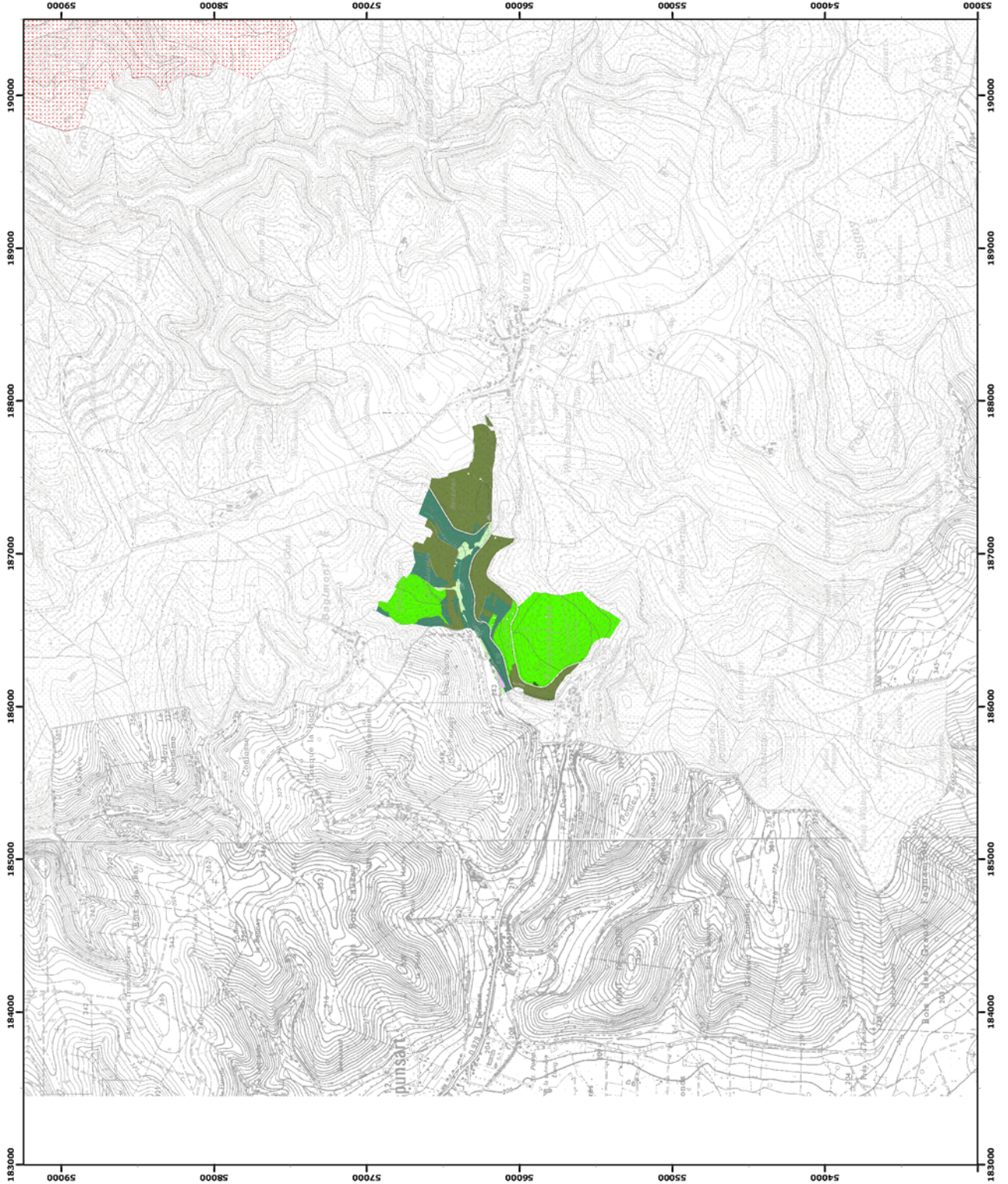
Carlo DI ANTONIO

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : décembre 2013.

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tél. : +32 (0)81 33 58 16 • Fax : +32 (0)81 33 58 22
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 11 901 (Informations générales)



Légende

Unités de gestion de base

- UG 1 (milieux aquatiques)
- UG 2 (milieux ouverts prioritaires)
- UG 3 (prairies habitats d'espèces)
- UG 4 (bandes extensives)
- UG 5 (prairies de liaison)
- UG 6 (forêts prioritaires)
- UG 7 (forêts prioritaires alluviales)
- UG 8 (forêts indigènes de grand intérêt biologique)
- UG 9 (forêts habitat d'espèces)
- UG 10 (forêts non indigènes de liaison)
- UG 11 (terres de cultures et éléments anthropiques)

Unités de gestion temporaires

- UC temp 1 (zones sous statut de protection)
- UC temp 2 (zones à gestion publique)
- UC temp 3 (forêts indigènes à statut temporaire)

Unités de gestion en surimpression

- UG S1 (modèle perillier et maître épaisse en UG1)
- UG S2 (dames de la sacée)

Autres

- Empriees des cantons
- Autre site Natura 2000

© SPW-DGARNE; Fond de plan © IGN - Bruxelles
Coordonnées Lambert belge 1972
0 250 500 mètres

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Rurauté, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

Carlo DI ANTONIO

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : Décembre 2013.

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tél. : +32 (0)81 33 58 16 • Fax : +32 (0)81 33 58 22
<http://spw.wallonie.be> - N° Vert : 8000 11 901 (informations générales)

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27139]

**23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in der zuletzt durch Dekret vom 22. Dezember 2010 geänderten Fassung;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 ff.;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund der Ergebnisse der öffentlichen Untersuchungen, die vom 11. Dezember 2012 bis zum 4. Februar 2013 gemäß den Bestimmungen des Umweltgesetzbuches betreffend die Durchführung öffentlicher Untersuchungen (Art. D.29-1 und folgende) auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois durchgeführt wurden;

Aufgrund des Gutachtens der Erhaltungskommission Dinant, abgegeben am 23. und 30. August, und am 19. September 2013;

Aufgrund des am 19. September 1979 in Bern getroffenen Übereinkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, welches durch Gesetz vom 20. April 1989 gebilligt wurde;

In Erwägung der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002, ergänzt durch die Beschlüsse vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005, durch die die Liste der Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung zwecks Vorschlag an die Europäische Kommission angenommen wurde;

In Erwägung der Entscheidungen 2004/798/EG und 2004/813/EG der Kommission vom 7. Dezember 2004 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung der Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der kontinentalen bzw. atlantischen biogeografischen Region;

Aufgrund der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

Aufgrund der Beschlüsse 2011/63/EU und 2011/64/EU der Kommission vom 10. Januar 2011 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung einer vierten aktualisierten Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der atlantischen bzw. kontinentalen biogeografischen Region;

In Erwägung der Grundsätze der vorbeugenden Aktion, der Integration und der Vorsicht nach Art. D.1, D.2 Absatz 3, und D.3, 1° des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Vermittlung, die gemäß den am 30. September 2010 und am 7. April 2011 von der wallonischen Regierung gefassten Beschlüssen vorgenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Bezeichnungserlass den Einwänden und Bemerkungen Rechnung trägt, die anlässlich der oben erwähnten öffentlichen Untersuchungen von verschiedenen Beschwerdeführern vorgebracht wurden;

In der Erwägung, dass nur die innerhalb der Fristen der öffentlichen Untersuchung und nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten geäußerten Beschwerden berücksichtigt werden müssen;

In Erwägung der Beschwerden über die angebliche Nichteinhaltung durch die Wallonische Regierung der Regeln in Sachen Informationszugang, Öffentlichkeitsbeteiligung und Zugang zu den Gerichten sowie über den Rückgang, der im Bereich der Beteiligung im Verhältnis zu den öffentlichen Untersuchungen vom Jahr 2008 bezüglich der am 30. April 2009 verabschiedeten Bezeichnungserlasse stattgefunden habe;

In der Erwägung zunächst, dass öffentliche Untersuchungen in jeder von einem Bezeichnungserlass gedeckten Gemeinde nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert wurden; dass jede Person die Möglichkeit hatte, im Rahmen dieser Untersuchungen Beschwerden einzureichen;

In der Erwägung, dass die Verwaltung, neben den gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Modalitäten zur Ankündigung der Organisation der öffentlichen Untersuchung, absichtlich auch andere Maßnahmen ergriffen hat, um bei den betroffenen Personen eine optimale Information zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Verbreitung von Informationen bezüglich des Natura 2000-Netzes in der allgemeinen Öffentlichkeit also vor und während der Untersuchung erfolgt ist, zwar über mehrere Wege: Verteilung von Verwaltungsanleitungen, Artikel in der Fachpresse, Kolloquien, Verschickung von Newslettern, Bereitschaftsdienste, Ausstellungen, Ausstrahlung von Radio- bzw. Fernsehspots im "Radio-Télévision belge francophone" (RTBF) über die verschiedenen Typen der Lebensräume sowie über die für ihre Verwaltung und ihren Schutz erforderlichen Einschränkungen, Informierung über das Internet (Entwürfe der Bezeichnungserlasse, gesetzliche Texte, Kartenmaterial, Muster der Beschwerdeformulare, Kontaktpersonen); dass die hauptsächlichsten Dokumente, gesetzlichen und verordnungsmäßigen Texte in deutscher Sprache zur Verfügung gestellt worden sind; dass zweisprachige Informationsversammlungen (französisch-deutsch) veranstaltet wurden; dass diese äußerst relevanten Informationen eine Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Wichtigkeit ihrer Teilnahme an der öffentlichen Untersuchung ermöglicht haben;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage der Katasterinformationen und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) die Eigentümer und Verwalter von Natura 2000-Parzellen ein personalisiertes Schreiben der Verwaltung erhalten haben, in dem ihnen die Durchführung der öffentlichen Untersuchung mitgeteilt worden ist, und das das Verzeichnis ihrer auf Natura 2000-Gebiet liegenden Parzellen, der betroffenen Flächen und der entsprechenden Bewirtschaftungseinheiten zur Information enthält; dass vor dem Versand eine für dieses Publikum zielgerichtete Informationskampagne geführt wurde;

In der Erwägung anschließend, dass die Tatsache, dass die Vorbeugungsmaßnahmen und die Erhaltungsziele nicht mehr im Bezeichnungserlass sondern in Erlassen mit allgemeiner Tragweite angegeben sind, eine Harmonisierung der Maßnahmen und Zielsetzungen auf Ebene der Wallonischen Region erlaubt, damit die Einhaltung des Gleichheitsgrundsatzes für die betroffenen Bürger gesichert wird, jede nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigte ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete vermieden wird, und es nicht weniger Möglichkeiten gibt, im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen zu reagieren im Verhältnis zu denjenigen, die 2008 für die acht bezeichneten Gebiete stattfanden; dass den Beschwerdeführern nämlich die Möglichkeit angeboten wird, unter Berücksichtigung der Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheit gemäß dem Erlassentwurf und der vorgeschlagenen Erhaltungsziele ihre Meinung über die Einschränkungen zu geben, die durch die Präventivregelung für ihre Parzellen vorausgesetzt werden;

In der Erwägung, dass sich die betreffende öffentliche Untersuchung offensichtlich nicht auf die durch den Beschluss vom 24. März 2005 über die Auswahl der Gebiete ergänzten Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 und vom 4. Februar 2004, sondern auf die Bezeichnungserlasse für die Gebiete bezog, die von der Wallonischen Region vorgeschlagen und von der Kommission als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung (GGB) auserwählt wurden; dass die Bemängelungen bezüglich der angeblichen Nichteinhaltung der in der am 21. April 2003 in Belgien in Kraft getretenen Aarhus-Konvention vom 25. Juni 1998 über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten vorgesehenen Verfahrensgarantien im Rahmen des Verfahrens zur Auswahl der Gebiete daher in den Bereich der betreffenden öffentlichen Untersuchung nicht fallen; dass auch wenn es der Fall wäre, diese Bemängelungen deutlich unbegründet bleiben;

In der Erwägung nämlich, dass hinsichtlich des Zugangs zu Information, die Wallonische Region die Anforderungen der Aarhus-Konvention und des europäischen Rechts in diesem Bereich in Buch I des wallonischen Gesetzbuches umgesetzt hat, und diese Bestimmungen im Rahmen der Phase der Auswahl der Gebiete eingehalten hat, insbesondere durch die Veröffentlichung im Internet der Liste der als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung infolge der Beschlüsse vom 26. September 2002, vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005 vorgeschlagenen Gebiete sowie der jedem Gebiet eigenen Standarddatei;

In der Erwägung, dass was die Öffentlichkeitsbeteiligung an diesen Entscheidungsverfahren betrifft, der Gesetzgeber es nicht für unerlässlich erachtet hat, eine solche Beteiligungsmöglichkeit in diesem Stadium vorzusehen, da es durch die "Lebensräume"-Richtlinie selbst nicht vorgeschrieben ist; dass der Verfassungsgerichtshof der Auffassung ist, dass "es zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers gehört, vor der endgültigen Bezeichnung von Gebieten, die für die Ausweisung als besondere Schutzgebiete in Frage kommen, eine öffentliche Untersuchung vorzusehen" (Schiedshof, Urteil Nr. 31/2004 vom 3. März 2004, Punkt B.3.4);

In der Erwägung, dass unter allen Umständen die Organisation einer öffentlichen Untersuchung im Rahmen der Bezeichnung es den Eigentümern und Benutzern erlaubt, sowohl über den Umkreis des Gebiets als auch der Bewirtschaftungseinheiten – und ebenfalls über die Gründe, die diese Umkreise rechtfertigen – sowie über die Erhaltungsziele des Gebiets, die nämlich die Liste der Arten und Lebensräume widerspiegeln, für die das Gebiet bezeichnet wurde, ihre Bemerkungen gelten zu lassen; dass daher die Behauptung, diese Untersuchung sei zu spät im Beschlussverfahren eingeleitet worden, unrichtig ist;

In der Erwägung, dass was den Zugang zu den Gerichten betrifft, kein Beschwerdeführer Einspruch gegen die vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 2004 (2. Auflage), vom 24. März 2005 und vom 23. Februar 2011 veröffentlichten Beschlüsse der Regierung über die Bezeichnung der Gebiete eingelegt hat, was darauf schließen lässt, dass sie davon ausgegangen sind, dass die Auswahl selbst ihnen nicht schade; dass dagegen feststeht, dass es sich bei den Bezeichnungserlassen um Akte handelt, gegen die Einsprüche vor dem Staatsrat erhoben werden können, insofern als sie durch die Belastungen, die sie Privatpersonen auferlegen, Beschwerdegründe darstellen; dass folglich der Zugang zur Rechtspflege der etwaigen Beschwerdeführer, deren Bemerkungen ihrer Ansicht nach nicht genügend berücksichtigt wurden, gemäß Artikel 9.2 und 9.3 der Aarhus-Konvention garantiert ist;

In der Erwägung, dass die Artikel D.29-7, D.29-8 von Buch I des Umweltgesetzbuches zur Regelung der Ankündigung der öffentlichen Untersuchungen für die Pläne der Kategorie A.2., zu denen die Bezeichnungserlasse gehören, keineswegs erfordern, dass in der Bekanntmachung oder in den Notifizierungen auf die eventuellen Beschwerdewege gegen die Bezeichnungserlasse hingewiesen wird; dass diese Art Information lediglich in den administrativen Beschlüssen der Kategorien B und C gemäß Artikel D.29-22 desselben Buchs anzuzeigen ist; dass außerdem das den Eigentümern und Verwaltern gesandte Schreiben zur Ankündigung der Haltung der öffentlichen Untersuchungen keineswegs gesetzlich oder ordnungsmäßig vorgeschrieben ist;

In der Erwägung schließlich, dass die Konsultierung irgendeines Rates im Rahmen der Verabschiedung der Bezeichnungserlasse der Natura 2000-Gebiete durch keine Gesetzgebung auferlegt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 30 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur jedoch beschlossen hat, die Erhaltungskommissionen über die Beschwerden und Bemerkungen zu Rate zu ziehen, die anlässlich der öffentlichen Untersuchung bezüglich der Entwürfe der Bezeichnungserlasse der Natura 2000-Gebiete eingereicht wurden; dass diese Erhaltungskommissionen zur Aufgabe haben, den Erhaltungszustand der Natura 2000-Gebiete zu überwachen, um deren Wahrung oder Wiederherstellung in einem günstigen Erhaltungszustand zu gewährleisten, wobei insbesondere die prioritären natürlichen Lebensraumtypen und die prioritären Arten berücksichtigt werden und die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie die lokalen Besonderheiten in Betracht gezogen werden;

In der Erwägung, dass sich die Erhaltungskommissionen aus Mitgliedern zusammensetzen, die die verschiedenen Interessen der Zivilgesellschaft vertreten, d.h. aus einem von der Regierung ernannten Vorsitzenden; aus vier Bediensteten der regionalen Verwaltung, nämlich einem Bediensteten aus der für Naturschutz zuständigen Dienststelle, einem Bediensteten aus der für Raumordnung zuständigen Dienststelle, einem Bediensteten aus der für Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und einem Bediensteten aus der für Wasserwesen zuständigen Dienststelle; aus einem von dem "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagenen Mitglied; aus einem von dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vorgeschlagenen Mitglied; aus zwei Vertretern, die von Vereinigungen mit Naturschutz als Vereinigungszweck vorgeschlagen werden; aus zwei Mitgliedern, die von die Eigentümer und Benutzer des betroffenen Gebiets bzw. der betroffenen Gebiete vertretenden Vereinigungen vorgeschlagen werden; aus zwei Vertretern, die von den Berufsvereinigungen vorgeschlagen werden, die die Verteidigung der in dem bzw. den betroffenen Gebiet(en) ausgeübten Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft, der Jagd, der Fischzucht oder der Forstwirtschaft als Vereinigungszweck haben; dass die in diesen Kommissionen vertretenen Interessenverbände die Möglichkeit haben, durch ihre Vertreter an der Ausarbeitung der Gutachten der Erhaltungskommissionen und somit an der Überwachung des Erhaltungszustandes der Gebiete unmittelbar teilzunehmen;

In der Erwägung, dass somit die Vorschriften im Bereich des Informationszugangs, der Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und des Zugangs zu den Gerichten tatsächlich beachtet wurden und dem Grundsatz des sog. "Standstill" entsprechen;

In der Erwägung, dass die Vielfalt der im Natura 2000-Gebiet "BE35048- Vallée du Ruisseau de la Goutelle" angetroffenen Lebensräume und der Arten-Habitate dessen Bezeichnung vollkommen rechtfertigt;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über die für ein Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung typischen Merkmale im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 13° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 verfügt und dass es als solches durch die Europäische Kommission in deren Entscheidung vom 7. Dezember 2004, aktualisiert in ihrer Entscheidung vom 10. Januar 2011, bezeichnet wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet ein bedeutendes Gefüge aus mehreren natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses enthält, die in Anlage VIII zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und anhand der Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden, die in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass zusammengefasst sind;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet Populationen mehrerer Arten gemeinschaftlichen Interesses enthält, die in Anlage IX zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und anhand der Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden, die in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass zusammengefasst sind;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet die Auswahlkriterien erfüllt, die in Artikel 25 § 1 und in Anlage X zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, wie aus Anlage 3 zum vorliegenden Erlass hervorgeht, und dass es somit als Natura 2000-Gebiet in der Eigenschaft als Sonderschutzgebiete bezeichnet werden muss;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über einen großen ornithologischen Reichtum verfügt und dass dort mehrere Vogelarten anzutreffen sind, die in Anlage XI zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, wie aus Anlage 3 zum vorliegenden Erlass hervorgeht; dass es über ausreichend Territorien verfügt, sowohl in Bezug auf ihre Anzahl als auch auf ihre Größe, die den Erhaltungszwecken für diese Arten genügen und als Natura 2000-Gebiete in der Eigenschaft als Sonderschutzgebiete zu bezeichnen sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 4° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass jeder Bezeichnungserlass "die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben" enthält; dass das Gebiet BE35048 besonders aus folgenden Gründen auserwählt wurde: bei dem Gebiet handelt es sich um ein zwischen Pussemange und Sugny gelegenes Forstgebiet mit reichen Waldbeständen. Das Interesse des Gebiets beruht auf der Qualität seiner Auenwälder (91E0*), seiner Buchenwälder mit Hainsimse (9110), seiner neutrophilen Buchenwälder (9130), seiner subatlantischen und mitteleuropäischen Eichenwälder (9160) und seiner Hangwälder (9180*). In diesen Wäldern befinden sich einige Brutpaare der Art Mittelspecht sowie Haselhuhn. Im Talgrund schlängelt sich der Bach Goutelle (3260), der in Teiche mündet, mit einer Vegetation der Art Littorelletea uniflorae und/oder Isoëto-Nanojuncetea (3130), oder Magnopotamion oder Hydrocharition (3150). Dort befinden sich auch Hochstaudenflure (6430).

In Erwägung der Tabellen in Anlage 3 mit der Liste der Arten und Lebensräume, für die das Gebiet bezeichnet wurde, mit Angabe der Fläche dieser Lebensräume oder des geschätzten Bestands dieser Arten auf dem Gebiet, sowie der Bewertung ihres Erhaltungszustands nach einem Maßstab von A bis C; dass der vorliegende Erlass auf die Webseite verweist, wo die vollständigen Daten des der Kommission zur Begründung der Bezeichnung des Gebiets übermittelten Standarddatenformulars abgerufen werden können;

In der Erwägung, dass die Auswahl des Gebietes auf den besten verfügbaren wissenschaftlichen Kenntnissen und Daten beruhte, denen u.a. verschiedene Bestandsaufnahmen, fotografische und kartografische Dokumente, die wissenschaftliche Literatur und biologische Datenbanken zugrundeliegen;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich der verschiedenen Typen natürlicher Lebensräume (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der verschiedenen Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), aufgrund derer das Gebiet bezeichnet wurde, aus den zwischen 2002 und 2005 erstellten Standarddatenformularen stammen; dass diese Daten, die für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl veranschlagt wurden, Annäherungswerte enthalten; dass sie auf Basis der besten verfügbaren Kenntnisse teilweise aktualisiert wurden und dass es sich empfehlen wird, die Aktualisierung dieser Daten anhand einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume fortzuführen;

In der Erwägung, dass 2010 beschlossen wurde, die Bezeichnung von Natura 2000-Gebieten zu beschleunigen und zu vereinfachen; dass eine ausführliche Kartographie für 132 Gebiete des Netzes vorliegt, was die Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses betrifft; dass eine vereinfachte Methodik für die Kartographie der Lebensräume auf die restlichen 108 Gebiete angewandt werden musste; dass eine ausführliche Bestandsaufnahme für 90 Gebiete zur Verfügung steht, was die Arten gemeinschaftlichen Interesses betrifft, und eine vereinfachte Methodik für die Bestandsaufnahme auf die restlichen 150 Gebiete angewandt werden musste;

In der Erwägung, dass das durch den vorliegenden Erlass betroffene Gebiet Gegenstand einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume gewesen ist; dass was die in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführten Flächen der Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses betrifft, die Daten aus seit 2005 wissenschaftlichen Bestandsaufnahmen stammen;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass aufgeführten Daten der Artenbestände aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich des Erhaltungszustands der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen; dass diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzten Daten Annäherungswerte enthalten, die später genauer bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ggf. als Überdruck über anderen Kategorien von Bewirtschaftungseinheiten, sowie die dort anwendbaren Verbote und die damit verbundenen besonderen Vorbeugungsmaßnahmen enthält;

In der Erwägung, dass im Hinblick auf die Erfüllung der Erhaltungsziele des Gebiets sowie angesichts der natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse, die in der Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, der Bestände von gemeinschaftlichem Interesse, die in der Anlage IX des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und der Vogelarten, die in der Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, die auf dem Gebiet vorhanden sind, der Anlass besteht, auf dem Gebiet die Bewirtschaftungseinheiten "BE 1 - aquatische Lebensräume", "BE 2 - prioritäre offene Lebensräume", "BE 6 - prioritäre Forstgebiete", "BE 7 - prioritäre Auenwälder", "BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse", "BE 9 - Wälder als Lebensraum von Arten", "BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder", "BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente" abzugrenzen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der durch Artikel 26, § 1, Absatz 2, 6° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auferlegten Pflicht, den Standort der wesentlichen natürlichen Lebensraumtypen kartographisch darzustellen, dadurch nicht erforderlich wird, dass jeder natürliche Lebensraumtyp und jeder Artenbestand innerhalb des Gebiets genau lokalisiert werden soll; dass die in dieser Bestimmung genannten Wörter "natürliche Lebensräume" auf die Definition von Artikel 1bis, 2° verweist, nämlich "terrestrische oder aquatische Gebiete, von denen die geographischen und abiotischen Merkmale und die Möglichkeiten einer natürlichen Besiedlung das Vorkommen oder die Reproduktion von Arten wildlebender Tier und Pflanzen ermöglichen". Die Lebensräume werden als natürlich bezeichnet, ob ihr Bestehen von einem menschlichen Eingriff abhängt oder nicht"; dass das Wort "wesentlich" bedeutet, dass es lediglich darum geht, die großen Kategorien natürlicher Lebensräume des Gebiets und nicht jeden genauen natürlichen Lebensraumtyp von gemeinschaftlichem Interesse im Sinne von Artikel 1bis, 3° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu lokalisieren; dass die genannte, in dem Bezeichnungserlass stehende Kartographie daher derjenigen der Bewirtschaftungseinheiten entspricht, insofern diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 je nach großem Lebensraumtyp, in welchem jeweils global einheitliche Bewirtschaftungsmaßnahmen begründet sind, definiert sind; dass die auf jede Parzelle anwendbaren Einschränkungen leicht zu kennen sind; es sind nämlich die auf das ganze Gebiet anwendbaren Einschränkungen, nämlich diejenigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, festgelegt sind, einerseits, und die in der betroffenen Bewirtschaftungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 anwendbar sind, andererseits;

In der Erwägung, dass das System zum Schutz der Natura 2000-Gebiete vorsieht, dass eine Reihe von Handlungen und Arbeiten, die aufgrund anderer Gesetzgebungen keiner Genehmigung bedürfen, einer Abweichung, Genehmigung oder Notifizierung der Zuständigkeit der DNF unterzogen werden; dass es um relative Verbote geht, insofern als sie aufgehoben werden können, vorausgesetzt, dass die betroffenen Handlungen die Unversehrtheit des Gebiets gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht antasten; dass das Gleiche für die Handlungen gilt, die aufgrund einer anderen Gesetzgebung einer Genehmigung bedürfen; dass auf jeden Fall Arbeiten aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer und wirtschaftlicher Art, unter Beachtung der Abweichungsbedingungen gemäß Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genehmigt werden könnten, nämlich wenn keine Alternativlösungen vorliegen und sofern Ausgleichsmaßnahmen ergriffen werden, um die globale Kohärenz des Natura 2000-Netzes sicherzustellen;

In Erwägung von Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, durch den verboten wird, in den Natura 2000-Gebieten den natürlichen Lebensräumen Schäden zuzufügen und die Arten zu stören, aufgrund deren die Gebiete bezeichnet wurden, insofern als diese Störungen sich im Hinblick auf die Natura 2000-Zielsetzungen beachtlich auswirken könnten; dass dieser Artikel auf die außerhalb der Natura 2000-Gebiete begangenen Handlungen potentiell anwendbar ist; dass Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betreffend die geeignete Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt ebenfalls auf Projekte und Pläne Anwendung findet, die außerhalb der Natura 2000-Gebiete liegen, sich aber auf ein Natura 2000-Gebiet im Hinblick auf die Ziele der Erhaltung dieses Gebiets beträchtlich auswirken könnten;

In der Erwägung, dass was die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen betrifft, die Regierung eine Präventivregelung eingeführt hat, die auf graduellen Einschränkungen je nach Empfindlichkeit der Lebensräume und der Arten gemeinschaftlichen Interesses gegen Störungen beruht, jeweils in Form von Verboten, Genehmigungen bzw. Notifizierungen; dass Erstere die Tätigkeiten betreffen, die in den meisten Fällen bedeutende Auswirkungen auf die geschützten Ökosysteme haben können, während Letztere Tätigkeiten betreffen, die nur unter bestimmten Umständen solche Auswirkungen haben könnten;

In der Erwägung, dass die Wahl der anwendbaren Maßnahmen durch die Regierung in ihren Erlassen vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 auf der Grundlage wissenschaftlicher Erwägungen erfolgte, unter Berücksichtigung der sozialwirtschaftlichen Erfordernissen gemäß dem Europäischen Recht, um die wirtschaftlichen oder gemeinnützigen Aktivitäten so wenig wie möglich zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit für die zuständige Behörde, ihre Genehmigung zu verweigern oder mit Bedingungen zu verbinden, sowie die Möglichkeit, Abweichungen von den Verboten fallweise zu gewähren, den Willen der Regierung beweisen, nur diejenigen Anforderungen aufzuerlegen, die zur Erfüllung der Erhaltungsziele innerhalb des Natura 2000-Netzes unbedingt notwendig sind;

In der Erwägung, dass die auf Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung die Erweiterung solcher Infrastrukturen wie landwirtschaftlicher Betriebe, Klärstationen, elektrischer Leitungen, Eisenbahnlinien, Straßen, Gasleitungen usw. nicht ausschließt, sofern diese Erweiterung über die erforderliche(n) Genehmigung(en) verfügt und wenn nötig Gegenstand einer vorherigen geeigneten Bewertung der Ein- und Auswirkungen gemäß den Modalitäten und Bedingungen von Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gewesen ist;

In Erwägung der von bestimmten Personen vorgebrachten Beschwerden über die Unmöglichkeit, im Rahmen der für die Gebiete eingeführten Präventivregelung ab dem Zeitpunkt der Bezeichnung dieser Gebiete in bestimmten Notlagen angemessen zu handeln; dass weder die "Vogelschutz"- und "Lebensräume"-Richtlinien noch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Notlagen ausdrücklich in Betracht ziehen; dass das allgemeine Verbot gemäß Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nur die Eingriffe des Bürgermeisters im Rahmen seiner Befugnisse der Allgmeinpolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt; dass die Eingriffe der regionalen und lokalen Verwaltungen, die nicht in diesem Rahmen stattfinden, auch wenn sie durch Notfall begründet sind, diesem Verbot jedoch unterliegen, außer wenn die Bedingungen für die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannte Abweichung beachtet werden, wie aus der neuen Rechtsprechung des Gerichtshofes über Artikel 6 § 2 der "Lebensräume"-Richtlinie (Entscheid Alto Sil) hervorgeht;

In der Erwägung, dass die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 verschiedene Hypothesen vorsehen, in denen bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen aus Gründen der öffentlichen Sicherheit keine Anwendung finden (zum Beispiel Bäume, die eine Bedrohung für die öffentliche Sicherheit darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen, in der BE 6 "vorrangiger Wald" befinden); dass was die Eingriffe in den Wasserläufen – nämlich im Falle von Hochwasser – betrifft, keine Vorbeugungsmaßnahme Eingriffe zum Entfernen von Verkläusungen oder zum Fällen von Bäumen, die für die öffentliche Sicherheit gefährlich geworden sind, untersagt oder einer Genehmigung bzw. Notifizierung unterwirft, dass in den Wäldern, die der Forstregelung nicht unterliegen, die abgestorbenen Bäume, die die Sicherheit bedrohen und sich nicht entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen befinden, gefällt werden können, vorausgesetzt, dass sie an Ort und Stelle liegen bleiben (Artikel 3 Ziffer 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011); dass in den BE 1 keine Maßnahme diesbezügliche Auflagen vorsieht, außer wenn die Notmaßnahme eine Änderung des Bodenreliefs verursacht;

In der Erwägung, dass in Artikel 4, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung ein Schnellverfahren für Abweichungen und Genehmigungen für "Natura 2000"-Akten vorgesehen ist; dass eine andere Möglichkeit darin besteht, dringende Eingriffe zu Zwecken der öffentlichen Sicherheit in einem Verwaltungsplan im Sinne von Artikel 1, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 vorzusehen;

In der Erwägung, dass andererseits festzustellen ist, dass weder das CWATUPE noch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Handlungen, Arbeiten oder Einrichtungen, die aus dringenden Gründen oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit notwendig sind, von den anwendbaren Förmlichkeiten befreit; dass es deshalb weder übertrieben noch diskriminierend ist, im Natura 2000-System keine solchen Ausnahmen vorzusehen;

In der Erwägung, dass was die Zugangseinschränkungen zu den Straßen, Wegen und Pfaden in den Natura 2000-Gebieten oder zu den nichtschiffbaren Wasserstraßen oder zu bestimmten Staudämmen betrifft, keine besondere Zugangsform durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 einer Kontrolle bedarf;

In der Erwägung, dass aufgrund des Kumulierungsprinzips der Verwaltungspolizeivorschriften die Regeln über den Verkehr in den Wäldern oder Wasserläufen in den Natura 2000-Gebieten dagegen weiterhin völlig anwendbar sind;

In der Erwägung, dass im Allgemeinen, was den proportionalen Charakter der Maßnahmen betrifft, die Tatsache, dass bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen manchmal "positive" Handlungen seitens der Eigentümer und Benutzer anstatt nur Enthaltungen erfordern, dennoch nicht voraussetzt, dass diese Maßnahmen unbedingt als Maßnahmen der aktiven Verwaltung angegeben werden müssen;

In der Erwägung nämlich, dass zahlreiche Bestimmungen der Verwaltungspolizei ggf. unter Gefahr einer Strafverfolgung, "Handlungspflichten" im allgemeinen Interesse auferlegen, und dies ohne Entschädigung, wie zum Beispiel in Sachen Distelstechen der Wiesen, Bewirtschaftung der nicht unter Schutz gesetzten Wasserläufe, Ausästen der Bäume über öffentlichen Straßen, Erhaltung der Randstreifen und Bürgersteige in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand oder auch Wiederinstandsetzung der Vizinalwege;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Natura 2000-Regelung die sich aus den Vorbeugungsmaßnahmen ergebenden Belastungen einschließlich derjenigen, die bestimmte positive Verpflichtungen für die dadurch betroffenen Personen mit sich bringen können, finanziell durch die Entschädigungen sowie die Steuerbefreiungen ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die dem Vieh den Zugang zu den Wasser untersagen, nicht spezifisch für Natura 2000 sind; dass diese bereits ohne finanziellen Ausgleich aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe sowie des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur allgemeinen Polizeiverordnung für nicht schiffbare Wasserläufe auf ungefähr die Hälfte des wallonischen Gebiets anwendbar waren; dass die Auflagen dieser Gesetzgebung vor kurzem abgeändert worden sind und durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden, und zur Änderung verschiedener Bestimmungen verstärkt worden sind; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe und der Erlass vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Finanzierungsmöglichkeiten für das Anbringen von Zäunen vorsehen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2, Ziffer 11° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass die Bezeichnungserlasse "unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der lokalen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel angeben müssen, um die Erhaltungsziele zu erreichen", einschließlich derjenigen, die in dieser Bestimmung erwähnt sind, u.a. des Vertrags zur aktiven Verwaltung; dass der vorliegende Erlass die durch das Gesetz vorgeschlagene Liste aufnimmt, ohne genau anzugeben, welche Mittel je Parzelle oder Bewirtschaftungseinheiten benutzt werden; dass eine solche Genauigkeit von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass um möglichst umfassende Verhandlungen mit den Eigentümern und Benutzern anlässlich der Konzertierung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder den Abschluss jeglicher anderen Vereinbarung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes zu erlauben, es vorzuziehen ist, alle Möglichkeiten in dem Bezeichnungserlass offen zu lassen; dass die zuständige Behörde dadurch imstande sein wird, unter Berücksichtigung der lokalen Bedürfnisse hinsichtlich der Erhaltung, der sozialwirtschaftlichen Anforderungen und der Wünsche der betroffenen Eigentümer und Benutzer die geeignetesten Mittel von Fall zu Fall zu bewerten, um die aktive Verwaltung der Parzellen innerhalb der verschiedenen Bewirtschaftungseinheiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass diesen Genauigkeitsgrad in dem Bezeichnungserlass anzustreben dessen Verabschiedung erheblich verzögert hätte, wo doch die Verabschiedung es ermöglichen soll, die Präventivregelung in ihrer Gesamtheit anwendbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung die Möglichkeit hatten, Beschwerden über die Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten und die anwendbaren Erhaltungsziele einzureichen, die es bereits erlauben, die im Rahmen der aktiven Verwaltung zu verfolgenden Ziele zu bestimmen; dass

ihr Vertrauen keineswegs missbraucht wurde, insofern als die Liste der vorgeschlagenen Mittel ganz offen bleibt, und sie nicht für jede Parzelle einzeln bestimmt worden ist; dass die nützliche Wirkung der Untersuchung nicht beeinträchtigt wird, da die Eigentümer und Benutzer ihre Bemerkungen über die Konfiguration der Bewirtschaftungseinheiten, die weitgehend bestimmt, welche Art Belastungen für die dort gelegenen Parzellen auferlegt werden, bereits gelten lassen können;

In der Erwägung, dass der Begriff "Verwaltungsplan" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, entweder den Sonderbewirtschaftungsplan eines domanialen Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines Forstschutzgebiets oder die nach dem 13. September 2009 angenommene Forsteinrichtung, die vor diesem Zeitpunkt bestehende aber gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches überarbeitete Forsteinrichtung, oder das von der DGO3 in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen abgegebene gleichlautende Gutachten für eine biologisch wertvolle Weide betrifft; dass die Verwaltungspläne nicht Teil des vorgeschriebenen Inhalts der Bezeichnungserlasse sind, so wie dieser vom Gesetzgeber festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass die Regelung für den primären Schutz und die Präventivregelung, die jeweils auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete und auf die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebiete anwendbar sind, weder eine Enteignung noch eine Maßnahme, die im Sinne der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs einer Enteignung gleichgestellt werden kann, sondern Maßnahmen zur Regelung der Nutzung der Güter bilden, die keineswegs den Entzug des Eigentumsrechts, auch auf indirekte Weise, zur Folge haben; dass sich diese Regelungen unmittelbar in den Rahmen von Absatz 3 des Artikels 1 des ersten Protokolls einfügen, der den Staaten erlaubt, die Nutzung der Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu regeln;

In der Erwägung, dass insbesondere die für die Bewirtschaftung der betreffenden Agrarflächen in den BE 2 und 3 auferlegten Einschränkungen keinesfalls zu einem endgültigen Bewirtschaftungsverbot führen, insbesondere indem sie das Verbot einführen würden, diese Flächen zu beweidern oder den Graswuchs zu ernten, und dass sie lediglich die Pflicht voraussetzen, bestimmte landwirtschaftliche Praktiken zu ändern, um sie mit den ökologischen Anforderungen der betreffenden Arten und Lebensräume zu vereinbaren, insofern diese Arten und Lebensräume per Definition an die Agrargebiete gebunden sind und es sich also nicht um Gebiete handelt, in denen keinerlei menschliche Aktivität vorherrscht; dass das in dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Verfahren zur Entschädigung und die den Eigentümern gewährten Steuerbefreiungen zweifellos dazu beitragen, die Mehrkosten und die Einkommensverluste, die zu Lasten mancher Betreiber entstehen könnten, auszugleichen, so dass auf diese Weise ein "ausgewogenes Verhältnis" zwischen den Anforderungen des allgemeinen Interesses und dem in der europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Recht auf Wahrung des Eigentums gewährleistet wird, das es zu beachten gilt;

In der Erwägung, dass den Eigentümern und Bewirtschaftern von Geländen, die in Natura 2000-Gebieten gelegen sind, finanzielle Vorteile gewährt werden, um die zusätzlichen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Auflagen auszugleichen, die aufgrund ihrer Eingliederung in das Natura 2000-Netz auf diese Gelände anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Entschädigung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in Ausführung von Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 vorgesehen wird, auf der Grundlage einer objektiven wirtschaftlichen Bewertung berechnet wurde; dass diese Entschädigung ermöglicht, die durch diese Regelung der Nutzung der Güter gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten und Einkommensverluste auszugleichen, wodurch der proportionale Charakter der Maßnahme gewährleistet wird; dass diese Entschädigung aufgrund der Anforderung, eine Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten, im Rahmen der Präventivregelung höher ist, da diese Regelung zu größeren Einschränkungen führt als die Regelung für den primären Schutz in den BE 2 und 3;

In der Erwägung, dass 5% der Gesamtfläche der wallonischen Wiesen aktuell im Rahmen der Agrarumweltmaßnahme AUM2 "Naturwiese" bewirtschaftet werden; dass in dem Bestreben, ausreichende Entschädigungen anzubieten, das Niveau dieser Entschädigungen weit höher liegt und die in den europäischen Regelungen festgelegten Höchstbeträge von 200 Euro pro ha und Jahr übersteigt;

In der Erwägung, dass zu diesen Entschädigungen noch eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug, von den Erbschaftssteuern und – seit 2011 – von den Schenkungssteuern zugunsten der Eigentümer hinzukommt;

In der Erwägung, dass daher in keinem Fall von einer *de facto*-Enteignung die Rede sein kann, die in keinem Verhältnis zu den in Anwendung der europäischen Gesetzgebung verfolgten Erhaltungszielen stehen würde;

In Erwägung der während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beschwerden betreffend die angebliche Verletzung des "Standstill"-Grundsatzes;

In der Erwägung, dass der Regierung insbesondere vorgeworfen wird, das Schutzniveau der acht bereits am 30. April 2009 von der Regierung bezeichneten Gebiete merklich herabgesetzt zu haben, ohne jedoch allgemeinnützige Gründe anzugeben, die einen solchen wesentlichen Rückgang hätten rechtfertigen können;

In der Erwägung, dass "eine globale Inangriffnahme der Reform notwendig ist, um zu beurteilen, inwiefern die Reform nach Abschluss der Bilanz "Kosten-Vorteile" einen Rückgang bringt oder nicht" (CE, Nr. 187.998, 17. November 2008, Coomans und weitere; siehe auch CE, Nr. 191.272, 11. März 2009, ASBL Inter-Environnement Wallonie);

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung der ersten acht Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009 beschlossen wurde, das System zu reformieren, um dessen Übersichtlichkeit und somit die Durchführung vor Ort zu verbessern; dass demnach eine neue Strategie zur Bezeichnung der gesamten Natura 2000-Gebiete und zu deren Schutz ausgearbeitet wurde und dass deshalb in diesem Rahmen beschlossen wurde, die Bezeichnung der Gebiete (Umkreise, Benennung, Einteilung in Bewirtschaftungseinheiten, Katasterparzellen) von den dort anwendbaren Schutz- und Verwaltungsmaßnahmen zu trennen; dass dadurch ermöglicht wird, den Inhalt der Bezeichnungserlasse durch die Schaffung einer gemeinsamen Grundlage zu erleichtern, deren Übersichtlichkeit verbessert wurde;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen derart überarbeitet wurden, dass sie vor Ort besser kontrolliert werden können mit dem Ziel, deren effektive und wirksame Durchführung zu gewährleisten; dass der betreffende Anwendungsbereich mancher Maßnahmen erweitert wurde;

In der Erwägung, dass die acht Gebiete, die am 30. April 2009 bezeichnet wurden, im Allgemeinen nicht weniger geschützt sein werden als heute, weil ihre Bezeichnungserlasse im Sinne der Gleichstellung der betroffenen Eigentümer und Benutzer, der Harmonisierung, der Kohärenz und der Wirksamkeit außer Kraft gesetzt und ersetzt werden, ohne dass ein merklicher Rückgang des Schutzes vorgenommen wird;

In der Erwägung, dass die Analyse der auf die am 30. April 2009 bezeichneten Gebiete anwendbaren Regelung und der heutigen Regelung nicht auf ein geringeres allgemeines Schutzniveau schließen lässt, wenn man davon ausgeht, dass manche Bestimmungen in den Bezeichnungserlassen vom 30. April 2009 als überflüssig im Vergleich zu den Bestimmungen identifiziert werden, die durch andere geltende Gesetzgebungen wie z.B. das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und das Forstgesetzbuch verabschiedet wurden;

In der Erwägung, dass der weniger "spezifische" Charakter der Vorbeugungsmaßnahmen und der Erhaltungsziele (damals noch "Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung" genannt) keinen Rückgang im Bereich des Schutzes voraussetzt; dass in der Tat die Erhaltungsziele auf Ebene der Region harmonisiert worden sind (Art für Art/Lebensraum für Lebensraum) ohne jedoch weder in ihrem Inhalt noch in ihrem juristischen Wert eingeschränkt zu werden; dass durch diese Harmonisierung die Gleichstellung der Eigentümer mit den Benutzern ermöglicht wird und die Schwerfälligkeit der am 30. April 2009 verabschiedeten Bezeichnungserlasse erheblich reduziert wird;

In der Erwägung, dass die geringere Genauigkeit der Kartographie der Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses nicht unbedingt zu irgendeinem Rückgang im Inhalt des auf die betroffenen Arten und Lebensräume anwendbaren Schutzes führen wird; Letztere bleiben weiterhin durch die in Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und in dessen Durchführungserlassen vorgesehene Präventivregelung geschützt;

In der Erwägung, dass sich der Inhalt der Erhaltungsziele und Vorbeugungsmaßnahmen gewiss in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 geändert hat im Verhältnis zu dem Inhalt der Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009, jedoch nicht im Sinne eines Rückgangs, geschweige denn eines wesentlichen Rückgangs;

In der Erwägung, dass was die Kriterien betrifft, auf deren Grundlage die Bezeichnungserlasse erstellt wurden, diese auf die durch die "Vogelschutz"- und "Lebensräume"-Richtlinien sowie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Anforderungen beschränkt sind; dass das durch diese Texte verfolgte Ziel darin besteht, die Erhaltung oder Wiederherstellung der natürlichen Lebensräume und der Arten gemeinschaftlichen Interesses in einem günstigen Erhaltungszustand zu sichern; dass die Auswahl und die Abgrenzung der Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen erfolgen darf;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftungseinheiten aus unterbrochenen oder ununterbrochenen Umkreisen innerhalb eines Natura 2000-Gebiets bestehen, die globalen einheitlichen Erhaltungsmaßnahmen bedürfen und die unter Berücksichtigung ökologischer, technischer und/oder sozialwirtschaftlicher Kriterien abgegrenzt sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region Verantwortungen trägt, was die Bewahrung der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses in einem günstigen Erhaltungszustand betrifft; dass manche dieser Lebensräume und Arten in der Wallonischen Region gut vertreten sein können, für die jedoch in Anbetracht ihrer verhältnismäßigen Seltenheit auf europäischer Ebene eine strenge Schutzregelung gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass trotz ihrer Eintragung in die dem Bezeichnungserlass beigefügten Karten manche Parzellen aufgrund einer dem Bezeichnungserlass beigefügten Liste aus dem Gebiet ausgeschlossen werden (siehe Anlage 2.2); dass diese Vorgehensweise durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 7° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zugelassen wird, laut dem im Falle von Unstimmigkeiten die schriftlichen Vorschriften bezüglich der Abgrenzung des Gebiets und der Bewirtschaftungseinheiten vor den graphischen Vorschriften Vorrang haben; dass in praktischer Hinsicht die Größe der bebauten Parzellen gegebenenfalls sehr gering sein kann; dass zur Vermeidung einer "Durchlöcherung" der Karten durch die besagten Parzellen die Option der Liste der aus dem Gebiet ausgeschlossenen Parzellen ohne Angabe in der Karte selbst vorgezogen wurde;

In der Erwägung, dass aus Gründen einer zeitlichen Stabilität die Referenzunterlage der vektorisierten IGN-Daten im Maßstab 1/10 000 die Grundlage der Natura 2000-Kartographie bildet; dass es sich wie bei jeder kartographischen Referenzunterlage um eine bloße Darstellung der Situation vor Ort handelt; dass sich daraus Ungenauigkeiten im Verhältnis zu der wirklichen Lage oder zu den Änderungen vor Ort ergeben können, die nicht in der Kartographie berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass die offizielle Referenz in Sachen katastrale Parzellierung die Katastermutterrolle ist und dass die sich daraus ergebenden kartographischen Schichten (CADMap) nicht auf einer besonderen Referenzunterlage gründen, sondern eine Digitalisierung der Parzellenpläne darstellen;

In der Erwägung, dass das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) das Ergebnis der Digitalisierung der gesamten landwirtschaftlichen Parzellen ist, die in der Wallonischen Region auf der Grundlage von orthorektifizierten Luftbildfotografien gemeldet sind;

In der Erwägung, dass die Katasterparzellen und die Elemente der Natura 2000-Schicht nicht genau deckungsgleich sind; dass die Parzellen des InVeKoS und die Elemente der Natura 2000-Schicht ebenso nicht genau deckungsgleich sind; dass sich dadurch Verschiebungen ergeben; dass es demnach angebracht ist, die Karten und die Ortslage richtig zu deuten, um die wirklich vorhandenen Abgrenzungen der Parzellen und der Bewirtschaftungseinheiten zu identifizieren, von denen die kartographischen Schichten nur Abbildungen sind;

In der Erwägung, dass was den Sektorenplan betrifft, die kartographischen Schichten Benutzungsbegrenzungen vorweisen, die auf folgendem Link beschrieben werden und verfügbar sind: http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwlnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dass zwischen dem Sektorenplan und dem IGN, das für die Natura 2000-Kartographie als Referenzunterlage gedient hat, Verschiebungen vorkommen;

In der Erwägung, dass die sachlichen Zuständigkeiten innerhalb unseres Föderalstaates unter Vorbehalt der Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Beachtung der föderalen Loyalität in Exklusivität ausgeübt werden; dass eine föderierte Gebietskörperschaft die Ausübung ihrer Zuständigkeiten durch den föderalen Staat nicht unmöglich machen oder übertriebenermaßen erschweren darf; dass diesbezüglich die Wallonische Region nicht direkt auf die föderalen Zuständigkeiten übergreift;

In der Erwägung, dass, was insbesondere die Eisenbahn betrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur lediglich das Ziel des Naturschutzes verfolgt und nicht die Verwaltung und die Instandhaltung der Eisenbahninfrastrukturen selbst regelt; dass zwischen den beiden Verwaltungsvorschriften eine Kumulierung möglich ist; dass, auch wenn sich aus der Präventivregelung grundsätzlich bestimmte Einschränkungen ergeben

können, sie die Wahrung und Instandhaltung der Infrastrukturen nicht unbedingt "unmöglich macht" oder "übertriebenermaßen erschwert"; dass falls die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet ist – etwa durch Baustellenfahrzeuge –, eine Abweichung aus Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses aufgrund des Artikels 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur immer noch möglich ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eventuelle Unvereinbarkeiten zwischen gewissen Vorschriften der Bezeichnungserlasse und denjenigen der Sonderverwaltungspolizei, mit der sie beauftragt sind, hervorheben (z.B. das Gesetz vom 25. Juli 1891 zur Revision des Gesetzes vom 15. April 1843 über die Eisenbahnpolizei oder das Gesetz vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten); dass diese Unvereinbarkeiten mit der Normenhierarchie im Widerspruch stehen würden, insofern diese Regeln Gesetzeskraft haben und die Bezeichnungserlasse hingegen nur Verordnungskraft;

In der Erwägung, dass diese Aussagen unbegründet sind, da keine konkrete Unvereinbarkeit nachgewiesen werden konnte; dass die in den Polizeigesetzgebungen bezüglich der Infrastrukturen öffentlichen Interesses vorgesehenen gesetzlichen Dienstbarkeiten Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts der Anwohner dieser Infrastrukturen auferlegen, die gemäß dem Kumulierungsprinzip der Verwaltungspolizeivorschriften zu den Vorschriften der Regelung für den primären Schutz, die auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zu der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung hinzukommen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer als Landbewirtschaftler verpflichtet sind, alle auf ihr Eigentum anwendbaren gesetzlichen Dienstbarkeiten zu beachten, ohne dass dies jedoch zu einem Problem der Unvereinbarkeit zwischen dem Bezeichnungserlass und den Vorschriften dieser Polizeigesetzgebungen führt;

In der Erwägung, dass die Kumulierung tatsächlich die Verpflichtung für den Verwalter der Infrastruktur voraussetzt, die Regeln einzuhalten, die sich aus der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung ergeben, gegebenenfalls einschließlich der Verpflichtung, die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung zu ersuchen, wenn das Projekt die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet; dass dies nicht unbedingt zur Folge hat, dass der Bezeichnungserlass die betroffenen Gesetzgebungen der Verwaltungspolizei verletzt; dass übrigens die Möglichkeit der Beantragung einer Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialwirtschaftlicher Art oder in Verbindung mit der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, den Verwaltern der Infrastrukturen öffentlichen Interesses ermöglicht, Projekte zu Ende zu führen, die durch derartige Gründe gerechtfertigt sind, wenn keine alternativen Lösungen vorliegen und Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die sich aus der Präventivregelung ergebenden Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Gebiete infolge ihrer Bezeichnung als Natura 2000-Gebiete anwendbar sind, außerdem die Aufgaben öffentlichen Dienstes nicht in Frage stellen, die den Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere den autonomen öffentlichen Unternehmen gemäß den Grundgesetzgebungen wie dem Gesetz vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (Artikel 156), worunter Infrabel, anvertraut werden;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung nur eine sehr beschränkte Anzahl von meist landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten verbietet, und zwar nur in bestimmten, sehr empfindlichen Bewirtschaftungseinheiten;

In der Erwägung, dass sich im Übrigen die hauptsächliche Einschränkung aus der durch Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Verpflichtung für die bewirtschaftende Behörde ergibt, die Arten bzw. Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses, für die das Gebiet als Natura 2000-Gebiet bezeichnet wird, nicht erheblich zu stören bzw. nicht zu verschlechtern, und die Unversehrtheit des Gebiets durch Pläne oder Genehmigungen, die beträchtliche Auswirkungen auf das Gebiet haben könnten, gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, oder sozialwirtschaftlicher Art, und nach Begutachtung der Kommission aufgehoben werden können, wenn in dem Gebiet prioritäre Lebensräume oder Arten vorhanden sind; dass dieser Rahmen durch die Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen festgelegt wird und nicht geändert werden darf, um zu vermeiden, dass gegen das europäische Recht verstoßen wird;

In der Erwägung, dass falls ein offensichtlicher Widerspruch zwischen den verordnungsrechtlichen Bestimmungen eines Bezeichnungserlasses und der Bestimmung einer Polizeigesetzgebung oder einer Grundgesetzgebung zur Organisierung der öffentlichen Dienste, die Infrastrukturen in einem oder in der Nähe eines Natura 2000-Gebiets benutzen, festgestellt werden sollte, sich dieser Widerspruch nicht aus dem Bezeichnungserlass, sondern unmittelbar aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (Artikel 28 und 28bis) in dem die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung erstellt wird, ergeben würde; dass der Bezeichnungserlass nur ein Bedingungsakt ("act condition") ist, der hauptsächlich Verordnungskraft hat und dessen Verabschiedung insbesondere die Auslösung des Inkrafttretens innerhalb eines von ihm abgegrenzten Umkreises einer Reihe von Vorbeugungsmaßnahmen mit gesetzlichem Charakter als Auswirkung hat, ebenso wie beispielsweise ein Unterschutzstellungserlass, durch den trotz seines individuellen Wertes die in der Gesetzgebung über den Schutz des kulturellen Erbes vorgesehene Schutzregelung auf das unter Schutz stehende Gebiet anwendbar ist;

In der Erwägung, dass was die Möglichkeit betrifft, im Stadium der Abgrenzung des Gebiets das Vorhandensein oder die Projekte von gemeinnützigen Infrastrukturen oder Ausrüstungen öffentlichen Dienstes zu berücksichtigen, wie beispielsweise bestehende oder einzurichtende Klärstationen, Eisenbahnlinien, das Straßennetz, Kanalisationen usw., muss daran erinnert werden, dass die Wallonische Regierung ihre Bezeichnungen der Natura 2000-Gebiete nur auf rein wissenschaftliche Kriterien stützen kann, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt sind; dass es demnach unmöglich ist, manche Teile aus dem Umkreis eines Gebiets auszuschließen, das den Kriterien zur Einstufung als Natura 2000-Gebiet genügt, nur damit die Miteinschließung von Parzellen in den Umkreis des Gebiets vermieden wird, die zur Ansiedlung oder zum Betrieb von Infrastrukturen, wenn auch für gemeinnützige Zwecke, bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 vorgesehenen Möglichkeiten einer Abweichung von der Präventivregelung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses dafür den Verwaltern erlauben, Tätigkeiten ungeachtet ihrer Auswirkungen auf die Gebiete auszuüben, sofern bestimmte Bedingungen erfüllt sind;

In der Erwägung, dass in Bezug auf den Antrag der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (DGO1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW), der VoE "GRACQ" und der VoE "Chemins du Rail" bezüglich des Wunsches, die Grundflächen der stillgelegten Eisenbahngleise zwecks der Entwicklung der "RAVeL" oder neuer Eisenbahngleise zu erhalten, und ihres Vorschlags, systematisch Eisenbahngleise in die anthropogene Bewirtschaftungseinheit (BE 11) auf mindestens 12 Meter mit einzuschließen, sowie in Bezug auf den Antrag Infrabels, den Bereich aus der Eisenbahninfrastruktur und der Gesamtheit oder eines Teils der Parzellen, die sich in einer ab dem Freibord

der Eisenbahn gemessenen Zone von 20 Metern befinden, auszuschließen, die Wallonische Regierung die Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen auswählen und abgrenzen kann; dass es demnach nicht in Frage kommen kann, ein Straßennetz oder Eisenbahngleise ohne wissenschaftliche Begründung aus einem Gebiet auszuschließen;

In der Erwägung, dass grundsätzlich keine Unvereinbarkeit zwischen der sich aus der Verabschiedung des Bezeichnungserlasses ergebenden Präventivregelung und der Eisenbahnpolizeivorschrift besteht, was jegliche Regelwidrigkeit in Verbindung mit der angeblichen Nichteinhaltung der besagten Eisenbahnpolizeivorschrift ausschließt; dass es sich um zwei getrennte Verwaltungspolizeivorschriften handelt, deren Auswirkungen sich kumulieren; dass, auch wenn ein Widerspruch hervorgehoben werden kann, was im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen nicht der Fall war, sich der Bezeichnungserlass, zumindest wenn er weder spezifische Erhaltungsziele noch spezifische Vorbeugungsmaßnahmen oder Verbote - d.h. eigens für das Gebiet bestimmte Maßnahmen und Verbote - beinhaltet, als ein Bedingungsakt ("act condition") erweist, dessen Inkrafttreten die Bedingungen für die Anwendung einer Präventivregelung dekretalen Ursprungs gemäß Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur stellt; dass sich zwei Polizeiregeln gleicher Rangordnung zugunsten der restriktiveren Regel kumulieren;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Gesamtheit der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses aufgeführt sind und auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois liegen, wird als Natura 2000-Gebiet BE35048- "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" bezeichnet.

Der auf einer Karte im Maßstab 1:10 000 abgegrenzte Umkreis des Gebiets sowie die schriftlichen Vorschriften zur genauen Bestimmung dieses Umkreises werden in Anlage 2 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Das Natura 2000-Gebiet "BE35048 - Vallée du Ruisseau de la Goutelle" erstreckt sich über eine Fläche von 99,25 ha.

Art. 2 - Unter Bezugnahme auf die derzeit verfügbaren Daten gibt Anlage 3.A Folgendes an:

1° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlicher Bedeutung, die sich im Gebiet befinden, und aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume;

2° ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der wichtigsten Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräumen.

Art. 3 - Unter Bezugnahme auf die zur Zeit verfügbaren Daten gibt die Anlage 3.B Folgendes an:

1° die Arten gemeinschaftlichen Interesses und die Vogelarten, aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten;

2° ihre Populationsgröße und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der wichtigsten Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären Arten.

Art. 4 - In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Erhaltungsgebiete" vorgeschlagen wurden, basieren die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, auf den Kriterien, die in Anlage X zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie auf stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Schutzgebiete" vorgeschlagen wurden, basieren die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, auf den Kriterien, die in Artikel 25 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie auf stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

Die Ergebnisse betreffend die Anwendung dieser Kriterien auf das Gebiet sind in den Anlagen 3.A und 3.B zum vorliegenden Erlass zusammengefasst.

Art. 5 - Die im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten und die Karte zur Abgrenzung ihres Umkreises werden in Anlage 4 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten dort vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie der lokalen Besonderheiten, können die vorgeschlagenen Mittel der aktiven Bewirtschaftung, um die Erhaltungsziele im Gebiet zu erreichen, folgende sein:

- der Abschluss eines Vertrags zur aktiven Bewirtschaftung oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Wallonische Region mit den betroffenen Eigentümern oder Benutzern abgeschlossen wird;

- die Schaffung eines domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets;

- die Änderung der etwaigen geltenden Forsteinrichtungspläne;

- die Verabschiedung eines Abschussplans betreffend die Großwildarten, die es zu kontrollieren gilt (im Verantwortungsbereich des/der betroffenen Hegerings/Hegeringe);

- die Änderung des Plans zur Verwaltung des Wasserhaushaltes auf landwirtschaftlichen Flächen, so wie er durch die Wateringue-Behörden festgelegt ist, entsprechend der gesetzlichen Anforderungen;

- die Bereitstellung von Geländen an die wallonische Region oder an eine gemäß Art. 17 Ziffer 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 anerkannte Naturschutzvereinigung;

- gegebenenfalls die Änderung des Abwassersanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der in dem Gebiet in Kraft ist, und/oder die Anpassung des Programms der Maßnahmen zum Gewässerschutz, das gegebenenfalls aufgrund des Wassergesetzbuches verabschiedet wurde;

- die Änderung der Programme für Säuberungs- und Unterhaltsarbeiten der Wasserläufe;

- die Umsetzung von Agrarumweltmaßnahmen;

- jedes andere stichhaltige, im Rahmen der Konzertierung vorgeschlagene Mittel zur aktiven Bewirtschaftung.

Art. 7 - Das Natura 2000-Gebiet BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" unterliegt der Erhaltungskommission von Dinant.

Art. 8 - Die vorliegende Bezeichnung tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 1

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die innerhalb des Natura 2000-Gebietes "BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" umfasst die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: VRESSE-SUR-SEMOIS Gem. 7 Flur C: Parzellen 319B (teilw. 89%), 321A (teilw. 9%), 322A (teilw. 6%), 337P (teilw. 8%), 711A (teilw. 24%), 739A, Gem. 8 Flur A: Parzellen 430A (teilw. 8%), 437B (teilw. 8%), 440H (teilw. 14%), 440K (teilw. 5%), 453B (teilw. 65%), 454 (teilw. 10%), 534, 536A (teilw. 12%), 540C (teilw. 7%), 540E (teilw. 16%), 544F (teilw. 95%), 544H (teilw. 51%), 548 (teilw. 9%), 549B (teilw. 19%), 551B (teilw. 26%), 553D (teilw. 65%), 554A, 558B, 559/02B, 559/03, 559/04, 559C, 560C, 562, 563A, 564B, 564C, 567A, 568, 569, 570D, 570E, 571, 572A, 577A, 577B, 578A, 578B, 579, 580, 581, 582, 583C, 583D, 584, 586A, 589A, 592B, 593G, 595A, 596, 597, 598, 599A, 602, 603A, 604, 606A, 607, 608, 609, 610C, 610E, 611F, 613A, 614, 616A (teilw. 84%), 617, 618, 619C, 620A, 622D, 622E, 624, 625, 626, 627B, 627C, 629C, 629D, 630, 631A (teilw. 84%), 633, 634 (teilw. 74%), 635 (teilw. 59%), 636, 638B, 638C (teilw. 69%), 641A (teilw. 72%), 642, 644A (teilw. 47%), Gem. 9 Flur A: Parzellen 116A (teilw. 46%), 116C (teilw. 87%), 117, 118A, 118B, 119, 120C, 121A, 122, 123, 124A, 125, 126 (teilw. 81%), 127A (teilw. 87%), 127E, 129A (teilw. 73%), 151, 155, 156 (teilw. 21%), 157 (teilw. 17%), 160B (teilw. 10%), 161, 162, 163, 164 (teilw. 94%), 166B, 166C (teilw. 93%), 167A, 169, 170, 171, 172, 174B, 201, 202, 243 (teilw. 52%), 244A (teilw. 53%), 244B (teilw. 18%), 245 (teilw. 10%), 246 (teilw. 37%), 248A (teilw. 83%), 251, 252, 253, 254.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 2

Abgrenzung des Umkreises des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"

2.1. Karte zur Abgrenzung des Gebietsumkreises

Die beigefügte Karte hält, ab dem Tage der Bezeichnung des Gebietes, dessen Umkreis im Maßstab 1:10 000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25 000).

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>
- in Papierform bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

2.2. Schriftliche Vorschriften zur genauen Bestimmung des Gebietsumkreises

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die außerhalb des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" umfasst nicht die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: VRESSE-SUR-SEMOIS Gem. 7 Flur C: Parzellen 328B, 339C, 738M2, 738S2, 738V2, 738X2, 740C, 748C, Gem. 8 Flur A : Parzellen 424F, 452B, Gem. 9 Flur A : Parzellen 148C, 149C, 152, 200, 205, 230A

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 3

Liste der natürlichen Lebensräume und Arten, für deren Schutz das Gebiet bestimmt wurde, und einschlägige Angaben; Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Natura 2000 – Gebietes BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" geführt haben

Unter Bezugnahme auf die derzeit verfügbaren Daten gibt die vorliegende Anlage Folgendes an:

- die Liste der natürlichen Lebensraumtypen und die Liste der Arten, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde, sowie die Daten betreffend ihre Flächen, Bestände und eine Bewertung ihres Erhaltungszustands – die prioritären Lebensraumtypen und Arten werden mit einem Sternchen (*) gekennzeichnet –;

- eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Bewertung der Bedeutung des Gebietes, um die Erhaltung der natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage VIII und der Arten gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage IX und/oder der Vogelarten aus Anlage XI zum Gesetz vom 12. Juli 1973, die in dem Gebiet anzutreffen sind, zu gewährleisten.

Diese Ergebnisse rechtfertigen die Auswahl des Gebietes als Natura 2000-Gebiet. Die kompletten Daten, welche die Ergebnisse der Anwendung der Auswahlkriterien ausführlich beschreiben, sind bei der Zentralverwaltung der Abteilung Natur und Forstwesen, avenue Prince de Liège 15, in 5100 Jambes, erhältlich, sowie auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>

Die Daten bezüglich der Typen natürlicher Lebensräume (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), aufgrund deren das Gebiet bezeichnet wurde, stammen aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen. Diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl veranschlagten Daten enthalten Annäherungswerte. Sie wurden aufgrund der besten verfügbaren Kenntnisse teilweise aktualisiert, und die Aktualisierung dieser Daten wird aufgrund einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume fortgeführt werden müssen.

Das Gebiet BE35048 wurde aus folgenden Gründen bezeichnet: bei dem Gebiet handelt es sich um ein zwischen Pussemange und Sugny gelegenes Forstgebiet mit reichen Waldbeständen. Das Interesse des Gebiets beruht auf der Qualität seiner Auenwälder (91E0 *), seiner Buchenwälder mit Hainsimse (9110), seiner neutrophilen Buchenwälder (9130), seiner subatlantischen und mitteleuropäischen Eichenwälder (9160) und seiner Hangwälder (9180 *). In diesen Wäldern befinden sich einige Brutpaare der Art Mittelspecht sowie Haselhuhn. Im Talgrund schlängelt sich der Bach Goutelle (3260), der in Teiche mündet, mit einer Vegetation der Art Littorelletea uniflorae und/oder Isoëto-Nanojuncetea (3130), oder Magnopotamion oder Hydrocharition (3150). Dort befinden sich auch Hochstaudenflure (6430).

A. Natürliche Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses nach Anlage VIII des Gesetzes, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde

Natürliche Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses	Fläche	EZ	BE LGI*
9110	39,96 ha	B	
9160	1,47 ha	-	
91E0*	1,24 ha	A	BE 7
3260	0,46 ha	-	
9130	0,33 ha	-	
6430	0,18 ha	-	
9180*	0,07 ha	-	BE 6
3130 3150	0,00 ha	-	

Erklärungen: EZ: Bewertung des Erhaltungszustands zum Zeitpunkt der Auswahl des Gebiets: A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; BE LGI*: Bewirtschaftungseinheit(en), die den prioritären natürlichen Lebensraum gemeinschaftlichen Interesses umfasst oder umfassen kann (wenn genaue Angaben nicht verfügbar sind); "-" nicht verfügbare Angaben.

3130: Oligo- bis mesotrophe stehende Gewässer mit Vegetation der Littorelletea uniflorae und/oder der Isoëto-Nanojuncetea (3130)

3150: natürliche eutrophe Seen mit Vegetation des Typs Magnopotamion oder Hydrocharition

3260: Flüsse der planaren bis montanen Stufe mit Vegetation des Ranunculion fluitantis und des Callitricho-Batrachion

6430: Feuchte Hochstaudenfluren der planaren und montanen bis alpinen Stufe

9110: Hainsimsen-Buchenwald (Luzulo-Fagetum)

9130: Waldmeister-Buchenwald (Asperulo-Fagetum)

9160: Subatlantischer oder mitteleuropäischer Stieleichenwald oder Eichen-Hainbuchenwald (Carpinion betuli)

9180*: Schlucht- und Hangmischwälder Tilio-Acerion

91E0*: Auenwälder mit Alnus glutinosa und Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)

B. Arten aus den Anlagen IX und XI des Gesetzes, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population			EZ
			Residente Art (ganzjährig präsent)	Wandernde Art		
				Nistend	Überwinternd	
A104	Bonasa bonasia	Haselhuhn	P			B

Erklärungen: P = präsent; p = Anzahl Pärchen; i = Anzahl Individuen; EZ: Bewertung des Erhaltungszustands zum Zeitpunkt der Auswahl des Gebiets: A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; Bes.: Besucher; gel.: gelegentlich; "-": nicht verfügbare Angaben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 4

Bezeichnung und Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten des Umkreises des Natura 2000-Gebiets BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"

4.1. Liste der innerhalb des Gebiets abgegrenzten Bewirtschaftungseinheiten

Das Gebiet umfasst folgende Bewirtschaftungseinheiten:

- BE 1 - aquatische Lebensräume
- BE 2 - prioritäre offene Lebensräume
- BE 6 - prioritäre Forstgebiete
- BE 7 - prioritäre Auenwälder
- BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse
- BE 9 - Wälder als Lebensraum von Arten
- BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder
- BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente

Die natürlichen Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses und die Arten gemeinschaftlichen Interesses, die in diesen Bewirtschaftungseinheiten angetroffen werden könnten, werden in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bestimmt.

4.2. Karte zur Abgrenzung des Umkreises der Bewirtschaftungseinheiten

Die beigefügten Karten legen den Umkreis der im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten im Maßstab 1:10 000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25 000). Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten dort vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>
- in Papierform bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000 - Gebiets BE35048 "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27139]

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op de openbare onderzoeken georganiseerd in de gemeente Vresse-sur-Semois van 11 december 2012 tot 4 februari 2013, overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende de organisatie van openbare onderzoeken, artikelen D.29-1 en volgende; D.29-1 en volgende;

Gelet op het advies van de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Dinant, gegeven op 23 en 30 augustus en 19 september 2013;

Gelet op het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu van de Raad van Europa, gedaan te Bern op 19 september 1979 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de Beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld met de beslissingen van 4 februari 2004 en 24 maart 2005, tot goedkeuring van de lijst van de locaties, aan de Europese Commissie voorgesteld als locaties met een communautair belang;

Gelet op de Beslissingen 2004/798/EG en 2004/813/EG van de Commissie van 7 december 2004 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van de lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de Beslissingen 2011/63/EU en 2011/64/EU van de Commissie van 10 januari 2011 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van een vierde geactualiseerde lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op de beginselen inzake preventieve, integratie- en voorzorgsactie, zoals bedoeld in de artikelen D.1, D.2, lid 3, en D.3, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op de sociaal-economische bemiddeling verricht overeenkomstig de beslissingen genomen door de Waalse Regering op 30 september 2010 en 7 april 2011;

Overwegende dat het aanwijzingsbesluit rekening houdt met de bezwaren en bemerkingen door de bezwaardin- dieners ingediend bij voornoemde openbare onderzoeken;

Overwegende dat enkel de bezwaren geopperd binnen de termijnen van het openbaar onderzoek en volgens de vormen bepaald bij Boek I van het Milieuwetboek in overweging genomen moeten worden;

Gelet op de bezwaren met betrekking tot de zogezegde niet-naleving, door de Waalse Regering, van de regels inzake toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter, evenals de bezwaren in verband met de zogezegde verminderde inspraak ten opzichte van de openbare onderzoeken van 2008 met betrekking tot de aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat er in de eerste plaats volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek openbare onderzoeken werden ingericht in alle gemeenten die onder een aanwijzingsbesluit vallen; dat elke persoon de mogelijkheid had in het kader van die onderzoeken een bezwaarschrift in te dienen;

Overwegende dat de administratie naast de formaliteiten vereist bij Boek I van het Milieuwetboek om de inrichting van het openbaar onderzoek aan te kondigen vrijwillig andere acties heeft ondernomen om belanghebbenden zo goed mogelijk in te lichten;

Overwegende dat de verspreiding van de informatie over Natura 2000 naar het brede publiek op meerdere wijzen voor en tijdens het onderzoek werd verricht : verspreiding van handleidingen over beheerswijzen, artikelen in de gespecialiseerde pers, colloquia, nieuwsbrieven, spreekuren, tentoonstellingen, radio- en televisiespots op de openbare zenders (RTBF) over de verschillende soorten natuurlijke milieus, over de dwingende elementen vereist in de beheers- en beschermingswijze, informatie via internet (ontwerpen van aanwijzingsbesluiten, wetteksten, kaartdocumenten, typeformulieren voor bezwaarschriften, contacten); dat de voornaamste documenten, wetteksten en reglementaire teksten in het Duits beschikbaar werden gesteld; dat er tweetalige (Frans-Duitse) infovergaderingen werden gehouden; dat die zeer pertinente informatie het publiek heeft kunnen sensibiliseren voor het belang om aan het onderzoek deel te nemen;

Overwegende dat de eigenaars en de beheerders van Natura 2000-percelen op grond van kadastragegevens en het geïntegreerde beheers- en controlesysteem een persoonlijk schrijven van de administratie gekregen hebben, waarmee zij werden ingelicht over het te houden onderzoek en waarin ter informatie een lijst werd opgenomen met hun in Natura 2000-gebied gelegen percelen, de betrokken oppervlakten en de dienovereenkomstige beheerseenheden; dat er vóór de verspreiding van dat schrijven een specifieke informatiecampagne werd gevoerd voor dat doelpubliek;

Overwegende dat het feit dat de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen niet meer opgenomen worden in het aanwijzingsbesluit, maar in besluiten met een algemene strekking, voor samenhang in de maatregelen en doelstellingen over het gehele Waalse Gewest zorgt met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken, dat de mogelijkheden om te reageren in het kader van de openbare onderzoeken ten opzichte van de onderzoeken uit 2008 voor de acht aangewezen locaties er niet minder op werden; dat de bezwaarindieners immers de mogelijkheid hebben om hun mening te uiten over de dwingende elementen die de preventieve regeling voor hun perceel inhoudt in functie van de beheerseenheid zoals afgebakend in het ontwerp-besluit en de voorgestelde instandhoudingsdoelstellingen;

Overwegende dat dit openbaar onderzoek duidelijk niet betrekking had op de beslissingen van de Waalse Regering van 26 september 2002 en 4 februari 2004, aangevuld met de beslissing van 24 maart 2005 met betrekking tot de selectie van de locaties, maar op de aanwijzingsbesluiten van de locaties voorgesteld door het Waalse Gewest en in aanmerking genomen door de Commissie als locaties met een communautair belang (LCB); dat de kritieken op de zagezegde niet-naleving van de procedurewaarborgen bepaald in het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, in België in werking getreden op 21 april 2003, in het kader van de selectieprocedure van de locaties, dus niet onder dit onderzoek vallen; dat, mocht dit toch het geval zijn, deze kritieken, zoals vastgesteld moet worden, inhoudloos zijn;

Overwegende dat het Waalse Gewest immers, wat de toegang tot informatie betreft, de vereisten van het Verdrag van Aarhus en van het Europees recht terzake omgezet heeft in Boek I van het Waals Milieuwetboek en die bepalingen in acht heeft genomen in het kader van de selectiefase van de locaties, meer bepaald door op het internet de lijst bekend te maken van de locaties met een communautair belang, ten gevolge van de beslissingen van 26 september 2002, 4 februari 2004 en 24 maart 2005, evenals de standaardbestanden met de gegevens eigen aan elke locatie;

Overwegende dat de decreetgever, voor wat de inspraak bij besluitvorming, een dergelijke inspraakregeling niet nodig achtte in dit stadium van het onderzoek, daar de Habitat-Richtlijn daar niet in voorziet; dat het Grondwettelijk Hof geacht heeft dat « de decreetgever moet oordelen of een openbaar onderzoek gevoerd moeten worden voor de definitieve aanwijzing van de gebieden die tot bijzondere instandhoudingsgebieden verklaard zouden kunnen worden » (Arbitragehof, nr. 31/2004, 3 maart 2004, punt B.3.4);

Overwegende dat de organisatie van een openbaar onderzoek in het kader van de aanwijzing hoe dan ook de eigenaars en gebruikers de gelegenheid biedt om hun opmerkingen te laten gelden zowel over de omtrek van de locatie als over die van de beheerseenheden – en over de redenen die deze omtrekken rechtvaardigen – alsook over de instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie – die namelijk de lijst met de soorten en habitats weergeven waarvoor de locatie werd aangewezen; dat het dus onjuist is te beweren dat dit onderzoek te laat komt in het besluitvormingsproces;

Overwegende dat geen enkele bezwaarindieners, wat de toegang tot de rechter betreft, een beroep heeft ingediend tegen de beslissingen van de Regering betreffende de selectie van de voornoemde locaties die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt op 30 juli 2004 (ed. 2), op 24 maart 2005 en op 23 februari 2011, wat suggereert dat ze van mening waren dat de selectie op zich hen niet benadeelde; dat er daarentegen geen twijfel is dat de aanwijzingsbesluiten voor beroep vatbare handelingen voor de Raad van State zullen vormen als ze nadeel kunnen opleveren door de beperkingen die ze aan de particulieren opleggen; dat de toegang tot de rechter van de eventuele bezwaarindieners die achten dat ze niet voldoende gehoord worden, dus gewaarborgd wordt, zoals de artikelen 9.2 en 9.3 van het Verdrag van Aarhus vereisen;

Overwegende dat de artikelen D.29-7, D.29-8 van Boek I van het Milieuwetboek die de aankondiging van openbare onderzoeken bepalen voor plannen van categorie A2 waarvan de aanwijzingsbesluiten deel uitmaken, niet eisen dat een verwijzing naar eventuele beroepsmiddelen tegen de aanwijzingsbesluiten vermeld wordt in het bericht of in de kennisgevingen; dat dergelijke informatie slechts in de administratieve beslissingen van categorieën B en C moet vermeld worden, overeenkomstig artikel D.29-22 van hetzelfde Boek; bovendien dat het schrijven gericht aan eigenaars en beheerders dat de verrichting van openbare onderzoeken aankondigt bovendien geen wettelijke of regelgevende eis is;

Overwegende tenslotte dat geen wetgeving het overleg van één of andere raad verplicht in het kader van het aannemen van de aanwijzingsbesluiten van de Natura 2000-locaties;

Overwegende evenwel dat de Regering, op grond van artikel 30, § 2, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, heeft beslist de Commissies voor de instandhouding te raadplegen over de bezwaren en opmerkingen die tijdens een openbaar onderzoek geuit worden, betreffende de ontwerp-besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties; dat de instandhoudingscommissies als opdracht hebben toezicht op de instandhouding van de Natura 2000-locaties te houden om de instandhouding ervan of het herstel ervan in een staat van gunstige instandhouding te waarborgen, met inachtneming van prioritair types natuurlijke habitats en van prioritair soorten en rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden;

Overwegende dat de instandhoudingscommissies uit leden bestaan die de verschillende belangen van de burgerlijke maatschappij vertegenwoordigen, namelijk een voorzitter die door de Regering wordt benoemd, vier personeelsleden van de Gewestelijke Administratie, w.o. één behoort tot de dienst bevoegd voor natuurbehoud, één tot de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening, één tot de dienst bevoegd landbouw en één tot de dienst bevoegd voor water; één lid voorgesteld door de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor de instandhouding van de natuur); één lid voorgesteld door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waals Gewest); twee vertegenwoordigers voorgesteld door verenigingen die natuurbehoud tot doel hebben, twee vertegenwoordigers voorgesteld door de verenigingen die eigenaars en gebruikers van de bedoelde locatie(s) vertegenwoordigen; twee vertegenwoordigers voorgesteld door beroepsverenigingen die de verdediging van landbouw-, jacht-, visteelt- of bosbouwactiviteiten uitgeoefend in de betrokken locatie(s) tot doel hebben; dat de belangengroepen die in deze commissies vertegenwoordigd worden de gelegenheid hebben om rechtstreeks, danzij hun vertegenwoordigers, aan de uitwerking van de adviezen van de instandhoudingscommissies en dus aan het toezicht op de instandhouding van de locaties deel te nemen;

Overwegende bijgevolg dat de reglementeringen inzake toegang tot informatie, inspraak en toegang tot de rechter vervuld zijn en in overeenstemming met het standstillbeginsel zijn;

Overwegende dat de diversiteit van de habitats en van de habitats van soorten binnen de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" haar aanwijzing volledig rechtvaardigt;

Overwegende dat deze locatie de kenmerken eigen aan een gebied met een communautair belang vertoont in de zin van artikel 1bis, 13°, van de wet van 12 juli 1973, en dat de site als dusdanig door de Europese Commissie is gekozen in haar beslissing van 7 december 2004, bijgewerkt middels haar beslissing van 10 januari 2011;

Overwegende dat de locatie een groot geheel van verschillende types natuurlijke habitats met een communautair belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie populaties van verschillende soorten met een communautair belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie aan de in artikel 25, § 1, en in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 bedoelde selectiecriteria voldoet, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit, dat ze dienovereenkomstig moet worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzondere instandhoudingszone";

Overwegende dat de locatie gekenmerkt is door een grote ornithologische rijkdom en dat verschillende soorten vogels bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973 op de locatie zijn ondergebracht, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit; dat ze gebieden bevat die naar aantal en oppervlakte tegemoetkomen aan de behoeften inzake de instandhouding van deze soorten, die moeten worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzonder beschermingsgebied";

Overwegende dat artikel 26, § 1, tweede lid, 4°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat elk aanwijzingsbesluit de "samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie werd uitgekozen" bevat; overwegende dat, in het bijzonder, de locatie BE35048 om de volgende redenen uitgekozen werd: de locatie is een bosgebied gelegen tussen Pussemange en Sugny dat mooie opstanden bevat. De locatie is interessant gezien de kwaliteit van haar alluviale bossen (91E0*), haar beukenbossen met veldbies (9110) asloek haar vochtige eiken-haagbeukenbossen (9130) maar ook haar Sub-Atlantische en midden-Europese eikenbossen (9160) en haar hellingbossen (9180*). Op te merken valt ook dat, sommige nestbouwende paren van de middelste bonte specht en van de hazelhoen aanwezig zijn. Op de bodem van het dal kronkelt de beek "la Goutelle" (3260) die vijvers met vegetatie van het type Littorelletea uniflorae en/of Isoëto-Nanojuncetea (3130) of met vegetatie van het type Magnopotamion of Hydrocharition (3150) bevoorraadt. Voedselrijke ruigten (6430) zijn er ook aanwezig.

Gelet op de tabellen die als bijlage 3 gaan bij dit besluit en die de lijst van de soorten en habitats waarvoor de locatie wordt aangewezen, de oppervlakte van deze habitats of de populatie van deze soorten geschatte op de locatie alsook de evaluatie volgens een schaal van A tot C, de instandhouding ervan; overwegende dat dit besluit naar de website verwijst waarop inzage verleend wordt in de volledige gegevens van het standaard gegevensformulier dat aan de Commissie meegedeeld werd en die de aanwijzing van de locatie rechtvaardigt;

Overwegende dat de selectie van de locatie op basis van de beste wetenschappelijke kennis en de beste beschikbare gegevens is verricht, die voortvloeien uit verschillende inventariswerkzaamheden, verschillende fotografische en cartografische documenten, wetenschappelijke literatuur en biologische databanken;

Overwegende dat de gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen van de standaard gegevensformulieren komen die tussen 2002 en 2005 werden bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd benaderingen bevatten; dat ze voor een deel geactualiseerd werden op grond van de beste beschikbare kennis en dat de actualisering van deze gegevens verder ingevoerd moet worden op grond van een gedetailleerde kaart van de habitats;

Overwegende dat in 2010 is beslist de aanwijzing van de Natura 2000-locaties te bespoedigen en te vereenvoudigen; dat een gedetailleerde kaart betreffende de habitats van gemeenschappelijk belang bestaat voor 132 locaties van het netwerk; dat een methodologie van vereenvoudigde cartografie van de habitats toegepast is moeten worden op de overblijvende locaties; dat een gedetailleerde lijst betreffende de soorten met een gemeenschappelijk belang bestaat voor 90 locaties en dat een vereenvoudigde methodologie van de lijsten op de 150 andere locaties toegepast is moeten worden;

Overwegende dat de locatie waarop dit besluit van toepassing is, het voorwerp heeft uitgemaakt van een gedetailleerde cartografie van de habitats; dat de gegevens betreffende de oppervlakten van de habitats met een gemeenschappelijk belang in bijlage bij dit besluit uit de wetenschappelijke inventarissen komen die sinds 2005 worden bijgehouden;

Overwegende dat de gegevens van de populaties van soorten opgenomen in dit besluit voortvloeien uit de standaard gegevensformulieren die tussen 2002 en 2005 zijn opgemaakt;

Overwegende dat de gegevens betreffende de instandhouding van de habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang uit standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 bepaald werden; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werden benaderingen bevatten die later gepreciseerd moeten worden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, de beheerseenheidstypes bevat die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, in voorkomend geval, als overdruk op andere types beheerseenheden, alsook de bijzondere verbodsbepalingen en andere, daaraan gekoppelde bijzondere preventieve maatregelen;

Overwegende dat de beheerseenheden "UG 1 - Aquatische milieus, UG 2 - Prioritaire open milieus, UG 6 - Prioritaire Bossen, UG 7 Prioritaire alluviale bossen, UG 8 - Inheemse bossen met een hoge biologische waarde, UG 9 - Bossen habitats van soorten, UG 10 - Niet-inheemse verbindingssystemen, UG 11 - Teeltgronden en antropogene elementen" afgebakend moeten worden, met het oog op de instandhoudingsdoelstellingen alsook ten opzichte van de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, de populaties van de soorten met een gemeenschappelijk belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, en de soorten van vogels aanwezig op de locatie, bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973;

Overwegende dat de verplichting de localisatie van de "voornaamste natuurlijke habitats" in kaart te brengen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud niet inhoudt dat elk type natuurlijk habitat en elke populatie van soorten binnen de locatie nauwkeurig gelocaliseerd moet worden; dat de termen "natuurlijke habitats" bedoeld in deze bepaling naar de definitie van artikel 1bis, 2°, verwijzen die "*de land- en wateropperolakten beoogt waarvan de geografische en abiotische kenmerken en de mogelijkheden van natuurlijke kolonisatie de aanwezigheid of de voortplanting van de populaties van soorten van de wilde fauna en flora mogelijk maken. De habitats worden natuurlijk geacht als hun bestaan te wijten of niet te wijten is aan een menselijk ingreep*"; dat de term "voornaamste" aangeeft dat het slechts erom gaat, de grote categorieën van natuurlijke habitats van de locatie en niet om elk exact type van natuurlijke habitat met een gemeenschappelijk belang te lokaliseren in de zin van artikel 1bis, 3°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; bijgevolg dat deze cartografie overgenomen uit het aanwijzingsbesluit met de cartografie van de beheerseenheden overeenstemt voor zover die worden bepaald, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, per groot/grote type(s) van milieu(s) die globaal homogere beheersmaatregelen rechtvaardigen; dat de verplichtingen die op elk perceel toepasselijk zijn gemakkelijk gekend kunnen worden; dat het inderdaad enerzijds om verplichtingen gaat die op de hele locatie toepasselijk zijn, namelijk de verplichtingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 betreffende de algemene verbodsbepalingen, en anderzijds om uitvoeringsmaatregelen in de betrokken beheerseenheid in de zin van het besluit van 19 mei 2011;

Overwegende dat de beschermingsregeling van de Natura 2000-locaties de vergunningsverplichting oplegt aan een reeks handelingen en werken die niet, krachtens andere wetgevingen, aan een vergunning, afwijking, toestemming of kennisgeving van de bevoegdheid van het Departement Natuur en Bossen (DNF) onderworpen zijn; dat het om beperkte verbodsbepalingen gaat aangezien ze opgeheven kunnen worden voor zover de handelingen die ze beogen geen afbreuk doen aan de integriteit van de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; dat hetzelfde geldt voor de handelingen onderworpen aan vergunning krachtens een andere wetgeving; dat werken hoe dan ook toegelaten zouden kunnen worden om dwingend redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van sociale en economische aard, als de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud in acht worden genomen, namelijk het gebrek aan alternatieve oplossingen en de aanneming van compenserende maatregelen die noozakelijk zijn om de globale samenhang van het Natura 2000-netwerk te waarborgen;

Gelet op artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud die het verbod voorziet om de natuurlijke habitats te vernietigen en de soorten te verstoren waarvoor de locaties worden aangewezen, voor zover deze verstoringen een significant effect zouden kunnen hebben op de Natura 2000-doelstellingen; overwegende dat dit artikel potentieel toepasselijk is op de handelingen die buiten de Natura 2000-locaties worden verricht; dat artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, betreffende de geschikte beoordeling van de effecten op het milieu, ook van toepassing is op de projecten en plannen die buiten de Natura 2000-locaties gelegen zijn en die geschikt zijn om een relevant effect op een Natura 2000-locatie te hebben t.a.v. de doelstellingen inzake de instandhouding van de locatie;

Overwegende dat de Regering, wat de evenredigheid van de maatregelen betreft, een preventieve regeling heeft ingevoerd die berust op geleidelijke beperkingen naar gelang van de gevoeligheid voor storingen van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang, in de vorm respectievelijk van verbodsbepalingen, toestemmingen en kennisgevingen; dat eerstgenoemde de activiteiten beogen die in de meeste gevallen geschikt zijn om een significant effect te hebben op de beschermde ecosystemen terwijl laatstgenoemde de activiteiten beogen die slechts in bepaalde omstandigheden een dergelijk effect kunnen hebben;

Overwegende dat de keuze van de maatregelen die van toepassing zijn door de Regering in haar besluiten van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 wordt gemaakt op grond van wetenschappelijke overwegingen, rekening houdend met de sociaal-economische eisen, in overeenstemming met het Europees recht, om zo weinig mogelijk effecten op de economische activiteiten of de activiteiten van openbaar nut te hebben.

Overwegende dat de mogelijkheid, voor de bevoegde overheid, om de machtiging te weigeren of laatstgenoemde eenvoudig aan voorwaarden te verbinden, evenals de mogelijkheid voor haar om afwijkingen op verbodsbepalingen enkel geval per geval toe te kennen de wil van de Regering aantonen om slechts de strikt noodzakelijke verplichtingen op te leggen voor de verwezenlijking van de instandhoudingsdoelstellingen in het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-gebieden de uitbreiding niet verbiedt van infrastructuur zoals landbouwbedrijven, waterzuiveringsstations, hoogspanningslijnen, spoorlijnen, wegen, gasleidingen enz. voor zover die infrastructuur aan de vereiste vergunning(en) voldoet en indien nodig op de geschikte wijze een voorafgaande milieubeoordeling heeft gekregen in overeenstemming met de modaliteiten en de voorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de bezwaarschriften van sommige personen in verband met de onmogelijkheid om bepaalde noodtoestanden te beheersen in het kader van de preventieve regeling ingevoerd op de locaties als die locaties eenmaal zijn aangewezen; dat noch de Vogelrichtlijn noch de Habitat-Richtlijn, noch de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud uitdrukkelijk op die noodtoestanden ingaan; dat de algemene verbodsbepaling bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel de interventies van de burgemeester in het kader van zijn algemene ordehandhavingsbevoegdheden uit zijn toepassingsgebied uitsluit; dat de interventies van de gewestelijke en plaatselijke besturen die niet onder dat kader vallen, al zouden ze verantwoord zijn door noodtoestanden, onder dat verbod blijven vallen, behoudens indien de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud nageleefd worden zoals blijkt uit recente rechtspraak van het Hof van Justitie over artikel 6, § 2, van de Richtlijnhabitat (arrest Alto Sil);

Overwegende dat de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 verschillende hypothesen voorzien waarin sommige preventieve maatregelen geen toepassing behoeven wegens redenen van opevbare veiligheid (kappen van bomen die de openbare veiligheid langs de wegen, paden, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen bedreigen in UG 6 "prioritair bos" bijv.); dat, wat de interventies in de waterlopen betreft, meer bepaald bij overstromingsrisico's, geen enkele preventieve maatregel een verbodsbepaling oplegt of een machtiging of kennisgeving verplicht maakt om ijsbanken weg te halen of bomen te kappen die een gevaar geworden zijn voor de openbare veiligheid; dat de dode bomen die de veiligheid bedreigen en niet langs banen, wegen, paden in de zin van het Boswetboek, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen gelegen zijn in de bossen buiten de bosregeling omgehakt mogen worden voor zover ze op de grond blijven liggen (artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011); dat er in de UG1 geen enkele maatregel dwingende voorwaarden in dat opzicht oplegt, behalve als de noodmaatregel een wijziging van het bodemreliëf oplegt;

Overwegende dat er hoe dan ook een versnelde afwijkings- en machtigingsprocedure "Natura 2000" is voorzien in artikel 4, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000 locaties; dat een andere mogelijkheid erin bestaat de noodinterventies wegens redenen van openbare veiligheid door te laten voeren in een "beheersplan" in de zin van artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

Overwegende dat overigens opgemerkt dient te worden dat noch het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Erfgoed en Energie noch het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de handelingen, werken of installaties vrijstelt van de toepasbare formaliteiten wegens redenen in verband met dringende noodzakelijkheid of openbare veiligheid; dat het voorzien van dergelijke uitzonderingen in de Natura 2000-regeling noch buiten proportie noch discriminerend is;

Overwegende dat wat betreft de beperkte toegang tot de banen, wegen of paden in de Natura 2000-locaties of nog tot de onbevaarbare waterlopen of sommige dammen geen enkele bijzondere vorm van toegang aan een controle onderworpen wordt door de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011;

Overwegende dat de regels betreffende het verkeer in bossen en waterlopen daarentegen krachtens het beginsel van samenvoeging van de administratieve ordehandhavingsregels geheel van toepassing blijven in de Natura 2000-locaties;

Overwegende vervolgens dat, wat het evenredig karakter van de maatregelen betreft, het feit dat sommige preventieve maatregelen soms « positieve » acties inhouden vanwege de eigenaars en de bezetters, eerder dan enkel zich afzijdig houden, nog niet betekent dat die maatregelen verplicht als actieve beheersmaatregelen uitgelegd moeten worden;

Overwegende dat talrijke administratieve ordehandhavingsmaatregelen die in voorkomend geval strafrechtelijk bestraft worden, immers in het algemeen belang tot tussenkomsten nopen, zonder enigerlei vergoeding, zoals bijvoorbeeld het losrukken van distels uit weilanden, het beheer van ongeklasseerde waterlopen, het snoeien van boomtakken die boven de openbare weg hangen, het rein houden van bermen en voetpaden of nog het herstel van buurtwegen;

Overwegende dat de dwingende verplichtingen die voortvloeien uit de preventieve maatregelen, met inbegrip van de maatregelen die sommige positieve verplichtingen zouden kunnen opleggen aan betrokkenen, in het kader van de Natura 2000-regeling via vergoedingen en fiscale vrijstellingen financieel gecompenseerd worden;

Overwegende dat de verbodsmaatregelen van de toegang van vee tot de waterlopen niet specifiek zijn voor Natura 2000; dat die maatregelen reeds zonder financiële compensatie van toepassing waren op bijna de helft van het Waals grondgebied krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, evenals krachtens het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen; dat de verplichtingen uit die wetgeving onlangs gewijzigd en verstrengd werden bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 houdende verplichting om de weidegronden gelegen langs de waterlopen te omheinen en houdende wijziging van verscheidene bepalingen; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen en het besluit van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en subsidies toegekend in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de ecologische hoofdstructuur financieringsmogelijkheden voorzien voor de omheiningen;

Overwegende dat artikel 26, § 1, lid 2, 11°, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud bepaalt dat de aanwijzingsbesluiten de middelen moeten bevatten om de instandhoudingsdoelinden te bereiken, *rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden*, met inbegrip van de bijzonderheden vermeld in die bepaling, waaronder het actieve beheerscontract; dat dit besluit de lijst opneemt voorgesteld bij de wet, zonder in te gaan op de middelen die gebruikt zullen worden per perceel en per beheerseenheid; dat een dergelijke precisering niet vereist wordt bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat het, om de ruimst mogelijke onderhandeling met de eigenaars en de bezetters mogelijk te maken in het kader van het overleg bedoeld in artikel 26, § 3, lid 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, of nog het sluiten van elke andere overeenkomst overeenkomstig artikel 26, § 3, lid 4, van dezelfde wet, beter is elke optie in het aanwijzingsbesluit open te laten; dat dit de bevoegde overheid de mogelijkheid zal geven om geval per geval, in functie van de plaatselijke behoeften inzake instandhouding, van de sociaal-economische vereisten en de wensen van de betrokken eigenaars en bezetters, de meest geschikte middelen te beoordelen ten dienste van het actieve perceelbeheer in de verschillende beheerseenheden;

Overwegende dat men door die graad van nauwkeurigheid te willen bekomen in het aanwijzingsbesluit, de aanneming ervan vertraagd zou hebben, terwijl het juist die aanneming ervoor zorgt dat de preventieve regeling in haar geheel van toepassing wordt;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters de kans hebben gekregen om in het kader van het openbaar onderzoek bezwaren in te dienen over de afbakening van de beheerseenheden en de toepasselijke instandhoudingsdoelstellingen, waardoor de doelstellingen die nagestreefd dienen te worden in het kader van het actieve beheer reeds bepaald kunnen worden; dat hun vertrouwen dus geenszins is geschaad voor zover de lijst der voorgestelde middelen geheel open blijft en niet perceel per perceel nader is opgegeven; dat het nuttig effect van het onderzoek er niet door is aangetast daar de eigenaars en bezetters reeds hun bemerkingen kunnen laten worden in verband met de vorm van de beheerseenheden, die ruim bepalend is voor het soort dwingende voorwaarden die de daar gelegen percelen erdoor zullen krijgen;

Overwegende dat de term "beheersplan" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn ofwel het bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat beoogt, ofwel het beheersplan van een erkend natuurreservaat ofwel het beheersplan van een bosreservaat, ofwel de bosinrichting aangenomen na 13 september 2009, ofwel het eensluidend advies van DG03 voor een biologisch hoogwaardig weiland overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw; dat de beheersplannen geen onderdeel vormen van de verplichte inhoud van de aanwijzingsbesluiten zoals vastgelegd door de wetgever;

Overwegende dat de primaire beschermingsregeling en de preventieve regeling, van toepassing op, respectievelijk, de kandidaat-locaties en de locaties aangewezen als Natura 2000-locaties krachtens de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud noch een onteigening, noch een maatregel zijn die daarmee gelijk te stellen is in de zin van de

rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, maar wel degelijk maatregelen zijn die strekken tot de reglementering van het gebruik van goederen die geenszins, al was het in onrechtstreekse zin, eigendomsrechtsberoving zijn; dat die regelingen rechtstreeks passen in het kader van lid 3 van artikel 1 van het Eerste Protocol dat de Staten ertoe machtigt het gebruik van de goederen te regelen met het oog op het algemeen belang;

Overwegende dat, in het bijzonder, de dwingende maatregelen, opgelegd voor de bewerking van de landbouwgronden vallend onder UG2 en UG3 geenszins het definitieve verbod opleggen om die gronden uit te baten – meer bepaald, het weiden van dieren of het oogsten van gras, dat ze enkel de verplichting inhouden om bepaalde landbouwpraktijken te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ecologische vereisten van de betrokken soorten en habitats, die per definitie verband houden met de landbouwmilieus en niet met ongerepte milieus; dat het vergoedingsmechanisme bepaald in de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud en de fiscale vrijstellingen voor de eigenaars hoe dan ook bijdragen tot de compensatie van de meerkost en de inkomensderving die sommige landbouwbedrijven zouden kunnen ondervinden, waarbij het “juiste evenwicht” wordt gewaarborgd tussen de inachtneming van de noden van het algemeen belang en het recht op respect voor de goederen, vastgelegd in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens;

Overwegende dat er financiële voordelen toegekend worden aan de eigenaars en beheerders van gronden gelegen in Natura 2000-gebieden om de bijkomende dwingende wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wegens de ligging van die gronden, te compenseren;

Overwegende dat de vergoeding van de landbouwers, bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 ter uitvoering van artikel 31 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, berekend werd op grond van een objectieve economische beoordeling; dat die vergoeding de compensatie mogelijk maakt van de meerkost en de eventuele inkomensderving uit de reglementering van het gebruik van de goederen met waarborg van het evenredig karakter van de maatregel; dat de vergoeding, overeenkomstig de evenredigheidsvereiste, hoger is in het kader van de preventieve regeling, daar laatstgenoemde strenger is dan de primaire regeling in UG2 en UG3;

Overwegende dat 5% van de oppervlakte van Waalse weidegronden voor een aanzienlijk mindere vergoeding heden deel uitmaken van de milieuvriendelijke landbouwmethode MAE2 “natuurlijke weidegrond”; dat de vergoedingsniveaus, met de bekommernis om voldoende compensaties aan te bieden, duidelijk hoger zijn en afwijken van de maximumbedragen waarvan sprake is in de Europese verordeningen, vastgelegd op 200 euro per hectare en per jaar;

Overwegende dat er bij die vergoedingen voor de eigenaars een vrijstelling van onroerende voorheffing, van de successierechten en, sinds 2011, van de schenkingsrechten gevoegd wordt;

Overwegende dat er bijgevolg geenszins sprake zou kunnen zijn van een *de facto* onteigening, die buiten proportie zou zijn met de instandhoudingsdoelstellingen die overeenkomstig het Europees recht nagestreefd worden;

Gelet op de bezwaren die in het openbaar onderzoek werden geuit in verband met de zogezegde schending van het “standstill”-principe;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder verweten wordt het beschermingsniveau van de acht reeds door de Regering op 30 april 2009 aangewezen locaties gevoelig verminderd te hebben zonder evenwel redenen van algemeen belang te hebben opgegeven die een dergelijke gevoelige terugzetting zouden kunnen verantwoorden;

Overwegende dat een globale aanpak van de hervorming nodig is om te oordelen in welke mate de hervorming op het vlak van kosten-baten-analyse al dan niet “een stap achteruit” is (EG, nr. 187.998, 17 november 2008, Coomans en csrt; zie eveneens EG, nr. 191.272, 11 maart 2009, VZW “Inter-Environnement Wallonie”);

Overwegende dat er ten gevolge van de aanneming van eerste acht aanwijzingsbesluiten op 30 april 2009 beslist werd het systeem te hervormen om er de leesbaarheid van en bijgevolg de uitvoering ervan op het terrein te verhogen; dat er aldus een nieuw aanwijzings- en beschermingsbeleid werd ingevoerd voor de gezamenlijke Natura 2000-locaties, en dat er in dat verband beslist werd de aanwijzing van de locaties (ontrekken, benaming, opsplitsing in beheerseenheden, kadastraal bekende percelen) van de dienovereenkomstige beheers- en beschermingsmaatregelen los te koppelen; dat dit tot een kortere inhoud van de aanwijzingsbesluiten leidt door de invoering van een gemeenschappelijke sokkel met verhoogde leesbaarheid;

Overwegende dat de maatregelen herzien werden om ze op het terrein controleerbaarder te maken met als doel een doeltreffende en doelgerichte uitvoering ervan; dat het territoriale toepassingsgebied van sommige maatregelen uitgebreid werd;

Overwegende dat de acht op 30 april 2009 aangewezen locaties er heden niet minder om beschermd zullen aangezien de dienovereenkomstige aanwijzingsbesluiten opgeheven en vervangen werden met zorg voor een gelijke behandeling van de betrokken eigenaars en bezetters, met oog voor eenmaking, samenhang en doeltreffendheid maar zonder gevoelige vermindering van het beschermingsniveau;

Overwegende dat de analyse van het stelsel dat op de locaties, aangewezen op 30 april 2009, van toepassing is en op de huidige regeling niet tot de conclusie leidt dat er een minder globaal beschermingsniveau voorhanden zou zijn met dien verstande dat sommige bepalingen in de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 als een herhaling worden beschouwd van de bepalingen getroffen krachtens andere vigerende wetgevingen zoals de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, de wet van 1 juli 1954 op de rivierisvangst en het Boswetboek;

Overwegende dat het minder “specifiek” karakter van de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen (indertijd “actieve beheersdoelstellingen” genoemd) geen enkele daling in het beschermingsniveau betekent; dat de instandhoudingsdoelstellingen voortaan immers op eengemaakte gewestelijke schaal staan (soort per soort/habitat per habitat) zonder evenwel een gekorte inhoud of juridische waarde gekregen te hebben; dat die eenmaking een betere inachtneming mogelijk maakt van de gelijke behandeling van eigenaars en bezetters en een aanzienlijke verbetering vormt ten opzichte van de zware aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat de mindere nauwkeurigheid van de kaartdocumenten voor de habitats van gemeenschappelijk belang evenwel geen vermindering van het beschermingsniveau voor de betrokken soorten en habitats betekent, die beschermd blijven in de preventieve regeling bedoeld in artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat de inhoud van de instandhoudingsdoelstellingen en van de preventieve maatregelen weliswaar veranderd is in de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 ten opzichte van de inhoud van de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, maar niet in de zin van een minder noch van een, a fortiori, gevoelig verminderd beschermingsniveau;

Overwegende dat wat betreft de criteria op grond waarvan de aanwijzingsbesluiten vastgesteld zijn, laatstgenoemden beperkt werden tot de vereisten opgelegd bij de vogel- en de habitatrictlijn, evenals bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, dat het doel nagestreefd in de teksten ertoe strekt de instandhouding of het herstel van de natuurlijke habitats en de soorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te garanderen; dat de selectie en de afbakening van de locaties enkel op grond van wetenschappelijke criteria, en niet van overwegingen van sociaal-economische aard getroffen kunnen worden;

Overwegende dat de beheerseenheden bestaan uit omtrekken al dan niet uit één enkel stuk, gelegen binnen een Natura 2000-locatie die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereisen die afgebakend worden in functie van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria;

Overwegende dat het Waals Gewest verantwoordelijkheden heeft in termen van behoud in een gunstige staat van instandhouding van habitats en soorten van gemeenschappelijk belang; dat van sommige van die habitats en soorten kan blijken dat ze goed vertegenwoordigd zijn in het Waals Gewest, maar een strikte beschermingsregeling verantwoordt daar ze zeldzaam zijn op Europees niveau;

Overwegende dat sommige percelen, hoewel ze opgenomen zijn in de kaarten gevoegd bij het aanwijzingsbesluit, van de locatie zijn uitgesloten middels een lijst gevoegd bij het aanwijzingsbesluit (zie bijlage 2.2); dat die werkwijze toegelaten is bij artikel 26, § 1, lid 2, 7°, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud waarin bepaald is dat, in geval van tegenstrijdigheid, de letterlijke voorschriften met betrekking tot de afbakening van de locatie en de beheerseenheden de grafische voorschriften overrulen; dat de omvang van de bebouwde percelen op praktisch vlak soms wel heel klein zijn; dat er, om te voorkomen dat de kaarten versnipperd zouden geraken door de afbakening van vernoemde percelen, voor de optie gekozen werd van de lijst van de uitgesloten percelen in de locatie, zonder dat ze eigenlijk op de kaart vermeld staan;

Overwegende dat het kaartdocument Natura 2000 om redenen van stabiliteit in de tijd gegrond is op de vectoriële standaardkaart van het NGI op 1/10 000e; dat dit, zoals het bij elke standaardkaart het geval is, enkel een afbeelding betreft van wat werkelijk op het terrein te vinden is; dat er onduidelijkheden eruit kunnen voortvloeien

Overwegende dat de officiële referentie voor de kadastrale perceelsindeling de kadastrale legger is en dat de verschillende lagen op de kaart (CADMap) niet op één of ander referentiedocument gegrond zijn, maar een digitalisering zijn van de perceelplannen;

Overwegende dat SIGEC het resultaat is van de digitalisering van de gezamenlijke landbouwpercelen, aangegeven in het Waalse Gewest, op grond van geothorectificeerde luchtfoto's;

Overwegende dat de kadastrapercelen en de elementen van de Natura 2000-laag niet nauwkeurig samenvallen; dat de SIGEC-percelen en de elementen van de Natura 2000-laag ook niet nauwkeurig samenvallen; dat daar dus lichte verschillen uit voortvloeien; dat er bijgevolg een cartografische en op het terrein uit te voeren interpretatie nodig is om de werkelijke perceels- en beheerseenheidsgrenzen te kennen, waarvan de verschillende lagen op de kaart enkel afbeeldingen zijn;

Overwegende dat wat het gewestplan betreft, de lagen op de kaart gebruiksbeperkingen vertonen, omschreven en in te kijken op de website; dat het gewestplan en het NGI, dat het standaarddocument vormde voor het in kaart brengen van Natura 2000, lichte verschillen vertonen;

Overwegende dat de materiële bevoegdheden in onze federale staatsstructuur exclusief zijn, onder voorbehoud van de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en van de federale loyauteit; dat een deelgebied het de federale overheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mag maken in het uitoefenen van diens bevoegdheden; dat het Waalse Gewest in deze niet rechtstreeks in de federale bevoegdheden treedt;

Overwegende dat, wat meer bepaald de spoorwegen betreft, de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel een instandhoudingsdoelstelling van de natuur nastreeft en niet het beheer en het onderhoud van de spoorinfrastructuur op zich regelt; dat een samenvoeging mogelijk is tussen beide administratieve ordehandhavingen; dat, hoewel de preventieve regeling *a priori* bepaalde dwingende maatregelen oplegt, de instandhouding en het onderhoud van de infrastructuur er daarom niet "onmogelijk" of "overdreven moeilijk" op gemaakt worden; dat er bij bedreiging van aantasting van de integriteit van de locatie, bijvoorbeeld door werfmachines, steeds een afwijking mogelijk is om redenen van hoog openbaar belang krachtens artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners op eventuele onverenigbaarheden wijzen tussen sommige bepalingen van de aanwijzingsbesluiten en die van de speciale administratieve ordehandhaving waarmee ze belast zijn (bijv. de wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen of de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen); dat die onverenigbaarheden tegen de hiërarchie van de normen zouden indruisen daar die bepalingen wetgevende waarde hebben terwijl de aanwijzingsbesluiten enkel een reglementaire waarde zouden hebben;

Overwegende dat die beweringen ongefundeerd zijn daar er geen enkele concrete onverenigbaarheid wordt aangetoond; dat de wettelijke erfdienstbaarheden, voorzien in de ordehandhavingswetgevingen voor infrastructuur van openbaar nut beperkingen opleggen in het eigendomsrecht van de omwonenden van die infrastructuur die, overeenkomstig het samenvoegingsbeginsel van de administratieve ordehandhavingen, samengevoegd worden met de bepalingen van de primaire beschermingsregeling die van toepassing is op de kandidaat-locaties en op de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters, de beheerders van de gronden alle wettelijke erfdienstbaarheden moeten naleven die op hun eigendom van toepassing zijn zonder dat dit ook maar een probleem van onverenigbaarheid vormt tussen het aanwijzingsbesluit en de bepalingen van die ordehandhavingswetgevingen;

Overwegende dat de samenvoeging daadwerkelijk de verplichting voor de beheerder van de infrastructuur inhoudt om de regels na te leven die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties, met inbegrip van de verplichting om, in voorkomend geval, de afwijking aan te vragen bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud wanneer het project een aantasting van de integriteit van de locatie inhoudt; dat dit daarom nog niet betekent dat het aanwijzingsbesluit de betrokken wetgevingen inzake administratieve ordehandhaving zou schenden; dat de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van sociaal-economische aard of in verband met de openbare veiligheid en de volksgezondheid, overigens de beheerders van de infrastructuur van openbaar nut de mogelijkheid verlenen om projecten in goede banen te leiden die verantwoord zijn door dergelijke redenen wegens het uitblijven van alternatieve oplossingen en mits compensatie;

Overwegende dat de preventieve maatregelen die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de locaties ten gevolge van hun aanwijzing als Natura 2000-locatie overigens niet betekent dat de openbare dienstopdrachten, toevertrouwd aan die openbare instellingen en in het bijzonder aan de autonome overheidsbedrijven zoals Infrabel, bedoeld in de organieke wetgevingen zoals de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 156), ter discussie worden gesteld;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties slechts een zeer beperkt aantal activiteiten verbied, over het algemeen van landbouw- of bosbouwaard en enkel in sommige uitermate broze beheerseenheden;

Overwegende dat de voornaamste dwingende maatregel voor het overige uit de bij artikel 28, § 1e, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud bepaalde verplichting voor de beherende overheid voortvloeit om, respectievelijk, de soorten en de habitats van communautair belang waarvoor de locatie is aangewezen niet significant te verstoren of aan te tasten en om de integriteit van de site niet te schaden via plannen of vergunningen die significante effecten zouden kunnen hebben op de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat die dwingende maatregelen opgeheven kunnen worden via de afwijking bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van de openbare veiligheid en de volksgezondheid of van sociaal-economische aard en na advies van de Commissie als de locaties prioritair habitats of soorten bevat; dat dit kader vastgesteld is bij Richtlijn 92/43 van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, en niet gewijzigd mag worden op straffe van schending van het Europees recht;

Overwegende dat, mocht er tegenspraak worden vastgesteld tussen reglementaire bepalingen van een aanwijzingsbesluit en een bepaling van een ordehandhavingswetgeving of een organieke wetgeving van openbare diensten die infrastructures gebruiken in of in de nabijheid van een Natura 2000-locatie, die tegenstelling niet zou voortvloeien uit het aanwijzingsbesluit maar rechtstreeks uit de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (art. 28 en 28bis) waarbij de preventieve regeling in de Natura 2000-locaties werd vastgelegd; dat het aanwijzingsbesluit enkel een akte van erkenning is met een voornamelijk reglementaire waarde, waarvan de aanneming hoofdzakelijk de inwerkingtreding tot gevolg heeft, in de bij die akte afgebakende omtrek, van een reeks preventieve maatregelen met een wetgevend karakter, zoals bijvoorbeeld een klasseringsakte die ondanks zijn individuele waarde de beschermde locatie onder de toepassing van een beschermingsregeling laat vallen, bepaald bij de wetgeving op de bescherming van het erfgoed;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid om in het stadium van de afbakening van de locatie het bestaan of de projecten van infrastructures van openbaar nut of van uitrustingen van openbaar nut in overweging te nemen, zoals bestaande of te bouwen zuiveringsstations, spoorlijnen, wegennetten, leidingen enz. er vooral op gewezen dient te worden dat de Waalse Regering zijn aanwijzingen van locaties enkel kan baseren op zuiver wetenschappelijke criteria bepaald bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, dat het dus niet mogelijk is bepaalde delen van de omtrek van een locatie uit te sluiten die voldoen aan de bescherming als Natura 2000-locatie, enkel en alleen om te voorkomen dat percelen voor de aanleg of de uibating van infrastructures, al zijn ze van openbaar belang, in de omtrek van een locatie zouden worden opgenomen;

Overwegende dat de mogelijkheden om af te wijken van de preventieve regeling om dwingende redenen van hoger openbaar belang bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 de beheerders daarentegen de mogelijkheid biedt om activiteiten te voeren ondanks hun impact op de locaties, mits inachtneming van bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat de Regering, wat betreft het verzoek van Operationeel Directoraat-generaal 1 Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst, van VZW GRACQ en VZW "Chemins du Rail" in verband met de wens om de bedding van afgedankte spoorlijnen te behouden voor de aanleg van het RAVel-trage-wegennet of van nieuwe spoorlijnen, en hun suggestie om systematisch de spoorlijnen in de anthropische beheerseenheid UG11 over minstens 12 meter te behouden, evenals het verzoek van Infrabel om geen rekening te houden met het domein van de spoorinfrastructuur en geheel of gedeeltelijk met de percelen die zich in een zone van twintig meter bevinden gemeten vanaf vrije spoorrang de locaties niet anders mag selecteren of afbakenen dan op grond van wetenschappelijke criteria, en niet wegens sociaal-economische overwegingen; dat er geen sprake van zou kunnen zijn om een wegennet of een spoomet van een locatie uit te sluiten zonder wetenschappelijke verantwoording;

Overwegende dat er geen principiële onverenigbaarheid bestaat tussen de preventieve regeling voortvloeiend uit de aanneming van het aanwijzingsbesluit en de politie der spoorwegen, wat elke onregelmatigheid in verband met de zagezede niet-naleving van de politie der spoorwegen uitsluit; dat het twee afzonderlijke administratieve ordehandhavingen betreft met samengevoegde effecten; dat, al mocht er een tegenstelling opduiken, wat niet het geval is geweest in de openbare onderzoeken, het aanwijzingsbesluit, ten minste wanneer daar geen specifieke instandhoudingsdoelstellingen of preventieve maatregelen of specifieke verbodsbepalingen in vervat zijn, namelijk locatie-eigen maatregelen en verbodsbepalingen, de aard van een akte van erkenning vertoont waarvan de inwerkingtreding verbonden is aan de toepassing van een preventieve regeling van decreetgevende oorsprong afkomstig van artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud; dat beide ordehandhavingen met éénzelfde hiërarchisch niveau samengevoegd worden ten bate van de strengste van beide;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en gelegen op het gebied van de gemeente Vresse-sur-Semois wordt aangewezen als Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle".

De omtrek van de locatie, afgebakend op een schaal van 1/10 000e alsook de schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van die omtrek worden bepaald in bijlage 2 bij dit besluit

De Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" beslaat een oppervlakte van 99,25 ha.

Art. 2. De volgende elementen worden in bijlage 3..A. nader bepaald rekening houdende met de thans beschikbare gegevens :

1° de types natuurlijke habitats met een communautair belang die op de locatie voorkomen en waarvoor de locatie wordt aangewezen, waarbij de natuurlijke prioritaire habitats die op de locatie aanwezig zijn, in voorkomend geval, nader bepaald worden.

2° hun oppervlakte en hun instandhouding, zoals geraamd op de schaal van de locatie op het moment van haar selectie, alsook, in voorkomend geval, de voornaamste beheerseenheid(beheerseenheden) die de op de site aanwezige natuurlijke prioritaire habitats herbergt(en).

Art. 3. De volgende elementen worden in bijlage 3.B. nader bepaald rekening houdende met de thans beschikbare gegevens :

1° de soorten met een communautair belang en de soorten vogels waarvoor de locatie wordt aangewezen, waarbij de op de site aanwezige prioritaire soorten, in voorkomend geval, nader bepaald worden;

2° hun populatie en hun instandhouding, zoals geraamd op de schaal van de locatie op het moment van haar selectie, alsook, in voorkomend geval, de voornaamste beheerseenheid(beheerseenheden) die de op de site aanwezige prioritaire soorten herbergt(en).

Art. 4. Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in de van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

Wat betreft de als bijzondere beschermingsgebieden voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in artikel 25, § 2, van de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

De resultaten betreffende de toepassing van deze criteria binnen de locatie worden samengevat in bijlage 3.A en 3.B. bij dit besluit.

Art. 5. De op de site aanwezige beheerseenheden en de kaart waarop hun omtrek afgebakend staat, worden in bijlage 4 bij dit besluit bepaald.

De omtrekken van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste natuurlijke soorten habitats die de locatie herbergt.

Art. 6. Rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, kunnen de voorgestelde middelen om de doelstellingen inzake de instandhouding van de site te bereiken, de volgende zijn :

- het afsluiten van een actieve beheersovereenkomst of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Waalse Gewest met betrokken eigenaars of gebruikers;

- de oprichting van een domaniaal natuurreservaat of een erkend reservaat;

- de wijziging van de bosinrichting die eventueel geldt;

- de aanneming van een afschotplan voor de soorten grof wild die dienen te worden gecontroleerd (in het ambtsgebied van de betrokken jachtraad of -raden);

- de wijziging van het beheersplan van de waterbeheersing van de landbouwgronden opgesteld door de Watering overeenkomstig de vigerende wetgeving;

- de terbeschikkingstelling van gronden aan het Waalse Gewest of aan een erkende natuurvereniging overeenkomstig artikel 17, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986;

- de wijziging, in voorkomend geval, van het op de locatie geldend saneringsplan per onderstroomgebied en/of de aanpassing van het programma van waterbeschermingsmaatregelen aangenomen in voorkomend geval krachtens het Waterwetboek;

- de wijziging van de programma's van ruimings- en onderhoudswerken van de waterloop;

- de aanneming van agrovoedingsmaatregelen;

- elk ander relevant actief beheersmiddel voorgesteld tijdens het overleg.

Art. 7. De Natura 2000-locatie BE33020 - "Affluents du lac d'Eupen" ressorteert onder de "Commission de Conservation de Malmédy".

Art. 8. Deze aanwijzing heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 9. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 1

Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"

De percelen die als volgt kadastraal bekend zijn of waren, zijn opgenomen in de Natura 2000-locatie BE35048 – « Vallée du Ruisseau de la Goutelle » :

GEMEENTE : VRESSE-SUR-SEMOIS Afd. 7, Sectie C : percelen 319B (partim 89 %), 321A (partim 9 %), 322A (partim 6 %), 337P (partim 8 %), 711A (partim 24 %), 739A, Afd. 8, Sectie A : percelen 430A (partim 8 %), 437B (partim 8 %), 440H (partim 14 %), 440K (partim 5 %), 453B (partim 65 %), 454 (partim 10 %), 534, 536A (partim 12 %), 540C (partim 7 %), 540E (partim 16 %), 544F (partim 95 %), 544H (partim 51 %), 548 (partim 9 %), 549B (partim 19 %), 551B (partim 26 %), 553D (partim 65 %), 554A, 558B, 559/02B, 559/03, 559/04, 559C, 560C, 562, 563A, 564B, 564C, 567A, 568, 569, 570D, 570E, 571, 572A, 577A, 577B, 578A, 578B, 579, 580, 581, 582, 583C, 583D, 584, 586A, 589A, 592B, 593G, 595A, 596, 597, 598, 599A, 602, 603A, 604, 606A, 607, 608, 609, 610C, 610E, 611F, 613A, 614, 616A (partim 84 %), 617, 618, 619C, 620A, 622D, 622E, 624, 625, 626, 627B, 627C, 629C, 629D, 630, 631A (partim 84 %), 633, 634 (partim 74 %), 635 (partim 59 %), 636, 638B, 638C (partim 69 %), 641A (partim 72 %), 642, 644A (partim 47 %), Afd.v 9 Sectie A : percelen 116A (partim 46 %), 116C (partim 87 %), 117, 118A, 118B, 119, 120C, 121A, 122, 123, 124A, 125, 126 (partim 81 %), 127A (partim 87 %), 127E, 129A (partim 73 %), 151, 155, 156 (partim 21 %), 157 (partim 17 %), 160B (partim 10 %), 161, 162, 163, 164 (partim 94 %), 166B, 166C (partim 93 %), 167A, 169, 170, 171, 172, 174B, 201, 202, 243 (partim 52 %), 244A (partim 53 %), 244B (partim 18 %), 245 (partim 10 %), 246 (partim 37 %), 248A (partim 83 %), 251, 252, 253, 254.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35048 – "Vallée du Ruisseau de la Goutelle".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 2

Afbakening van de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"**2.1. Kaart waarop de omtrek van de locatie afgebakend staat**

Deze kaart bepaalt, op de dag van aanwijzing van de locatie, op een schaal van 1/10 000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000e) de omtrek van de locatie.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>
- Op papier bij elke betrokken gemeente;
- op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken buitendirecties van het Departement Natuur en Bossen.

2.2. Schriftelijke voorschriften om de omtrek van de locatie nader te bepalen

Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen die niet opgenomen zijn in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle".

De percelen die als volgt kadastraal bekend zijn of waren, zijn niet opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" :

GEMEENTE : VRESSE-SUR-SEMOIS Afd. 7, Sectie C : percelen 328B, 339C, 738M2, 738S2, 738V2, 738X2, 740C, 748C, Afd. 8, Sectie A : percelen 424F, 452B, Afd. 9, Sectie A : Percelen 148C, 149C, 152, 200, 205, 230A

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 3

Lijst van de soorten natuurlijke habitats en van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen en daarbij behorende gegevens; samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle" is gekozen

Rekening houdend met de thans beschikbare gegevens vermeldt deze bijlage :

- de lijst van de types natuurlijke habitats en de lijst van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen alsook de gegevens betreffende respectievelijk hun oppervlakten, hun populaties en de raming van hun instandhouding; de types natuurlijke habitats en de prioritaire soorten gaan gepaard met een asterisk (*);
- een samenvatting van de resultaten van de beoordeling van het belang van de locatie om de instandhouding te waarborgen van de types natuurlijke habitats met een communautair belang van bijlage IX en van de soorten vogels van bijlage XI van de wet van 12 juli 1973 die op de locatie voorkomen..

Deze resultaten verantwoorden de selectie van de locatie als Natura 2000 locatie. De volledige gegevens, die de resultaten van de toepassing van de selectiecriteria omschrijven, zijn beschikbaar bij de centrale diensten van het Departement Natuur en Bossen, avenue Prince de Liège 15, te 5100 Jambes et op de website <http://Natura2000.wallonie.be>

De gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen, komen van de standaard gegevensformulieren die tussen 2002 en 2005 werden bepaald. Deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd, bevatten benaderingen bevatten. Ze werden voor een deel, in het bijzonder voor de oppervlakten, geactualiseerd op grond van de beste beschikbare kennis en de actualisering van deze gegevens moet verder ingevoerd worden op grond van een gedetailleerde kaart van de habitats.

De locatie BE35048 is uitgekozen om de volgende redenen : de locatie is een bosgebied gelegen tussen Pussemange en Sugny dat mooie opstanden bevat. De locatie is interessant gezien de kwaliteit van haar alluviale bossen (91E0 *), haar Beukenbossen met veldbies (9110) asloot haar vochtige eiken-haagbeukenbossen (9130) maar ook haar Sub-Atlantische en midden-Europese eikenbossen (9160) en haar hellingbossen (9180 *). Op te merken valt ook dat, sommige nestbouwende paren van de middelste bonte specht en van de hazelhoen aanwezig zijn. Op de bodem van het dal kronkelt de beek "la Goutelle" (3260) die vijvers met vegetatie van het type Littorelletea uniflorae en/of Isoëto-Nanojuncetea (3130) of met vegetatie van het type Magnopotamion of Hydrocharition (3150) bevoorraadt. Voedselrijke ruigten (6430) zijn er ook aanwezig.

A. Types natuurlijke habitats van gemeenschappelijk belang van bijlage VIII bij de wet waarvoor de localite wordt aangewezen.

Types natuurlijke habitats van gemeenschappelijk belang	Oppervlakte	EC	UG HIC *
9110	39,96 ha	B	
9160	1,47 ha	-	
91E0 *	1,24 ha	A	UG 7
3260	0,46 ha	-	
9130	0,33 ha	-	
6430	0,18 ha	-	
9180 *	0,07 ha	-	UG 6
3130 3150	0,00 ha	-	

Verklaring : EC : chatting van de instandhouding op het moment waarop de locatie werd geselecteerd; A : uitnemende instandhouding; B : goede instandhouding; C : gemiddelde instandhouding; UG HIC * : beheerseenheid-(eenheden) die de prioritaire natuurlijke habitat met een communautair belang herbergt of kan herbergen (wanneer de precieze gegevens niet beschikbaar zijn); "-" : niet-beschikbaar gegeven.

3130 : Oligotrofe tot mesotrofe stilstaande wateren met vegetatie behorend tot het Littorelletea uniflorae en/of Isoëto-Nanojuncetea (3130);

3150 : Van nature eutrofe meren met vegetatie van het type Magnopotamion of Hydrocharition

3260 : Submontane en laagland rivieren met vegetaties behorend tot het Ranunculion fluitantis en het Callitricho-Batrachion

6430 : Voedselrijke zoomvormende ruigten van het laagland en van de montane en alpiene zones

9110 : Beukenbossen van het type Luzulo-Fagetum

9130 : Beukenbossen van het type Asperulo-Fagetum

9160 : Sub-Atlantische en midden-Europese wintereikenbossen of eiken- haagbeukenbossen behorend tot het Carpinion-betuli

9180 * : Hellingbossen of ravijnbossen behorend tot het Tilio-Acerion

91E0 * : Alluviale bossen met Alnus glutinosa en Fraxinus excelsior (Alno-Padio, Alnion incarnae, Salicion albae)

B. Soorten van de bijlagen IX en XI bij de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Code	Latijnse naam	Franse naam	Bevolkingsgroep			EC
			residente	treksoorten		
				voortpl.	winter	
A104	Bonasa bonasia	Gélinotte des bois	P			B

Verklaring : P= aanwezigheid; p = paar; id = eenling; EC : chatting van de instandhouding op het moment waarop de locatie werd geselecteerd; A : uitnemende instandhouding; B : goede instandhouding; C : gemiddelde instandhouding; vis. : bezoeker; occ. : toevallig; "-" : niet-beschikbaar gegeven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 4

Aanwijzing en afbakening van de omtrek van de beheerseenheden van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle"

4.1. Lijst van de in de site afgebakende beheerseenheden

De locatie omvat de volgende beheerseenheden :

- UG 1 - Aquatische milieus
- UG 2 - Prioritaire open milieus
- UG 6 - Prioritaire bossen
- UG 7 - Alluviale prioritaire bossen
- UG 8 - Inheemse bossen met een hoge biologische waarde
- UG 9 - Bossen habitats van soorten
- UG 10 - Niet-inheemse verbindingssystemen
- UG 11 - Teeltgronden en antropogene elementen

De natuurlijke habitats met een communautair belang en de soorten met een communautair belang die deze beheerseenheden zouden kunnen herbergen, worden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden afgebakend staat

De bijgevoegde kaarten bepalen op een schaal van 1/10 000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000e) de omtrek van de op de locatie aanwezige beheerseenheden. De omtrekken van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste natuurlijke soorten habitats die de locatie herbergt.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>
- Op papier bij elke betrokken gemeente;
- op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken buitendirecties van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van Waalse Regering van 23 april 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35048 - "Vallée du Ruisseau de la Goutelle".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO


SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27140]

**23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon
de désignation du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu les enquêtes publiques organisées sur les communes de Florennes, du 17 décembre 2012 au 8 février 2013, de Walcourt, du 14 décembre 2012 au 5 février 2013 conformément aux dispositions du Code de l'Environnement relatives à l'organisation des enquêtes publiques, articles D.29-1 et suivants;

Vu l'avis de la Commission de Conservation de Namur, donné les 6 et 20 septembre et 2 et 7 octobre 2013;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l'Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d'importance communautaire;

Considérant les Décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les Décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d'action préventive, d'intégration et de précaution, tels que visés aux articles D.1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l'arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;

Considérant que seules les réclamations formulées dans les délais de l'enquête publique et selon les formalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement doivent être prises en compte;

Considérant les réclamations relatives au prétendu non-respect par le Gouvernement wallon des règles en matière d'accès à l'information, de participation du public et d'accès à la justice ainsi que celles portant sur la régression qui aurait été opérée en matière de participation par rapport aux enquêtes publiques de 2008 relatives aux arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant tout d'abord, que, suivant les modalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, des enquêtes publiques ont été organisées dans toutes les communes couvertes par un arrêté de désignation; que toute personne avait la possibilité de réclamer dans le cadre de ces enquêtes;

Considérant qu'outre les formalités requises par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement pour annoncer la tenue de l'enquête publique, d'autres actions ont été menées volontairement par l'administration afin d'en assurer la meilleure publicité auprès des personnes intéressées;

Considérant ainsi que la diffusion d'information au grand public relative au réseau Natura 2000 a été réalisée avant et pendant l'enquête par plusieurs biais : diffusion de guides de gestion, articles dans la presse spécialisée, colloque, envoi de newsletters, tenues de permanences, expositions, diffusion de spots (capsules) à la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) sur les différents types de milieux ainsi que sur les contraintes que leur gestion et leur protection requièrent, information via Internet (projets d'arrêtés de désignation, textes légaux, cartographie, modèles de formulaires de réclamation, contacts); que les principaux documents, textes légaux et réglementaires ont été mis à disposition en allemand; que des séances d'information bilingues (français-allemand) ont été organisées; que ces informations très pertinentes ont permis au public d'être sensibilisé à l'importance de participer à l'enquête publique;

Considérant que sur la base des informations cadastrales et du Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), les propriétaires et gestionnaires de parcelles en Natura 2000 ont reçu un courrier personnalisé de l'Administration les informant de la tenue de l'enquête et comprenant, à titre informatif, la liste de leurs parcelles situées en Natura 2000, des surfaces concernées et des unités de gestion correspondantes; que, préalablement à cet envoi, une campagne d'information spécifique à ce public a été menée;

Considérant ensuite que le fait que les mesures préventives et les objectifs de conservation ne figurent plus dans l'arrêté de désignation mais dans des arrêtés à portée générale permet d'harmoniser les mesures et les objectifs à l'échelle de la Région wallonne, en vue d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales, que les possibilités de réagir dans le cadre des enquêtes publiques par rapport à celles organisées en 2008 pour les huit sites désignés ne sont pas amoindries; qu'en effet, les réclamants ont la possibilité de donner leur avis sur les contraintes qu'implique le régime préventif pour leurs parcelles, en fonction de l'unité de gestion telle que délimitée dans le projet d'arrêté et des objectifs de conservation proposés;

Considérant que la présente enquête publique ne portait pas, à l'évidence, sur les décisions du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002 et du 4 février 2004 complétées par la décision du 24 mars 2005 relative à la sélection des sites, mais sur les arrêtés de désignation des sites proposés par la Région wallonne et retenus par la Commission comme sites d'importance communautaire (SIC); que les critiques sur le non respect prétendu des garanties procédurales prévues dans la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et sur l'accès à la justice en matière d'environnement, entrée en vigueur en Belgique le 21 avril 2003, dans le cadre de la procédure de sélection des sites, n'entrent donc pas dans le champ de la présente enquête; que quand bien même serait-ce le cas, force est de constater que ces critiques sont sans fondement;

Considérant, en effet, que concernant l'accès à l'information, la Région wallonne a transposé les exigences de la Convention d'Aarhus et du droit européen en la matière dans le Livre I^{er} du Code wallon et a respecté ces dispositions dans le cadre de la phase de sélection des sites, notamment en publiant sur internet la liste des sites proposés comme site d'importance communautaire suite aux décisions du 26 septembre 2002, du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, ainsi que les fichiers standard de données propres à chaque site;

Considérant que, pour ce qui est de la participation du public à ces décisions, le législateur n'a pas estimé devoir prévoir une telle modalité de participation à ce stade, la Directive Habitats ne l'exigeant pas elle-même; que la Cour constitutionnelle a estimé qu'« il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décreter de prévoir une enquête publique préalablement à la désignation définitive des zones qui sont susceptibles d'être déclarées zones spéciales de conservation » (C.A., n^o 31/2004, 3 mars 2004, point B.3.4);

Considérant que, en tout état de cause, l'organisation d'une enquête publique dans le cadre de la désignation permet aux propriétaires et occupants de faire valoir leurs observations tant sur le périmètre du site que sur celui des unités de gestion – et sur les motifs qui justifient ces périmètres – ainsi que sur les objectifs de conservation du site – lesquels reflètent notamment la liste des espèces et habitats pour lesquels le site a été désigné; qu'il est donc inexact d'affirmer que cette enquête intervient trop tard dans le processus décisionnel;

Considérant, en ce qui concerne l'accès à la justice, qu'aucun réclamant n'a introduit de recours contre les décisions du Gouvernement relatives à la sélection des sites précitées, publiées au *Moniteur belge* des 30 juillet 2004 (éd. 2), du 24 mars 2005 et du 23 février 2011, ce qui laisse à penser qu'ils ont considéré que la sélection en elle-même ne leur portait pas préjudice; qu'en revanche, il est certain que les arrêtés de désignation constitueront des actes susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat dès lors qu'ils pourraient causer grief par les contraintes qu'ils imposent aux particuliers; que l'accès à la justice des éventuels réclamants estimant n'avoir pas été suffisamment entendus est donc garanti, conformément à ce qu'exigent les articles 9.2 et 9.3 de la Convention d'Aarhus;

Considérant que les articles D.29-7, D.29-8 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, qui règlent l'annonce des enquêtes publiques pour les plans de catégorie A.2 dont font partie les arrêtés de désignation n'exigent nullement que figure dans l'avis ou les notifications une référence aux voies de recours éventuelles contre les arrêtés de désignation; que ce type d'information ne doit figurer que dans les décisions administratives des catégories B et C conformément à l'article D.29-22 du même Livre; qu'en outre, le courrier adressé aux propriétaires et gestionnaires annonçant la tenue des enquêtes publiques n'est nullement une exigence légale ou réglementaire;

Considérant, enfin, qu'aucune législation n'impose la consultation d'un conseil quelconque dans le cadre de l'adoption des arrêtés de désignation des sites Natura 2000;

Considérant néanmoins que, sur base de l'article 30, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Gouvernement a décidé de consulter les Commissions de conservation sur les réclamations et observations formulées en enquête publique relatives aux projets d'arrêtés de désignation des sites Natura 2000; que les Commissions de conservation ont pour mission de surveiller l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'assurer leur maintien ou leur rétablissement, dans un état de conservation favorable, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires et en prenant en considération les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales;

Considérant que les Commissions de conservation sont composées de membres représentant les différents intérêts de la société civile, à savoir d'un président nommé par le Gouvernement, de quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la conservation de la nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; d'un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature; d'un membre proposé par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne; de deux représentants proposés par des associations ayant pour objet social la conservation de la nature; de deux représentants proposés par les associations représentatives des propriétaires et occupants du ou des sites concernés; de deux représentants proposés par les associations professionnelles ayant pour objet social la défense d'activités agricoles, cynégétiques, piscicoles ou de sylviculture exercées dans le ou les sites concernés; que les groupes d'intérêts représentés dans ces commissions ont l'occasion de participer directement, par leurs représentants, à l'élaboration des avis des Commissions de conservation et donc à la surveillance de l'état de conservation des sites;

Considérant dès lors que les réglementations en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice ont bien été respectées et sont conformes au principe de standstill;

Considérant que la diversité des habitats et des habitats d'espèces rencontrée sur le site Natura 2000 BE35049 - « Vallée du Ruisseau de Fairoul » justifie pleinement sa désignation;

Considérant que ce site possède les caractéristiques propres à un site d'importance communautaire au sens de l'article 1^{er} bis, 13°, de la loi du 12 juillet 1973, et qu'il a été retenu comme tel par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2004, réactualisée par sa décision du 10 janvier 2011;

Considérant que le site abrite un ensemble majeur de plusieurs types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, identifiés sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site abrite des populations de plusieurs espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, identifiées sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site répond aux critères de sélection visés à l'article 25, § 1^{er}, et à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973, ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté, et doit en conséquence être désigné comme site Natura 2000 au titre de zone spéciale de conservation;

Considérant que le site est caractérisé par une grande richesse ornithologique et qu'il abrite plusieurs espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté; qu'il comprend des territoires appropriés en nombre et en superficie au regard des besoins de conservation de ces espèces, lesquels doivent être désignés comme site Natura 2000 au titre de zone de protection spéciale;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que chaque arrêté de désignation inclut « la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site »; considérant, en particulier, que le site BE35049 a été sélectionné pour les raisons suivantes : le site est un vaste complexe de mares issues d'anciennes exploitations minières, aux environs immédiats de Fraire (lieux-dits "Les Minières", "Les Alloux", "Taille devant les Vivis" et "Monlaiti"), les unes en milieu agricole, les autres en forêt. Certaines mares sont temporaires, d'autres sont permanentes. Les plans d'eau permanents sont souvent accompagnés d'une végétation mésotrophe à eutrophe d'intérêt communautaire (3130 et 3150). Ce complexe de mares est essentiel pour le triton crêté formant là une population importante bien connue du sous-bassin de la Sambre. Le vallon où coule le ruisseau de Fairoul (3260) est en partie bordé de hêtraies neutrophiles (9130) ainsi que de chênaies subatlantiques et médio-européennes (9160).

Considérant les tableaux repris en annexe 3 comprenant la liste des espèces et habitats pour lesquels le site est désigné, la surface de ces habitats ou la population de ces espèces estimée sur le site ainsi que l'évaluation selon une échelle de A à C, de leur état de conservation; que le présent arrêté renvoie au site internet où les données complètes du formulaire standard de données communiqué à la Commission et justifiant la désignation du site peuvent être consultées;

Considérant que la sélection du site a été réalisée sur base des meilleures connaissances scientifiques et des meilleures données disponibles, découlant notamment de différents travaux d'inventaire, de divers documents photographiques et cartographiques, de la littérature scientifique et de bases de données biologiques;

Considérant que les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations; qu'elles ont été pour partie actualisées sur base des meilleures connaissances disponibles et qu'il conviendra de poursuivre l'actualisation de ces données sur base d'une cartographie détaillée des habitats;

Considérant qu'en 2010, il a été décidé d'accélérer et de simplifier la désignation des sites Natura 2000; qu'en ce qui concerne les habitats d'intérêt communautaire, une cartographie détaillée existe pour 132 sites du réseau; qu'une méthodologie de cartographie des habitats simplifiée a dû être appliquée aux 108 sites restants; qu'en ce qui concerne les espèces d'intérêt communautaire, un relevé détaillé existe pour 90 sites et une méthodologie de relevé simplifiée a dû être appliquée sur les 150 autres sites;

Considérant que le site concerné par le présent arrêté a fait l'objet d'une cartographie détaillée des habitats; qu'en ce qui concerne les surfaces d'habitats d'intérêt communautaire reprises en annexe du présent arrêté, les données sont issues des inventaires scientifiques réalisés depuis 2005;

Considérant qu'en ce qui concerne les données des populations d'espèces reprises dans le présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005;

Considérant que les données relatives aux états de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations qu'il conviendra de préciser ultérieurement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables contient les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unité de gestion, ainsi que les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui y sont associées;

Considérant qu'en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation du site ainsi qu'au regard des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, des populations d'espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, et des espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 présents sur le site, il convient de délimiter sur le site les unités de gestion "UG 1 - Milieux aquatiques, UG 5 - Prairies de liaison, UG 7 - Forêts prioritaires alluviales, UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique, UG 9 - Forêts habitat d'espèces, UG 10 - Forêts non indigènes de liaison, UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques";

Considérant qu'en ce qui concerne l'obligation de cartographier la localisation des « principaux habitats naturels » exigée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, celle-ci n'implique pas de devoir localiser avec précision chaque type d'habitat naturel et chaque population d'espèce au sein du site; que les termes « habitats naturels » visés à cette disposition renvoient à la définition de l'article 1^{er}bis, 2°, qui vise « les zones terrestres ou aquatiques dont les caractéristiques géographiques et abiotiques et dont les possibilités de colonisation naturelle permettent la présence ou la reproduction de populations d'espèces de faune ou de flore sauvages. Les habitats sont dits naturels, que leur existence soit ou non due à une intervention humaine »; que le terme « principaux » indique qu'il s'agit seulement de localiser les grandes catégories d'habitats naturels du site et non chaque type précis d'habitat naturel d'intérêt communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 3°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que, dès lors, ladite cartographie reprise dans l'arrêté de désignation correspond à celle des unités de gestion dans la mesure où celles-ci sont définies, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, par grand type(s) de milieu(x) justifiant des mesures globalement homogènes de gestion; que les contraintes applicables à chaque parcelle peuvent être facilement connues; qu'il s'agit en effet, d'une part, de contraintes applicables à tout le site, à savoir celles qui sont contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 relatif aux mesures préventives générales et, d'autre part, des mesures d'application dans l'unité de gestion concernée au sens de l'arrêté du 19 mai 2011;

Considérant que le régime de protection des sites Natura 2000 prévoit la soumission d'une série d'actes et travaux, non soumis à permis en vertu d'autres législations, à dérogation, autorisation ou notification de la compétence du DNF; qu'il s'agit d'interdictions relatives dans la mesure où elles peuvent être levées pour autant que les actes qu'elles visent ne portent pas atteinte à l'intégrité du site conformément à ce que prévoit l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'il en va de même en ce qui concerne les actes soumis à permis en vertu d'une autre législation; qu'en tout état de cause, des travaux pourraient être autorisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, moyennant le respect des conditions de dérogation visées à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir l'absence de solutions alternatives et l'adoption de mesures compensatoires nécessaires pour assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000;

Considérant l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature qui prévoit l'interdiction de détériorer les habitats naturels et de perturber les espèces pour lesquels les sites ont été désignés, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de Natura 2000; que cet article est potentiellement applicable aux actes commis en dehors des sites Natura 2000; que l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, relatif à l'évaluation appropriée des incidences sur l'environnement, s'applique également à des projets et plans situés en dehors des sites Natura 2000 et susceptibles d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000 eu égard aux objectifs de conservation de ce site;

Considérant, en ce qui concerne la proportionnalité des mesures, que le Gouvernement a mis en place un régime préventif reposant sur des contraintes graduelles en fonction de la sensibilité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire aux perturbations, sous la forme respectivement d'interdictions, d'autorisations et de notifications; que les premières visent les activités qui sont susceptibles dans la plupart des cas, d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes protégés, alors que les dernières visent les activités qui ne peuvent avoir un tel impact que dans certaines circonstances;

Considérant que le choix des mesures applicables par le Gouvernement dans ses arrêtés des 24 mars 2011 et 19 mai 2011 s'est fait sur la base de considérations scientifiques, tout en tenant compte des exigences socio-économiques, conformément au droit européen, de manière à impacter le moins possible les activités économiques ou d'utilité publique;

Considérant que la possibilité pour l'autorité compétente de refuser ou simplement d'assortir son autorisation de conditions, ainsi que la possibilité pour celle-ci d'accorder des dérogations aux interdictions au cas par cas, démontrent la volonté du Gouvernement de n'imposer que les contraintes strictement nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation au sein du réseau Natura 2000;

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'exclut pas l'extension d'infrastructures telles que des exploitations agricoles, des stations d'épuration, des lignes électriques, des voies de chemin de fer, des voiries, des canalisations de gaz, etc., pour autant que celle-ci soit couverte par la ou les autorisations requises et qu'elle ait fait l'objet, si nécessaire, d'une évaluation appropriée des incidences préalable conforme aux modalités et aux conditions visées à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant les réclamations émises par certaines personnes quant à l'impossibilité de gérer certaines situations d'urgence dans le cadre du régime préventif mis en place dans les sites une fois que les sites seront désignés; que ni les Directives Oiseaux et Habitats, ni la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'envisagent explicitement les situations d'urgence; que l'interdiction générale visée à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'exclut de son champ d'application que les interventions du bourgmestre dans le cadre de ses compétences de police générale; que les interventions des administrations régionales et locales qui n'entrent pas dans ce cadre, quand bien même seraient-elles justifiées par l'urgence, restent soumises à cette interdiction, sauf à respecter les conditions de la dérogation visée à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que ceci ressort de la jurisprudence récente de la Cour de justice sur l'article 6, § 2, de la Directive Habitats (arrêt *Alto Sil*);

Considérant que les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 prévoient différentes hypothèses dans lesquelles certaines mesures préventives ne trouvent pas à s'appliquer pour des motifs de sécurité publique (coupe d'arbres menaçant la sécurité publique le long des routes, chemins, sentiers, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz dans l'UG 6 « forêt prioritaire » par ex.); que s'agissant des interventions dans les cours d'eau, notamment en cas de risques d'inondation, aucune mesure préventive n'interdit ni ne soumet à autorisation ou notification les interventions pour retirer des embâcles ou pour abattre des arbres devenus un danger pour la sécurité publique; que dans les forêts hors régime forestier, les arbres morts menaçant la sécurité et non situés

le long des routes, chemins, sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz, peuvent être abattus pour autant qu'ils soient laissés « couchés » sur place (article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011); que dans les UG 1, aucune mesure n'apporte de contraintes à cet égard, sauf si la mesure d'urgence implique une modification du relief du sol;

Considérant, en tout état de cause, qu'une procédure accélérée de dérogation et d'autorisation « Natura 2000 » est prévue par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000; qu'une autre possibilité consiste à prévoir les interventions d'urgence à des fins de sécurité publique dans un « plan de gestion » au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

Que par ailleurs, il faut noter que ni le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), ni le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement n'exonèrent les actes, travaux ou installations des formalités applicables pour des motifs liés à l'urgence ou à la sécurité publique; qu'il n'est donc pas disproportionné ni discriminatoire de ne pas prévoir de telles exceptions dans le régime Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne les restrictions d'accès sur les routes, chemins et sentiers dans les sites Natura 2000 ou encore aux cours d'eau non navigables ou à certains barrages, aucune forme particulière d'accès n'est soumise à contrôle par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2011 et 19 mai 2011;

Considérant, en revanche, qu'en vertu du principe du cumul des polices administratives, les règles sur la circulation en forêt ou dans les cours d'eau restent entièrement d'application dans les sites Natura 2000;

Considérant également, en ce qui concerne le caractère proportionné des mesures, que, de manière générale, le fait que certaines mesures préventives impliquent parfois des actions « positives » de la part des propriétaires et occupants, plutôt qu'uniquement des abstentions, n'implique pas pour autant que ces mesures doivent obligatoirement figurer au titre des mesures de gestion active;

Considérant en effet que de nombreuses dispositions de police administrative, le cas échéant sanctionnées pénalement, impliquent des « obligations de faire » dans l'intérêt général, et ce sans indemnisation, comme par exemple en matière d'échardonnage des prairies, de gestion des cours d'eau non classés, d'élagage des arbres surplombant la voie publique, de maintien en bon état de propreté des accotements et des trottoirs ou encore de réparation des chemins vicinaux;

Considérant que, dans le cadre du régime Natura 2000, les contraintes découlant des mesures préventives, y compris celles qui sont susceptibles d'entraîner certaines obligations positives dans le chef de leurs destinataires, sont compensées financièrement par les indemnités ainsi que par les exonérations fiscales;

Considérant que les mesures d'interdiction de l'accès au bétail aux cours d'eau ne sont pas spécifiques à Natura 2000; que celles-ci étaient déjà d'application, sans compensation financière, sur environ la moitié du territoire wallon en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ainsi que de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables; que les impositions de cette législation ont été récemment modifiées et renforcées par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau et modifiant diverses dispositions; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau et l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoient des possibilités de financement d'installation de clôtures;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que les arrêtés de désignation doivent contenir, « *compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation* », y compris ceux qui sont mentionnés à cette disposition, dont le contrat de gestion active; que le présent arrêté reprend la liste proposée par la loi sans spécifier les moyens qui seront utilisés par parcelle ou par unité de gestion; qu'une telle précision n'est pas requise par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'afin de permettre une négociation la plus large possible avec les propriétaires et occupants à l'occasion de la concertation visée à l'article 26, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou la conclusion de toute autre convention conformément à l'article 26, § 3, alinéa 4, de la même loi, il est préférable de laisser ouvertes toutes les options dans l'arrêté de désignation; que cela permettra à l'autorité compétente d'évaluer, au cas par cas, en fonction des besoins locaux en termes de conservation, des exigences socio-économiques et des souhaits des propriétaires et occupants concernés les moyens les plus appropriés pour assurer la gestion active des parcelles au sein des différentes unités de gestion;

Considérant que vouloir obtenir ce degré de précision dans l'arrêté de désignation aurait retardé considérablement son adoption, alors que celle-ci permet de rendre applicable le régime préventif dans sa totalité;

Considérant que les propriétaires et occupants ont eu l'occasion, dans le cadre de l'enquête publique, de déposer des réclamations sur la délimitation des unités de gestion et sur les objectifs de conservation applicables, qui permettent déjà de déterminer les objectifs à poursuivre dans le cadre de la gestion active; que leur confiance n'est donc nullement trompée dans la mesure où la liste des moyens proposés reste totalement ouverte et qu'elle n'est pas précisée parcelle par parcelle; que l'effet utile de l'enquête n'est pas affecté puisque les propriétaires et occupants peuvent déjà faire valoir leurs observations sur la configuration des unités de gestion, qui détermine largement le type de contraintes dont feront l'objet les parcelles qui y sont situées;

Considérant que le terme « plan de gestion » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables vise soit le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, soit le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, soit le plan de gestion d'une réserve forestière, soit l'aménagement forestier adopté après le 13 septembre 2009, soit l'aménagement forestier existant avant cette date mais révisé conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier, soit l'avis conforme remis par la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales; que les plans de gestion ne font pas partie du contenu obligatoire des arrêtés de désignation tel que fixé par le législateur;

Considérant que le régime de protection primaire et le régime préventif applicables respectivement aux sites candidats et aux sites désignés comme sites Natura 2000 en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne constituent ni une expropriation, ni une mesure pouvant être assimilée à une expropriation au sens de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, mais bien des mesures visant à réglementer l'usage des biens qui n'entraînent en rien la *privation* du droit de propriété, même de façon indirecte; que ces régimes s'inscrivent directement dans le cadre de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Premier Protocole qui autorise les Etats à réglementer l'usage des biens aux fins de l'intérêt général;

Considérant, en particulier, que les contraintes imposées à l'exploitation des terres agricoles concernées dans les UG 2 et 3 n'entraînent nullement l'interdiction définitive d'exploiter ces terres – notamment d'y faire paître du bétail ou de récolter l'herbe, qu'elles impliquent uniquement l'obligation de modifier certaines pratiques agricoles pour se concilier avec les exigences écologiques des espèces et habitats concernés, lesquels, par définition, sont liés à des milieux agricoles et non des milieux vierges de toute activité humaine; que le mécanisme d'indemnisation prévu par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les exemptions fiscales accordées aux propriétaires contribuent en tout état de cause à compenser les coûts supplémentaires et les pertes de revenus que pourraient subir certains exploitants, garantissant ainsi le « juste équilibre » à respecter entre les nécessités de l'intérêt général et le droit au respect des biens consacré par la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant que des avantages financiers sont accordés aux propriétaires et gestionnaires de terrains situés en Natura 2000 afin de compenser les contraintes légales et réglementaires supplémentaires qui y sont d'application du fait de leur inclusion dans le réseau Natura 2000;

Considérant que l'indemnisation des exploitants agricoles prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 en exécution de l'article 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature a été calculée à partir d'une évaluation économique objective; que cette indemnisation permet de compenser, les coûts supplémentaires et les pertes de revenus éventuels résultant de cette réglementation de l'usage des biens, garantissant ainsi le caractère proportionné de la mesure; que conformément à l'exigence de proportionnalité, l'indemnisation est supérieure dans le cadre du régime préventif, celui-ci étant plus contraignant que le régime de protection primaire dans les UG 2 et 3;

Considérant que pour une indemnité considérablement moindre, 5 % des superficies de prairies wallonnes sont actuellement engagées dans la méthode agri-environnementale de la MAE2 « prairie naturelle »; que dans un souci de proposer des compensations suffisantes, les niveaux d'indemnisation sont nettement supérieurs et dérogent aux plafonds des règlements européens fixés à 200 euros par hectare et par an;

Considérant que, à ces indemnisations s'ajoutent une exemption du précompte immobilier, des droits de succession et, depuis 2011, des droits de donation, dans le chef des propriétaires;

Considérant dès lors que, en aucun cas, il ne saurait être question d'une expropriation *de facto*, disproportionnée par rapport aux objectifs de conservation poursuivis en application du droit européen;

Considérant les réclamations émises en enquête publique relatives à la prétendue violation du principe de « standstill »;

Considérant qu'il est, en particulier, reproché au Gouvernement d'avoir réduit sensiblement le niveau de protection des huit sites déjà désignés par le Gouvernement le 30 avril 2009, sans pour autant donner des motifs d'intérêt général susceptibles de justifier une telle régression sensible;

Considérant qu'« *il faut une approche globale de la réforme pour apprécier dans quelle mesure, au terme du bilan « coûts-avantages », la réforme apporte un recul ou non* » (CE, n° 187.998, 17 novembre 2008, *Coomans et crts.*; voy. également, CE, n° 191.272, 11 mars 2009, *ASBL Inter-Environnement Wallonie*);

Considérant que, à la suite de l'adoption des huit premiers arrêtés de désignation le 30 avril 2009, il a été décidé de réformer le système afin d'en améliorer la lisibilité et, dès lors, la mise en œuvre sur le terrain; qu'une nouvelle stratégie de désignation de l'ensemble des sites Natura 2000 et de protection de ceux-ci a ainsi été élaborée et que, dans ce cadre, il a ainsi été décidé de scinder la désignation des sites (périmètres, dénomination, découpage en unités de gestion, parcelles cadastrales) des mesures de protection et de gestion applicables dans ceux-ci; que ceci permet d'alléger le contenu des arrêtés de désignation par la création d'un socle commun dont la lisibilité a été améliorée;

Considérant que les mesures ont été revues de manière à les rendre davantage contrôlables sur le terrain avec pour objectif d'en assurer une mise en œuvre effective et efficace; que le champ d'application territorial de certaines mesures a été élargi;

Considérant que, de façon globale, les huit sites désignés le 30 avril 2009 ne seront pas moins bien protégés aujourd'hui puisque leurs arrêtés de désignation seront abrogés et remplacés, par souci d'égalité des propriétaires et occupants concernés, d'harmonisation, de cohérence et d'efficacité, sans opérer de régression sensible dans la protection;

Considérant que l'analyse du régime applicable aux sites désignés le 30 avril 2009 et du régime actuel ne conduit pas à la conclusion d'un moindre niveau de protection globale étant entendu que certaines dispositions ont été identifiées dans les arrêtés de désignation du 30 avril 2009 comme redondantes par rapport aux dispositions prises par d'autres législations en vigueur telles que la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et le Code forestier;

Considérant que le caractère moins « spécifique » des mesures préventives et des objectifs de conservation (à l'époque encore « objectifs de gestion active ») n'implique aucune régression dans la protection; qu'en effet, désormais, les objectifs de conservation ont été harmonisés à l'échelle de la Région (espèce par espèce/habitat par habitat) sans pour autant être réduits dans leur contenu ni dans leur valeur juridique; que cette harmonisation permet de respecter mieux l'égalité entre propriétaires et occupants et réduit considérablement la lourdeur des arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant que le caractère moins précis de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire n'entraîne pas pour autant une régression quelconque dans le contenu de la protection s'appliquant aux espèces et habitats concernés, qui restent protégés par le régime préventif prévu à l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et dans ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le contenu des objectifs de conservation et des mesures préventives a certes changé dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 par rapport au contenu des arrêtés de désignation du 30 avril 2009, mais pas dans le sens d'une régression, ni a fortiori d'une régression sensible;

Considérant qu'en ce qui concerne les critères sur base desquels les arrêtés de désignation ont été établis, ils sont limités aux exigences prescrites par les Directives Oiseaux et Habitats ainsi que par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, que l'objectif poursuivi par ces textes est d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable; que la sélection et la délimitation des sites ne peut être établie que sur base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique;

Considérant que les unités de gestion consistent en des périmètres d'un seul tenant ou non, situés à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requièrent des mesures de conservation globalement homogènes et qui sont délimitées en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques;

Considérant que la Région wallonne a des responsabilités en termes de maintien dans un état de conservation favorable d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire; que certains de ces habitats et espèces peuvent s'avérer bien représentés en Région wallonne mais justifient un régime de protection strict compte tenu de leur rareté relative à l'échelle européenne;

Considérant qu'il n'y a pas lieu pour l'instant de procéder à l'ajout de parcelles par rapport au périmètre du site soumis en enquête publique, ce dernier satisfaisant aux critères de sélection fixés par les Directives Oiseaux et Habitats et par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que le périmètre du site finalement désigné exclut, en tout ou partie, certaines parcelles du périmètre adopté en première lecture suite aux demandes formulées dans le cadre de l'enquête publique; qu'après vérification et actualisation des données, ces parcelles ne répondent pas aux critères scientifiques pour être désignées en tant que zone spéciale de conservation ou zone de protection spéciale dans la mesure où elles ne présentent pas d'intérêt biologique particulier; que cette absence d'intérêt n'est pas due à une absence ou à une mauvaise gestion; que ces parcelles ne contribuent pas non plus à la cohérence du réseau; qu'elles ne contribuent pas à l'atteinte des objectifs de conservation; qu'il en résulte qu'elles ont donc été incluses par erreur dans le site et qu'il y a donc lieu de les retirer; que les autres demandes de retrait n'ont pas été acceptées dans la mesure où elles concernent des parcelles répondant aux critères scientifiques de sélection des sites ou nécessaires à la cohérence du réseau Natura 2000 et à l'atteinte des objectifs de conservation du site;

Considérant que certaines parcelles, bien que reprises dans les cartes annexées à l'arrêté de désignation, sont exclues du site par le biais d'une liste annexée à l'arrêté de désignation (voir annexe 2.2); que cette façon de procéder est autorisée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature selon lequel les prescriptions littérales relatives à la délimitation du site et des unités de gestion l'emportent sur les prescriptions graphiques en cas de discordance; que, sur le plan pratique, la taille des parcelles bâties peut parfois être très réduite; que, pour éviter de « miter » les cartes par la délimitation desdites parcelles, l'option de la liste des parcelles exclues du site sans indication sur la carte proprement dite a été préférée;

Considérant que pour des raisons de stabilité temporelle, la cartographie Natura 2000 est basée sur le référentiel de l'IGN vectoriel au 1/10 000^e; que, comme tout référentiel cartographique, il ne s'agit que d'une représentation de la réalité de terrain; qu'il peut en résulter des imprécisions par rapport à cette réalité ou des modifications sur le terrain non prises en compte par la cartographie;

Considérant que la référence officielle en matière de parcellisation cadastrale est la matrice cadastrale et que les couches cartographiques qui en découlent (CADMap) ne se basent pas sur un référentiel particulier mais sont une numérisation des plans parcellaires;

Considérant que le SIGEC est le résultat de la digitalisation de l'ensemble des parcelles agricoles déclarées en Région wallonne sur base de photographies aériennes orthorectifiées;

Considérant que les parcelles cadastrales et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas rigoureusement superposables; que, de même, les parcelles du SIGEC et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas non plus rigoureusement superposables; qu'il en résulte des décalages; qu'il convient dès lors d'interpréter cartographiquement et sur le terrain afin d'identifier les limites réelles de parcelles et des unités de gestion dont les couches cartographiques ne sont que des représentations;

Considérant qu'en ce qui concerne le plan de secteur, les couches cartographiques présentent des limitations d'utilisation décrites et disponibles sur le lien http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; que des décalages existent entre le plan de secteur et l'IGN qui a servi de référentiel à la cartographie Natura 2000;

Considérant qu'au sein de notre Etat fédéral, les compétences d'attribution sont exclusives, sous réserve du respect du principe de proportionnalité et du respect de la loyauté fédérale; qu'une entité fédérée ne peut pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par l'Etat fédéral de ses compétences; qu'en l'espèce, la Région wallonne n'empiète pas directement sur les compétences fédérales;

Considérant qu'en ce qui concerne plus particulièrement les chemins de fer, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne poursuit qu'un objectif de conservation de la nature et ne règle pas la gestion et l'entretien des infrastructures ferroviaires en soi; qu'un cumul est possible entre les deux polices administratives; que si certaines contraintes peuvent découler du régime préventif, *a priori*, il ne rend pas pour autant « impossible » ou « exagérément difficile » le maintien et l'entretien des infrastructures; qu'en cas de risque d'atteinte à l'intégrité du site, par exemple par les engins de chantier, il existe toujours une dérogation possible pour raison d'intérêt public majeur en vertu de l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que certains réclamants soulèvent d'éventuelles incompatibilités entre certaines dispositions des arrêtés de désignation et celles de la police administrative spéciale dont ils ont la charge (par ex. la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer ou la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation); que ces incompatibilités seraient contraires à la hiérarchie des normes, dans la mesure où ces règles ont valeur législative alors que les arrêtés de désignation n'auraient qu'une valeur réglementaire;

Considérant que ces affirmations sont sans fondement, aucune incompatibilité concrète n'étant démontrée; que les servitudes légales prévues par les législations de police relatives aux infrastructures d'utilité publique imposent des restrictions au droit de propriété des riverains de ces infrastructures qui, conformément au principe de cumul des polices administratives, se cumulent aux prescriptions du régime de protection primaire applicable aux sites candidats et au régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Considérant que les propriétaires et occupants, gestionnaires des terres, sont tenus de respecter toutes les servitudes légales applicables à leur propriété sans que cela ne pose pour autant un problème d'incompatibilité entre l'arrêté de désignation et les prescriptions de ces législations de police;

Considérant que le cumul implique effectivement l'obligation pour le gestionnaire de l'infrastructure de respecter les règles découlant du régime préventif applicable aux sites Natura 2000, y compris l'obligation, le cas échéant, de solliciter la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature lorsque le projet implique une atteinte à l'intégrité du site; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'arrêté de désignation violerait les législations de police administrative concernées; que la possibilité de solliciter une dérogation pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature socio-économique ou en lien avec la sécurité et la santé publiques, permettent au demeurant aux gestionnaires des infrastructures d'utilité publique de mener à bien des projets justifiés par de telles raisons en l'absence de solutions alternatives et moyennant compensation;

Considérant, en outre, que les mesures préventives découlant du régime préventif applicables aux sites suite à leur désignation comme sites Natura 2000 ne remettent par ailleurs pas en cause les missions de service public confiées aux organismes d'intérêt public et en particulier les entreprises publiques autonomes dont Infrabel visées par les législations organiques telle que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 156);

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'interdit qu'un nombre très limité d'activités, généralement agricoles ou sylvicoles et uniquement dans certaines unités de gestion très fragiles;

Considérant, pour le surplus, que la principale contrainte découle de l'obligation, pour l'autorité gestionnaire, de ne pas perturber de façon significative ni de détériorer respectivement les espèces et les habitats d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, prescrite par l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et de ne pas porter atteinte à l'intégrité du site via des plans ou des permis susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le site conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que ces contraintes peuvent être levées, par la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur y compris la sécurité et la santé publique ou de nature socio-économique et après avis de la Commission si le site abrite des habitats ou espèces prioritaires; que ce cadre est fixé par la Directive 92/43 du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et ne peut être modifié, sous peine de violer le droit européen;

Considérant que si une contradiction manifeste devait être constatée entre les dispositions réglementaires d'un arrêté de désignation et une disposition d'une législation de police ou d'une législation organique organisant des services publics utilisant des infrastructures dans ou à proximité d'un site Natura 2000, cette contradiction ne découlerait pas de l'arrêté de désignation mais directement des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (article 28 et 28bis) établissant le régime préventif applicable dans les sites Natura 2000; que l'arrêté de désignation n'est qu'un acte-condition à valeur principalement réglementaire dont l'adoption a pour principal effet de déclencher l'entrée en vigueur, dans le périmètre qu'il délimite, d'une série de mesures préventives à caractère législatif, au même titre, par exemple, qu'un arrêté de classement, qui, en dépit de sa valeur individuelle, rend applicable au site classé le régime de protection prévu par la législation sur la protection du patrimoine;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité de prendre en compte, au stade de la délimitation du site, l'existence ou les projets d'infrastructures d'utilité publique ou d'équipements de service public tels que des stations d'épuration existantes ou à créer, des lignes de chemin de fer, le réseau routier, des canalisations, etc., il importe de rappeler que le Gouvernement wallon ne peut fonder ses désignations de sites que sur des critères purement scientifiques définis par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qu'il n'est donc pas possible d'exclure certaines parties du périmètre d'un site répondant aux critères de classement comme site Natura 2000 uniquement pour éviter d'inclure dans le périmètre du site des parcelles destinées à l'implantation ou l'exploitation d'infrastructures, fussent-elles d'utilité publique;

Considérant qu'en revanche, les possibilités de déroger au régime préventif pour des raisons impératives d'intérêt public majeur prévues à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973, permettent aux gestionnaires de mener des activités en dépit de leur impact sur les sites, moyennant le respect de certaines conditions;

Considérant qu'en ce qui concerne la demande de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie (SPW), de l'ASBL GRACQ et de l'ASBL Chemins du Rail relative au souhait de préserver les assiettes des voies de chemin de fer désaffectées en vue de développer le RAVeL ou de nouvelles voies de chemin de fer et de leur suggestion d'inclure systématiquement les voies de chemin de fer dans l'unité de gestion anthropique (UG 11) sur minimum 12 mètres ainsi que la demande d'Infrabel d'exclure le domaine de l'infrastructure ferroviaire et tout ou partie des parcelles qui se trouvent dans une zone de 20 mètres mesurée à partir du franc-bord du chemin de fer, le Gouvernement ne peut sélectionner et délimiter les sites que sur la base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique; qu'il ne saurait donc être question d'exclure un réseau de voirie ou des voies de chemin de fer d'un site sans justification scientifique;

Considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre le régime préventif découlant de l'adoption de l'arrêté de désignation et la police des chemins de fer, ce qui exclut toute irrégularité liée au prétendu non-respect de ladite police des chemins de fer; qu'il s'agit de deux polices administratives distinctes dont les effets se cumulent; que, quand bien même une contradiction pourrait être relevée, ce qui n'a pas été le cas dans le cadre des enquêtes publiques, l'arrêté de désignation, du moins lorsqu'il ne comporte pas d'objectifs de conservation spécifiques ni de mesures préventives ou d'interdictions spécifiques, c'est-à-dire des mesures et interdictions propres au site, présente la nature d'un acte-condition, dont l'entrée en vigueur conditionne l'application d'un régime préventif d'origine décrétable issu de l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que deux règles de police de même niveau hiérarchique se cumulent au profit de la plus restrictive;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Est désigné comme site Natura 2000 BE35049 – « Vallée du Ruisseau de Fairoul », l'ensemble des parcelles et parties de parcelles cadastrales visées à l'annexe 1^{re} du présent arrêté et situées sur le territoire des communes de Florennes et Walcourt.

Le périmètre du site, délimité sur une carte à l'échelle 1/10 000^e, ainsi que les prescriptions littérales qui visent à le préciser sont fixés par l'annexe 2 du présent arrêté.

Le site Natura 2000 BE35049 - « Vallée du Ruisseau de Fairoul » couvre une superficie de 55,76 ha.

Art. 2. Sont précisés à l'annexe 3.A., compte tenu des données actuellement disponibles :

1° les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site;

2° leur surface et leur état de conservation tel qu'estimé à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales abritant les habitats naturels prioritaires présents dans le site.

Art. 3. Sont précisés à l'annexe 3.B., compte tenu des données actuellement disponibles :

1° les espèces d'intérêt communautaire et les espèces d'oiseaux pour lesquelles le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site;

2° leur niveau de population et leur état de conservation tel qu'estimé à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales qui abritent les espèces prioritaires présentes dans le site.

Art. 4. Concernant les parties du site proposées comme zone spéciale de conservation, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Concernant les parties du site proposées comme zones de protection spéciale, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'article 25, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Les résultats relatifs à l'application de ces critères au site sont synthétisés à l'annexe 3.A et 3.B du présent arrêté.

Art. 5. Les unités de gestion présentes sur le site et la carte délimitant leur périmètre sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté.

Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Art. 6. Compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens de gestion active proposés pour atteindre les objectifs de conservation du site peuvent être :

- la conclusion d'un contrat de gestion active ou toute autre forme de contrat conclu par la Région wallonne avec des propriétaires ou occupants concernés;

- la création d'une réserve naturelle domaniale ou agréée ou d'une réserve forestière;

- la modification de l'aménagement forestier éventuellement en vigueur;

- l'adoption d'un plan de tir pour les espèces de grand gibier à contrôler (dans le ressort du ou des conseils cynégétiques concernés);

- la modification du plan de gestion du régime hydrique des terres agricoles établi par le wateringue conformément à la législation en vigueur;

- la mise de terrains à la disposition de la Région wallonne ou d'une association de protection de la nature reconnue conformément à l'article 17, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986;

- la modification, le cas échéant, du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique en vigueur sur le site et/ou l'adaptation du programme de mesures de protection des eaux adopté le cas échéant en vertu du Code de l'Eau;

- la modification des programmes de travaux de curage et d'entretien du cours d'eau;

- l'adoption de mesures agri-environnementales;

- tout autre moyen de gestion active pertinent suggéré lors de la concertation.

Art. 7. Le site Natura 2000 BE35049 - « Vallée du Ruisseau de Fairoul » dépend de la Commission de Conservation de Namur.

Art. 8. La présente désignation prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Art. 9. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 1^{re} : Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales comprises dans le site Natura 2000 BE35049 - Vallée du Ruisseau de Fairoul

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit sont comprises dans le site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" :

COMMUNE : FLORENNES Div. 7, Section A : parcelles 1, 109A (partim 22 %), 109B, 110, 117L (partim 0 %), 2A, 2D2 (partim 54 %), 5/02 (partim 5 %), 5D (partim 22 %), Div. 8, Section C : parcelles 10A (partim 1 %), 11 (partim 83 %), 12, 13 (partim 3 %), 14 (partim 71 %), 15

COMMUNE : WALCOURT Div. 14, Section A : parcelles 554W5, 554X5, 554Y5 (partim 30 %), 557E (partim 84 %), 558H, 558K, 564, 567C18 (partim 17 %), 568A (partim 80 %), 569/02, 569B3, 569C3 (partim 5 %), 569E2, 569E3 (partim 40 %), 569H (partim 7 %), 569T2 (partim 6 %), 569Z2 (partim 6 %), 570G, 573D, 573E, 574 (partim 11 %), 578B (partim 1 %), 711B2 (partim 85 %), 711D2 (partim 27 %), 711E2 (partim 72 %), 711Y (partim 10 %), 714/02B (partim 84 %), 714G6, 714N7 (partim 93 %), 714S6 (partim 77 %), 714V4, 714W4 (partim 77 %), 715A, 738D (partim 21 %), 779 (partim 32 %), 781A (partim 79 %), 782C (partim 26 %), 784 (partim 18 %), 798A (partim 86 %), Section B : parcelles 530B (partim 54 %), 554C, 556A, 557, 563N5, 565A, 565G, 565H, 566K, 566L, 566M, 567A, 639B (partim 5 %), 639C (partim 8 %), 639D (partim 8 %).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 2 : Délimitation du périmètre du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"**2.1. Carte délimitant le périmètre du site**

La présente carte fixe, au jour de la désignation du site, à l'échelle cartographique 1/10 000^e (publiée au 1/25 000^e) le périmètre du site.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

2.2. Prescriptions littérales visant à préciser le périmètre du site

Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales non comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit ne sont pas comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE35049 - « Vallée du Ruisseau de Fairoul » :

COMMUNE : FLORENNES Div. 7, Section A : parcelles 2F2, 2G2, 2L

COMMUNE : WALCOURT Div. 14, Section A : parcelles 569A3, 569W, 573C, 573F, 711X, 778A, 782B, Section B : parcelles 543N, 562D, 563G4, 563L5, 563M5, 563R5, 563S4, 563V4, 563X4, 563Y3, 639A, 644A, 645A, 645B, 646A, 646C, 647A, 648A, 648E, 648F, Div. 15, Section B : parcelles 84.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 3 : Liste des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels le site est désigné et données y afférentes; synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"

La présente annexe indique, compte tenu des données actuellement disponibles :

- la liste des types d'habitats naturels et la liste des espèces pour lesquels le site est désigné ainsi que les données concernant respectivement leurs surfaces, leur niveau de population et l'estimation de leur état de conservation; les types d'habitats naturels et les espèces prioritaires sont indiqués par un astérisque (*);
- une synthèse des résultats de l'évaluation de l'importance du site pour assurer la conservation des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII et des espèces d'intérêt communautaire de l'annexe IX et des espèces d'oiseaux de l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 que le site abrite.

Ces résultats justifient la sélection du site comme site Natura 2000. Les données complètes, détaillant les résultats de l'application des critères de sélection, sont disponibles auprès des services centraux du Département de la Nature et des Forêts, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Jambes et sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>

Les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005. Ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations. Elles ont été pour partie actualisées, en particulier pour les surfaces, sur base des meilleures connaissances disponibles et il conviendra de poursuivre l'actualisation de ces données sur base d'une cartographie détaillée des habitats.

Le site BE35049 a été sélectionné pour les raisons suivantes : le site est un vaste complexe de mares issues d'anciennes exploitations minières, aux environs immédiats de Fraire (lieux-dits "Les Minières", "Les Alloux", "Taille devant les Vivis" et "Monlaiti"), les unes en milieu agricole, les autres en forêt. Certaines mares sont temporaires, d'autres sont permanentes. Les plans d'eau permanents sont souvent accompagnés d'une végétation mésotrophe à eutrophe d'intérêt communautaire (3130 et 3150). Ce complexe de mares est essentiel pour le triton crêté formant là une population importante bien connue du sous-bassin de la Sambre. Le vallon où coule le ruisseau de Fairoul (3260) est en partie bordé de hêtraies neutrophiles (9130) ainsi que de chênaies subatlantiques et médio-européennes (9160).

A. Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII de la loi pour lesquels le site est désigné

Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface	EC	UG HIC *
3130	2,26 ha	-	
9130	0,92 ha	-	
3150	0,11 ha	C	
3260	0,00 ha	-	

Légende : EC : estimation de l'état de conservation au moment de la sélection du site; A : conservation excellente; B : conservation bonne; C : conservation moyenne; UG HIC* : unité(s) de gestion abritant ou susceptible(s) d'abriter (lorsque les données précises ne sont pas disponibles) l'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire; "-" : donnée non disponible.

3130 : Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation du *Littorelletea uniflorae* et/ou du *Isoëto-Nanojuncetea*

3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du type *Magnopotamion* ou *Hydrocharition*

3260 : Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion*

9130 : Hêtraies du *Asperulo-Fagetum*.

B. Espèces des annexes IX et XI de la loi pour lesquelles le site est désigné

Code	Nom latin	Nom français	Population				EC
			résidente	migratoire			
				repr.	hiver	étape	
1166	Triturus cristatus	Triton crêté	P				B

Légende : P = présence; p = couple; id = individu; EC : estimation de l'état de conservation au moment de la sélection du site; A : conservation excellente; B : conservation bonne; C : conservation moyenne; vis. : visiteur; occ. : occasionnel; "-" : donnée non disponible

Depuis la sélection des sites, les espèces suivantes ont également été observées :

Code	Nom latin	Nom français	Population				EC
			résidente	migratoire			
				repr.	hiver	étape	
A153	Gallinago gallinago	Bécassine des marais		P			-

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

**ANNEXE 4 : Désignation et délimitation du périmètre des unités de gestion
du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"**

4.1. Liste des unités de gestion délimitées au sein du site

Le site abrite les unités de gestion suivantes :

- UG 1 - Milieux aquatiques
- UG 5 - Prairies de liaison
- UG 7 - Forêts prioritaires alluviales
- UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique
- UG 9 - Forêts habitat d'espèces
- UG 10 - Forêts non indigènes de liaison
- UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques.

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

4.2. Carte délimitant le périmètre des unités de gestion

Les cartes ci-annexées fixent, à l'échelle cartographique 1/10 000^e (publiée au 1/25 000^e) le périmètre des unités de gestion présentes sur le site. Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 de désignation du site Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO



Annexe 2.1.
Natura 2000 - BE35049 - Vallée du Ruisseau de Fairoul 1 / 1
Arrêté de désignation - Vue générale du périmètre du site

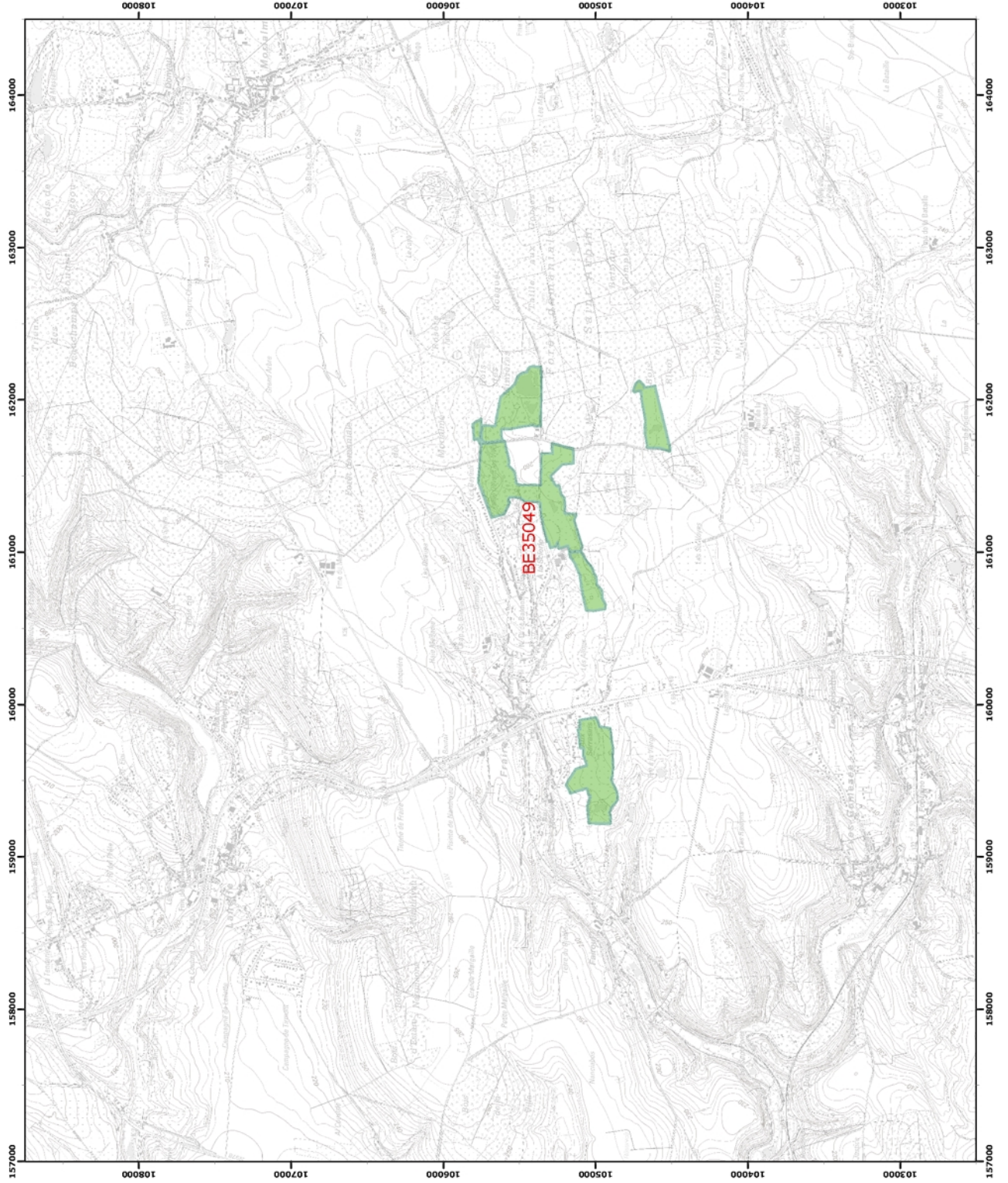
Service public de Wallonie



Légende

Périmètres des sites

Perimetre du site
BE35049



0 250 500 mètres
N
Coordonnées Lambert belge 1972
© SPW-DGARNE, Fond de plan © IGN - Bruxelles

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

Carlo DI ANTONIO

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

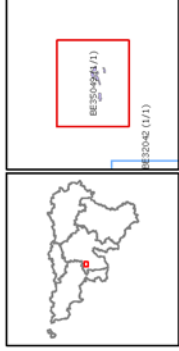
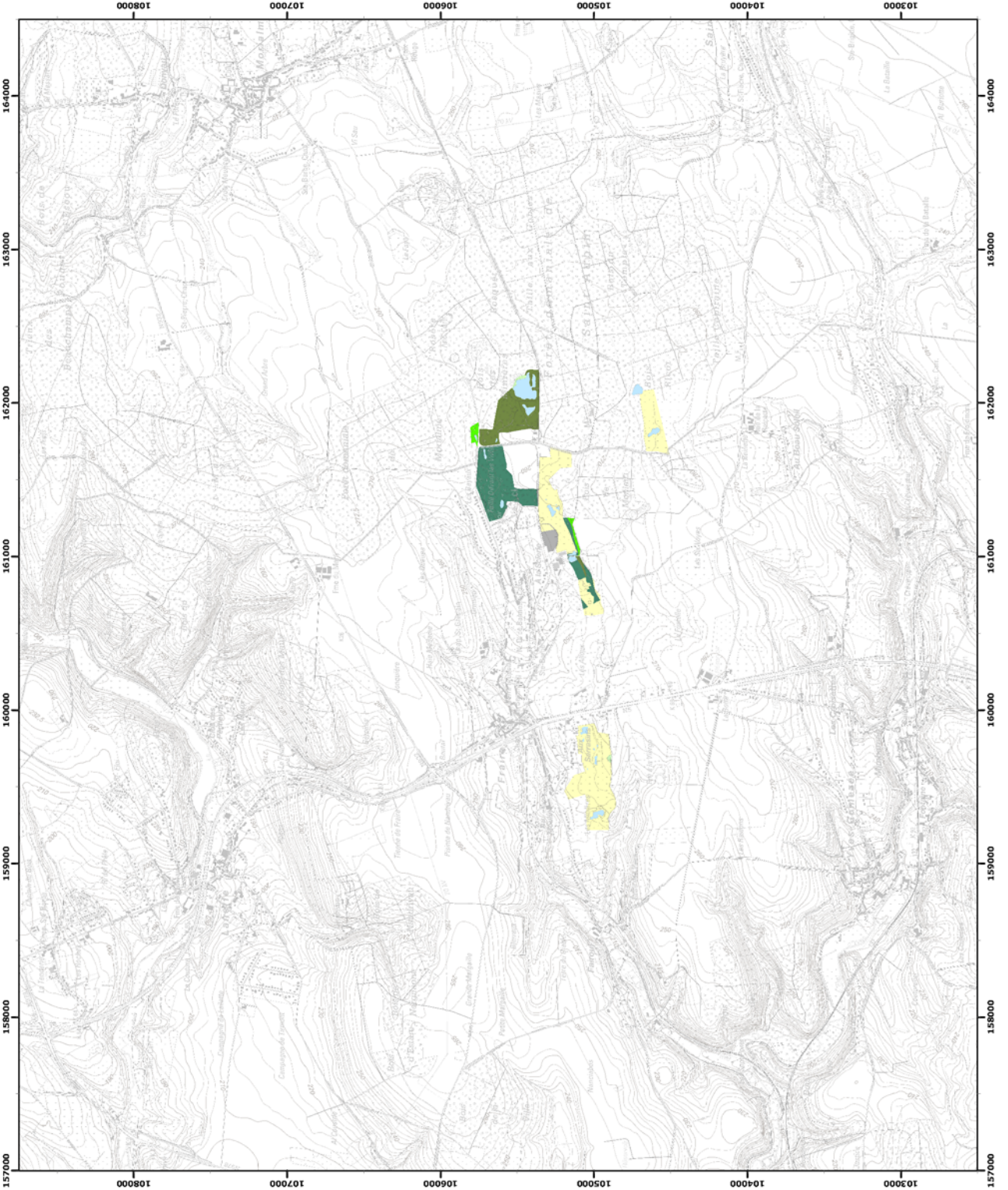
Date d'impression : décembre 2013.

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tél. : +32 (0)81 33 58 16 • Fax : +32 (0)81 33 58 22
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 11 901 (Informations générales)



Annexe 4.2.
Natura 2000 - BE35049 - Vallée du Ruisseau de Fairoul 1 / 1
Arrêté de désignation - Unités de gestion

Service public de Wallonie



Légende

Unités de gestion de base

- UG 1 (milieux aquatiques)
- UG 2 (milieux ouverts prioritaires)
- UG 3 (prairies habitats d'espèces)
- UG 4 (bandes extensives)
- UG 5 (prairies de liaison)
- UG 6 (forêts prioritaires)
- UG 7 (forêts prioritaires alluviales)
- UG 8 (forêts indigènes de grand intérêt biologique)
- UG 9 (forêts habitat d'espèces)
- UG 10 (forêts non indigènes de liaison)
- UG 11 (terres de cultures et éléments anthropiques)

Unités de gestion temporaires

- UC temp 1 (zones sous statut de protection)
- UC temp 2 (zones à gestion publique)
- UC temp 3 (forêts indigènes à statut temporaire)

Unités de gestion en surimpression

- UG S1 (modèle perillier et maître épaisse en UG1)
- UG S2 (dames de la sacée)

Autres

- Emplois des cantons
- Autre site Natura 2000

0 250 500 mètres
Coordonnées Lambert belge 1972
© SPW-DGARNE, Fond de plan © IGN - Bruxelles

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

Carlo DI ANTONIO

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : Décembre 2013.

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tél. : +32 (0)81 33 58 16 - Fax : +32 (0)81 33 58 22
<http://spw.wallonie.be> - N° Vert : 8000 11 90 (informations générales)

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27140]

**23. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in der zuletzt durch Dekret vom 22. Dezember 2010 geänderten Fassung;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 ff.;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura-2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchungen in den Gemeinden Florennes, vom 17. Dezember 2012 bis zum 8. Februar 2013, und Walcourt, vom 14.12.2012 bis zum 5.02.2013, die gemäß den Bestimmungen des Umweltgesetzbuches betreffend die Organisation öffentlicher Untersuchungen – Artikel D. 29-1 ff. – durchgeführt wurden;

Aufgrund des Gutachtens der Erhaltungskommission Namur, abgegeben am 6. und am 20. September und am 2. und am 7. Oktober 2013;

Aufgrund des am 19. September 1979 in Bern getroffenen Übereinkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, welches durch Gesetz vom 20. April 1989 gebilligt wurde;

In Erwägung der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002, ergänzt durch die Beschlüsse vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005, durch die die Liste der Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung zwecks Vorschlag an die Europäische Kommission angenommen wurde;

In Erwägung der Entscheidungen 2004/798/EG und 2004/813/EG der Kommission vom 7. Dezember 2004 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung der Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der kontinentalen bzw. atlantischen biogeografischen Region;

Aufgrund der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

Aufgrund der Beschlüsse 2011/63/EU und 2011/64/EU der Kommission vom 10. Januar 2011 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung einer vierten aktualisierten Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der atlantischen bzw. kontinentalen biogeografischen Region;

Aufgrund der Grundsätze der Vorbeugung, der Integration und der Vorsicht nach Art. D.1, D.2 Absatz 3 und D.3 Ziffer 1° des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Vermittlung, die gemäß den am 30. September 2010 und am 7. April 2011 von der wallonischen Regierung gefassten Beschlüssen vorgenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Bezeichnungserlass den Einwänden und Bemerkungen Rechnung trägt, die anlässlich der oben erwähnten öffentlichen Untersuchungen von verschiedenen Beschwerdeführern vorgebracht wurden;

In der Erwägung, dass nur diejenigen Beschwerden zu berücksichtigen sind, die innerhalb der Frist für die öffentliche Untersuchung und unter Einhaltung der in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Formalitäten eingegangen sind;

In Erwägung der Beschwerden über die angebliche Nichteinhaltung durch die Wallonische Regierung der Regeln in Sachen Informationszugang, Öffentlichkeitsbeteiligung und Zugang zu den Gerichten sowie über den Rückgang, der im Bereich der Beteiligung im Verhältnis zu den öffentlichen Untersuchungen vom Jahr 2008 bezüglich der am 30. April 2009 verabschiedeten Bezeichnungserlasse stattgefunden habe;

In der Erwägung zunächst, dass öffentliche Untersuchungen in jeder von einem Bezeichnungserlass gedeckten Gemeinde nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert wurden; dass jeder die Möglichkeit hatte, im Rahmen dieser Untersuchungen Beschwerden einzureichen;

In der Erwägung, dass neben den gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Formalitäten zur Anündigung der Durchführung einer öffentlichen Untersuchung, die Verwaltung andere Maßnahmen absichtlich durchgeführt hat, um diese den betroffenen Personen am besten bekanntzugeben;

In der Erwägung, dass die Verbreitung von Informationen bezüglich des Natura 2000-Netzes in der allgemeinen Öffentlichkeit also vor und während der Untersuchung erfolgt ist, zwar über mehrere Wege: Verteilung von Verwaltungsanleitungen, Artikel in der Fachpresse, Kolloquien, Verschickung von Newslettern, Bereitschaftsdienste, Ausstellungen, Ausstrahlung von Radio- bzw. Fernsehspots im "Radio-Télévision belge francophone" (RTBF) über die verschiedenen Typen der Lebensräume sowie über die für ihre Verwaltung und ihren Schutz erforderlichen Einschränkungen, Informierung über das Internet (Entwürfe der Bezeichnungserlasse, gesetzliche Texte, Kartenmaterial, Muster der Beschwerdeformulare, Kontaktpersonen); dass die hauptsächlichsten Dokumente, gesetzlichen und verordnungsmäßigen Texte in deutscher Sprache zur Verfügung gestellt worden sind; dass zweisprachige Informationsversammlungen (französisch-deutsch) veranstaltet wurden; dass diese äußerst relevanten Informationen eine Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Wichtigkeit ihrer Teilnahme an der öffentlichen Untersuchung ermöglicht haben;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage der Katasterinformationen und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) die Eigentümer und Verwalter von Natura 2000-Parzellen ein personalisiertes Schreiben der Verwaltung erhalten haben, in dem ihnen die Durchführung der öffentlichen Untersuchung mitgeteilt worden ist, und das das Verzeichnis ihrer auf Natura 2000-Gebiet liegenden Parzellen, der betroffenen Flächen und der entsprechenden Bewirtschaftungseinheiten zur Information enthält; dass vor dem Versand eine für dieses Publikum zielgerichtete Informationskampagne geführt wurde;

In der Erwägung anschließend, dass die Tatsache, dass die Vorbeugungsmaßnahmen und die Erhaltungsziele nicht mehr im Bezeichnungserlass sondern in Erlassen mit allgemeiner Tragweite angegeben sind, eine Harmonisierung der Maßnahmen und Zielsetzungen auf Ebene der Wallonischen Region erlaubt, damit die Einhaltung des Gleichheitsgrundsatzes für die betroffenen Bürger gesichert wird, jede nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigte ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete vermieden wird, und es nicht weniger Möglichkeiten gibt, im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen zu reagieren im Verhältnis zu denjenigen, die 2008 für die acht bezeichneten Gebiete stattfanden; dass den Beschwerdeführern nämlich die Möglichkeit angeboten wird, unter Berücksichtigung der Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheit gemäß dem Erlassentwurf und der vorgeschlagenen Erhaltungsziele ihre Meinung über die Einschränkungen zu geben, die durch die Präventivregelung für ihre Parzellen vorausgesetzt werden;

In der Erwägung, dass sich die betreffende öffentliche Untersuchung offensichtlich nicht auf die durch den Beschluss vom 24. März 2005 über die Auswahl der Gebiete ergänzten Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 und vom 4. Februar 2004, sondern auf die Bezeichnungserlasse für die Gebiete bezog, die von der Wallonischen Region vorgeschlagen und von der Kommission als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung (GGB) auserwählt wurden; dass die Bemängelungen bezüglich der angeblichen Nichteinhaltung der in der am 21. April 2003 in Belgien in Kraft getretenen Aarhus-Konvention vom 25. Juni 1998 über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten vorgesehenen Verfahrensgarantien im Rahmen des Verfahrens zur Auswahl der Gebiete daher in den Bereich der betreffenden öffentlichen Untersuchung nicht fallen; dass auch wenn es der Fall wäre, diese Bemängelungen deutlich unbegründet bleiben;

In der Erwägung nämlich, dass was den *Informationszugang* betrifft, die Wallonische Region die Anforderungen der Aarhus-Konvention und des diesbezüglichen europäischen Rechts in Buch I des wallonischen Gesetzbuches umgesetzt hat, und diese Bestimmungen im Rahmen der Phase der Auswahl der Gebiete eingehalten hat, insbesondere durch die Veröffentlichung im Internet der Liste der als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung infolge der Beschlüsse vom 26. September 2002, vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005 vorgeschlagenen Gebiete sowie der jedem Gebiet eigenen Standarddateien;

In der Erwägung, dass was die *Öffentlichkeitsbeteiligung* an diesen Entscheidungsverfahren betrifft, der Gesetzgeber es nicht für unerlässlich erachtet hat, eine solche Beteiligungsmöglichkeit in diesem Stadium vorzusehen, da es durch die "Lebensräume"-Richtlinie selbst nicht vorgeschrieben ist; dass der Verfassungsgerichtshof der Auffassung ist, dass "es zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers gehört, vor der endgültigen Bezeichnung von Gebieten, die für die Ausweisung als besondere Schutzgebiete in Frage kommen, eine öffentliche Untersuchung vorzusehen" (Schiedshof, Urteil Nr. 31/2004 vom 3. März 2004, Punkt B.3.4);

In der Erwägung, dass unter allen Umständen die Organisation einer öffentlichen Untersuchung im Rahmen der Bezeichnung es den Eigentümern und Benutzern erlaubt, sowohl über den Umkreis des Gebiets als auch der Bewirtschaftungseinheiten – und ebenfalls über die Gründe, die diese Umkreise rechtfertigen – sowie über die Erhaltungsziele des Gebiets, die nämlich die Liste der Arten und Lebensräume widerspiegeln, für die das Gebiet bezeichnet wurde, ihre Bemerkungen gelten zu lassen; dass daher die Behauptung, diese Untersuchung sei zu spät im Beschlussverfahren eingeleitet worden, unrichtig ist;

In der Erwägung, dass was den *Zugang zu den Gerichten* betrifft, kein Beschwerdeführer Einspruch gegen die vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 2004 (2. Auflage), vom 24. März 2005 und vom 23. Februar 2011 veröffentlichten Beschlüsse der Regierung über die Bezeichnung der Gebiete eingelegt hat, was darauf schließen lässt, dass sie davon ausgegangen sind, dass die Auswahl selbst ihnen nicht schade; dass dagegen feststeht, dass es sich bei den Bezeichnungserlassen um Akte handelt, gegen die Einsprüche vor dem Staatsrat erhoben werden können, insofern als sie durch die Belastungen, die sie Privatpersonen auferlegen, Beschwerdegründe darstellen; dass folglich der Zugang zur Rechtspflege der etwaigen Beschwerdeführer, deren Bemerkungen ihrer Ansicht nach nicht genügend berücksichtigt wurden, gemäß Artikel 9.2 und 9.3 der Aarhus-Konvention garantiert ist;

In der Erwägung, dass die Artikel D.29-7 und D.29-8 von Buch I des Umweltgesetzbuches zur Regelung der Ankündigung von öffentlichen Untersuchungen für Pläne der Kategorie A.2, zu denen die Bezeichnungserlasse gehören, keinesfalls verlangen, dass in der Bekanntmachung oder in den Notifizierungen auf die etwaigen Beschwerdewege gegen die Bezeichnungserlasse hingewiesen wird; dass gemäß Artikel D.29-22 desselben Buches derartige Auskünfte lediglich in den Verwaltungsbeschlüssen der Kategorien B und C zu geben sind; dass außerdem das an die Eigentümer und Verwalter gerichtete Schreiben zur Ankündigung der Durchführung der öffentlichen Untersuchungen keineswegs gesetzlich oder ordnungsmäßig vorgeschrieben ist;

In der Erwägung schließlich, dass die Konsultierung irgendeines Rates im Rahmen der Verabschiedung der Bezeichnungserlasse der Natura-2000 Gebiete durch keine Gesetzgebung auferlegt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 30, § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur jedoch beschlossen hat, die Erhaltungskommissionen über die Beschwerden und Bemerkungen zu Rate zu ziehen, die anlässlich der öffentlichen Untersuchung bezüglich der Entwürfe der Bezeichnungserlasse der Natura-2000 Gebiete eingereicht wurden; dass diese Erhaltungskommissionen zur Aufgabe haben, den Erhaltungszustand der Natura-2000 Gebiete zu überwachen, um deren Wahrung oder Wiederherstellung in einem günstigen Erhaltungszustand zu gewährleisten, wobei insbesondere die prioritären natürlichen Lebensraumtypen und die prioritären Arten berücksichtigt werden und die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie die lokalen Besonderheiten in Betracht gezogen werden;

In der Erwägung, dass sich die Erhaltungskommissionen aus Mitgliedern zusammensetzen, die die verschiedenen Interessen der Zivilgesellschaft vertreten, d.h. aus einem von der Regierung ernannten Vorsitzenden; aus vier Bediensteten der regionalen Verwaltung, nämlich einem Bediensteten aus der für Naturschutz zuständigen Dienststelle, einem Bediensteten aus der für Raumordnung zuständigen Dienststelle, einem Bediensteten aus der für Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und einem Bediensteten aus der für Wasserwesen zuständigen Dienststelle; aus einem von dem "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagenen Mitglied; aus einem von dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vorgeschlagenen Mitglied; aus zwei Vertretern, die von Vereinigungen mit Naturschutz als Vereinigungszweck vorgeschlagen werden; aus zwei Mitgliedern, die von die Eigentümer und Benutzer des betroffenen Gebiets bzw. der betroffenen Gebiete vertretenden Vereinigungen vorgeschlagen werden; aus zwei Vertretern, die von den Berufsvereinigungen vorgeschlagen werden, die die Verteidigung der in dem bzw. den betroffenen Gebiet(en) ausgeübten Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft, der Jagd, der Fischzucht oder der Forstwirtschaft als Vereinigungszweck haben; dass die in diesen Kommissionen vertretenen Interessenverbände die Möglichkeit haben, durch ihre Vertreter an der Ausarbeitung der Gutachten der Erhaltungskommissionen und somit an der Überwachung des Erhaltungszustandes der Gebiete unmittelbar teilzunehmen;

In der Erwägung, dass somit die Vorschriften im Bereich des Informationszugangs, der Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und des Zugangs zu den Gerichten tatsächlich beachtet wurden und dem Grundsatz des sog. "Standstill" entsprechen;

In der Erwägung, dass die Vielfalt der im Natura 2000-Gebiet BE35049 – "Vallée du Ruisseau de Fairoul" angetroffenen Lebensräume und der Arten-Habitate dessen Bezeichnung vollkommen rechtfertigt;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über die für ein Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung typischen Merkmale im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 13° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 verfügt und dass es als solches durch die Europäische Kommission in deren Entscheidung vom 7. Dezember 2004, aktualisiert in ihrer Entscheidung vom 10. Januar 2011, bezeichnet wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet ein bedeutendes Gefüge aus mehreren natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses enthält, die in Anlage VIII zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und anhand der Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden, die in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass zusammengefasst sind;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet Populationen mehrerer Arten gemeinschaftlichen Interesses enthält, die in Anlage IX zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und anhand der Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden, die in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass zusammengefasst sind;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet die Auswahlkriterien erfüllt, die in Artikel 25 § 1 und in Anlage X zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, wie aus Anlage 3 zum vorliegenden Erlass hervorgeht, und dass es somit als Natura 2000-Gebiet in der Eigenschaft als Sonderschutzgebiete bezeichnet werden muss;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über einen großen ornithologischen Reichtum verfügt und dass dort mehrere Vogelarten anzutreffen sind, die in Anlage XI zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, wie aus Anlage 3 zum vorliegenden Erlass hervorgeht; dass es über ausreichend Territorien verfügt, sowohl in Bezug auf ihre Anzahl als auch auf ihre Größe, die den Erhaltungszwecken für diese Arten genügen und als Natura 2000-Gebiete in der Eigenschaft als Sonderschutzgebiete zu bezeichnen sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 26, § 1 Absatz 2 Ziffer 4° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass jeder Bezeichnungserlass "*die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben*" enthält; dass das Gebiet BE35049 besonders aus folgenden Gründen auserwählt wurde: Das Gebiet ist ein weit ausgedehnter Komplex von Tümpeln aus ehemaligen Gruben in der unmittelbaren Umgebung von Fraire (Flurnamen "Les Minières", "Les Alloux", "Taille devant les Vivis" und "Monlaiti"), die entweder in einem Agrar- oder in einem Forstgebiet gelegen waren. Einige Tümpel liegen im Sommer trocken, die anderen nicht. An diesen ständigen Wasserflächen wächst oft meso- bis eutrophe Vegetation gemeinschaftlichen Interesses (3130 und 3150). Dieser Tümpelkomplex ist von wesentlicher Bedeutung für den nördlichen Kammolch, der dort in einer erheblichen, wohlbekannten Population des Zwischeneinzugsgebiets der Sambre lebt. Die Talmulde, in der der Bach Fairoul ("Ruisseau de Fairoul"; 3260) fließt, ist teilweise mit neutrophilen Buchenwäldern (9130) und subatlantischen und mitteleuropäischen Eichenwäldern (9160) umrandet.

In Erwägung der Tabellen in Anlage 3 mit der Liste der Arten und Lebensräume, für die das Gebiet bezeichnet wurde, mit Angabe der Fläche dieser Lebensräume oder des geschätzten Bestands dieser Arten auf dem Gebiet, sowie der Bewertung ihres Erhaltungszustands nach einem Maßstab von A bis C; dass der vorliegende Erlass auf die Webseite verweist, wo die vollständigen Daten des der Kommission zur Begründung der Bezeichnung des Gebiets übermittelten Standarddatenformulars abgerufen werden können;

In der Erwägung, dass die Auswahl des Gebietes auf den besten verfügbaren wissenschaftlichen Kenntnissen und Daten beruht, denen u.a. verschiedene Bestandsaufnahmen, fotografische und kartografische Dokumente, die wissenschaftliche Literatur und biologische Datenbanken zugrundeliegen;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich der verschiedenen Typen natürlicher Lebensräume (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der verschiedenen Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), aufgrund derer das Gebiet bezeichnet wurde, aus den zwischen 2002 und 2005 erstellten Standarddatenformularen stammen; dass diese Daten, die für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl veranschlagt wurden, Annäherungswerte enthalten; dass sie auf Basis der besten verfügbaren Kenntnisse teilweise aktualisiert wurden und dass es sich empfehlen wird, die Aktualisierung dieser Daten anhand einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume fortzuführen;

In der Erwägung, dass 2010 beschlossen wurde, die Bezeichnung von Natura 2000-Gebieten zu beschleunigen und zu vereinfachen; dass eine ausführliche Kartographie für 132 Gebiete des Netzes vorliegt, was die Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses betrifft; dass eine vereinfachte Methodik für die Kartographie der Lebensräume auf die restlichen 108 Gebiete angewandt werden musste; dass eine ausführliche Bestandsaufnahme für 90 Gebiete zur Verfügung steht, was die Arten gemeinschaftlichen Interesses betrifft, und eine vereinfachte Methodik für die Bestandsaufnahme auf die restlichen 150 Gebiete angewandt werden musste;

In der Erwägung, dass das durch den vorliegenden Erlass betroffene Gebiet Gegenstand einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume gewesen ist; dass was die in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführten Flächen der Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses betrifft, die Daten aus seit 2005 wissenschaftlichen Bestandsaufnahmen stammen;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass aufgeführten Daten der Artenbestände aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich des Erhaltungszustands der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen; dass diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzten Daten Annäherungswerte enthalten, die später genauer bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ggf. als Überdruck über anderen Kategorien von Bewirtschaftungseinheiten, sowie die dort anwendbaren Verbote und die damit verbundenen besonderen Vorbeugungsmaßnahmen enthält;

In der Erwägung, dass im Hinblick auf die Erfüllung der Erhaltungsziele des Gebiets sowie angesichts der natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse, die in der Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, der Bestände von gemeinschaftlichem Interesse, die in der Anlage IX des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind und der Vogelarten, die in der Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, die auf dem Gebiet vorhanden sind, der Anlass besteht, auf dem Gebiet die Bewirtschaftungseinheiten "BE 1 - aquatische Lebensräume", "BE 5 - Verbindungswiesen", "BE 7 - prioritäre Auenwälder", "BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse", "BE 9 - Wälder als Lebensraum von Arten", "BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder", "BE 11 - Ackerbauand und anthropische Elemente" abzugrenzen;

In der Erwägung, dass die durch Artikel 26, § 1 Absatz 2 Ziffer 6° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auferlegte Verpflichtung, die wesentlichen natürlichen Lebensraumtypen kartographisch darzustellen, nicht voraussetzt, dass jeder natürliche Lebensraumtyp und jeder Artenbestand innerhalb des Gebiets genau lokalisiert werden soll; dass die Wörter "natürliche Lebensräume" in dieser Bestimmung auf die Definition in Artikel 1bis Ziffer 2° verweisen, nämlich "terrestrische oder aquatische Gebiete, deren geographische und abiotische Merkmale und die Möglichkeiten einer natürlichen Besiedlung das Vorkommen oder die Reproduktion von wildlebender Tier- und Pflanzenarten ermöglichen. Die Lebensräume werden als natürlich bezeichnet, ob ihr Bestehen von einem menschlichen Eingriff abhängt oder nicht"; dass das Wort "wesentlich" bedeutet, dass es lediglich darum geht, die großen Kategorien natürlicher Lebensräume des Gebiets und nicht jeden genauen natürlichen Lebensraumtyp von gemeinschaftlichen Interesse im Sinne von Artikel 1bis, 3° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu lokalisieren; dass die genannte, in dem Bezeichnungserlass stehende Kartographie daher derjenigen der Bewirtschaftungseinheiten entspricht, insofern diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 je nach großem Lebensraumtyp, in welchem jeweils global einheitliche Bewirtschaftungsmaßnahmen begründet sind, definiert sind; dass die auf jede Parzelle anwendbaren Einschränkungen leicht zu kennen sind; es sind nämlich die auf das ganze Gebiet anwendbaren Einschränkungen, nämlich diejenigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, festgelegt sind, einerseits, und die in der betroffenen Bewirtschaftungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 anwendbar sind, andererseits;

In der Erwägung, dass das System zum Schutz der Natura 2000-Gebiete vorsieht, dass eine Reihe von Handlungen und Arbeiten, die aufgrund anderer Gesetzgebungen keiner Genehmigung bedürfen, einer Abweichung, Genehmigung oder Notifizierung der Zuständigkeit der DNF unterzogen werden; dass es um relative Verbote geht, insofern als sie aufgehoben werden können, vorausgesetzt, dass die betroffenen Handlungen die Unversehrtheit des Gebiets gemäß Artikel 29 §2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht antasten; dass das Gleiche für die Handlungen gilt, die aufgrund einer anderen Gesetzgebung einer Genehmigung bedürfen; dass auf jeden Fall Arbeiten aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer und wirtschaftlicher Art, unter Beachtung der Abweichungsbedingungen gemäß Artikel 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genehmigt werden könnten, nämlich wenn keine Alternativlösungen vorliegen und sofern Ausgleichsmaßnahmen ergriffen werden, um die globale Kohärenz des Natura 2000-Netzes sicherzustellen;

In Erwägung von Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, durch den verboten wird, in den Natura 2000-Gebieten den natürlichen Lebensräumen Schäden zuzufügen und die Arten zu stören, aufgrund deren die Gebiete bezeichnet wurden, insofern als diese Störungen sich im Hinblick auf die Natura 2000-Zielsetzungen beachtlich auswirken könnten; dass dieser Artikel auf die außerhalb der Natura 2000-Gebiete begangenen Handlungen potentiell anwendbar ist; dass Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betreffend die geeignete Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt ebenfalls auf Projekte und Pläne Anwendung findet, die außerhalb der Natura 2000-Gebiete liegen, sich aber auf ein Natura 2000-Gebiet im Hinblick auf die Ziele der Erhaltung dieses Gebiets beträchtlich auswirken könnten;

In der Erwägung, dass was die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen betrifft, die Regierung eine Präventivregelung eingeführt hat, die auf graduellen Einschränkungen je nach Empfindlichkeit der Lebensräume und der Arten gemeinschaftlichen Interesses gegen Störungen beruht, jeweils in Form von Verboten, Genehmigungen bzw. Notifizierungen; dass Erstere die Tätigkeiten betreffen, die in den meisten Fällen bedeutende Auswirkungen auf die geschützten Ökosysteme haben können, während Letztere Tätigkeiten betreffen, die nur unter bestimmten Umständen solche Auswirkungen haben könnten;

In der Erwägung, dass die Wahl der anwendbaren Maßnahmen durch die Regierung in ihren Erlassen vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 auf der Grundlage wissenschaftlicher Erwägungen erfolgte, unter Berücksichtigung der sozialwirtschaftlichen Erfordernissen gemäß dem Europäischen Recht, um die wirtschaftlichen oder gemeinnützigen Aktivitäten so wenig wie möglich zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit für die zuständige Behörde, ihre Genehmigung zu verweigern oder mit Bedingungen zu verbinden, sowie die Möglichkeit, Abweichungen von den Verboten fallweise zu gewähren, den Willen der Regierung beweisen, nur diejenigen Anforderungen aufzuerlegen, die zur Erfüllung der Erhaltungsziele innerhalb des Natura 2000-Netzes unbedingt notwendig sind;

In der Erwägung, dass die auf Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung die Erweiterung solcher Infrastrukturen wie landwirtschaftlicher Betriebe, Klärstationen, elektrischer Leitungen, Eisenbahnlinien, Straßen, Gasleitungen usw. nicht ausschließt, sofern diese Erweiterung über die erforderliche(n) Genehmigung(en) verfügt und wenn nötig Gegenstand einer vorherigen geeigneten Bewertung der Ein- und Auswirkungen gemäß den Modalitäten und Bedingungen von Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gewesen ist;

In Erwägung der von bestimmten Personen vorgebrachten Beschwerden über die Unmöglichkeit, im Rahmen der für die Gebiete eingeführten Präventivregelung ab dem Zeitpunkt der Bezeichnung dieser Gebiete in bestimmten Notlagen angemessen zu handeln; dass weder die "Vogelschutz"- und "Lebensräume"-Richtlinien noch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Notlagen ausdrücklich in Betracht ziehen; dass das allgemeine Verbot gemäß Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nur die Eingriffe des Bürgermeisters im Rahmen seiner Befugnisse der Allgemeinpolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt; dass die Eingriffe der

regionalen und lokalen Verwaltungen, die nicht in diesem Rahmen stattfinden, auch wenn sie durch Notfall begründet sind, diesem Verbot jedoch unterliegen, außer wenn die Bedingungen für die in Artikel 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannte Abweichung beachtet werden, wie aus der neuen Rechtsprechung des Gerichtshofes über Artikel 6, § 2 der "Lebensräume"-Richtlinie (Entscheid Alto Sil) hervorgeht;

In der Erwägung, dass die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 verschiedene Hypothesen vorsehen, in denen bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen aus Gründen der öffentlichen Sicherheit keine Anwendung finden (zum Beispiel Bäume, die eine Bedrohung für die öffentliche Sicherheit darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen, in der BE 6 "vorrangiger Wald" befinden); dass was die Eingriffe in den Wasserläufen – nämlich im Falle von Hochwasser – betrifft, keine Vorbeugungsmaßnahme Eingriffe zum Entfernen von Verkläusungen oder zum Fällen von Bäumen, die für die öffentliche Sicherheit gefährlich geworden sind, untersagt oder einer Genehmigung bzw. Notifizierung unterwirft, dass in den Wäldern, die der Forstregelung nicht unterliegen, die abgestorbenen Bäume, die die Sicherheit bedrohen und sich nicht entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen befinden, gefällt werden können, vorausgesetzt, dass sie an Ort und Stelle liegen bleiben (Artikel 3 Ziffer 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011); dass in den BE 1 keine Maßnahme diesbezügliche Auflagen vorsieht, außer wenn die Notmaßnahme eine Änderung des Bodenreliefs verursacht;

In der Erwägung, dass in Artikel 4, § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung ein Schnellverfahren für Abweichungen und Genehmigungen für Natura 2000-Akten vorgesehen ist; dass eine andere Möglichkeit darin besteht, dringende Eingriffe zu Zwecken der öffentlichen Sicherheit in einem Verwaltungsplan im Sinne von Artikel 1^{er} Ziffer 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 vorzusehen;

In der Erwägung, dass andererseits festzustellen ist, dass weder das CWATUPE noch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Handlungen, Arbeiten oder Einrichtungen, die aus dringenden Gründen oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit notwendig sind, von den anwendbaren Förmlichkeiten befreit; dass es deshalb weder übertrieben noch diskriminierend ist, im Natura 2000-System keine solchen Ausnahmen vorzusehen;

In der Erwägung, dass was die Zugangseinschränkungen zu den Straßen, Wegen und Pfaden in den Natura 2000-Gebieten oder zu den nichtschiffbaren Wasserstraßen oder zu bestimmten Staudämmen betrifft, keine besondere Zugangsform durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 einer Kontrolle bedarf;

In der Erwägung, dass aufgrund des Kumulierungsprinzips der Verwaltungspolizeivorschriften die Regeln über den Verkehr in den Wäldern oder Wasserläufen in den Natura 2000-Gebieten dagegen weiterhin völlig anwendbar sind;

In der Erwägung, dass im Allgemeinen, was den proportionalen Charakter der Maßnahmen betrifft, die Tatsache, dass bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen manchmal "positive" Handlungen seitens der Eigentümer und Benutzer anstatt nur Enthaltungen erfordern, dennoch nicht voraussetzt, dass diese Maßnahmen unbedingt als Maßnahmen der aktiven Verwaltung angegeben werden müssen;

In der Erwägung nämlich, dass zahlreiche Bestimmungen der Verwaltungspolizei ggf. unter Gefahr einer Strafverfolgung, "Handlungspflichten" im allgemeinen Interesse auferlegen, und dies ohne Entschädigung, wie zum Beispiel in Sachen Distelstechen der Wiesen, Bewirtschaftung der nicht unter Schutz gesetzten Wasserläufe, Ausästen der Bäume über öffentlichen Straßen, Erhaltung der Randstreifen und Bürgersteige in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand oder auch Wiederinstandsetzung der Vizinalwege;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Natura 2000-Regelung die sich aus den Vorbeugungsmaßnahmen ergebenden Belastungen einschließlich derjenigen, die bestimmte positive Verpflichtungen für die dadurch betroffenen Personen mit sich bringen können, finanziell durch die Entschädigungen sowie die Steuerbefreiungen ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die dem Vieh den Zugang zu den Wasser untersagen, nicht spezifisch für Natura 2000 sind; dass diese bereits ohne finanziellen Ausgleich aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe sowie des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur allgemeinen Polizeiverordnung für nicht schiffbare Wasserläufe auf ungefähr die Hälfte des wallonischen Gebiets anwendbar waren; dass die Auflagen dieser Gesetzgebung vor kurzem abgeändert worden sind und durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden, und zur Änderung verschiedener Bestimmungen verstärkt worden sind; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe und der Erlass vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Finanzierungsmöglichkeiten für das Anbringen von Zäunen vorsehen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26, § 1^{er} Absatz 2, Ziffer 11° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass die Bezeichnungserlasse "unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der lokalen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel angeben müssen, um die Erhaltungsziele zu erreichen", einschließlich derjenigen, die in dieser Bestimmung erwähnt sind, u.a. des Vertrags zur aktiven Verwaltung; dass der vorliegende Erlass die durch das Gesetz vorgeschlagene Liste aufnimmt, ohne genau anzugeben, welche Mittel je Parzelle oder Bewirtschaftungseinheiten benutzt werden; dass eine solche Genauigkeit von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass um möglichst umfassende Verhandlungen mit den Eigentümern und Benutzern anlässlich der Konzertierung gemäß Artikel 26, § 3 Absatz 1^{er} des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder den Abschluss jeglicher anderen Vereinbarung gemäß Artikel 26, § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes zu erlauben, es vorzuziehen ist, alle Möglichkeiten in dem Bezeichnungserlass offen zu lassen; dass die zuständige Behörde dadurch imstande sein wird, unter Berücksichtigung der lokalen Bedürfnisse hinsichtlich der Erhaltung, der sozialwirtschaftlichen Anforderungen und der Wünsche der betroffenen Eigentümer und Benutzer die geeignetesten Mittel von Fall zu Fall zu bewerten, um die aktive Verwaltung der Parzellen innerhalb der verschiedenen Bewirtschaftungseinheiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass diesen Genauigkeitsgrad in dem Bezeichnungserlass anzustreben dessen Verabschiedung erheblich verzögert hätte, wo doch die Verabschiedung es ermöglichen soll, die Präventivregelung in ihrer Gesamtheit anwendbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung die Möglichkeit hatten, Beschwerden über die Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten und die anwendbaren Erhaltungsziele einzureichen, die es bereits erlauben, die im Rahmen der aktiven Verwaltung zu verfolgenden Ziele zu bestimmen; dass ihr Vertrauen keineswegs missbraucht wurde, insofern als die Liste der vorgeschlagenen Mittel ganz offen bleibt, und sie nicht für jede Parzelle einzeln bestimmt worden ist; dass die nützliche Wirkung der Untersuchung nicht beeinträchtigt wird, da die Eigentümer und Benutzer ihre Bemerkungen über die Konfiguration der Bewirtschaftungseinheiten, die weitgehend bestimmt, welche Art Belastungen für die dort gelegenen Parzellen auferlegt werden, bereits gelten lassen können;

In der Erwägung, dass der Begriff "Verwaltungsplan" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, entweder den Sonderbewirtschaftungsplan eines domanialen Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines Forstschutzgebiets oder die nach dem 13. September 2009 angenommene Forsteinrichtung, die vor diesem Zeitpunkt bestehende aber gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches überarbeitete Forsteinrichtung, oder das von der DGO3 in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen abgegebene gleichlautende Gutachten für eine biologisch wertvolle Weide betrifft; dass die Verwaltungspläne nicht Teil des vorgeschriebenen Inhalts der Bezeichnungserlasse sind, so wie dieser vom Gesetzgeber festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass die Regelung für den primären Schutz und die Präventivregelung, die jeweils auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete und auf die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebiete anwendbar sind, weder eine Enteignung noch eine Maßnahme, die im Sinne der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs einer Enteignung gleichgestellt werden kann, sondern Maßnahmen zur Regelung der Nutzung der Güter bilden, die keineswegs den Entzug des Eigentumsrechts, auch auf indirekte Weise, zur Folge haben; dass sich diese Regelungen unmittelbar in den Rahmen von Absatz 3 des Artikels 1^{er} des ersten Protokolls einfügen, der den Staaten erlaubt, die Nutzung der Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu regeln;

In der Erwägung, dass insbesondere die für die Bewirtschaftung der betreffenden Agrarflächen in den BE 2 und 3 auferlegten Einschränkungen keinesfalls zu einem endgültigen Bewirtschaftungsverbot führen, insbesondere indem sie das Verbot einführen würden, diese Flächen zu beweiden oder den Graswuchs zu ernten, und dass sie lediglich die Pflicht voraussetzen, bestimmte landwirtschaftliche Praktiken zu ändern, um sie mit den ökologischen Anforderungen der betreffenden Arten und Lebensräume zu vereinbaren, insofern diese Arten und Lebensräume per Definition an die Agrargebiete gebunden sind und es sich also nicht um Gebiete handelt, in denen keinerlei menschliche Aktivität vorherrscht; dass das in dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Verfahren zur Entschädigung und die den Eigentümern gewährten Steuerbefreiungen zweifellos dazu beitragen, die Mehrkosten und die Einkommensverluste, die zu Lasten mancher Betreiber entstehen könnten, auszugleichen, so dass auf diese Weise ein "ausgewogenes Verhältnis" zwischen den Anforderungen des allgemeinen Interesses und dem in der europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Recht auf Wahrung des Eigentums gewährleistet wird, das es zu beachten gilt;

In der Erwägung, dass den Eigentümern und Bewirtschaftern von Geländen, die in Natura 2000-Gebieten gelegen sind, finanzielle Vorteile gewährt werden, um die zusätzlichen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Auflagen auszugleichen, die aufgrund ihrer Eingliederung in das Natura 2000-Netz auf diese Gelände anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Entschädigung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in Ausführung von Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 vorgesehen wird, auf der Grundlage einer objektiven wirtschaftlichen Bewertung berechnet wurde; dass diese Entschädigung ermöglicht, die durch diese Regelung der Nutzung der Güter gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten und Einkommensverluste auszugleichen, wodurch der proportionale Charakter der Maßnahme gewährleistet wird; dass diese Entschädigung aufgrund der Anforderung, eine Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten, im Rahmen der Präventivregelung höher ist, da diese Regelung zu größeren Einschränkungen führt als die Regelung für den primären Schutz in den BE 2 und 3;

In der Erwägung, dass 5% der Gesamtfläche der wallonischen Wiesen aktuell im Rahmen der Agrarumweltmaßnahme AUM2 "Naturwiese" bewirtschaftet werden; dass in dem Bestreben, ausreichende Entschädigungen anzubieten, das Niveau dieser Entschädigungen weit höher liegt und die in den europäischen Regelungen festgelegten Höchstbeträge von 200 Euro pro ha und Jahr übersteigt;

In der Erwägung, dass zu diesen Entschädigungen noch eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug, von den Erbschaftssteuern und – seit 2011 – von den Schenkungssteuern zugunsten der Eigentümer hinzukommt;

In der Erwägung, dass daher in keinem Fall von einer *de facto*-Enteignung die Rede sein kann, die in keinem Verhältnis zu den in Anwendung der europäischen Gesetzgebung verfolgten Erhaltungszielen stehen würde;

In Erwägung der während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beschwerden betreffend die angebliche Verletzung des "Standstill"-Grundsatzes;

In der Erwägung, dass der Regierung insbesondere vorgeworfen wird, das Schutzniveau der acht bereits am 30. April 2009 von der Regierung bezeichneten Gebiete merklich herabgesetzt zu haben, ohne jedoch allgemeinnützige Gründe anzugeben, die einen solchen wesentlichen Rückgang hätten rechtfertigen können;

In der Erwägung, dass "eine globale Inangriffnahme der Reform notwendig ist, um zu beurteilen, inwiefern die Reform nach Abschluss der Bilanz "Kosten-Vorteile" einen Rückgang bringt oder nicht" (C.E., Nr. 187.998, 17. November 2008, Coomans und weitere; siehe auch C.E., Nr. 191.272, 11. März 2009, ASBL Inter-Environnement Wallonie);

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung der ersten acht Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009 beschlossen wurde, das System zu reformieren, um dessen Übersichtlichkeit und somit die Durchführung vor Ort zu verbessern; dass demnach eine neue Strategie zur Bezeichnung der gesamten Natura 2000-Gebiete und zu deren Schutz ausgearbeitet wurde und dass deshalb in diesem Rahmen beschlossen wurde, die Bezeichnung der Gebiete (Umkreise, Benennung, Einteilung in Bewirtschaftungseinheiten, Katasterparzellen) von den dort anwendbaren Schutz- und Verwaltungsmaßnahmen zu trennen; dass dadurch ermöglicht wird, den Inhalt der Bezeichnungserlasse durch die Schaffung einer gemeinsamen Grundlage zu erleichtern, deren Übersichtlichkeit verbessert wurde;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen derart überarbeitet wurden, dass sie vor Ort besser kontrolliert werden können mit dem Ziel, deren effektive und wirksame Durchführung zu gewährleisten; dass der betreffende Anwendungsbereich mancher Maßnahmen erweitert wurde;

In der Erwägung, dass die acht Gebiete, die am 30. April 2009 bezeichnet wurden, im Allgemeinen nicht weniger geschützt sein werden als heute, weil ihre Bezeichnungserlasse im Sinne der Gleichstellung der betroffenen Eigentümer und Benutzer, der Harmonisierung, der Kohärenz und der Wirksamkeit außer Kraft gesetzt und ersetzt werden, ohne dass ein merklicher Rückgang des Schutzes vorgenommen wird;

In der Erwägung, dass die Analyse der auf die am 30. April 2009 bezeichneten Gebiete anwendbaren Regelung und der heutigen Regelung nicht auf ein geringeres allgemeines Schutzniveau schließen lässt, wenn man davon ausgeht, dass manche Bestimmungen in den Bezeichnungserlassen vom 30. April 2009 als überflüssig im Vergleich zu den Bestimmungen identifiziert werden, die durch andere geltende Gesetzgebungen wie z.B. das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, das Gesetz vom 1er. Juli 1954 über die Flussfischerei und das Forstgesetzbuch verabschiedet wurden;

In der Erwägung, dass der weniger "spezifische" Charakter der Vorbeugungsmaßnahmen und der Erhaltungsziele (damals noch "Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung" genannt) keinen Rückgang im Bereich des Schutzes voraussetzt; dass in der Tat die Erhaltungsziele auf Ebene der Region harmonisiert worden sind (Art für Art/Lebensraum für Lebensraum) ohne jedoch weder in ihrem Inhalt noch in ihrem juristischen Wert eingeschränkt zu werden; dass durch diese Harmonisierung die Gleichstellung der Eigentümer mit den Benutzern ermöglicht wird und die Schwerfälligkeit der am 30. April 2009 verabschiedeten Bezeichnungserlasse erheblich reduziert wird;

In der Erwägung, dass die geringere Genauigkeit der Kartographie der Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses nicht unbedingt zu irgendeinem Rückgang im Inhalt des auf die betroffenen Arten und Lebensräume anwendbaren Schutzes führen wird; Letztere bleiben weiterhin durch die in Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und in dessen Durchführungserlassen vorgesehene Präventivregelung geschützt;

In der Erwägung, dass sich der Inhalt der Erhaltungsziele und Vorbeugungsmaßnahmen gewiss in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 geändert hat im Verhältnis zu dem Inhalt der Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009, jedoch nicht im Sinne eines Rückgangs, geschweige denn eines wesentlichen Rückgangs;

In der Erwägung, dass was die Kriterien betrifft, auf deren Grundlage die Bezeichnungserlasse erstellt wurden, diese auf die durch die "Vogelschutz"- und "Lebensräume"-Richtlinien sowie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Anforderungen beschränkt sind; dass das durch diese Texte verfolgte Ziel darin besteht, die Erhaltung oder Wiederherstellung der natürlichen Lebensräume und der Arten gemeinschaftlichen Interesses in einem günstigen Erhaltungszustand zu sichern; dass die Auswahl und die Abgrenzung der Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen erfolgen darf;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftungseinheiten aus unterbrochenen oder ununterbrochenen Umkreisen innerhalb eines Natura 2000-Gebiets bestehen, die globalen einheitlichen Erhaltungsmaßnahmen bedürfen und die unter Berücksichtigung ökologischer, technischer und/oder sozialwirtschaftlicher Kriterien abgegrenzt sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region Verantwortungen trägt, was die Bewahrung der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses in einem günstigen Erhaltungszustand betrifft; dass manche dieser Lebensräume und Arten in der Wallonischen Region gut vertreten sein können, für die jedoch in Anbetracht ihrer verhältnismäßigen Seltenheit auf europäischer Ebene eine strenge Schutzregelung gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass momentan kein Anlass besteht, Parzellen im Verhältnis zu dem einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Umkreis hinzuzufügen, da Letzterer den durch die Richtlinien "Vogelschutz" und "Lebensräume" und durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegten Auswahlkriterien genügt;

In der Erwägung, dass der zuletzt bestimmte Umkreis des Gebiets aufgrund der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung eingereichten Anträge manche Parzellen des in erster Lesung verabschiedeten Umkreises ganz oder teilweise ausschließt; dass sich nach Prüfung und Aktualisierung der Angaben herausgestellt hat, dass diese Parzellen den wissenschaftlichen Kriterien nicht entsprechen, um als besonderes Erhaltungsgebiet oder als besonderes Schutzgebiet bezeichnet zu werden, insofern als sie nicht von besonderem biologischen Interesse sind; dass dieser Umstand nicht auf eine fehlende oder mangelhafte Bewirtschaftung zurückzuführen ist; dass diese Parzellen zudem nicht zur Kohärenz des Natura-Netzes beitragen; dass sie nicht zur Erreichung der Erhaltungsziele beitragen; dass daraus hervorgeht, dass sie irrtümlich in das Gebiet integriert worden und deshalb zu entfernen sind; dass den sonstigen Anträgen auf Entfernung von Parzellen nicht stattgegeben wurde, insofern diese Parzellen betrafen, die entweder die wissenschaftlichen Kriterien für die Auswahl der Gebiete erfüllen, oder die für die Kohärenz des Natura 2000-Netzes sowie für die Erreichung der Erhaltungsziele erforderlich sind;

In der Erwägung, dass trotz ihrer Eintragung in die dem Bezeichnungserlass beigefügten Karten manche Parzellen aufgrund einer dem Bezeichnungserlass beigefügten Liste aus dem Gebiet ausgeschlossen werden (siehe Anlage 2.2); dass diese Vorgehensweise durch Artikel 26, § 1^{er} Absatz 2 Ziffer 7^o des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zugelassen wird, laut dem im Falle von Unstimmigkeiten die schriftlichen Vorschriften bezüglich der Abgrenzung des Gebiets und der Bewirtschaftungseinheiten vor den graphischen Vorschriften Vorrang haben; dass in praktischer Hinsicht die Größe der bebauten Parzellen gegebenenfalls sehr gering sein kann; dass zur Vermeidung einer "Durchlöcherung" der Karten durch die besagten Parzellen die Option der Liste der aus dem Gebiet ausgeschlossenen Parzellen ohne Angabe in der Karte selbst vorgezogen wurde;

In der Erwägung, dass aus Gründen einer zeitlichen Stabilität die Referenzunterlage der vektoriiellen IGN-Daten im Maßstab 1/10 000 die Grundlage der Natura 2000-Kartographie bildet; dass es sich wie bei jeder kartographischen Referenzunterlage um eine bloße Darstellung der Situation vor Ort handelt; dass sich daraus Ungenauigkeiten im Verhältnis zu der wirklichen Lage oder zu den Änderungen vor Ort ergeben können, die nicht in der Kartographie berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass die offizielle Referenz in Sachen katastrale Parzellierung die Katastermutterrolle ist und dass die sich daraus ergebenden kartographischen Schichten (CADMap) nicht auf einer besonderen Referenzunterlage gründen, sondern eine Digitalisierung der Parzellenpläne darstellen;

In der Erwägung, dass das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) das Ergebnis der Digitalisierung der gesamten landwirtschaftlichen Parzellen ist, die in der Wallonischen Region auf der Grundlage von orthorektifizierten Luftbildfotografien gemeldet sind;

In der Erwägung, dass die Katasterparzellen und die Elemente der Natura 2000-Schicht nicht genau deckungsgleich sind; dass die Parzellen des InVeKoS und die Elemente der Natura 2000-Schicht ebenso nicht genau deckungsgleich sind; dass sich dadurch Verschiebungen ergeben; dass es demnach angebracht ist, die Karten und die Ortslage richtig zu deuten, um die wirklich vorhandenen Abgrenzungen der Parzellen und der Bewirtschaftungseinheiten zu identifizieren, von denen die kartographischen Schichten nur Abbildungen sind;

In der Erwägung, dass was den Sektorenplan betrifft, die kartographischen Schichten Benutzungsbegrenzungen vorweisen, die auf folgendem Link beschrieben werden und verfügbar sind: http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dass zwischen dem Sektorenplan und dem IGN, das für die Natura 2000-Kartographie als Referenzunterlage gedient hat, Verschiebungen vorkommen;

In der Erwägung, dass die sachlichen Zuständigkeiten innerhalb unseres Föderalstaates unter Vorbehalt der Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Beachtung der föderalen Loyalität in Exklusivität ausgeübt werden; dass eine föderierte Gebietskörperschaft die Ausübung ihrer Zuständigkeiten durch den föderalen Staat nicht unmöglich machen oder übertriebenermaßen erschweren darf; dass diesbezüglich die Wallonische Region nicht direkt auf die föderalen Zuständigkeiten übergreift;

In der Erwägung, dass, was insbesondere die Eisenbahn betrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur lediglich das Ziel des Naturschutzes verfolgt und nicht die Verwaltung und die Instandhaltung der Eisenbahninfrastrukturen selbst regelt; dass zwischen den beiden Verwaltungspolizeivorschriften eine Kumulierung möglich ist; dass, auch wenn sich aus der Präventivregelung grundsätzlich bestimmte Einschränkungen ergeben können, sie die Wahrung und Instandhaltung der Infrastrukturen nicht unbedingt "unmöglich macht" oder "übertriebenermaßen erschwert"; dass falls die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet ist – etwa durch Baustellenfahrzeuge –, eine Abweichung aus Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses aufgrund des Artikels 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur immer noch möglich ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eventuelle Unvereinbarkeiten zwischen gewissen Vorschriften der Bezeichnungserlasse und denjenigen der Sonderverwaltungspolizei, mit der sie beauftragt sind, hervorheben (z.B. das Gesetz vom 25. Juli 1891 zur Revision des Gesetzes vom 15. April 1843 über die Eisenbahnpolizei oder das Gesetz vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten); dass diese Unvereinbarkeiten mit der Normenhierarchie im Widerspruch stehen würden, insofern diese Regeln Gesetzeskraft haben und die Bezeichnungserlasse hingegen nur Verordnungskraft;

In der Erwägung, dass diese Aussagen unbegründet sind, da keine konkrete Unvereinbarkeit nachgewiesen werden konnte; dass die in den Polizeigesetzgebungen bezüglich der Infrastrukturen öffentlichen Interesses vorgesehenen gesetzlichen Dienstbarkeiten Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts der Anwohner dieser Infrastrukturen auferlegen, die gemäß dem Kumulierungsprinzip der Verwaltungspolizeivorschriften zu den Vorschriften der Regelung für den primären Schutz, die auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zu der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung hinzukommen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer als Landbewirtschaftler verpflichtet sind, alle auf ihr Eigentum anwendbaren gesetzlichen Dienstbarkeiten zu beachten, ohne dass dies jedoch zu einem Problem der Unvereinbarkeit zwischen dem Bezeichnungserlass und den Vorschriften dieser Polizeigesetzgebungen führt;

In der Erwägung, dass die Kumulierung tatsächlich die Verpflichtung für den Verwalter der Infrastruktur voraussetzt, die Regeln einzuhalten, die sich aus der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung ergeben, gegebenenfalls einschließlich der Verpflichtung, die in Artikel 29, § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung zu ersuchen, wenn das Projekt die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet; dass dies nicht unbedingt zur Folge hat, dass der Bezeichnungserlass die betroffenen Gesetzgebungen der Verwaltungspolizei verletzt; dass übrigens die Möglichkeit der Beantragung einer Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialwirtschaftlicher Art oder in Verbindung mit der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, den Verwaltern der Infrastrukturen öffentlichen Interesses ermöglicht, Projekte zu Ende zu führen, die durch derartige Gründe gerechtfertigt sind, wenn keine alternativen Lösungen vorliegen und Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die sich aus der Präventivregelung ergebenden Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Gebiete infolge ihrer Bezeichnung als Natura 2000-Gebiete anwendbar sind, außerdem die Aufgaben öffentlichen Dienstes nicht in Frage stellen, die den Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere den autonomen öffentlichen Unternehmen gemäß den Grundgesetzgebungen wie dem Gesetz vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (Artikel 156), worunter Infrabel, anvertraut werden;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung nur eine sehr beschränkte Anzahl von meist landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten verbietet, und zwar nur in bestimmten, sehr empfindlichen Bewirtschaftungseinheiten;

In der Erwägung, dass sich im Übrigen die hauptsächliche Einschränkung aus der durch Artikel 28, § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Verpflichtung für die bewirtschaftende Behörde ergibt, die Arten bzw. Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses, für die das Gebiet als Natura 2000-Gebiet bezeichnet wird, nicht erheblich zu stören bzw. nicht zu verschlechtern, und die Unversehrtheit des Gebiets durch Pläne oder Genehmigungen, die beträchtliche Auswirkungen auf das Gebiet haben könnten, gemäß Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch die in Artikel 29, § 2, Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, oder sozialwirtschaftlicher Art und nach Begutachtung der Kommission aufgehoben werden können, wenn in dem Gebiet prioritäre Lebensräume oder Arten vorhanden sind; dass dieser Rahmen durch die Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen festgelegt wird und nicht abgeändert werden darf, da sonst gegen das europäische Recht verstoßen würde;

In der Erwägung, dass, falls ein offensichtlicher Widerspruch zwischen den verordnungsrechtlichen Bestimmungen eines Bezeichnungserlasses und der Bestimmung einer Polizeigesetzgebung oder einer Grundgesetzgebung zur Organisation der öffentlichen Dienste, die Infrastrukturen in einem oder in der Nähe eines Natura 2000-Gebiets benutzen, festgestellt werden sollte, sich dieser Widerspruch nicht aus dem Bezeichnungserlass ergeben würde, sondern unmittelbar aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (Artikel 28 und 28bis), in dem die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung erstellt wird; dass der Bezeichnungserlass nur ein Bedingungsakt ("act condition") ist, der hauptsächlich Verordnungs kraft hat und dessen Verabschiedung insbesondere die Auslösung des Inkrafttretens innerhalb eines von ihm abgegrenzten Umkreises einer Reihe von Vorbeugungsmaßnahmen mit gesetzlichem Charakter als Auswirkung hat, ebenso wie beispielsweise ein Unterschutzstellungserlass, durch den trotz seines individuellen Wertes die in der Gesetzgebung über den Schutz des kulturellen Erbes vorgesehene Schutzregelung auf das unter Schutz stehende Gebiet anwendbar ist;

In der Erwägung, dass was die Möglichkeit betrifft, im Stadium der Abgrenzung des Gebiets das Vorhandensein oder die Projekte von gemeinnützigen Infrastrukturen oder Ausrüstungen öffentlichen Dienstes zu berücksichtigen, wie beispielsweise bestehende oder einzurichtende Klärstationen, Eisenbahnlinien, das Straßennetz, Kanalisationen usw., muss daran erinnert werden, dass die Wallonische Regierung ihre Bezeichnungen der Natura 2000-Gebiete nur auf rein wissenschaftliche Kriterien stützen kann, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt sind; dass es demnach unmöglich ist, manche Teile aus dem Umkreis eines Gebiets auszuschließen, das den Kriterien zur Einstufung als Natura 2000-Gebiet genügt, nur damit die Miteinschließung von Parzellen in den Umkreis des Gebiets vermieden wird, die zur Ansiedlung oder zum Betrieb von Infrastrukturen, wenn auch für gemeinnützige Zwecke, bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 29, §2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 vorgesehenen Möglichkeiten einer Abweichung von der Präventivregelung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses dafür den Verwaltern erlauben, Tätigkeiten ungeachtet ihrer Auswirkungen auf die Gebiete auszuüben, sofern bestimmte Bedingungen erfüllt sind;

In der Erwägung, dass in Bezug auf den Antrag der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (DGO1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW), der VoE "GRACQ" und der VoE "Chemins du Rail" bezüglich des Wunsches, die Grundflächen der stillgelegten Eisenbahngleise zwecks der Entwicklung des "RAVeL" oder neuer Eisenbahngleise zu erhalten, und ihres Vorschlags, systematisch Eisenbahngleise in die anthropogene Bewirtschaftungseinheit (BE 11) auf mindestens 12 Meter mit einzuschließen, sowie in Bezug auf den Antrag Infrabels, den Bereich aus der Eisenbahninfrastruktur und der Gesamtheit oder eines Teils der Parzellen, die sich in einer ab dem Freibord der Eisenbahn gemessenen Zone von 20 Metern befinden, auszuschließen, die Wallonische Regierung die Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen auswählen und abgrenzen kann; dass es demnach nicht in Frage kommen kann, ein Straßennetz oder Eisenbahngleise ohne wissenschaftliche Begründung aus einem Gebiet auszuschließen;

In der Erwägung, dass grundsätzlich keine Unvereinbarkeit zwischen der sich aus der Verabschiedung des Bezeichnungserlasses ergebenden Präventivregelung und der Eisenbahnpolizeivorschrift besteht, was jegliche Regelwidrigkeit in Verbindung mit der angeblichen Nichteinhaltung der besagten Eisenbahnpolizeivorschrift ausschließt; dass es sich um zwei getrennte Verwaltungspolizeivorschriften handelt, deren Auswirkungen sich kumulieren; dass, auch wenn ein Widerspruch hervorgehoben werden kann, was im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen nicht der Fall war, sich der Bezeichnungserlass, zumindest wenn er weder spezifische Erhaltungsziele noch spezifische Vorbeugungsmaßnahmen oder Verbote - d.h. eigens für das Gebiet bestimmte Maßnahmen und Verbote - beinhaltet, als ein Bedingungsakt ("act condition") erweist, dessen Inkrafttreten die Bedingungen für die Anwendung einer Präventivregelung dekrétalen Ursprungs gemäß Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur stellt; dass sich zwei Polizeiregeln gleicher Rangordnung zugunsten der restriktiveren Regel kumulieren;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Gesamtheit der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses aufgeführt sind und auf dem Gebiet der Gemeinden Florennes und Walcourt liegen, wird als Natura 2000-Gebiet BE35049 - "Sources du Ruisseau de Fairoul" bezeichnet.

Der auf einer Karte im Maßstab 1:10 000 abgegrenzte Umkreis des Gebiets sowie die schriftlichen Vorschriften zur genauen Bestimmung dieses Umkreises werden in Anlage 2 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Das Natura 2000-Gebiet "BE35049 - Vallée du Ruisseau de Fairoul" erstreckt sich über eine Fläche von 55,76 ha.

Art. 2 - Unter Bezugnahme auf die derzeit verfügbaren Daten gibt Anlage 3.A Folgendes an:

1° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlicher Bedeutung, die sich im Gebiet befinden, und aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume;

2° ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der wichtigsten Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräumen.

Art. 3 - Unter Bezugnahme auf die zur Zeit verfügbaren Daten gibt die Anlage 3.B Folgendes an:

1° die Arten gemeinschaftlichen Interesses und die Vogelarten, aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten;

2° ihre Populationsgröße und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der wichtigsten Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären Arten.

Art. 4 - In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Erhaltungsgebiete" vorgeschlagen wurden, basieren die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, auf den Kriterien, die in Anlage X zum Gesetz vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie auf stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Schutzgebiete" vorgeschlagen wurden, basieren die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, auf den Kriterien, die in Artikel 25, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie auf stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

Die Ergebnisse betreffend die Anwendung dieser Kriterien auf das Gebiet sind in den Anlagen 3.A und 3.B zum vorliegenden Erlass zusammengefasst.

Art. 5 - Die im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten und die Karte zur Abgrenzung ihres Umkreises werden in Anlage 4 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten dort vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie der lokalen Besonderheiten, können die vorgeschlagenen Mittel der aktiven Bewirtschaftung, um die Erhaltungsziele im Gebiet zu erreichen, folgende sein:

- der Abschluss eines Vertrags zur aktiven Bewirtschaftung oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Wallonische Region mit den betroffenen Eigentümern oder Benutzern abgeschlossen wird;
- die Schaffung eines domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets;
- die Änderung der etwaigen geltenden Forsteinrichtungspläne;
- die Verabschiedung eines Abschussplans betreffend die Großwildarten, die es zu kontrollieren gilt (im Verantwortungsbereich des/der betroffenen Hegerings/Hegeringe);
- die Änderung des Plans zur Verwaltung des Wasserhaushaltes auf landwirtschaftlichen Flächen, so wie er durch die Wateringue-Behörden festgelegt ist, entsprechend der gesetzlichen Anforderungen;
- die Bereitstellung von Geländen an die wallonische Region oder an eine gemäß Art. 17 Ziffer 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 anerkannte Naturschutzvereinigung;
- gegebenenfalls die Änderung des Abwassersanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der in dem Gebiet in Kraft ist, und/oder die Anpassung des Programms der Maßnahmen zum Gewässerschutz, das gegebenenfalls aufgrund des Wassergesetzbuches verabschiedet wurde;
- die Änderung der Programme für Säuberungs- und Unterhaltsarbeiten der Wasserläufe;
- die Umsetzung von Agrarumweltmaßnahmen;
- jedes andere stichhaltige, im Rahmen der Konzertierung vorgeschlagene Mittel zur aktiven Bewirtschaftung.

Art. 7 - Das Natura 2000-Gebiet BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" unterliegt der Erhaltungskommission von Namur.

Art. 8 - Die vorliegende Bezeichnung tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

**ANLAGE 1: Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen,
die innerhalb des Natura 2000-Gebietes "BE35049 - Vallée du Ruisseau de Fairoul" liegen.**

Das Natura 2000-Gebiet BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" umfasst die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: FLORENNES Gem. 7 Flur A: Parzellen 1, 109A (teilw. 22%), 109B, 110, 117L (teilw. 0%), 2A, 2D2 (teilw. 54%), 5/02 (teilw. 5%), 5D (teilw. 22%), Gem. 8, Flur C: Parzellen 10A (teilw. 1%), 11 (teilw. 83%), 12, 13 (teilw. 3%), 14 (teilw. 71%), 15

GEMEINDE: WALCOURT Gem. 14 Flur A: Parzellen 554W5, 554X5, 554Y5 (teilw. 30%), 557E (teilw. 84%), 558H, 558K, 564, 567C18 (teilw. 17%), 568A (teilw. 80%), 569/02, 569B3, 569C3 (teilw. 5%), 569E2, 569E3 (teilw. 40%), 569H (teilw. 7%), 569T2 (teilw. 6%), 569Z2 (teilw. 6%), 570G, 573D, 573E, 574 (teilw. 11%), 578B (teilw. 1%), 711B2 (teilw. 85%), 711D2 (teilw. 27%), 711E2 (teilw. 72%), 711Y (teilw. 10%), 714/02B (teilw. 84%), 714G6, 714N7 (teilw. 93%), 714S6 (teilw. 77%), 714V4, 714W4 (teilw. 77%), 715A, 738D (teilw. 21%), 779 (teilw. 32%), 781A (teilw. 79%), 782C (teilw. 26%), 784 (teilw. 18%), 798A (teilw. 86%), Flur B: Parzellen 530B (teilw. 54%), 554C, 556A, 557, 563N5, 565A, 565G, 565H, 566K, 566L, 566M, 567A, 639B (teilw. 5%), 639C (teilw. 8%), 639D (teilw. 8%).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 2: Abgrenzung des Umkreises des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"**2.1. Karte zur Abgrenzung des Gebietsumkreises**

Die beigefügte Karte hält, ab dem Tag der Bezeichnung des Gebietes, dessen Umkreis im Maßstab 1:10 000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25 000).

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierform bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

2.2. Schriftliche Vorschriften zur genauen Bestimmung des Gebietsumkreises

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die außerhalb des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" umfasst nicht die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: FLORENNES Gem. 7 Flur A: Parzellen 2F2, 2G2, 2L

GEMEINDE: WALCOURT Gem. 14 Flur A: Parzellen 569A3, 569W, 573C, 573F, 711X, 778A, 782B, Flur B: Parzellen 543N, 562D, 563G4, 563L5, 563M5, 563R5, 563S4, 563V4, 563X4, 563Y3, 639A, 644A, 645A, 645B, 646A, 646C, 647A, 648A, 648E, 648F, Gem. 15 Flur B: Parzellen 84

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE 3: Liste der natürlichen Lebensräume und Arten, für deren Schutz das Gebiet bestimmt wurde, und einschlägige Angaben; Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Natura 2000-Gebietes BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" geführt haben

Unter Bezugnahme auf die derzeit verfügbaren Daten gibt die vorliegende Anlage Folgendes an:

- die Liste der natürlichen Lebensraumtypen und die Liste der Arten, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde, sowie die Daten betreffend ihre Flächen, Bestände und eine Bewertung ihres Erhaltungszustands – die prioritären Lebensraumtypen und Arten werden mit einem Sternchen (*) gekennzeichnet –;
- eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Bewertung der Bedeutung des Gebietes, um die Erhaltung der natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage VIII und der Arten gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage IX und/oder der Vogelarten aus Anlage XI zum Gesetz vom 12. Juli 1973, die in dem Gebiet anzutreffen sind, zu gewährleisten.

Diese Ergebnisse rechtfertigen die Auswahl des Gebietes als Natura 2000-Gebiet. Die kompletten Daten, welche die Ergebnisse der Anwendung der Auswahlkriterien ausführlich beschreiben, sind bei der Zentralverwaltung der Abteilung Natur und Forstwesen, avenue Prince de Liège 15, in 5100 Jambes, erhältlich, sowie auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>.

Die Daten bezüglich der Typen natürlicher Lebensräume (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), aufgrund deren das Gebiet bezeichnet wurde, stammen aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen. Diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl veranschlagten Daten enthalten Annäherungswerte. Sie wurden aufgrund der besten verfügbaren Kenntnisse teilweise aktualisiert, und die Aktualisierung dieser Daten wird aufgrund einer ausführlichen Kartographie der Lebensräume fortgeführt werden müssen.

Das Gebiet BE35049 wurde aus folgenden Gründen bezeichnet: Das Gebiet ist ein weit ausgedehnter Komplex von Tümpeln aus ehemaligen Gruben in der unmittelbaren Umgebung von Fraire (Flurnamen "Les Minières", "Les Alloux", "Taille devant les Vivis" und "Monlaiti"), die entweder in einem Agrar- oder in einem Forstgebiet gelegen waren. Einige Tümpel liegen im Sommer trocken, die anderen nicht. An diesen ständigen Wasserflächen wächst oft meso- bis eutrophe Vegetation gemeinschaftlichen Interesses (3130 und 3150). Dieser Tümpelkomplex ist von wesentlicher Bedeutung für den nördlichen Kammolch, der dort in einer erheblichen, wohlbekannten Population des Zwischeneinzugsgebiets der Sambre lebt. Die Talmulde, in der der Bach Fairoul ("Ruisseau de Fairoul"; 3260) fließt, ist teilweise mit neutrophilen Buchenwäldern (9130) und subatlantischen und mitteleuropäischen Eichenwäldern (9160) umrandet.

A. Natürliche Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses nach Anlage VIII des Gesetzes, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde

Natürliche Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses	Fläche	EZ	BE LGI*
3130	2,26 ha	-	
9130	0,92 ha	-	
3150	0,11 ha	C	
3260	0,00 ha	-	

Erklärungen: EZ: Bewertung des Erhaltungszustands zum Zeitpunkt der Auswahl des Gebiets; A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; BE LGI*: Bewirtschaftungseinheit(en), die den prioritären natürlichen Lebensraum gemeinschaftlichen Interesses umfasst oder umfassen kann (wenn genaue Angaben nicht verfügbar sind); "-" nicht verfügbare Angaben

3130: Oligo- bis mesotrophe stehende Gewässer mit Vegetation der Littorelletea uniflorae und/oder der Isoëto-Nanojuncetea (3130)

3150: natürliche eutrophe Seen mit Vegetation des Typs Magnopotamion oder Hydrocharition

3260: Flüsse der planaren bis montanen Stufe mit Vegetation des Ranunculion fluitantis und des Callitricho-Batrachion

9130: Waldmeister-Buchenwald (Asperulo-Fagetum).

B. Arten aus den Anlagen IX und XI des Gesetzes, für deren Schutz das Gebiet bezeichnet wurde

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population				EZ
			Residente Art (ganzjährig präsent)	Wandernde Art			
				Nistend	Überwinternd	Auf Zwischenstation	
1166	Triturus cristatus	Kammolch	P				B

Erklärungen: P = präsent; p = Anzahl Pärchen; i = Anzahl Individuen; EZ: Bewertung des Erhaltungszustands zum Zeitpunkt der Auswahl des Gebiets; A: ausgezeichneter Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; Bes.: Besucher; gel.: gelegentlich; "-": nicht verfügbare Angaben

Seit der Auswahl des Gebiets sind die nachstehend angeführten Arten ebenfalls beobachtet worden:

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population				EZ
			Residente Art (ganzjährig präsent)	Wandernde Art			
				Nistend	Überwinternd	Auf Zwischenstation	
A153	Gallinago gallinago	Bekassine		P			-

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

ANLAGE 4: Bezeichnung und Abgrenzung des Umkreises der Bewirtschaftungseinheiten des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"

4.1. Liste der innerhalb des Gebiets abgegrenzten Bewirtschaftungseinheiten

Das Gebiet umfasst folgende Bewirtschaftungseinheiten:

- BE 1 - aquatische Lebensräume
- BE 5 - Verbindungswiesen
- BE 7 - prioritäre Auenwälder
- BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse
- BE 9 - Wälder als Lebensraum von Arten
- BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder
- BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente

Die natürlichen Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses und die Arten gemeinschaftlichen Interesses, die in diesen Bewirtschaftungseinheiten angetroffen werden könnten, werden in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bestimmt.

4.2. Karte zur Abgrenzung des Umkreises der Bewirtschaftungseinheiten

Die beigefügten Karten legen den Umkreis der im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten im Maßstab 1:10 000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25 000). Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten dort vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierform bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2014 zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27140]

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op de openbare onderzoeken georganiseerd in de gemeente Walcourt van 17 december 2012 tot 8 februari 2013, overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende de organisatie van openbare onderzoeken, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het advies van de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Namen, gegeven op 6 en 20 september en 2 en 7 oktober 2013;

Gelet op het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu van de Raad van Europa, gedaan te Bern op 19 september 1979 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld met de beslissingen van 4 februari 2004 en 24 maart 2005, tot goedkeuring van de lijst van de locaties, aan de Europese Commissie voorgesteld als locaties met een communautair belang;

Gelet op de Beslissingen 2004/798/EG en 2004/813/EG van de Commissie van 7 december 2004 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van de lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de Beslissingen 2011/63/EU en 2011/64/EU van de Commissie van 10 januari 2011 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van een vierde geactualiseerde lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op het beginsel van preventieve actie, het beginsel van integratie en het voorzorgsbeginsel, zoals bedoeld in de artikelen D.1, D.2, derde lid, en D.3, 1^o, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op de sociaal-economische bemiddeling verricht overeenkomstig de beslissingen genomen door de Waalse Regering op 30 september 2010 en 7 april 2011;

Overwegende dat het aanwijzingsbesluit rekening houdt met de bezwaren en bemerkingen door de bezwaardin- dieners ingediend bij voornoemde openbare onderzoeken;

Overwegende dat enkel de bezwaren geopperd binnen de termijnen van het openbaar onderzoek en volgens de vormen bepaald bij Boek I van het Milieuwetboek in overweging genomen moeten worden;

Gelet op de bezwaren met betrekking tot de zagezegde niet-naleving, door de Waalse Regering, van de regels inzake toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter, evenals de bezwaren in verband met de zagezegde verminderde inspraak ten opzichte van de openbare onderzoeken van 2008 met betrekking tot de aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat er in de eerste plaats volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek openbare onderzoeken werden ingericht in alle gemeenten die onder een aanwijzingsbesluit vallen; dat elke persoon de mogelijkheid had in het kader van die onderzoeken een bezwaarschrift in te dienen;

Overwegende dat de administratie naast de formaliteiten vereist bij Boek I van het Milieuwetboek om de inrichting van het openbaar onderzoek aan te kondigen vrijwillig andere acties heeft ondernomen om belanghebbenden zo goed mogelijk in te lichten;

Overwegende dat de verspreiding van de informatie over Natura 2000 naar het brede publiek op meerdere wijzen voor en tijdens het onderzoek werd verricht : verspreiding van handleidingen over beheerswijzen, artikelen in de gespecialiseerde pers, colloquia, nieuwsbrieven, spreekuren, tentoonstellingen, radio- en televisiespots op de openbare zenders (RTBF) over de verschillende soorten natuurlijke milieus, over de dwingende elementen vereist in de beheers- en beschermingswijze, informatie via internet (ontwerpen van aanwijzingsbesluiten, wetteksten, kaartdocumenten, typeformulieren voor bezwaarschriften, contacten); dat de voornaamste documenten, wetteksten en reglementaire teksten in het Duits beschikbaar werden gesteld; dat er tweetalige (Frans-Duitse) infovergaderingen werden gehouden; dat die zeer pertinente informatie het publiek heeft kunnen sensibiliseren voor het belang om aan het onderzoek deel te nemen;

Overwegende dat de eigenaars en de beheerders van Natura 2000-percelen op grond van kadastragegevens en het geïntegreerde beheers- en controlesysteem een persoonlijk schrijven van de administratie gekregen hebben, waarmee zij werden ingelicht over het te houden onderzoek en waarin ter informatie een lijst werd opgenomen met hun in Natura 2000-gebied gelegen percelen, de betrokken oppervlakten en de dienovereenkomstige beheerseenheden; dat er vóór de verspreiding van dat schrijven een specifieke informatiecampagne werd gevoerd voor dat doelpubliek;

Overwegende dat het feit dat de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen niet meer opgenomen worden in het aanwijzingsbesluit, maar in besluiten met een algemene strekking, voor samenhang in de maatregelen en doelstellingen over het gehele Waalse Gewest zorgt met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken, dat de mogelijkheden om te reageren in het kader van de openbare onderzoeken ten

opzichte van de onderzoeken uit 2008 voor de acht aangewezen locaties er niet minder op werden; dat de bezwaarindieners immers de mogelijkheid hebben om hun mening te uiten over de dwingende elementen die de preventieve regeling voor hun perceel inhoudt in functie van de beheerseenheid zoals afgebakend in het ontwerp-besluit en de voorgestelde instandhoudingsdoelstellingen;

Overwegende dat dit openbaar onderzoek duidelijk niet betrekking had op de beslissingen van de Waalse Regering van 26 september 2002 en 4 februari 2004, aangevuld met de beslissing van 24 maart 2005 met betrekking tot de selectie van de locaties, maar op de aanwijzingsbesluiten van de locaties voorgesteld door het Waalse Gewest en in aanmerking genomen door de Commissie als locaties met een communautair belang (LCB); dat de kritieken op de zagezegde niet-naleving van de procedurewaarborgen bepaald in het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, in België in werking getreden op 21 april 2003, in het kader van de selectieprocedure van de locaties, dus niet onder dit onderzoek vallen; dat, mocht dit toch het geval zijn, deze kritieken, zoals vastgesteld moet worden, inhoudloos zijn;

Overwegende dat het Waalse Gewest immers, wat de toegang tot informatie betreft, de vereisten van het Verdrag van Aarhus en van het Europees recht terzake omgezet heeft in Boek I van het Waals Milieuwetboek en die bepalingen in acht heeft genomen in het kader van de selectiefase van de locaties, meer bepaald door op het internet de lijst bekend te maken van de locaties met een communautair belang, ten gevolge van de beslissingen van 26 september 2002, 4 februari 2004 en 24 maart 2005, evenals de standaardbestanden met de gegevens eigen aan elke locatie;

Overwegende dat, wat betreft de deelname van het publiek aan deze beslissingen, de wetgever het niet opportuun heeft geacht in een dergelijke modaliteit voor de deelname in dit stadium te voorzien, omdat het zelfs in de Richtlijn Habitats wordt niet vereist; dat het Grondwettelijk Hof heeft geacht dat "het ressorteert onder de beoordelingsbevoegdheid van de decretale wetgever om in een openbaar onderzoek vóór de definitieve aanwijzing van de gebieden die als bijzondere instandhoudingsgebieden kunnen worden verklaard te voorzien (RvB nr.31/2004, 3 maart 2004, punt B.3.4);

Overwegende dat de organisatie van een openbare onderzoek in het kader van de aanwijzing hoe dan ook de mogelijk aanbiedt aan de eigenaars en gebruikers om hun bemerkingen te gelde te kunnen maken zowel in verband met de omtrek als in verband met de beheerseenheden – en in verband met de redenen die deze omtrekken rechtvaardigen - die onder meer de lijst van de soorten en habitats waarvoor de locatie is aangewezen, weergeven; dat het onjuist is te verklaren dat dit onderzoek te laat in het beslissingsproces plaatsvindt;

Overwegende dat geen enkele bezwaarindieners, wat de toegang tot de rechter betreft, een beroep heeft ingediend tegen de beslissingen van de Regering betreffende de selectie van de voornoemde locaties die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt op 30 juli 2004 (ed. 2), op 24 maart 2005 en op 23 februari 2011, wat suggereert dat ze van mening waren dat de selectie op zich hen niet benadeelde; dat er daarentegen geen twijfel is dat de aanwijzingsbesluiten voor beroep vatbare handelingen voor de Raad van State zullen vormen als ze nadeel kunnen opleveren door de beperkingen die ze aan de particulieren opleggen; dat de toegang tot de rechter van de eventuele bezwaarindieners die achten dat ze niet voldoende gehoord worden, dus gewaarborgd wordt, zoals de artikelen 9.2 en 9.3 van het Verdrag van Aarhus vereisen;

Overwegende dat de artikelen D.29-7, D.29-8 van Boek I van het Milieuwetboek die de aankondiging van openbare onderzoeken bepalen voor plannen van categorie A2 waarvan de aanwijzingsbesluiten deel uitmaken, niet eisen dat een verwijzing naar eventuele beroepsmiddelen tegen de aanwijzingsbesluiten vermeld wordt in het bericht of in de kennisgevingen; dat dergelijke informatie slechts in de administratieve beslissingen van categorieën B en C moet vermeld worden, overeenkomstig artikel D.29-22 van hetzelfde Boek; bovendien dat het schrijven gericht aan eigenaars en beheerders dat de verrichting van openbare onderzoeken aankondigt bovendien geen wettelijke of regelgevende eis is;

Overwegende tenslotte dat geen wetgeving het overleg van één of andere raad verplicht in het kader van het aannemen van de aanwijzingsbesluiten van de Natura 2000-locaties;

Overwegende evenwel dat de Regering, op grond van artikel 30, § 2, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, heeft beslist de Commissies voor de instandhouding te raadplegen over de bezwaren en opmerkingen die tijdens een openbaar onderzoek geuit worden, betreffende de ontwerp-besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties; dat de instandhoudingscommissies als opdracht hebben toezicht op de instandhouding van de Natura 2000-locaties te houden om de instandhouding ervan of het herstel ervan in een staat van gunstige instandhouding te waarborgen, met inachtneming van prioritair types natuurlijke habitats en van prioritair soorten en rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden;

Overwegende dat de instandhoudingscommissies uit leden bestaan die de verschillende belangen van de burgerlijke maatschappij vertegenwoordigen, namelijk een voorzitter die door de Regering wordt benoemd, vier personeelsleden van de Gewestelijke Administratie, w.o. één behoort tot de dienst bevoegd voor natuurbehoud, één tot de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening, één tot de dienst bevoegd landbouw en één tot de dienst bevoegd voor water; één lid voorgesteld door de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor de instandhouding van de natuur); één lid voorgesteld door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waals Gewest); twee vertegenwoordigers voorgesteld door verenigingen die natuurbehoud tot doel hebben, twee vertegenwoordigers voorgesteld door de verenigingen die eigenaars en gebruikers van de bedoelde locatie(s) vertegenwoordigen; twee vertegenwoordigers voorgesteld door beroepsverenigingen die de verdediging van landbouw-, jacht-, visteelt- of bosbouwactiviteiten uitgeoefend in de betrokken locatie(s) tot doel hebben; dat de belangengroepen die in deze commissies vertegenwoordigd worden de gelegenheid hebben om rechtstreeks, danzij hun vertegenwoordigers, aan de uitwerking van de adviezen van de instandhoudingscommissies en dus aan het toezicht op de instandhouding van de locaties deel te nemen;

Overwegende bijgevolg dat de reglementeringen inzake toegang tot informatie, inspraak en toegang tot de rechter vervuld zijn en in overeenstemming met het standstillbeginsel zijn;

Overwegende dat de diversiteit van de habitats en van de habitats van soorten binnen de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" haar aanwijzing volledig rechtvaardigt;

Overwegende dat deze locatie de kenmerken eigen aan een gebied met een communautair belang vertoont in de zin van artikel 1bis, 13°, van de wet van 12 juli 1973, en dat de site als dusdanig door de Europese Commissie is gekozen in haar beslissing van 7 december 2004, bijgewerkt middels haar beslissing van 10 januari 2011;

Overwegende dat de locatie een groot geheel van verschillende types natuurlijke habitats met een communautair belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie populaties van verschillende soorten met een communautair belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie aan de in artikel 25, §1, en in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 bedoelde selectiecriteria voldoet, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit, dat ze dienovereenkomstig moet worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzondere instandhoudingszone";

Overwegende dat de locatie gekenmerkt is door een grote ornithologische rijkdom en dat verschillende soorten vogels bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973 op de locatie zijn ondergebracht, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit; dat ze gebieden bevat die naar aantal en oppervlakte tegemoetkomen aan de behoeften inzake de instandhouding van deze soorten, die moeten worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzonder beschermingsgebied";

Overwegende dat artikel 26, § 1, tweede lid, 4°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat elk aanwijzingsbesluit de "samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie werd uitgekozen" bevat; overwegende dat, in het bijzonder, de locatie BE35049 om de volgende redenen uitgekozen werd : de locatie is een groot complex van vijvers afkomstig van voormalige mijnontginningen in de directe omgeving van Fraire (gehuchten "Les Minières", "Les Alloux", "Taille devant les Vivis" en "Monlaiti"), de ene in een landbouwmilieu, de andere in bossen. Er zijn tijdelijke en vaste vijvers. De vaste watervlakken gaan vaak gepaard met een mesotrofe tot eutrofe vegetatie met een communautair belang (3130 en 3150). Dit complex van vijvers is essentieel voor de kamsalamanders die op deze plaatsen een grote populatie vormen, die goed gekend is in het onderstroomgebied van de Samber. Het valleitje waar de "Ruisseau de Fairoul" (3260) loopt, wordt gedeeltelijk begrensd door neutrofiële beukenbossen (9130) alsook door sub-atlantische en midden-Europese eikenbossen (9160).

Gelet op de tabellen die als bijlage 3 gaan bij dit besluit en die de lijst van de soorten en habitats waarvoor de locatie wordt aangewezen, de oppervlakte van deze habitats of de populatie van deze soorten geschatte op de locatie alsook de evaluatie volgens een schaal van A tot C, de instandhouding ervan; overwegende dat dit besluit naar de website verwijst waarop inzage verleend wordt in de volledige gegevens van het standaard gegevensformulier dat aan de Commissie meegedeeld werd en die de aanwijzing van de locatie rechtvaardigt;

Overwegende dat de selectie van de locatie op basis van de beste wetenschappelijke kennis en de beste beschikbare gegevens is verricht, die voortvloeien uit verschillende inventariswerkzaamheden, verschillende fotografische en cartografische documenten, wetenschappelijke literatuur en biologische databanken;

Overwegende dat de gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen van de standaard gegevensformulieren komen die tussen 2002 en 2005 werden bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd benaderingen bevatten; dat ze voor een deel geactualiseerd werden op grond van de beste beschikbare kennis en dat de actualisering van deze gegevens verder ingevoerd moet worden op grond van een gedetailleerde kaart van de habitats;

Overwegende dat in 2010 is beslist de aanwijzing van de Natura 2000-locaties te bespoedigen en te vereenvoudigen; dat een gedetailleerde kaart betreffende de habitats van gemeenschappelijk belang bestaat voor 132 locaties van het netwerk; dat een methodologie van vereenvoudigde cartografie van de habitats toegepast is moeten worden op de 108 overblijvende locaties; dat een gedetailleerde lijst betreffende de soorten met een gemeenschappelijk belang bestaat voor 90 locaties en dat een vereenvoudigde methodologie van de lijsten op de 150 andere locaties toegepast is moeten worden;

Overwegende dat de locatie waarop dit besluit van toepassing is, het voorwerp heeft uitgemaakt van een gedetailleerde cartografie van de habitats; dat de gegevens betreffende de oppervlakten van de habitats met een gemeenschappelijk belang in bijlage bij dit besluit uit de wetenschappelijke inventarissen komen die sinds 2005 worden bijgehouden;

Overwegende dat, wat betreft de gegevens van de populaties van soorten opgenomen in dit besluit, uit de wetenschappelijke inventarissen voortvloeien, die tussen 2002 en 2005 werden bepaald;

Overwegende dat de gegevens betreffende de instandhouding van de habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang uit standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 bepaald werden; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werden benaderingen bevatten die later gepreciseerd moeten worden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, de beheerseenheidstypes bevat die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, in voorkomend geval, als overdruk op andere types beheerseenheden, alsook de bijzondere verbodsbepalingen en andere, daaraan gekoppelde bijzondere preventieve maatregelen;

Overwegende dat de beheerseenheden "UG 1 – Aquatische milieus, UG 5 – Verbindingsweiden, UG 7 – Alluviale prioritaire Bossen UG 8 – Inheemse bossen met een grote biologische waarde, UG 9 – Bossen habitats van soorten, UG 10 – Niet inheemse verbindingssystemen, UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen" afgebakend moeten worden, met het oog op de instandhoudingsdoelstellingen alsook ten opzichte van de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, de populaties van de soorten met een gemeenschappelijk belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, en de soorten van vogels aanwezig op de locatie, bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973;

Overwegende dat de verplichting de localisatie van de "voornaamste natuurlijke habitats" in kaart te brengen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud niet inhoudt dat elk type natuurlijk habitat en elke populatie van soorten binnen de locatie nauwkeurig gelokaliseerd moet worden; dat de termen "natuurlijke habitats" bedoeld in deze bepaling naar de definitie van artikel 1 bis, 2°, verwijzen die "de landen en wateroppervlakten" beoogt "waarvan de geografische en abiotische kenmerken en de mogelijkheden van natuurlijke kolonisatie de aanwezigheid of de voortplanting van de populaties van soorten van de wilde fauna en flora mogelijk maken. *De habitats worden natuurlijk geacht als hun bestaan te wijten of niet te wijten is aan een menselijk ingreep*"; dat de term "voornaamste" aangeeft dat het slechts erom gaat, de grote categorieën van natuurlijke habitats van de locatie en niet om elk exact type van natuurlijke habitat met een gemeenschappelijk belang te lokaliseren in de zin van artikel 1bis, 3°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; bijgevolg dat deze cartografie overgenomen uit het aanwijzingsbesluit met de cartografie van de beheerseenheden overeenstemt voor zover die worden bepaald, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, per groot/grote type(s) van milieu(s) die globaal homogene beheersmaatregelen rechtvaardigen; dat de verplichtingen die op elk perceel toepasselijk zijn gemakkelijk gekend kunnen worden; dat het inderdaad enerzijds om verplichtingen gaat die op de hele locatie toepasselijk zijn, namelijk de verplichtingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 betreffende de algemene verbodsbepalingen, en anderzijds om uitvoeringsmaatregelen in de betrokken beheerseenheid in de zin van het besluit van 19 mei 2011;

Overwegende dat de beschermingsregeling van de Natura 2000-locaties de vergunningsverplichting oplegt aan een reeks handelingen en werken die niet, krachtens andere wetgevingen, aan een vergunning, afwijking, toestemming of kennisgeving van de bevoegdheid van het Departement Natuur en Bossen (DNF) onderworpen zijn; dat het om beperkte verbodsbepalingen gaat aangezien ze opgeheven kunnen worden voor zover de handelingen die ze beogen geen afbreuk doen aan de integriteit van de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 over het

natuurbehoud; dat hetzelfde geldt voor de handelingen onderworpen aan vergunning krachtens een andere wetgeving; dat werken hoe dan ook toegelaten zouden kunnen worden om dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van sociale en economische aard, als de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud in acht worden genomen, namelijk het gebrek aan alternatieve oplossingen en de aanneming van compenserende maatregelen die noodzakelijk zijn om de globale samenhang van het Natura 2000-netwerk te waarborgen;

Gelet op artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud die het verbod voorziet om de natuurlijke habitats te vernietigen en de soorten te verstoren waarvoor de locaties worden aangewezen, voor zover deze verstoringen een significant effect zouden kunnen hebben op de Natura 2000-doelstellingen; overwegende dat dit artikel potentieel toepasselijk is op de handelingen die buiten de Natura 2000-locaties worden verricht; dat artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, betreffende de geschikte beoordeling van de effecten op het milieu, ook van toepassing is op de projecten en plannen die buiten de Natura 2000-locaties gelegen zijn en die geschikt zijn om een relevant effect op een Natura 2000-locatie te hebben t.a.v. de doelstellingen inzake de instandhouding van de locatie;

Overwegende dat de Regering, wat de evenredigheid van de maatregelen betreft, een preventieve regeling heeft ingevoerd die berust op geleidelijke beperkingen naar gelang van de gevoeligheid voor storingen van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang, in de vorm respectievelijk van verbodsbepalingen, toestemmingen en kennisgevingen; dat eerstgenoemden de activiteiten beogen die in de meeste gevallen geschikt zijn om een significant effect te hebben op de beschermde ecosystemen terwijl laatstgenoemden de activiteiten beogen die slechts in bepaalde omstandigheden een dergelijk effect kunnen hebben;

Overwegende dat de keuze van de maatregelen die van toepassing zijn door de Regering in haar besluiten van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 wordt gemaakt op grond van wetenschappelijke overwegingen, rekening houdend met de sociaal-economische eisen, in overeenstemming met het Europees recht, om zo weinig mogelijk effecten op de economische activiteiten of de activiteiten van openbaar nut te hebben.

Overwegende dat de mogelijkheid, voor de bevoegde overheid, om de machtiging te weigeren of laatstgenoemde eenvoudig aan voorwaarden te verbinden, evenals de mogelijkheid voor haar om afwijkingen op verbodsbepalingen enkel geval per geval toe te kennen de wil van de Regering aantonen om slechts de strikt noodzakelijke verplichtingen op te leggen voor de verwezenlijking van de instandhoudingsdoelstellingen in het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-gebieden de uitbreiding niet verbiedt van infrastructures zoals landbouwbedrijven, waterzuiveringsstations, hoogspanningslijnen, spoorlijnen, wegen, gasleidingen enz. voor zover die infrastructuur aan de vereiste vergunning(en) voldoet en indien nodig op de geschikte wijze een voorafgaande milieubeoordeling heeft gekregen in overeenstemming met de modaliteiten en de voorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de bezwaarschriften van sommige personen in verband met de onmogelijkheid om bepaalde noodtoestanden te beheersen in het kader van de preventieve regeling ingevoerd op de locaties als die locaties eenmaal zijn aangewezen; dat noch de vogelrichtlijn noch de habitat-richtlijn, noch de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud uitdrukkelijk op die noodtoestanden ingaan; dat de algemene verbodsbepaling bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel de interventies van de burgemeester in het kader van zijn algemene ordehandhavingsbevoegdheden uit zijn toepassingsgebied uitsluit; dat de interventies van de gewestelijke en plaatselijke besturen die niet onder dat kader vallen, al zouden ze verantwoord zijn door noodtoestanden, onder dat verbod blijven vallen, behoudens indien de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud nageleefd worden zoals blijkt uit recente rechtspraak van het Hof van Justitie over artikel 6, § 2, van de Richtlijn Habitats (arrest *Alto Sil*);

Overwegende dat de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 verschillende hypothesen voorzien waarin sommige preventieve maatregelen geen toepassing behoeven wegens redenen van openbare veiligheid (kappen van bomen die de openbare veiligheid langs de wegen, paden, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen bedreigen in UG 6 "prioritair bos" bijv.); dat, wat de interventies in de waterlopen betreft, meer bepaald bij overstromingsrisico's, geen enkele preventieve maatregel een verbodsbepaling oplegt of een machtiging of kennisgeving verplicht maakt om ijsbanken weg te halen of bomen te kappen die een gevaar geworden zijn voor de openbare veiligheid; dat de dode bomen die de veiligheid bedreigen en niet langs banen, wegen, paden in de zin van het Boswetboek, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen gelegen zijn in de bossen buiten de bosregeling omgehakt mogen worden voor zover ze op de grond blijven liggen (artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011); dat er in de UG1 geen enkele maatregel dwingende voorwaarden in dat opzicht oplegt, behalve als de noodmaatregel een wijziging van het bodemreliëf oplegt;

Overwegende dat er hoe dan ook een versnelde afwijkings- en machtigingsprocedure "Natura 2000" is voorzien in artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties; dat een andere mogelijkheid erin bestaat de noodinterventies wegens redenen van openbare veiligheid door te laten voeren in een "beheersplan" in de zin van artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

Overwegende dat overigens opgemerkt dient te worden dat noch het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Erfgoed en Energie noch het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de handelingen, werken of installaties vrijstelt van de toepasbare formaliteiten wegens redenen in verband met dringende noodzakelijkheid of openbare veiligheid; dat het voorzien van dergelijke uitzonderingen in de Natura 2000-regeling noch buiten proportie noch discriminerend is;

Overwegende dat wat betreft de beperkte toegang tot de banen, wegen of paden in de Natura 2000-locaties of nog tot de onbevaarbare waterlopen of sommige dammen geen enkele bijzondere vorm van toegang aan een controle onderworpen wordt door de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011;

Overwegende dat de regels betreffende het verkeer in bossen en waterlopen daarentegen krachtens het beginsel van samenvoeging van de administratieve ordehandhavingsregels geheel van toepassing blijven in de Natura 2000-locaties;

Overwegende vervolgens dat, wat het evenredig karakter van de maatregelen betreft, het feit dat sommige preventieve maatregelen soms "positieve" acties inhouden vanwege de eigenaars en de bezetters, eerder dan enkel zich afzijdig houden, nog niet betekent dat die maatregelen verplicht als actieve beheersmaatregelen uitgelegd moeten worden;

Overwegende dat talrijke administratieve ordehandhavingsmaatregelen die in voorkomend geval strafrechtelijk bestraft worden, immers in het algemeen belang tot tussenkomsten nopen, zonder enigerlei vergoeding, zoals bijvoorbeeld het losrukken van distels uit weilanden, het beheer van ongeklasseerde waterlopen, het snoeien van boomtakken die boven de openbare weg hangen, het rein houden van bermen en voetpaden of nog het herstel van buurtwegen;

Overwegende dat de dwingende verplichtingen die voortvloeien uit de preventieve maatregelen, met inbegrip van de maatregelen die sommige positieve verplichtingen zouden kunnen opleggen aan betrokkenen, in het kader van de Natura 2000-regeling via vergoedingen en fiscale vrijstellingen financieel gecompenseerd worden;

Overwegende dat de verbodsmaatregelen van de toegang van vee tot de waterlopen niet specifiek zijn voor Natura 2000; dat die maatregelen reeds zonder financiële compensatie van toepassing waren op bijna de helft van het Waals grondgebied krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, evenals krachtens het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen; dat de verplichtingen uit die wetgeving onlangs gewijzigd en verstrengd werden bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 houdende verplichting om de weidegronden gelegen langs de waterlopen te omheinen en houdende wijziging van verscheidene bepalingen; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen en het besluit van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en subsidies toegekend in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de ecologische hoofdstructuur financieringsmogelijkheden voorzien voor de omheiningen;

Overwegende dat artikel 26, § 1, lid 2, 11°, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud bepaalt dat de aanwijzingsbesluiten de middelen moeten bevatten om de instandhoudingsdoeleinden te bereiken, rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, met inbegrip van de bijzonderheden vermeld in die bepaling, waaronder het actieve beheerscontract; dat dit besluit de lijst opneemt voorgesteld bij de wet, zonder in te gaan op de middelen die gebruikt zullen worden per perceel en per beheerseenheid; dat een dergelijke precisering niet vereist wordt bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat het, om de ruimst mogelijke onderhandeling met de eigenaars en de bezetters mogelijk te maken in het kader van het overleg bedoeld in artikel 26, § 3, lid 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, of nog het sluiten van elke andere overeenkomst overeenkomstig artikel 26, § 3, lid 4, van dezelfde wet, beter is elke optie in het aanwijzingsbesluit open te laten; dat dit de bevoegde overheid de mogelijkheid zal geven om geval per geval, in functie van de plaatselijke behoeften inzake instandhouding, van de sociaal-economische vereisten en de wensen van de betrokken eigenaars en bezetters, de meest geschikte middelen te beoordelen ten dienste van het actieve perceelbeheer in de verschillende beheerseenheden;

Overwegende dat men door die graad van nauwkeurigheid te willen bekomen in het aanwijzingsbesluit, de aanneming ervan vertraagd zou hebben, terwijl het juist die aanneming ervoor zorgt dat de preventieve regeling in haar geheel van toepassing wordt;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters de kans hebben gekregen om in het kader van het openbaar onderzoek bezwaren in te dienen over de afbakening van de beheerseenheden en de toepasselijke instandhoudingsdoelstellingen, waardoor de doelstellingen die nagestreefd dienen te worden in het kader van het actieve beheer reeds bepaald kunnen worden; dat hun vertrouwen dus geenszins is geschaad voor zover de lijst der voorgestelde middelen geheel open blijft en niet perceel per perceel nader is opgegeven; dat het nuttig effect van het onderzoek er niet door is aangetast daar de eigenaars en bezetters reeds hun bemerkingen kunnen laten geworden in verband met de vorm van de beheerseenheden, die ruim bepalend is voor het soort dwingende voorwaarden die de daar gelegen percelen erdoor zullen krijgen;

Overwegende dat de term "beheersplan" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn ofwel het bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat beoogt, ofwel het beheersplan van een erkend natuurreservaat ofwel het beheersplan van een bosreservaat, ofwel de bosinrichting aangenomen na 13 september 2009, ofwel de bosinrichting die vóór die datum bestond maar die herzien is overeenkomstig artikel 64, eerste lid, van het Boswetboek, ofwel het eensluidend advies van DG03 voor een biologisch hoogwaardig weiland overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw; dat de beheersplannen geen onderdeel vormen van de verplichte inhoud van de aanwijzingsbesluiten zoals vastgelegd door de wetgever;

Overwegende dat de primaire beschermingsregeling en de preventieve regeling, van toepassing op, respectievelijk, de kandidaat-locaties en de locaties aangewezen als Natura 2000-locaties krachtens de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud noch een onteigening, noch een maatregel zijn die daarmee gelijk te stellen is in de zin van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, maar wel degelijk maatregelen zijn die strekken tot de reglementering van het gebruik van goederen die geenszins, al was het in onrechtstreekse zin, eigendomsrechtsberoving zijn; dat die regelingen rechtstreeks passen in het kader van lid 3 van artikel 1 van het Eerste Protocol dat de Staten ertoe machtigt het gebruik van de goederen te regelen met het oog op het algemeen belang;

Overwegende dat, in het bijzonder, de dwingende maatregelen, opgelegd voor de bewerking van de landbouwgronden vallend onder UG2 en UG3 geenszins het definitieve verbod opleggen om die gronden uit te baten - meer bepaald, het weiden van dieren of het oogsten van gras, dat ze enkel de verplichting inhouden om bepaalde landbouwpraktijken te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ecologische vereisten van de betrokken soorten en habitats, die per definitie verband houden met de landbouwmilieus en niet met ongerepte milieus; dat het vergoedingsmechanisme bepaald in de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud en de fiscale vrijstellingen voor de eigenaars hoe dan ook bijdragen tot de compensatie van de meerkost en de inkomensderving die sommige landbouwbedrijven zouden kunnen ondervinden, waarbij het "juiste evenwicht" wordt gewaarborgd tussen de inachtneming van de noden van het algemeen belang en het recht op respect voor de goederen, vastgelegd in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens;

Overwegende dat er financiële voordelen toegekend worden aan de eigenaars en beheerders van gronden gelegen in Natura 2000-gebieden om de bijkomende dwingende wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wegens de ligging van die gronden, te compenseren;

Overwegende dat de vergoeding van de landbouwers, bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 ter uitvoering van artikel 31 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, berekend werd op grond van een objectieve economische beoordeling; dat die vergoeding de compensatie mogelijk maakt van de meerkost en de eventuele inkomensderving uit de reglementering van het gebruik van de goederen met waarborg van het evenredig karakter van de maatregel; dat de vergoeding, overeenkomstig de evenredigheidsvereiste, hoger is in het kader van de preventieve regeling, daar laatstgenoemde strenger is dan de primaire regeling in UG2 en UG3;

Overwegende dat 5 % van de oppervlakte van Waalse weidegronden voor een aanzienlijk mindere vergoeding heden deel uitmaken van de milieuvriendelijke landbouwmethode MAE2 “natuurlijke weidegrond”; dat de vergoedingsniveaus, met de bekommernis om voldoende compensaties aan te bieden, duidelijk hoger zijn en afwijken van de maximumbedragen waarvan sprake in de Europese verordeningen, vastgelegd op 200 euro per hectare en per jaar;

Overwegende dat er bij die vergoedingen voor de eigenaars een vrijstelling van onroerende voorheffing, van de successierechten en, sinds 2011, van de schenkingsrechten gevoegd wordt;

Overwegende dat er bijgevolg geenszins sprake zou kunnen zijn van een *de facto* onteigening, die buiten proportie zou zijn met de instandhoudingsdoelstellingen die overeenkomstig het Europees recht nagestreefd worden;

Gelet op de bezwaren die in het openbaar onderzoek werden geuit in verband met de zogezegde schending van het standstillbeginsel;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder verweten wordt het beschermingsniveau van de acht reeds door de Regering op 30 april 2009 aangewezen locaties gevoelig verminderd te hebben zonder evenwel redenen van algemeen belang te hebben opgegeven die een dergelijke gevoelige terugzetting zouden kunnen verantwoorden;

Overwegende dat een globale aanpak van de hervorming nodig is om te oordelen in welke mate de hervorming op het vlak van kosten-baten-analyse al dan niet “een stap achteruit” is (E.G., nr. 187.998, 17 november 2008, Coomans en csrt; zie eveneens E.G., nr. 191.272, 11 maart 2009, VZW “Inter-Environnement Wallonie”);

Overwegende dat er ten gevolge van de aanneming van eerste acht aanwijzingsbesluiten op 30 april 2009 beslist werd het systeem te hervormen om er de leesbaarheid van en bijgevolg de uitvoering ervan op het terrein te verhogen; dat er aldus een nieuw aanwijzings- en beschermingsbeleid werd ingevoerd voor de gezamenlijke Natura 2000-locaties, en dat er in dat verband beslist werd de aanwijzing van de locaties (omtrekken, benaming, opsplitsing in beheerseenheden, kadastraal bekende percelen) van de dienovereenkomstige beheers- en beschermingsmaatregelen los te koppelen; dat dit tot een kortere inhoud van de aanwijzingsbesluiten leidt door de invoering van een gemeenschappelijke sokkel met verhoogde leesbaarheid;

Overwegende dat de maatregelen herzien werden om ze op het terrein controleerbaarder te maken met als doel een doeltreffende en doelgerichte uitvoering ervan; dat het territoriale toepassingsgebied van sommige maatregelen uitgebreid werd;

Overwegende dat de acht op 30 april 2009 aangewezen locaties er heden niet minder om beschermd zullen worden aangezien de dienovereenkomstige aanwijzingsbesluiten opgeheven en vervangen werden met zorg voor een gelijke behandeling van de betrokken eigenaars en bezetters, met oog voor eenmaking, samenhang en doeltreffendheid maar zonder gevoelige vermindering van het beschermingsniveau;

Overwegende dat de analyse van het stelsel dat op de locaties, aangewezen op 30 april 2009, van toepassing is en op de huidige regeling niet tot de conclusie leidt dat er een minder globaal beschermingsniveau voorhanden zou zijn met dien verstande dat sommige bepalingen in de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 als een herhaling worden beschouwd van de bepalingen getroffen krachtens andere vigerende wetgevingen zoals de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, de wet van 1 juli 1954 op de riviervisvangst en het Boswetboek;

Overwegende dat het minder « specifiek » karakter van de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen (indertijd “actieve beheersdoelstellingen” genoemd) geen enkele daling in het beschermingsniveau betekent; dat de instandhoudingsdoelstellingen voortaan immers op eengemaakte gewestelijke schaal staan (soort per soort/habitat per habitat) zonder evenwel een gekorte inhoud of juridische waarde gekregen te hebben; dat die eenmaking een betere inachtneming mogelijk maakt van de gelijke behandeling van eigenaars en bezetters en een aanzienlijke verbetering vormt ten opzichte van de zware aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat de mindere nauwkeurigheid van de kaartdocumenten voor de habitats van gemeenschappelijk belang evenwel geen vermindering van het beschermingsniveau voor de betrokken soorten en habitats betekent, die beschermd blijven in de preventieve regeling bedoeld in artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat de inhoud van de instandhoudingsdoelstellingen en van de preventieve maatregelen weliswaar veranderd is in de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 ten opzichte van de inhoud van de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, maar niet in de zin van een minder noch van een, a fortiori, gevoelig verminderd beschermingsniveau;

Overwegende dat wat betreft de criteria op grond waarvan de aanwijzingsbesluiten vastgesteld zijn, laatstgenoemden beperkt werden tot de vereisten opgelegd bij de vogel- en de habitatrichtlijn, evenals bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, dat het doel nagestreefd in de teksten ertoe strekt de instandhouding of het herstel van de natuurlijke habitats en de soorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te garanderen; dat de selectie en de afbakening van de locaties enkel op grond van wetenschappelijke criteria, en niet van overwegingen van sociaal-economische aard getroffen kunnen worden;

Overwegende dat de beheerseenheden bestaan uit omtrekken al dan niet uit één enkel stuk, gelegen binnen een Natura 2000-locatie die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereisen die afgebakend worden in functie van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria;

Overwegende dat het Waals Gewest verantwoordelijkheden heeft in termen van behoud in een gunstige staat van instandhouding van habitats en soorten van gemeenschappelijk belang; dat van sommige van die habitats en soorten kan blijken dat ze goed vertegenwoordigd zijn in het Waals Gewest, maar een strikte beschermingsregeling verantwoordelijk daer te zeldzaam zijn op Europees niveau;

Overwegende dat er tot nu geen aanleiding toe bestaat percelen toe te voegen ten opzichte van de omtrek van de locatie die aan een openbaar onderzoek onderworpen is, daar laatstgenoemde voldoet aan de selectiecriteria vastgesteld in de vogel- en de habitatrichtlijn, evenals in de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat de omtrek van de uiteindelijk aangewezen locatie verschillende percelen van de in eerste lezing aangenomen omtrek uitsluit als gevolg van de geformuleerde vragen in het kader van het openbare onderzoek; dat deze percelen, na verificatie en bijwerking van de gegevens, aan de wetenschappelijke criteria niet voldoen om te worden aangewezen als bijzondere instandhoudingszone of bijzondere beschermingszone voor zover ze geen biologische waarde hebben; dat dit gebrek aan belang niet te wijten is aan een gebrek of aan een wanbeheer; dat deze percelen ook niet tot de samenhang van het netwerk bijdragen, dat ze niet tot het bereiken van de instandhoudingsdoelstellingen bijdragen; dat ze bijgevolg bij vergissing op de locatie zijn opgenomen en moeten dus ingetrokken worden; dat de andere aanvragen tot intrekking niet in aanmerking zijn genomen voor zover ze betrekking hebben op percelen die aan de wetenschappelijke selectiecriteria van de locaties of aan de samenhang van het Natura 2000-netwerk en aan het bereiken van de instandhoudingsdoelstellingen van de locatie voldoen;

Overwegende dat sommige percelen, hoewel ze opgenomen zijn in de kaarten gevoegd bij het aanwijzingsbesluit, van de locatie zijn uitgesloten middels een lijst gevoegd bij het aanwijzingsbesluit (zie bijlage 2.2); dat die werkwijze toegelaten is bij artikel 26, § 1, lid 2, 7°, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud waarin bepaald is dat, in geval

van tegenstrijdigheid, de letterlijke voorschriften met betrekking tot de afbakening van de locatie en de beheerseenheden de grafische voorschriften overrulen; dat de omvang van de bebouwde percelen op praktisch vlak soms wel heel klein zijn; dat er, om te voorkomen dat de kaarten versnipperd zouden geraken door de afbakening van vernoemde percelen, voor de optie gekozen werd van de lijst van de uitgesloten percelen in de locatie, zonder dat ze eigenlijk op de kaart vermeld staan;

Overwegende dat het kaartdocument Natura 2000 om redenen van stabiliteit in de tijd gegrond is op de vectoriële standaardkaart van het NGI op 1/10 000e; dat dit, zoals het bij elke standaardkaart het geval is, enkel een afbeelding betreft van wat werkelijk op het terrein te vinden is; dat er onduidelijkheden eruit kunnen voortvloeien in vergelijking met de afgebeelde werkelijkheid of wijzigingen op het terrein die niet in overweging zijn genomen op het kaartdocument;

Overwegende dat de officiële referentie voor de kadastrale perceelsindeling de kadastrale legger is en dat de verschillende lagen op de kaart (CADMap) niet op één of ander referentiedocument gegrond zijn, maar een digitalisering zijn van de perceelplannen;

Overwegende dat SIGEC het resultaat is van de digitalisering van de gezamenlijke landbouwpercelen, aangegeven in het Waalse Gewest, op grond van georthorectificeerde luchtfoto's;

Overwegende dat de kadastralpercelen en de elementen van de Natura 2000-laag niet nauwkeurig samenvallen; dat de SIGEC-percelen en de elementen van de Natura 2000-laag ook niet nauwkeurig samenvallen; dat daar dus lichte verschillen uit voortvloeien; dat er bijgevolg een cartografische en op het terrein uit te voeren interpretatie nodig is om de werkelijke perceels- en beheerseenheidsgrenzen te kennen, waarvan de verschillende lagen op de kaart enkel afbeeldingen zijn;

Overwegende dat wat het gewestplan betreft, de lagen op de kaart gebruiksbeperkingen vertonen, omschreven en in te kijken op de website http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dat het gewestplan en het NGI, dat het standaarddocument vormde voor het in kaart brengen van Natura 2000, lichte verschillen vertonen;

Overwegende dat de materiële bevoegdheden in onze federale staatsstructuur exclusief zijn, onder voorbehoud van de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en van de federale loyaleiteit; dat een deelgebied het de federale overheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mag maken in het uitoefenen van diens bevoegdheden; dat het Waalse Gewest in deze niet rechtstreeks in de federale bevoegdheden treedt;

Overwegende dat, wat meer bepaald de spoorwegen betreft, de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel een instandhoudingsdoelstelling van de natuur nastreeft en niet het beheer en het onderhoud van de spoorinfrastructuur op zich regelt; dat een samenvoeging mogelijk is tussen beide administratieve ordehandhavingen; dat, hoewel de preventieve regeling *a priori* bepaalde dwingende maatregelen oplegt, de instandhouding en het onderhoud van de infrastructuur er daarom niet "onmogelijk" of "overdreven moeilijk" op gemaakt worden; dat er bij bedreiging van aantasting van de integriteit van de locatie, bijvoorbeeld door werfmachines, steeds een afwijking mogelijk is om redenen van hoog openbaar belang krachtens artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners op eventuele onverenigbaarheden wijzen tussen sommige bepalingen van de aanwijzingsbesluiten en die van de speciale administratieve ordehandhaving waarmee ze belast zijn (bijv. de wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen of de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen); dat die onverenigbaarheden tegen de hiërarchie van de normen zouden indruisen daar die bepalingen wetgevende waarde hebben terwijl de aanwijzingsbesluiten enkel een reglementaire waarde zouden hebben;

Overwegende dat die beweringen ongefundeerd zijn daar er geen enkele concrete onverenigbaarheid wordt aangetoond; dat de wettelijke erfdiensbaarheden, voorzien in de ordehandhavingswetgevingen voor infrastructuur van openbaar nut beperkingen opleggen in het eigendomsrecht van de omwonenden van die infrastructuur die, overeenkomstig het samenvoegingsbeginsel van de administratieve ordehandhavingen, samengevoegd worden met de bepalingen van de primaire beschermingsregeling die van toepassing is op de kandidaat-locaties en op de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters, de beheerders van de gronden alle wettelijke erfdiensbaarheden moeten naleven die op hun eigendom van toepassing zijn zonder dat dit ook maar een probleem van onverenigbaarheid vormt tussen het aanwijzingsbesluit en de bepalingen van die ordehandhavingswetgevingen;

Overwegende dat de samenvoeging daadwerkelijk de verplichting voor de beheerder van de infrastructuur inhoudt om de regels na te leven die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties, met inbegrip van de verplichting om, in voorkomend geval, de afwijking aan te vragen bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud wanneer het project een aantasting van de integriteit van de locatie inhoudt; dat dit daarom nog niet betekent dat het aanwijzingsbesluit de betrokken wetgevingen inzake administratieve ordehandhaving zou schenden; dat de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van sociaal-economische aard of in verband met de openbare veiligheid en de volksgezondheid, overigens de beheerders van de infrastructuur van openbaar nut de mogelijkheid verlenen om projecten in goede banen te leiden die verantwoord zijn door dergelijke redenen wegens het uitblijven van alternatieve oplossingen en mits compensatie;

Overwegende dat de preventieve maatregelen die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de locaties ten gevolge van hun aanwijzing als Natura 2000-locatie overigens niet betekent dat de openbare dienstopdrachten, toevertrouwd aan die openbare instellingen en in het bijzonder aan de autonome overheidsbedrijven zoals Infrabel, bedoeld in de organieke wetgevingen zoals de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 156), ter discussie worden gesteld;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties slechts een zeer beperkt aantal activiteiten verbiedt, over het algemeen van landbouw- of bosbouwaard en enkel in sommige uitermate broze beheerseenheden;

Overwegende dat de voornaamste dwingende maatregel voor het overige uit de bij artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud bepaalde verplichting voor de beherende overheid voortvloeit om, respectievelijk, de soorten en de habitats van communautair belang waarvoor de locatie is aangewezen niet significant te verstoren of aan te tasten en om de integriteit van de site niet te schaden via plannen of vergunningen die significante effecten zouden kunnen hebben op de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud;

Overwegende dat die dwingende maatregelen opgeheven kunnen worden via de afwijking bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van de openbare veiligheid en de volksgezondheid of van sociaal-economische aard en na advies van de Commissie als de locaties prioritaire habitats of soorten bevat; dat dit kader vastgesteld is bij richtlijn 92/43 van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, en niet gewijzigd mag worden op straffe van schending van het Europees recht;

Overwegende dat, mocht er tegenspraak worden vastgesteld tussen reglementaire bepalingen van een aanwijzingsbesluit en een bepaling van een ordehandhavingswetgeving of een organieke wetgeving van openbare diensten die infrastructures gebruiken in of in de nabijheid van een Natura 2000-locatie, die tegenstelling niet zou voortvloeiën uit het aanwijzingsbesluit maar rechtstreeks uit de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (art. 28 en 28bis) waarbij de preventieve regeling in de Natura 2000-locaties werd vastgelegd; dat het aanwijzingsbesluit enkel een akte van erkenning is met een voornamelijk reglementaire waarde, waarvan de aanneming hoofdzakelijk de inwerkingtreding tot gevolg heeft, in de bij die akte afgebakende omtrek, van een reeks preventieve maatregelen met een wetgevend karakter, zoals bijvoorbeeld een klasseringsakte die ondanks zijn individuele waarde de beschermde locatie onder de toepassing van een beschermingsregeling laat vallen, bepaald bij de wetgeving op de bescherming van het erfgoed;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid om in het stadium van de afbakening van de locatie het bestaan of de projecten van infrastructures van openbaar nut of van uitrustingen van openbaar nut in overweging te nemen, zoals bestaande of te bouwen zuiveringsstations, spoorlijnen, wegennetten, leidingen enz. er vooral op gewezen dient te worden dat de Waalse Regering zijn aanwijzingen van locaties enkel kan baseren op zuiver wetenschappelijke criteria bepaald bij de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, dat het dus niet mogelijk is bepaalde delen van de omtrek van een locatie uit te sluiten die voldoen aan de bescherming als Natura 2000-locatie, enkel en alleen om te voorkomen dat percelen voor de aanleg of de uibating van infrastructures, al zijn ze van openbaar belang, in de omtrek van een locatie zouden worden opgenomen;

Overwegende dat de mogelijkheden om af te wijken van de preventieve regeling om dwingende redenen van hoger openbaar belang bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 de beheerders daarentegen de mogelijkheid biedt om activiteiten te voeren ondanks hun impact op de locaties, mits inachtneming van bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat de Regering, wat betreft het verzoek van Operationeel Directoraat-Generaal 1 Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst, van VZW GRACQ en VZW "Chemins du Rail" in verband met de wens om de bedding van afgedankte spoorlijnen te behouden voor de aanleg van het RAVel-trage-wegennet of van nieuwe spoorlijnen, en hun suggestie om systematisch de spoorlijnen in de anthropische beheerseenheid UG11 over minstens 12 meter te behouden, evenals het verzoek van Infrabel om geen rekening te houden met het domein van de spoorinfrastructuur en geheel of gedeeltelijk met de percelen die zich in een zone van twintig meter bevinden gemeten vanaf vrije spoorrang de locaties niet anders mag selecteren of afbakenen dan op grond van wetenschappelijke criteria, en niet wegens sociaal-economische overwegingen; dat er geen sprake van zou kunnen zijn om een wegennet of een spoornet van een locatie uit te sluiten zonder wetenschappelijke verantwoording;

Overwegende dat er geen principiële onverenigbaarheid bestaat tussen de preventieve regeling voortvloeiend uit de aanneming van het aanwijzingsbesluit en de politie der spoorwegen, wat elke onregelmatigheid in verband met de zogezegde niet-naleving van de politie der spoorwegen uitsluit; dat het twee afzonderlijke administratieve ordehandhavingen betreft met samengevoegde effecten; dat, al mocht er een tegenstelling opduiken, wat niet het geval is geweest in de openbare onderzoeken, het aanwijzingsbesluit, ten minste wanneer daar geen specifieke instandhoudingsdoelstellingen of preventieve maatregelen of specifieke verbodsbepalingen in vervat zijn, namelijk locatie-eigen maatregelen en verbodsbepalingen, de aard van een akte van erkenning vertoont waarvan de inwerkingtreding verbonden is aan de toepassing van een preventieve regeling van decreetgevende oorsprong afkomstig van artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud; dat beide ordehandhavingen met éénzelfde hiërarchisch niveau samengevoegd worden ten bate van de strengste van beide;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en gelegen op het gebied van de gemeente Walcourt, wordt aangewezen als Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

De omtrek van de locatie, zoals begrensd op een kaart op schaal 1/10 000e, alsook de schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling ervan deze omtrek, worden vastgesteld bij bijlage 2 van dit besluit.

De Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" beslaat een oppervlakte van 55,76 ha.

Art. 2. De volgende elementen worden in bijlage 3.A. nader bepaald rekening houdende met de thans beschikbare gegevens :

1° de types natuurlijke habitats met een communautair belang die op de locatie voorkomen en waarvoor de locatie wordt aangewezen, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire natuurlijke habitats in het gebied;

2° de oppervlakte en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire natuurlijke habitats in de locatie herbergen.

Art. 3. De volgende elementen worden in bijlage 3.B. nader bepaald rekening houdende met de thans beschikbare gegevens :

1° de soorten van communautair belang en de soorten vogels waarvoor de locatie wordt aangewezen, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire soorten die in het gebied aanwezig zijn;

2° hun populatie en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire soorten in de locatie herbergen.

Art. 4. Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in artikel 25, § 2, bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

De resultaten betreffende de toepassing van deze criteria binnen de locatie worden samengevat in bijlage 3.A en 3.B bij dit besluit.

Art. 5. De beheerseenheden van de locatie en de kaart waarop de omtrek ervan wordt afgebakend, worden vastgesteld in bijlage 4 van dit besluit.

De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Art. 6. Rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, kunnen de voorgestelde middelen om de doelstellingen van het stelsel van actief beheer te bereiken, de volgende zijn :

- het afsluiten van een actieve beheersovereenkomst of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Waalse Gewest met betrokken eigenaars of gebruikers;
- de oprichting van een domaniaal natuurreservaat of een erkend reservaat of van een bosreservaat;
- de wijziging van de bosinrichtingen die eventueel op de locatie gelden;
- de aanneming van een afschotplan voor de soorten grof wild die dienen te worden gecontroleerd (in het ambtsgebied van de betrokken jachtraad of -raden);
- de wijziging van het beheersplan van de waterbeheersing van de landbouwgronden opgesteld door de Watering overeenkomstig de vigerende wetgeving;
- de terbeschikkingstelling van gronden aan het Waalse Gewest of aan een erkende natuurvereniging overeenkomstig artikel 17, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986;
- de wijziging, in voorkomend geval, van het op de locatie geldend saneringsplan per onderstroomgebied en/of de aanpassing van het programma van waterbeschermingsmaatregelen aangenomen in voorkomend geval krachtens het Waterwetboek;
- de wijziging van de programma's van ruimings- en onderhoudswerken van de waterloop;
- de aanneming van agrovoedingsmaatregelen;
- elk ander relevant actief beheersmiddel voorgesteld tijdens het overleg.

Art. 7. De Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" ressorteert onder de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Namen.

Art. 8. Deze aanwijzing heeft uitwerking vanaf 1 januari 2015.

Art. 9. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 1. Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, die zijn opgenomen in de locatie Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" :

GEMEENTE : FLORENNES 7^e Afd. Sectie A : percelen 1, 109A (partim 22 %), 109B, 110, 117L (partim 0 %), 2A, 2D2 (partim 54 %), 5/02 (partim 5 %), 5D (partim 22 %), 8^e Afd. Sectie C : percelen 10A (partim 1 %), 11 (partim 83 %), 12, 13 (partim 3 %), 14 (partim 71 %), 15

GEMEENTE : WALCOURT 14^e Afd. Sectie A : percelen 554W5, 554X5, 554Y5 (partim 30 %), 557E (partim 84 %), 558H, 558K, 564, 567C18 (partim 17 %), 568A (partim 80 %), 569/02, 569B3, 569C3 (partim 5 %), 569E2, 569E3 (partim 40 %), 569H (partim 7 %), 569T2 (partim 6 %), 569Z2 (partim 6 %), 570G, 573D, 573E, 574 (partim 11 %), 578B (partim 1 %), 711B2 (partim 85 %), 711D2 (partim 27 %), 711E2 (partim 72 %), 711Y (partim 10 %), 714/02B (partim 84 %), 714G6, 714N7 (partim 93 %), 714S6 (partim 77 %), 714V4, 714W4 (partim 77 %), 715A, 738D (partim 21 %), 779 (partim 32 %), 781A (partim 79 %), 782C (partim 26 %), 784 (partim 18 %), 798A (partim 86 %), Sectie B : percelen 530B (partim 54 %), 554C, 556A, 557, 563N5, 565A, 565G, 565H, 566K, 566L, 566M, 567A, 639B (partim 5 %), 639C (partim 8 %), 639D (partim 8 %),

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 2 : Afbakening van de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"**2.1. Kaart waarop de omtrek van de locatie wordt afgebakend**

Deze kaart bepaalt, op de dag van aanwijzing van de locatie, op een schaal van 1/10 000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000) de omtrek van de locatie.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

2.2. Schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van de omtrek van de locatie

Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen die niet opgenomen zijn in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, zijn niet opgenomen in de locatie Natura 2000 BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" :

GEMEENTE : FLORENNES 7^e Afd. Sectie A : percelen 2F2, 2G2, 2L

GEMEENTE : WALCOURT 14^e Afd. Sectie A : percelen 569A3, 569W, 573C, 573F, 711X, 778A, 782B, Sectie B : percelen 543N, 562D, 563G4, 563L5, 563M5, 563R5, 563S4, 563V4, 563X4, 563Y3, 639A, 644A, 645A, 645B, 646A, 646C, 647A, 648A, 648E, 648F, 15^e Afd. Sectie B : percelen 84

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 3. Lijst van de types natuurlijke habitats en soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen en daarbij behorende gegevens; samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul" is gekozen

Deze bijlage vermeldt, rekening houdend met de thans beschikbare gegevens :

- de lijst van de types natuurlijke habitats en de lijst van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen alsook de gegevens betreffende respectievelijk hun oppervlakten, hun populaties en een raming van hun staat van instandhouding; de types natuurlijke habitats en de prioritaire soorten gaan gepaard met een asterisk (*);

- een samenvatting van de resultaten van de beoordeling van het belang van de locatie om de instandhouding te waarborgen van de types natuurlijke habitats met een communautair belang van bijlage VIII en van de soorten met een communautair belang van bijlage IX en/of van de soorten vogels van bijlage XI van de wet van 12 juli 1973 die op de locatie voorkomen.

Deze resultaten verantwoordt de selectie van de locatie als Natura 2000-locatie. De volledige gegevens, die de resultaten van de toepassing van de selectiecriteria omschrijven, zijn beschikbaar bij de centrale diensten van het Departement Natuur en Bossen, avenue Prince de Liège 15, te 5100 Jambes et op de website <http://Natura2000.wallonie.be>.

De gegevens betreffende de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en betreffende de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen, voortvloeien uit standaardformulieren met gegevens opgesteld tussen 2002 en 2005. Deze gegevens, beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer ze geselecteerd is, bevatten vergissingen. Ze zijn gedeeltelijk bijgewerkt, in het bijzonder de oppervlakten, op basis van de beste beschikbare kennis en de bijwerking van deze gegevens dient te worden nagestreefd op basis van een gedetailleerde cartographie van deze habitats.

De locatie BE35049 is uitgekozen om de volgende redenen : de locatie is een groot complex van vijvers afkomstig van voormalige mijnontginningen in de directe omgeving van Fraire (gehuchten "Les Minières", "Les Alloux", "Taille devant les Vivis" en "Monlaiti"), de ene in een landbouwmilieu, de andere in bossen. Er zijn tijdelijke en vaste vijvers. De vaste watervlakken gaan vaak gepaard met een mesotrofe tot eutrofe vegetatie met een communautair belang (3130 en 3150). Dit complex van vijvers is essentieel voor de kamsalamanders die op deze plaatsen een grote populatie vormen, die goed gekend is in het onderstroomgebied van de Samber. Het valleitje waar de "Ruisseau de Fairoul" (3260) loopt, wordt gedeeltelijk begrensd door neutrofiële beukenbossen (9130) alsook door sub-atlantische en midden-Europese eikenbossen (9160).

A. Types natuurlijke habitats van communautair belang van bijlage VIII bij de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Types natuurlijke habitats van communautair belang	Oppervlakte	EC	UG HIC *
3130	2,26 ha	-	
9130	0,92 ha	-	
3150	0,11 ha	C	
3260	0,00 ha	-	

Verklaring : EC : schatting van de instandhouding op het moment waarop de locatie werd geselecteerd; A : uitnemende instandhouding; B : goede instandhouding; C : gemiddelde instandhouding; UG HIC*; beheerseenheid(eenheden) die de prioritaire natuurlijke habitat met een communautair belang herbergt of kan herbergen (wanneer de precieze gegevens niet beschikbaar zijn); "-" : gegeven niet beschikbaar

3130 : Stilstaande wateren, oligotrofe tot mesotrofe met vegetatie behorend tot het Littorelletea uniflorae of Isoeto-Nanojuncetea

3150 : Van nature eutrofe meren met vegetatie van het type Magnopotamion of Hydrocharition

3260 : Submontane en laagland rivieren met vegetaties behorend tot het Ranunculion fluitantis en het Callitricho-Batrachion

9130 : Beukenbossen van het type Asperulo-Fagetum

B. Soorten van de bijlagen IX en XI van de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Code	Latijnse naam	Nederlandse naam	Populatie				EC
			residente	treksoorten			
				voortpl.	winter	etappe	
1166	Triturus cristatus	Kamsalamander	P				B

Verklaring : P= aanwezigheid; p = paar; id = eenling; EC : schatting van de instandhouding op het moment waarop de locatie werd geselecteerd; A : uitnemende instandhouding; B : goede instandhouding; C : gemiddelde instandhouding; vis. : bezoeker; occ : occasioneel; "-" : niet-beschikbaar gegeven

Sinds de selectie van de locaties, zijn de volgende soorten ook vastgesteld :

Code	Latijnse naam	Nederlandse naam	Bevolkingsgroep				EC
			residente	treksoorten			
				voortpl.	winter	etappe	
A153	Gallinago gallinago	Watersnip		P			-

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 4 : Aanwijzing en afbakening van de omtrek van de beheerseenheden van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul"

4.1. Lijst van de beheerseenheden die binnen de locatie worden afgebakend

De volgende beheerseenheden worden herbergd binnen de locatie :

- UG 1 - Aquatische milieus
- UG 5 - Verbindingsweiden
- UG 7 - Alluviale prioritaire bossen
- UG 8 - Inheemse bossen met een grote biologische waarde
- UG 9 - Bossen habitats van soorten
- UG 10 - Niet inheemse verbindingsbossen
- UG 11 - Teeltgronden en antropogene elementen

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenhedestypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10 000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura.2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE35049 - "Vallée du Ruisseau de Fairoul".

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO